

# Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14355 - 6 F

VENDREDI 22 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

## Le pari de Téhéran

LES « retrouvailles » entre la monarchie wahhabite et sa grande rivale au sein du monde musulman, la République islamique, n'ont été permises que grâce à la nouvelle orientation politique des dirigeants iraniens. Téhéran semble, en effet, disposé à accepter toutes les concessions possibles en vue d'assurer le succès de l'ouverture diplomatique engagée depuis la mort de Khomeiny par le président Rafsanjani en direction du monde arabe et de l'Occident.

Au cours des sept mois qui ont précédé la guerre du Golfe, Téhéran a su gagner progressivement la confiance des Occidentaux et de leurs alliés arabes, tout en réclamant le départ des forces étrangères dans la région, afin de ménager la susceptibilité des Iraniens les plus radicaux. Les Saoudiens, pour leur part, paraissent avoir publié leurs prévisions à l'égard d'une République islamique singulièrement assagie depuis deux ans. Et ils souhaitent assurer le plein succès du prochain pèlerinage au moment où Bagdad recommande aux musulmans de n'y pas participer, pour protester contre le déploiement des troupes occidentales sur la « terre sacrée » de l'Islam.

GRACE à la bonne volonté dont il a fait preuve à l'égard de l'Arabie saoudite et du roi Fahd - récemment encore qualifié à Téhéran de « gouverneur de l'Alabama » par le bouillant ayatollah Khomeini - les Iraniens espèrent également qu'ils pourront disposer d'un strapontin auprès du groupe des huit (les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, plus l'Égypte et la Syrie) chargé d'élaborer les arrangements de sécurité de l'après-guerre dans le Golfe.

Le grand perdant de la normalisation des relations entre Ryad et Téhéran, est à titre posthume l'imam Khomeiny, qui avait déclaré peu avant sa mort que si l'Iran pouvait un jour se réconcilier avec l'Irak, il ne pourrait jamais pardonner aux Saoudiens le « massacre » de ses pèlerins à la Mecque en 1987. L'intransigence doctrinale de celui qui fut l'adversaire irrécusable de la dynastie saoudienne et qui entendait enlever à celle-ci le tutelle des lieux saints de La Mecque et de Médine est en train d'être lentement, mais sûrement, abandonnée par ses successeurs.

DES divergences fondamentales subsistent cependant entre les dirigeants chiites iraniens et le régime conservateur wahhabite d'Arabie saoudite. Soumis à une forte pression intérieure de la part des partisans de la ligne dure, dite de l'imam, encore majoritaire au sein du Majlis (Parlement), les dirigeants de Téhéran sont obligés de garder une certaine distance avec Ryad sous peine de voir se renforcer cette opposition qu'ils ont jusqu'à présent contenue, voire neutralisée, au lieu d'être tout moyen d'agrandissement. En prévoyant une « dékhoménisation », euphémisme mené avec une extrême prudence, ne risquent-ils pas de compromettre toute les succès de cette entreprise ? C'est un pari périlleux que M. Rafsanjani semble avoir accepté.

Lire page 5  
L'article de JEAN GUEYRAS

Lire également

- La levée de l'embargo sur l'Irak inquiète les entreprises françaises par YVES MAMOU page 27
- L'emprise des États-Unis sur le Koweït par VERONIQUE MAURUS page 3

M0147 - 0322 0 - 6.00 F



## En réintégrant la présidence collégiale

### La Serbie joue l'apaisement dans la crise yougoslave

La crise politique ouverte par la Serbie et les menaces d'intervention de l'armée semblent s'estomper en Yougoslavie. Mercredi 20 mars, le Parlement serbe, jouant l'apaisement, a fait volte-face et refusé, par 224 voix contre 17 et 4 abstentions, la démission de M. Borisav Jovic de son poste de président de la direction collégiale du pays. Celle-ci devait donc sa réunir au complet, jeudi à Belgrade, et poursuivre, avec les dirigeants des Républiques, ses discussions sur l'avenir de la Fédération.

BELGRADE

de notre correspondante

Pendant sept heures de discussions mercredi, les députés socialistes (ex-communistes), qui disposent de 194 des 250 sièges du Parlement serbe, ont prié M. Jovic de rester à la présidence fédérale, tandis que les représentants de l'opposition préconisaient sa révocation, estimant qu'il avait « accentué la crise politique yougoslave » et qu'il s'agissait d'une « farce » s'il revenait sur sa décision.

En début de session, M. Jovic avait développé longuement les raisons de sa démission, présentée vendredi 15 mars, estimant que la majorité des membres de la présidence collégiale prônait la « dissolution de la Yougoslavie » et qu'en

refusant de voter les mesures d'urgence proposées par l'armée, cette majorité comptait « paralyser les forces armées ». Il a également accusé les plus hautes institutions de la Fédération d'avoir plongé le pays dans une grave crise constitutionnelle. Une fois de plus, il a attaqué le gouvernement fédéral et la politique financière et économique du premier ministre, M. Markovic, qui a provoqué, à ses yeux, « la liquidation d'un grand nombre d'entreprises et la chute brutale de la production ». M. Markovic est accusé d'avoir « fermé le marché yougoslave aux entreprises nationales pour le céder aux étrangers ». Ce qui explique, selon lui, l'immeuble soutien de l'étranger à la réforme du gouvernement fédéral.

FLORENCE HARTMANN  
Lire la suite page 8

## Nouveaux incidents dans l'île

### La Réunion : M. Mitterrand admoneste le gouvernement

De nouveaux incidents se sont produits à Saint-Denis-de-La Réunion dans la soirée du mercredi 20 mars, des groupes de jeunes gens attaquant des automobilistes à coups de pierres et dévalisant les passagers d'un autobus. Les forces de l'ordre ont procédé à des arrestations. Mercredi, au conseil des ministres, M. Mitterrand a fait la leçon au gouvernement sur les problèmes de l'île, où M. Mitterrand, présidente de France-Libertés, devait se rendre jeudi pour une visite « prévue de longue date ».



Lire nos informations page 11

## Les conséquences de l'unification allemande

Le gouvernement de Bonn réagit vivement aux déclarations du président de la Bundesbank.

page 27

## Le printemps de M. Giscard d'Estaing

L'ancien chef de l'Etat pousse les feux sur l'Europe.

page 11

## Décès du général Michel Gouraud

Il avait été condamné puis amnistié après le putsch de 1961.

page 38

## La banalisation du racisme

Un rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

page 12

## AFFAIRES

- Les peris d'Usinor-Seelior
- La course à la technologie des laboratoires
- Oscar de la Rente, créateur et homme d'affaires.

pages 31 à 33

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

## Le fédéralisme en question

Il suppose, à défaut de fédérateur, la conscience d'une identité commune

par André Fontaine

« Le vingtième siècle ouvrira l'ère des fédérations, ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans. » Ainsi s'exprimait, en 1863, deux ans avant de mourir, dans son *Principe fédératif*, Pierre-Joseph Proudhon, philosophe et militant socialiste vaincu par Marx, à qui l'on doit le célèbre aphorisme selon lequel « La propriété, c'est le vol ».

Il n'y avait guère que les États-Unis et la Suisse, à l'époque, pour s'être dotés d'institutions fédérales. De l'URSS à l'Inde, du Canada au Mexique, du Brésil à l'Australie, les plus vastes pays du monde, à l'exception de la Chine, ont depuis lors suivi leur exemple et le conseil de Proudhon. C'est aussi le cas, en Europe, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. En Afrique, du Nigérie et de l'Afrique du Sud. En Amérique, de l'Argentine et du Venezuela. En Asie, de la Malaisie et des Émirats arabes unis. On a envisagé une « cantonalisation », ce qui revient au même, pour essayer de résoudre le casse-tête libanais. Enfin, l'Europe communautaire, confi-

ération de fait, débat depuis quarante ans de l'opportunité de se muer en fédération : autrement dit, pour ses membres, de se désaisir, au profit d'un État « supranational », d'attributs essentiels de leur souveraineté. Aujourd'hui, cependant, le fédéralisme se trouve, en plusieurs endroits, mis à rude épreuve. L'URSS se décompose, sans que le référendum de Gorbatchev y puisse grand-chose. La Yougoslavie implose. Tchèques et Slovaques se supportent de plus en plus difficilement. Tous ces pays ont en commun d'avoir été, ou d'être encore, communistes. Est-ce à dire que l'échec du communisme est la cause de l'ébranlement du système fédéral ? Le Canada n'a jamais, et de loin, été communiste : or le « souverainisme » a de nouveau le vent en poupe au Québec. L'Union indienne est périodiquement secouée par des remous « intercommunautaires ». A peine Mitterrand et Giscard d'Estaing avaient-ils parlé, l'an dernier, l'un de sa « finalité fédérale », l'autre de sa « vocation » également « fédérale », l'Europe des Douze a donné une nouvelle preuve, à l'occasion de la guerre du Golfe, de son inconsistance politique.

Lire la suite page 8

## Injustices roumaines

Prévenus en tenue de bagnard, enfants « réduits », détentions arbitraires... La révolution judiciaire reste à faire

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

D'abord on entend leur pas, comme un chuintement discret, qui aimerait se retenu pour ne pas déranger. Puis on les voit : ils sont une vingtaine, serrés en rangs d'écoliers qui ne s'avanceraient pas de chahuter, dans leur tenue de bagnard en grosse laine rayée. Avec leur calot sur la tête et leur crâne piqué d'une timide repousse, ils ont tous l'air d'avoir les oreilles trop grandes et décollées. On ne peut croiser leurs yeux, car ils les baissent. Dans la clarté dorée de l'hiver, poudreuse d'une poussière qui file dans un ral de lumière, ils avancent ainsi, hâves, vers leurs juges.

Car ces hommes n'ont pas encore été jugés, et, comme le dit sans rire le nouveau code de procédure pénale modifié depuis la révolution, ils sont présumés innocents. A côté de cette cohorte blême, deux lycéens en tenue bleu outi ont pris place dans le box des accusés. On les a tondus, eux aussi, dégageant une nuque enfantine, tristement fragile. Arrêtés en mai pour avoir volé une

moto, fait un tour dessus et tenté d'en vendre les pièces détachées, ils ont reconnu le vol. Leur famille a remboursé le préjudice. Coupables, ils ne pourront retrouver la liberté avant d'avoir purgé « une mesure éducative » de deux ans minimum. Ils ont déjà manqué la rentrée scolaire de l'année dernière et ne sont pas prêts de reprendre leurs cours de dessin industriel.

Dans les couloirs glacés du palais de justice de Bucarest - ce palais dont la légende veut qu'il soit composé de trois cent soixante-cinq pièces, autant que de jours dans l'année, - des marchands ambulants vendent des gâteaux plats à tout un petit monde qui semble passer sa vie en attente. Caravansérail bruisant de paysannes aux hanches lourdes, en courtes jupes aux godets virevoltants, petits Tsiganes quémandeurs aux yeux noirs, plaideurs anonymes qui réchauffent leurs doigts gourdus autour d'un globe de café. Le bâtiment porte encore les traces du tremblement de terre de l'année dernière et des ouvriers s'affairaient avec lenteur autour de pierres brisées.

AGATHE LOGEART

Lire la suite page 9

## LIVRES • IDÉES

■ Edgar Allan Poe, le premier Américain ■ Danièle Sellane ■ Rimbaud, l'indépendant à outrance ■ Quand y a-t-il littérature ? ■ L'histoire, par Jean-Pierre Rioux ■ Le feuilleton de Michel Brudeau : « Grain de beauté » ■ Histoires littéraires, par François Bott : le pentouffia et les étoiles. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Pleidoyer pour Strindberg ».

pages 17 à 28

Le onzième Salon du livre de Paris, inauguré jeudi 21 mars par MM. Rocard et Lang, ouvre ses portes au public vendredi matin 22 mars jusqu'au mercredi 27 mars. A cette occasion le Monde publie avec son numéro daté 23 mars, un supplément consacré aux livres de poche : « Le fond des poches » : l'histoire passée et présente de l'édition « populaire », les grandes collections, et, bien sûr, l'avenir des livres au format de poche.

# JEANNENEY

Collection XX<sup>e</sup> siècle 95 F

Editions du Seuil

## Arts décoratifs

### Un musée rénové

MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Antoine Riboud, président de l'Union centrale des arts décoratifs, devaient annoncer, jeudi 21 mars, les projets de rénovation du Musée des arts décoratifs, à Paris. Profitant du démantèlement du ministère des finances et des travaux du Grand Louvre, le musée gagnera près de 5 000 mètres carrés. Ce sera l'occasion de réorganiser les collections et de redéfinir la vocation de cet établissement. Mais le flou demeure : le projet culturel est encore embryonnaire et la direction scientifique n'est pas en place. Les sommes investies dans cette rénovation ne serviront-elles qu'au décor ?

Lire page 14 l'article de LAURENCE BENAÏM ainsi qu'un entretien avec M. Antoine Riboud



## Le cercle des éditeurs disparus

par Pierre Belfond

Si un photographe avait eu l'idée, en 1966, de rassembler les « jeunes » éditeurs de l'époque (ceux qui avaient créé leur maison après la guerre), et s'il avait voulu refaire le même cliché un quart de siècle plus tard, il aurait dû y renoncer : de cette génération ne subsiste plus un seul éditeur-fondateur demeuré maître chez soi.

Pourtant, en dehors d'Éric Losfeld, de Pierre Seghers et de Jean-Jacques Nathan, aucun n'est mort, physiquement, mais ils se sont en quelque sorte volatilisés... Bonjour, Jean-Jacques Pauvert ! Salut, André Baudouin ! Hello, Jean-Pierre Ranssay ! Quoi de neuf, Jean-Claude Lattès ? Vous me faites signe, Claude Tchou ? Quand paraissent vos Mémoires, Robert Laffont ? On dîne ensemble, Jean-Claude Milner ? A bientôt, Claude Nielsen !

Que certains aient été contraints de jeter l'éponge au milieu du combat, que d'autres aient choisi de céder leur majorité après un beau parcours, restant ou ne restant pas à la tête de leur entreprise, qu'importe ! L'éditorialisme n'est pas un sacerdoce. Je viens de citer huit noms, mais j'en aurais pu tout aussi bien en citer huit autres : Frédéric Ditis, Jean-Pierre Delarge, Pierre Bordas, Jacques Bertoin, Georges Herscher, Geoffrey Steiner, François Maspero, Jean-Paul Menges ou Olivier Orban.

Comment ne pas croire à la fatalité ? Pas un seul survivant ayant conservé son indépendance, sinon quelques artisans qui ont renou-

cé aux délices de l'ère industrielle, espèces de comédiens menacés que l'on visite dans leurs réserves, rue Bernard-Palissy, rue de Médicis ou villa d'Aldasia. N'est-il pas surprenant que la sélection naturelle n'ait épargné que quelques grands ancêtres, héritiers du dix-neuvième siècle, pionniers de la Belle Époque ? Calmann-Lévy, Albin Michel, Flammarion, Gallimard - et un outsider des années 30, le Seuil ? Car il ne faut pas s'y tromper : si certains noms semblent jurer d'une certaine pérennité (Hachette, Larousse), d'autres, bientôt, ne seront plus que des syllabes n'évoquant que pour quelques spécialistes la personnalité de bâtisseurs mythiques : Grasset, Plon, Fayard, Stock, Payot, Julliard, Denoël, Armand Colin.

Ainsi nous savons maintenant, nous autres éditeurs, que nous sommes mortels. Pourtant, lorsque, en 1963, me fêlèrent le bras, nous sommes entrés dans la carrière, nous pensions pouvoir échapper au sort de nos devanciers. Ne jurant que par la couverture blanche, à liserés noir et rouge, nous avions devant nous l'assurance de la gloire et la certitude de l'éternité ! Mais nous avons vite été rappelés à l'ordre. Je faisais bonnager à mes banquiers des romans de Gilbert Tondoue et des recueils de poèmes d'Hubert Juin, ils me répondaient escompte, agios, autorisation de découvert, François Cavanna et Jean-Louis Bory leur consacraient les *Ritels* et le *Pied*, ils me rétorquaient hauts de bilan, cash flow, amortissements. Je déposais à leurs pieds Marcel Béalm.

et Manuel Scorza, William Kennedy et Unica Zürn, je les entendais murmurer « *Salimbanque* ! » comme si ce n'était pas le plus beau mot de la langue française !

### Le système Roux-Combaluzier

Il va de soi que je n'améliorais pas mon image de marque en risquant 1 million de dollars sur un manuscrit dont pas une ligne n'était écrite. Quand cessais-je de jouer à la roulette russe ? Vraiment, ce n'était pas sérieux. Il ne me suffisait donc pas de dire du mal de certains critiques, myopes et télégraphiques, qui considéraient le système Roux-Combaluzier (« je dis que ton livre est sublime, tu dis que le mien est génial ») comme l'ascenseur le plus rapide vers le Nobel, ou de partir en guerre, à chaque rentrée, contre la mafia des prix littéraires et leurs votes de fausse monnaie ?

Enfin, Colleen McCullough vint, et tout fut pardonné. Ses oiseaux se posèrent sur les toits du Crédit du Nord et de la BNP. Soudain, j'eus droit au tapis rouge. Je fus admis au rang des géomètres et des comptables. Quelques années plus tard, entrant par mégarde dans un joli palais, le palais Brongniart, on me retint à la table du Second Marché. J'accablais alors au grade de géomètre chef. Je faillis même être décoré.

Hélas ! mes mauvaises habitudes bientôt réapparurent. On me surprit en flagrant délit d'éditer à nouveau quasiment sous le manteau - des auteurs réputés invendables (Roi Bastos, Gaston Compère, Wladimir, Zwiag, Picabia) ou, pis, mal-pensants (Agucy, Milorad Pavic, Adèle Blasquez). Le cours des actions de la société s'en ressentit. N'était-il pas temps de passer la main ?

Pendant vingt-huit ans, nous avons pu exercer « le plus beau métier du monde » (merci, François Velly). Trois décennies contre huit, neuf ou dix pour les grands anciens. On nous reproche d'avoir été trop pressés, mais, pour survivre indépendamment dans notre petit monde, il faut commencer par être centenaire. Aurait-il fallu vingt-huit ans de plus ? Salimbanques ou géomètres, joueurs ou calculateurs, découvreurs de poètes ou metteurs sur orbite de best-sellers, nous nous sommes diversifiés avec passion, nous avons tremblé en essayant de donner le change, nous nous sommes cent fois trompés en étant sûrs d'avoir raison. Comme l'ont sans doute fait avant nous tous ceux qui vont nous accueillir, demain, dans leur cercle, le cercle des éditeurs disparus.

► Pierre Belfond a dû abandonner au début de l'année la direction de la maison d'édition qu'il avait fondée en 1963.

## Des villes sans exclus

par Roger Quilliot

La ville est depuis plusieurs mois un sujet d'actualité. Lieu de culture et de conflits, de richesse et de pauvreté, d'échanges et de solitude, elle offre un double visage : mais c'est plutôt la face négative qui en est évoquée, avec les tensions et quelquefois les explosions sociales que connaissent certains quartiers de nos agglomérations. Faut-il s'en étonner puisque la ville est à l'image de notre société, et que cette dernière, loin de construire l'harmonie, met en œuvre de redoutables mécanismes d'exclusion ?

Le premier d'entre eux touche à l'emploi. La France connaît trop d'exclus de la vie économique. Les restructurations industrielles laissent sur le bord de la route nombre de salariés condamnés durablement au chômage ; trop de jeunes sortent du système scolaire sans posséder une qualification de plus en plus nécessaire pour accéder au monde du travail. Lutter contre l'inégalité devant formation et l'emploi, est donc pour notre société une tâche prioritaire.

Mais un second mécanisme vient amplifier le premier, c'est celui de l'exclusion urbaine. Les villes reçoivent, en Europe, des pôles d'attraction. La croissance des agglomérations se poursuit, comme la reconquête des centres urbains.

### La lutte contre la ségrégation

Cette dynamique produit de fortes tensions sur le marché des terrains et du logement. En l'absence de maîtrise publique, les familles modestes sont invitablement reléguées dans des secteurs urbains à faibles enjeux économiques. Ainsi les plus défavorisés sont-ils souvent regroupés dans des quartiers mal localisés, construits depuis la guerre dans le cadre d'un urbanisme vertical, froidement fonctionnel et mal adapté aux familles qui y vivent.

Pour autant ne nous trompons pas de diagnostic : le problème des formes urbaines des grands ensembles existe, mais il est second. En témoigne le fait que des quartiers réalisés plus récemment, suivant d'autres conceptions, par exemple dans des villes nouvelles, basculent à leur tour dans la marginalité. La cause première des difficultés est la concentration dans un même quartier de ménages qui subissent des handicaps économiques - pauvreté, absence d'emploi, - culturels et sociaux, éducatifs et familiaux.

Cette concentration, que l'on trouvait naguère dans des îlots insupportables de nos villes, se produit aujourd'hui à une échelle beaucoup plus large dans les grands ensembles. Là se constituent de vastes ghettos de pauvreté, et certains d'entre eux connaissent une évolution inquiétante : jeunesse au chômage, délinquance, commerces et services qui ferment, écoles qui remplissent mal leur mission éducative, développement progressif de la drogue. Si certains observateurs évoquent un peu trop rapidement une évolution à l'américaine (notre histoire urbaine est fort différente), il est vrai que nous retrouvons parfois les symptômes de la marginalité d'outre-Atlantique.

Il est donc urgent d'engager la lutte contre ces phénomènes de

concentration et de ségrégation : il faut organiser un minimum d'équilibre entre les groupes sociaux, mieux répartir les familles défavorisées dans les différents quartiers des villes. Un tel rééquilibrage demandera du temps : il est d'autant plus nécessaire d'y travailler rapidement. Et seule une politique publique qui satisfasse quatre conditions peut permettre de réussir dans ce domaine :

1) Un système de logement social, qui réponde à une autre logique que celle du seul marché : nous l'avons et les organismes d'HLM favoriseront cet équilibre s'ils disposent de logements mieux répartis sur l'ensemble du territoire des agglomérations.

2) Une volonté politique forte et celle-ci doit d'abord venir des collectivités locales. Bien des élus ont conscience des difficultés qu'engendrent les déséquilibres sociaux de leurs villes. Certains agissent depuis longtemps en mixant systématiquement logements sociaux et constructions privées, et là où les ghettos se créent, en recourant à la procédure du développement social des quartiers. Il convient donc de faire d'abord confiance aux collectivités territoriales.

Une intervention de l'État ne doit cependant pas être écartée au cas où ces dernières ne pourraient pas s'entendre sur la définition de politiques de l'habitat et sur la mise en place de moyens efficaces. Car si, localement, on s'accordait pour organiser la ségrégation, il serait légitime que l'État, qui est le garant de la solidarité nationale, mette en cause de tels desseins. Pierre Méhaignerie ne disait pas sur ce point autre chose que Michel Delabarre.

3) Une organisation spatiale et temporelle des actions urbaines. Où construire de nouveaux logements sociaux, quelle politique d'amélioration de l'habitat mettre en œuvre, quels équilibres sociaux viser dans les différents secteurs de

la ville, autant de questions que les élus locaux ont à traiter ensemble au niveau des agglomérations. La planification urbaine dépasse nécessairement les limites de nos cités : ceux qui rêvent aujourd'hui leurs schémas directeurs le savent.

### L'obstacle financier

4) Apporter une réponse au problème financier que posent les coûts élevés du foncier dans les villes. Ces coûts constituent le principal obstacle à la construction de logements sociaux dans les secteurs bien situés, où, le plus souvent, ils sont rares, sinon inexistant. Et plutôt que de créer une taxe supplémentaire, mieux vaut faire participer les opérations nouvelles à la solution de ce problème. Quelques communes agissent déjà dans ce sens en exigeant que ces opérations intègrent des logements sociaux par souci de diversité. Si la règle du jeu est clairement affirmée, il n'y a pas de raison que l'activité de construction en soit perturbée. Le projet de loi sur la ville, dont va prochainement débiter le Parlement, est donc d'une grande importance. Certes une loi ne résout pas par elle-même les difficultés. Une action volontaire et durable des partenaires locaux est essentielle, en particulier dans les quartiers en difficulté.

Encore faut-il donner aux élus les moyens d'une meilleure maîtrise des équilibres sociaux pour que l'ensemble des Français bénéficie effectivement aux services qu'offre notre société urbaine. La ville deviendra un facteur d'égalité des chances et non de ségrégation explosive.

► Roger Quilliot, ancien ministre et président de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, est sénateur et maire socialiste de Clermont-Ferrand.

### Mentalités

## France-Etats-Unis : les idées reçues

par Jacques Portes

Le sondage érotisé franco-américain commandité par la Fondation franco-américaine et dont les résultats sont parus dans *Le Monde* du 9 mars, m'a semblé étonnamment dénué de toute actualité dans la mesure où ce qui en fait le substratum pourrait correspondre à ce qu'aurait donné un sondage de 1991, si tant est qu'il y en ait eu...

Aujourd'hui, les Français sont 78 % à faire confiance à la technologie américaine, mais seulement 44 % à croire en la valeur de la culture américaine. Ces données, pour en rester à la vision française, sont étonnantes puisque la technologie américaine - à l'heure de la concurrence japonaise - n'est plus ce qu'elle était aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, alors que la culture américaine semble envahir nos écrans et grandement influencer les jeunes. Mais, plus étonnant encore, est le fait qu'il y a cent ans, les Français pensaient à peu près la même chose.

A travers la presse et les ouvrages du temps, j'ai reconstitué ce qui pouvait représenter les États-Unis dans l'opinion française de 1870 à 1914. Or, déjà à ce moment-là, les Français avaient renoncé à disputer aux Américains la suprématie économique et industrielle. Ils pensaient que les États-Unis avaient bénéficié d'avantages indus d'une nature pléthorique, qu'ils n'avaient pas hésité à utiliser des méthodes frauduleuses pour bâtir leur puissance économique et que leur vie « truquée et machinée », pour reprendre les termes d'un ingénieur grenoblois, n'était vraiment pas enviable.

Sans doute accomplissaient-ils, tous les jours, des prouesses techniques, mais pour quelle fin, à quoi bon ? En effet, ces mêmes Américains ne pouvaient prétendre à aucune valeur culturelle ; ils empruntaient les artistes européens et

achetaient leurs œuvres parce qu'ils n'avaient rien d'autre à proposer. De ce côté, les Français pouvaient dormir sur leurs deux oreilles, leur supériorité culturelle étant incontestable et incontestée ; les Américains n'offraient que médiocres comédies musicales, une architecture sans âme, quant à leur littérature, elle se distinguait à peine de la britannique dont elle était issue.

Le sondage d'aujourd'hui, en dépit des réalisations américaines du vingtième siècle, en dépit de l'urgence d'une pulvérisation littéraire, d'un cinéma fascinant, d'une musique envahissante, prouve que ces attitudes anciennes n'ont pas disparu. Elles constituent la trame de l'opinion française à l'égard des États-Unis, et la réciproque est certainement aussi vraie, à coup de vins français et de légumes économiques et technologiques.

Une telle permanence oblige à se poser quelques questions. Français et Américains ne se seraient-ils jamais compris, ou se seraient-ils trop bien compris ? On ne peut nier, en effet, que la France ait été plus douée pour le mode et les vins que pour les innovations technologiques, que les Américains se soient satisfaits de paroles de formes culturelles peu exaltantes. Mais, dans le même temps, les deux sociétés ont évolué, se sont considérablement diversifiées, et il est absurde de se contenter de ces visions globales et simplistes, auraient-elles un fond de vérité.

Les sondages, toujours discutables, n'en sont pas moins révélateurs. Celui-ci montre que les mentalités ne changent pas vite, que la compréhension entre les peuples n'est souvent qu'un vœu pieux.

► Jacques Portes est professeur de civilisation des États-Unis à l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III.

## L'emprise de

Les Américains continuent à s'arrogent

### KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

« Américains ? » Le petit garçon s'est précipité, l'œil brillant, un drapeau étoilé à la main. « Non, Français ! » Un instant désemparé, il nous jauge du haut de ses cinq ans, puis se reprend, sourit largement. « Hello... »

Dans Koweït, libérée, il fait bon être de ces alliés, vénérés désormais comme des sauveurs. Pour Américains ou Anglais, Français, Italiens et même Espagnols, le sourire est le même, chaleureux, sympathique à chaque rencontre, chaque barrage routier. Partout fleurissent les drapeaux, pour symboliser un pays « ami ». Ici et là, quelques rues, spontanément rebaptisées, affleurent sur des plaques bilingues à la main des noms familiers : « British Street », « Thatcher Street », « Mitterrand Street ».

« Aujourd'hui, on est fier d'être Français à Koweït », se rengorge M. Michel Chaloub, qui représente les grandes marques de luxe françaises. Fiers, mais guère plus avoués pour autant. Car, dès qu'on passe de la rue aux affaires sérieuses, les Américains sont là, omniprésents, si puissants que leur ambassadeur, un petit homme discret à l'allure toujours pressée, est dit surnommé « le président » dans les ambassades rivales. « Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine », s'indigne un diplomate européen.

L'emprise américaine est d'autant plus apparente que, jusque-là, le Koweït, ancienne colonie britannique, s'était toujours appliqué à mener une politique de totale indépendance, refusant de se laisser influencer dans un camp ou un autre. Conservateur et fondamentalisme attaché au capitalisme, l'émirat n'en menait pas moins une politique pétrolière strictement autonome. Il avait, en moment, soutenu au mouvement des non-alignés et même communistes, depuis des années, des relations diplomatiques cordiales avec les États-Unis qu'avait fururé et même la Chine.

Or, en matière de petit pays, d'un des vaincus de la victoire : à la main, le drapeau étoilé, mais aussi le drapeau français, appuie, dit-on, sur une note koweïtienne.

Les Américains menent les parcs (ports et aéroports) et même la police. Les Américains sont à la tête de la sécurité. Les Américains sont à la tête de la sécurité.

Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine, s'indigne un diplomate européen.

Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine, s'indigne un diplomate européen.

Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine, s'indigne un diplomate européen.

### Lente reprise

## « Le p c'est qu'on ne p

### KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Trois savons, cinq biberons, une cartouche de cigarettes, dix boîtes de chapelure, deux tubes de colle et un de crème solaire : l'éclatage de l'ex-Blanchisserie du Liban, soigneusement aligné sur des cartons devant la boutique déserte, n'est guère alléchant. C'est tout ce qu'il reste des stocks cachés pendant l'occupation irakienne. Mais la marchandise arrive bientôt, importée par camions d'Arabie saoudite, assurés les propriétaires, deux frères égyptiens souriants, amables, aussi fiers de leur affaire que s'ils vendaient des bijoux place Vendôme.

L'esprit d'entreprise commence timidement à renaitre à Koweït-Ville. Ça et là, quelques barbiers, quelques coiffeurs, une poignée de petits gâteaux, ont levé leurs rideaux. Le premier journal de la résistance, d'abord photoépiqué dans une école maternelle, a trouvé, depuis peu, une vraie imprimerie et distribue chaque jour à vingt mille exemplaires - le quart du tirage des journaux quotidiens nationaux - un tabloïd de huit pages parfaitement imprimé.

Cet embryon de vie économique paraît désirable à qui a connu le Koweït de naguère, opulent, frénétique, grisé par les pétrodollars, voué à la finance, aux loisirs et à la consommation. Un Koweït désormais mythique, dont même les principaux responsables n'osent prédire le retour : « Nous sommes confrontés à une désastre économique », a souligné d'entrée de jeu Cheikh Salem Abdelaziz Al Sabah, gouverneur de la Banque centrale et

membre de la présidence à 19 ans, un nomme peu connu.

La reprise économique est lente, mais elle est là. Les Américains ont apporté leur aide, mais ils ont aussi apporté leur aide.

La reprise économique est lente, mais elle est là. Les Américains ont apporté leur aide, mais ils ont aussi apporté leur aide.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. 45-55-94-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Paris 54

## Le Monde

Composé 36-15 - Taper LEMONDE  
ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie  
du Monde  
12, rue de Valenciennes  
94021 IVRY-CEDEX

## REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Tél. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37-437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-66-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS valeur normale y compris CEE et évis
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppin  
directeur de la rédaction  
Jacques Gélis  
directeur de la gestion  
Manuel Luciani  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amic  
Jean-Marie Colombani  
Robert Sol  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Farnet  
Philippe Heryman  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

### REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : 49-60-30-11



# LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La situation politique et économique de l'émirat

## L'emprise des Etats-Unis sur le Koweït

Les Américains contrôlent plus ou moins discrètement la situation et s'arrogent la part du lion dans la reconstruction

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

«Américains?» Le petit garçon s'est précipité, l'œil brillant, un drapeau étoilé à la main. «Non, Français!» Un instant désemparé, il nous jauge du haut de ses cinq ans, puis se reprend, sourit largement. «Hello...».

Dans Koweït libérée, il fait bon être de ces ellies, vénéral des Américains ou Anglais, Français, Italiens et même Espagnols, le sourire est le même, chaleureux, sympathique à chaque rencontre, chaque barrage routier. Partout fleurissent les drapeaux. Peu importe la couleur, pourvu qu'ils symbolisent un pays «ami». Ici et là, quelques rues, spontanément rebaptisées, affichent sur des plaques barbouillées à la main des noms familiers: «British Street», «Thatcher Street», «Mitterand Street».

«Aujourd'hui, on est fier d'être Français à Koweït», se renferme M. Michel Chaloub, qui représente les grandes marques de luxe françaises. Fiers, mais guère plus avancés pour autant. Car, dès qu'on passe de la rue aux affaires sérieuses, les Américains sont là, omniprésents, si puissants que leur ambassadeur, un petit homme direct à l'allure toujours pressée, est déjà surnommé «le procureur» dans les ambassades rivales. «Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine», s'indigne un diplomate européen.

L'emprise américaine est d'autant plus apparente que, jusque-là, le Koweït, ancienne colonie britannique, s'était toujours appliqué à mener une politique de totale indépendance, refusant de se laisser enfermer dans un camp ou un autre. Conservateur et fondamentalement attaché au capitalisme, l'émirat n'en menait pas moins une politique pétrolière strictement autonome. Il avait, un moment, soutenu le mouvement des non-alignés et même entretenu, depuis des années, des relations diplomatiques cordiales tant avec les Etats-Unis qu'avec l'URSS et même la Chine.

Or, en quelques semaines, les Etats-Unis ont littéralement noyauté le petit pays, s'assurant, dans la foulée de la victoire, le contrôle de tous les secteurs-clés: la défense, bien sûr, mais aussi la sécurité intérieure - les troupes américaines l'assurent, en appui, discret mais constant, de l'armée koweïtienne.

Les Américains contrôlent également les principaux moyens d'accès (ports et aéroports), le pétrole et même la communication: c'est la société Randon de Washington qui a été chargée par le ministère koweïtien de l'information de toutes les relations avec la presse internationale. Sans oublier, bien entendu, les contrats de reconstruction.

«Tout est chapeauté par l'US Corps»

Le génie de l'armée américaine, l'US Corps, s'est vu déléguer l'organisation et la supervision de la remise en état du pays pendant les trois premiers mois. Electricité, eau, routes, ports, santé, etc.: l'US Corps a la haute main sur tous les contrats d'urgence. Sur les huit premiers contrats conclus avec son aide, cinq sont revendus à des sociétés américaines, deux à des saoudiennes et un seul à une compagnie britannique.

Dans le secteur pétrolier - pourtant hors de ses compétences, théoriquement - c'est pire encore: quatre sociétés texannes et une canadienne ont été sélectionnées pour l'entretien des puits en flammes, auxquelles s'ajoutent Bechtel et Caterpillar, toutes deux américaines, pour les équipements annexes et Evergreen (Canada) pour le soutien sérieux des travaux. «Il n'y a rien à faire, gémit un petit entrepreneur français spécialisé dans l'adoucissement d'eau. Tout est chapeauté par l'US Corps». Le marché reste ouvert, protestent en chœur Américains et Koweïtiens; les Français auront leur part. Cependant, force est de constater qu'elle reste, pour l'heure, limitée. Si les services

commerciaux français ont réussi à faire venir une douzaine de sociétés françaises directement intéressées par les domaines prioritaires - électricité, aviation civile, pétrole, etc. - seul jusqu'ici Thomson a signé un contrat en bonne et due forme pour fournir au Koweït des émetteurs mobiles de télévision.

Tout n'est certes pas perdu. «Nous gérons un budget de 45 milliards de dollars pour quatre-vingt dix jours, assure l'US Corps. Pas tout l'effort de reconstruction. Les gros contrats viendront plus tard». Partis avec retard tant sur le plan économique que politique - les négociations initiales de la France à s'engager militairement dans le conflit n'ont pas été oubliées à Koweït - les Français, souffrent, à l'évidence, dans cette phase initiale, de l'absence de liens historiques, culturels ou commerciaux solides avec l'émirat.

L'année dernière, la France n'était que le huitième fournisseur du pays avec à peine 3,9 % du marché. Mais il est non moins évident que la participation de la division «Dague» à la libération et celle, fort appréciable, des quelques quatre cent-vingt soldats français aux travaux actuels de déminage ouvrent, pour l'avenir, de nouvelles perspectives. Selon de nombreux témoins, la France, longtemps mal connue, vient désormais au troisième rang des «amis» occidentaux du Koweït, juste après les Américains et les Britanniques. «Nous n'oublierons jamais», dit une Koweïtienne.

L'inévitable ambassadeur américain

«Les Français auront 10 % [des contrats], les Anglais 20 %, les Américains tout le reste», déclare, plus brutal, un banquier. Une «part de gâteau» confirmée par... l'ambassadeur américain lui-même. «Les Koweïtiens vont chercher de préférence des fournisseurs dans les pays qui les ont aidés, expliquait-il; mais ce sont

des hommes d'affaires. Nous aurons 70 %, car ils aiment la qualité; mais certains secteurs seront rebaptisés par d'autres nations quand même pas changer toutes les prises électriques du pays...»

Ces propos sont, on s'en doute, peu faits pour rassurer les autres alliés. «Les Américains y vont fort, grogne, en privé, un ambassadeur européen. Ils devraient prendre garde, cela pourrait se retourner contre eux».

Le succès, pour le moins mitigé, des premières opérations d'urgence et le profond mécontentement qui en a résulté sont, en grande partie, responsables de la démission du gouvernement koweïtien et ils risquent, par contre, de tenir quelque peu la réputation des nombreux spécialistes américains impliqués. D'autant que l'agacement provoqué, depuis trois semaines, par l'emprise américaine commence à déborder des murs des ambassades rivales, disent certains experts français consultés indépendamment par les autorités koweïtiennes.

La «visite guidée» nommée Freedom Flight (le vol de la liberté), organisée vendredi dernier au profit de quelques cent trente-cinq personnalités américaines du monde de la politique, de l'économie ou de la presse, tous venus, caméras à la main, constater sur place les résultats de l'offensive américaine, a certes été chaleureusement accueillie par le gouvernement koweïtien; mais, mobilisant toutes les ressources locales, elle a suscité des réactions mitigées dans un pays privé de tout et contraint d'interdire le retour de plus de la moitié de sa population toujours en exil.

De même a-t-on noté l'attitude de l'ambassadeur américain qui, lors de la cérémonie du retour de l'émir, a refusé de s'asseoir avec le reste du corps diplomatique pour s'installer, seul, parmi les dignitaires koweïtiens... D'ailleurs, le fait est, aussi, que le premier commentaire officiel sur la démission du gouvernement koweïtien n'est venu qu'après la confirmation de la nouvelle par... l'inévitable ambassadeur des Etats-Unis!

VÉRONIQUE MAURUS

## Les Koweïtiens ont accueilli avec scepticisme la démission du gouvernement

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Présentée officiellement par le premier ministre, Cheikh Saad, comme une mesure «normale» après les bouleversements intervenus, la démission du gouvernement a été accueillie avec beaucoup de scepticisme par les Koweïtiens, dont la principale préoccupation demeure le rétablissement de l'électricité, de l'eau et de la distribution alimentaire. «Sans cela, inutile de parler», confie ainsi un des dirigeants du Forum démocratique, qui estime que «l'urgence de la situation prime pour l'instant sur le débat politique, tant la population est fatiguée et incapable d'écouter». Il ajoute qu'en tout état de cause «l'opposition n'est pas prête à partager la responsabilité des carences du gouvernement dans la remise en ordre du pays».

Décidée sous la pression du mécontentement populaire, cette démission est certes, selon M. Khaled Najjar, «un signe positif», mais il soupçonne que «cela peut être aussi une simple tentative de calmer la colère et de dissuader une opposition pour l'instant unie dans sa dénonciation des autorités».

Dans l'attente de la formation d'un nouveau cabinet, qui devrait intervenir rapidement - on parle d'un délai maximum d'une semaine - certaines personnalités de l'opposition, comme M. Ali Bedah, posent trois conditions à une éventuelle participation au gouvernement: «L'engagement de celui-ci à appliquer la Constitution de 1962; la fixation de la date des élections pour un nouveau Parlement et la mise à l'écart des ministres qui ont failli, spécialement ceux appartenant à la famille Al Sabah». L'opposition

réclame, à cet égard, le départ des ministres de la défense, des affaires étrangères, de l'intérieur et des finances, tous membres de la famille régnante. En l'état actuel des choses, cette participation de l'opposition semble exclue. On ne se bouscule pas pour entrer dans un gouvernement qui aura la difficile tâche de gérer une situation catastrophique sur le plan matériel et quelque peu incertaine sur le plan politique.

Dans ces conditions, beaucoup de Koweïtiens craignent que le nouveau gouvernement ne soit qu'un reflet de l'ancien, avec des permutations qui donneraient l'illusion du changement. L'incapacité des autorités à relever les défis immédiats qui se posent ou pays alimente en tout cas le discours d'une opposition qui e d'autant plus de facilités à dénoncer la faillite de la famille Al Sabah que celle-ci, dans son exil saoudien, ne s'était pas montrée avare de promesses.

«On en est, affirme à cet égard M. Khaled Najjar, le plan de trois mois dont nous parlait la radio officielle? On sont les 900 millions de couronnes prétendument signés pour une remise en ordre rapide du pays? On nous dit que l'armée américaine est capable de remettre en route l'électricité en cinq jours, pourquoi le gouvernement s'y oppose-t-il, si ce n'est pour profiter de contrats plus avantageux? Dans une telle situation, est-ce le moment? Il serait temps de séparer les affaires de la famille Sabah et du gouvernement», ténacité, pour sa part, M. Hamed Bouchra, qui, comme beaucoup ici, craint que le cataclysme passé, tout ne redevienne comme avant.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Lente reprise à Koweït-Ville

«Le problème, c'est qu'on ne peut rien acheter!»

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Trois savons, cinq biberons, une cartouche de cigarettes, dix boîtes de chapelure, deux tubes de colle et un de crème solaire: l'équipement de l'ex-Blanchisserie du Liban, soigneusement aligné sur des cartons devant le boutique désertée, n'est guère éblouissant. C'est tout ce qu'il reste des stocks cachés pendant l'occupation irakienne. Mais la marchandise arrive bientôt, importée par camions d'Arabie saoudite, assurent les propriétaires, deux frères égyptiens souriants, aimables, aussi fiers de leur «affaire» que s'ils vendaient des bijoux place Vendôme.

L'esprit d'entreprise commence timidement à renaitre à Koweït-Ville. Ça et là, quelques barbiers, quelques coiffeurs, une poignée de petites garages, ont levé leurs rideaux. Le premier journal de la résistance, d'abord photocopié dans une école maternelle, a trouvé, depuis peu, une vraie imprimerie et distribue chaque jour à vingt mille exemplaires - le quart du tirage des anciens quotidiens nationaux - un tabloïd de huit pages parfaitement imprimé.

Cet embryon de vie économique paraît désirable à qui a connu la Koweït de naguère, opulente, frénétique, gorgée par les pétrodollars, vouée à la finance, aux loisirs et à la consommation. Un Koweït désormais mythique, dont même les principaux responsables ne se sentent pas prêts à le retrouver. «Nous sommes confrontés à un désastre économique», a souligné d'entrée de jeu Cheikh Salem Abdelaziz Al Sabah, gouverneur de la Banque centrale et

membre de la famille royale, en présentant à la presse, mardi 19 mars, un état des lieux économique pour le moins flou.

A quand la reconstruction, le redémarrage? «Nous devons admettre que ce sera une tâche difficile», e-t-il répondu, en énumérant les dégâts causés par l'Irak: exportations et revenus pétroliers réduits à zéro «sans doute pour longtemps», pillage non chiffrable, à l'exception des 950 000 dollars d'or dérobés à la Banque centrale, destruction des infrastructures, etc.

Bons et mauvais dinars

La reconstruction sera-t-elle financée par emprunt ou par vente d'actifs? La décision n'a pas encore été prise. Grâce aux quelques 100 milliards de dollars accumulés et placés à l'étranger avant la guerre - dont seule une vingtaine a été absorbée par le financement des forces armées -, «a priori l'émirat conserve amplement de quoi voir venir».

Le secteur privé, naguère florissant et «qu'il faut réactiver», sera-t-il indemnisé de ses pertes et comment? Les assurances, pour le plupart, ne marcheront pas, sauf en cas de guerre a été explicitement prévu dans le contrat. Quant à verser des indemnités publiques, c'est une autre affaire. «Le gouvernement pense que l'Irak doit payer», a répondu Cheikh Salem, sans cacher son scepticisme.

Les autorités monétaires se sont enfin décidées à parer au plus pressé. Lundi 18 mars, a annoncé Cheikh Salem, les banques koweïtiennes ont recommencé à faire face à leurs obliga-

tions vis-à-vis de l'étranger. Dimanche prochain, elles devraient reprendre une activité interne, une échelle toutefois réduite. Le taux de change des quelques 700 millions de nouveaux dinars imprimés à Londres - qui seront, en principe, mis en circulation à partir de dimanche - n'est toujours pas officiellement fixé; mais il sera «très proche» de l'ancien: 2,8748 dollars pour 1 dinar, soit environ 17 francs, a précisé le gouverneur.

Pas question toutefois de reprendre les anciens dinars koweïtiens volés à la Banque centrale pendant l'occupation, ni les nombreux dinars irakiens imposés comme monnaie pendant sept mois par les occupants. Les Koweïtiens ayant, pendant cette période, tiré de l'argent frais de la Banque, ne perdront rien puisqu'ils, comme prévu (le Monde du 19 mars) les comptes bancaires seront gérés à compter du 2 août.

Seront, en revanche, pénalisés tous ceux qui ont touché des «mauvais dinars» à l'occasion de transactions, ou ceux qui ont perçu de la monnaie irakienne, ce qui est le cas de la quasi-totalité des fonctionnaires.

Seule mesure de compensation: les Koweïtiens, les vrais - pas les expatriés -, restés au pays pendant l'occupation, recevront de l'Etat une indemnisation forfaitaire de 500 dinars, soit environ 8 600 francs par personne. Une «admonition inutile», s'empare Lella. La plupart des gens ont de l'argent chez eux; le problème, ici, c'est qu'on ne peut rien acheter! ».

V. M.

## L'émirat demanderait le blocage de comptes bancaires irakiens «clandestins»

Le Koweït menacerait de retirer ses capitaux des banques européennes qui ne bloqueraient pas les fonds irakiens clandestinement déposés chez elles, affirme le Financial Times dans son édition du jeudi 21 mars.

Selon le quotidien britannique, ces fonds, qui pourraient atteindre 5 milliards de dollars (environ 27 milliards de francs), auraient été versés par Bagdad, avant et après l'invasion du Koweït en août 1990, sur des comptes ouverts au nom de particuliers ou de sociétés pour masquer leur origine et permettre ainsi qu'ils échappent au gel des dépôts officiels irakiens décrété par l'ONU.

L'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis affirme que, à l'issue d'une enquête de plusieurs mois menée par une agence privée américaine pour le compte du gouvernement koweïtien, celui-ci détient des informations qui prouvent que des capitaux irakiens ont été transférés dans des banques en Suisse et à Londres.

Les entreprises françaises ont encore toutes leurs chances au Koweït selon M. Raasch. - Les entreprises françaises ont encore toutes leurs chances au Koweït, ce marché n'étant en rien devenu le monopole des Etats-Unis, a souligné mercredi 20 mars, le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Raasch. «Rien n'est encore joué», puisqu'au-delà de la phase d'urgence, qui ne porte que sur des montants relativement modestes, la reconstruction du Koweït s'étalera sur des mois, a ajouté le ministre. «Tout le monde me paraît donc placé à ce stade à la même enseigne». M. Despons, directeur des relations économiques extérieures, a souligné qu'«il y a une mobilisation générale de l'administration pour aider les entreprises françaises». «S'il faut du crédit, il y en aura sans limites», a-t-il conclu.

**ISMAIL KADARÉ**

Printemps albanais

Chronique, lettres, réflexions

Fayard

Voilà un précieux document. Étant donné l'immense popularité de Kadaré en Albanie, il aura certainement des conséquences sur l'avenir politique du "pays des aigles".

Nicole Zand, Le Monde

FAYARD

L'édition d'aujourd'hui est en vente chez le même éditeur.



# LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

## IRAK : la répression de l'insurrection par les troupes de M. Saddam Hussein

### Les Etats-Unis ont mis leurs menaces à exécution en abattant un avion irakien

Les Etats-Unis, qui avaient menacé d'abattre tout appareil irakien prenant l'air en violation du cessez-le-feu provisoire, ont mis, mercredi 20 mars, leurs menaces à exécution. Pour la première fois depuis la fin des hostilités dans le Golfe, l'avion américain a abattu un avion irakien. Avertissement d'autant plus significatif que l'appareil irakien en question évoluait près de Tékrit, ville natale de Saddam Hussein et de ses plus proches collaborateurs.

« Si d'autres avions violent l'accord, ils seront abattus. Mais je ne pense pas qu'il soit probable que cela se produise », a déclaré le président George Bush. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a souligné pour sa part que cette opération ne signifiait pas une reprise des hostilités contre l'Irak. « Nous nous conformons simplement au cessez-le-feu, comme nous l'avons signifié aux irakiens. »

Selon le porte-parole du commandement américain à Riyad, deux appareils irakiens avaient été repérés par un avion-radar AWACS. L'un de ces deux appareils, un Sukhoï-22, a été abattu

par un F-15 et l'autre a préféré « se poser de lui-même après l'engagement ».

Dimanche dernier, les chefs militaires alliés avaient de nouveau rencontré leurs homologues irakiens et les avaient avertis que tout appareil prenant l'air courait le risque d'être abattu. Ce même avertissement avait été transmis quelques jours auparavant par le général Norman Schwarzkopf dans une lettre aux dirigeants irakiens. Ces derniers avaient demandé l'autorisation de faire voler certains appareils dans l'espace aérien irakien, mais les Etats-Unis avaient rejeté cette demande.

#### Les Kurdes ont consolidé leurs positions

M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a déclaré à Damas que des hélicoptères irakiens avaient bombardé mercredi les puits de pétrole situés près de Kirkouk. Les Etats-Unis avaient accusé mardi l'Irak d'utiliser des hélicoptères contre les rebelles kurdes. Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait déclaré devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants que le président Bush déciderait de l'action à mener si l'Irak persistait dans ce sens.

Un reportage diffusé jeudi matin par la Japanese Broadcasting Corporation, montre des images de rebelles kurdes dansant mardi dans les rues de Kirkouk en signe de victoire. Ce reportage, le premier tourné par une équipe de journalistes étrangers sur les lieux mêmes des combats, montre aussi des hélicoptères irakiens attaquant les positions tenues par les insurgés.

Selon l'UPK, les insurgés kurdes ont consolidé leurs positions dans les provinces septentrionales de Taamime, Dohouk, Souleimaniyeh et Irbil. Ils contrôlaient les champs pétrolifères du Nord ainsi qu'une bonne part des provinces de Ninive, Salabeddin et Diyala, au nord de Bagdad. Le chef de l'UPK a précisé à Damas que les dirigeants de l'alliance de l'opposition s'installeraient prochainement au Kurdistan libéré pour coordonner les activités de la rébellion du Nord kurde et du Sud chiite. « La libération du Kurdistan irakien est un événement unique dans l'histoire. C'est la première fois que le peuple kurde contrôle toutes les cités et les villes kurdes ainsi que les installations économiques et militaires de la région. »

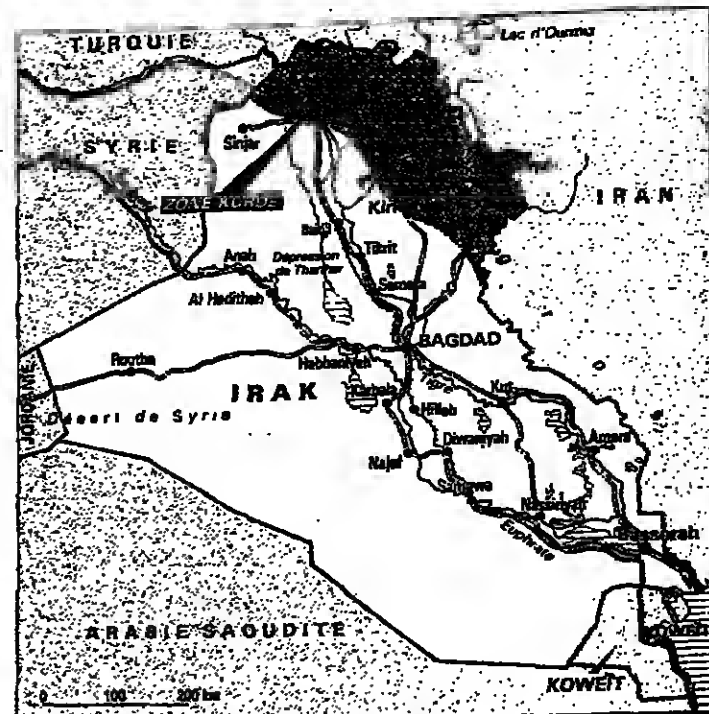
Par ailleurs, selon l'agence iranienne IRNA, les forces irakiennes « égorgeront des gens » dans la ville sainte de Karbala (sud de l'Irak) soumise, selon des réfugiés, à d'in-

tenses bombardements. D'après l'organisation islamiste chiite Daawa, les forces de Bagdad ont ligoté des civils sur des bûches à Bassorah et s'en servent comme boucliers humains. Des civils seraient regroupés à Bassorah et dans d'autres villes du sud dans de vastes enclos, sans eau ni nourriture, afin de vider les villes de leurs habitants et de s'en emparer plus facilement.

#### « Viols et meurtres d'innocents »

En revanche, l'agence irakienne INA a rapporté une déclaration du gouverneur de Bassorah, Abdallah Ajzani, tué au cours de l'insurrection, selon le radio de Téhéran, qui a accusé les insurgés d'avoir commis « des viols et des meurtres d'innocents et de membres du Baas ». Le président Saddam Hussein a pour sa part reçu mercredi la plus haute autorité religieuse chiite dans le monde, le grand ayatollah Aboul Kasseim El Khoï. « Grâce soit rendue au Dieu tout puissant, vous avez réussi à écraser cette sédition », a dit ce dernier à la télévision irakienne.

Le dignitaire religieux, qui vit dans la ville sainte de Najaf, ne s'était pas manifesté pendant la guerre irano-irakienne et avait fait



l'objet de critiques à Téhéran pour ne pas avoir pris parti pour l'Iran. Certains opposants irakiens avaient fait état de son soutien aux soulèvements antigouvernementaux, mais il a qualifié les rebelles

#### An Conseil de sécurité

### Nouveau projet de résolution américain sur les conditions d'un cessez-le-feu permanent

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se sont réunis, mercredi 20 mars, afin de prendre connaissance d'un nouveau projet de résolution américain sur les conditions d'un cessez-le-feu permanent en Irak. Selon des sources diplomatiques, ce projet à l'état d'esquisse prévoit la proclamation d'un cessez-le-feu formel si l'Irak détruit ses armes chimiques et biologiques, renonce au terrorisme, accepte une démarcation claire de la frontière avec le Koweït, le long de laquelle pourraient être déployés des observateurs de l'ONU.

Cette résolution devrait également préciser certains points de celle adoptée le 2 mars, qui fixait déjà plusieurs conditions à l'Irak pour tout cessez-le-feu formel. Différents mécanismes seraient insti-

tués afin de veiller au paiement de dommages de guerre par l'Irak, de s'assurer que tous les biens saisis au Koweït retourneront à leurs propriétaires publics ou privés, et que tous les civils détenus en Irak rentrent chez eux.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité devaient se réunir jeudi afin de discuter de ce projet, qui doit obtenir l'agrément de chacun (Chine, France, Grande-Bretagne et URSS en plus des Etats-Unis) avant d'être présenté aux dix membres non permanents. Cette résolution viserait notamment à accélérer le rapatriement des troupes alliées déployées dans le sud de l'Irak. — (AFP, Reuters)



Selon l'ancien ambassadeur américain au Koweït

### Washington a sous-estimé la « stupidité » de M. Saddam Hussein

Sortant de l'ombre pour la première fois depuis huit mois, le dernier ambassadeur américain à Bagdad, M<sup>me</sup> April Glaspie, a déclaré mercredi, 20 mars, que les Etats-Unis avaient commis l'erreur de ne pas réaliser avant l'invasion du Koweït que le président irakien Saddam Hussein était « stupide », « ignorant » et « imperméable à la logique ».

M<sup>me</sup> Glaspie, dont la prestation et les erreurs d'analyse en Irak avaient suscité de vives controverses, avait entrepris de faire entendre sa version des faits, en s'exprimant devant la commission sénatoriale des affaires étrangères.

Elle a ainsi rapporté comment M. Saddam Hussein avait « rendu les armes » lors d'un tête-à-tête, le 25 juillet dernier, où elle l'avait averti que les Etats-Unis ne toléreraient pas le recours à la force.

Furieux également d'apprendre que les Etats-Unis allaient mener des manœuvres conjointes avec les Emirats arabes unis, après s'être interrompu pour donner un coup de téléphone au président égyptien Hosni Mubarak, M. Saddam Hussein « m'a déclaré qu'il voulait que je dise au président (George) Bush qu'il ne réglerait pas ses problèmes avec le Koweït par la violence », a déclaré M<sup>me</sup> Glaspie. Le lendemain, toutes les attaques contre le Koweït avaient disparu des journaux. « C'était une tromperie délibérée », a-t-elle constaté. L'ambassadeur a quitté Bagdad le 30 juillet, et le 2 août l'armée irakienne s'empara du Koweït.

Le 11 septembre, l'Irak publiait ce qu'il présentait comme un enregistrement de cette rencontre, attribuant à M<sup>me</sup> Glaspie cette phrase : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits interarabes, comme votre différend territorial avec le Koweït. » La diplomate était depuis restée pratiquement au secret à Washington. Elle a expliqué aux sénateurs que cet enregistrement avait été trafiqué. Elle avait dit au maître de Bagdad que Washington ne prenait pas parti dans les différends territoriaux qui divisaient presque tous les pays arabes, mais insistait pour qu'ils ne soient pas réglés « par la menace, l'intimidation, et encore moins l'agression ».

#### « Il était en train de gagner »

M<sup>me</sup> Glaspie a toutefois reconnu que les Etats-Unis, pas plus que le reste du monde, et en particulier les voisins de l'Irak, n'avaient compris que Saddam Hussein « était imperméable à la logique et à la diplomatie ». Le dernier entretien qu'il eut avec un ambassadeur remontait à novembre 1984, a-t-elle souligné. « Il était totalement

isolé et extrêmement ignorant ». L'erreur d'analyse, a estimé le diplomate, tenait sans doute à deux facteurs. D'une part, à chaque brouille avec le Koweït, depuis 1963, l'Irak avait pris l'habitude de faire des incursions limitées en territoire koweïtien, et les concentrations de troupes dans le sud du pays ont été simplement interprétées comme une nouvelle démonstration de force.

« Mais je crois que ce qui a vraiment conduit les gens à croire qu'il n'envahirait pas le Koweït, c'est qu'il était en train de gagner », a poursuivi M<sup>me</sup> Glaspie.

« Il était clair que les Arabes allaient lui donner l'aide qu'il exigeait, ils allaient annuler ses dettes. Notre erreur, comme celle de tous les gouvernements du monde, est d'avoir eu de ne pas avoir réalisé qu'il était stupide, qu'il ne croyait pas les avertissements clairs et répétés que nous défendions nos intérêts vitaux. »

L'ambassadeur a encore estimé qu'après la crise les Etats-Unis ont cherché à « éduquer » le président irakien, en lui faisant miroiter des relations normales avec Washington, s'il respectait les droits de l'homme et expulsait un terroriste comme le Palestinien Aboul Abbas, qu'il laissait transférer par l'aéroport de Bagdad. — (AFP, Reuters)

# LES SUITES DE

## Téhéran et Ryad ont

L'Iran et l'Arabie saoudite, après trois années de rupture, ont annoncé officiellement, mercredi 20 mars, la reprise de leurs relations diplomatiques (nos dernières éditions du 21 mars). Preuve en est, le 20 mars, cette décision était pratiquement acquise depuis la rencontre dimanche à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, entre le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayyal.

L'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques, le 26 avril 1988, quelques mois après le « vendredi noir » du 31 juillet 1987 au cours duquel plus de 400 pilotes, dont 275 iraniens, avaient été tués à La Mecque lors d'affrontements avec

## Premier pas vers une normalisation entre l'Egypte et l'Irak

Changement de ton dans les relations égypto-iraniennes : le président Hosni Mubarak a adressé un message à son homologue iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui lui sera remis par M. Ahmed Nassef, le nouveau chargé des intérêts de l'Egypte en Iran, lors de son arrivée à Téhéran le 26 mars.

#### LE CAIRE

de notre correspondant

Cette mission constitue un premier signe concret vers la normalisation des relations entre les deux pays. Les relations diplomatiques entre le Caïre et Téhéran avaient été rompues en avril 1979, à la suite du refus du président Sadate de livrer le chah, qui avait obtenu l'asile politique en Egypte. La tension est devenue franchement hostile quand le raïs défait a qualifié l'imam Khomeiny de « faux » et, surtout, après sa décision, en 1981, de fournir des armes à l'Irak, en guerre contre l'Iran. Téhéran a répliqué en soutenant les mouvements extrémistes musulmans égyptiens, dont un commando a assassiné Anouar El Sadate en octobre 1981.

Les rapports ne se sont pas améliorés avec l'accession au pouvoir du président Mubarak. Le nouveau caï, quelques mois après son arrivée à la présidence, mettait en garde Téhéran contre toute atteinte aux intérêts et à la sécurité de

# PROCH

## Solution de compromis à la crise g

#### BEYROUTH

de notre correspondant

Le gouvernement libanais s'est réuni, mercredi 20 mars, pour la première fois depuis trois mois qu'il existe. A cette occasion, il a pris plusieurs décisions importantes tout d'abord, la dissolution des milices. Mais il ne s'agit encore que d'une décision de principe, dont les détails et les modalités restent à déterminer par une commission mixte libano-irakienne.

Ensuite, les ministres ont décidé de former trois autres commissions pour étudier le problème de la nomination des députés supplémentaires, celui du retour des personnes déplacées et, enfin, celui des relations privilégiées avec la Syrie. En attaquant à une question épineuse qui menaçait de faire éclater la fragile coalition d'« ententes nationales », et en restant au plan des principes sur les autres, le gouvernement libanais — secouru par l'attention sanglante qui a fallu coûter la vie au ministre de la défense (Le Monde du 21 mars) — semble avoir réussi à accorder au pays une nouvelle période de calme, dans

Le mois de la 309 chez NEUBAUER  
Exceptionnel jusqu'au 30 avril :  
Votre 309 superéquipée PLUS\*

- Alarme
- Toit ouvrant
- Poste de radio
- Tatouage des glaces

**GRATUIT !**

**NEUBAUER PEUGEOT**

- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
- 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.68
- 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
- 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

\*Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

Centre Georges Pompidou  
Bibliothèque publique d'information

En présence de Georges Kiejman  
Ministre délégué auprès du Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice

**PROCES PENAL ET DROITS DE L'HOMME**

émergence d'une conscience européenne, héritages culturels et résistance des pouvoirs

Colloque Européen :  
26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION Date limite : 15 mars 1991

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Programme

26 MARS 1991  
9 h 30 - 10 h  
Séance inaugurale

10 h - 12 h  
Le temps des réformes en Europe.

14 h - 16 h  
Quels droits pour l'homme en procès ?

16 h 30 - 18 h 30  
Ce que disent les professionnels, ce que pensent les justiciables.

27 MARS 1991  
9 h 30 - 12 h 30  
Procès en images, images en procès.

14 h 30 - 16 h 30  
Le procès pénal en démocratie.

16 h 45 - 18 h 30  
Séance de clôture

Renseignements :  
42 77 12 33 poste 45 14

A retourner à :  
Salle d'actualité de la BPI / Débat  
Jean-Luc Villard  
Bibliothèque publique d'information  
75197 PARIS CEDEX 04



## LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Après trois ans de rupture

### Téhéran et Ryad ont rétabli leurs relations diplomatiques

L'Iran et l'Arabie saoudite, après trois années de rupture, ont annoncé officiellement, mercredi 20 mars, la reprise de leurs relations diplomatiques (nos dernières éditions du 21 mars). Preuve en est, le 26 mars, cette décision était pratiquement acquise depuis la rencontre dimanche à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, entre le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayçal.

L'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques le 26 avril 1988, quelques mois après le « vendredi noir » du 31 juillet 1987 au cours duquel plus de 400 pèlerins, dont 275 iraniens, avaient été tués à La Mecque lors d'affrontements avec

les forces de l'ordre. Du coup, tous les efforts pacifiques de la diplomatie iranienne qui avait réussi, depuis près de deux ans, à détacher en partie l'Arabie saoudite du camp irakien, étaient remis en question. Le principal artisan de cette politique de rapprochement avec Ryad, l'homme d'état iranien Rafsanjani, fut le premier à déclencher les hostilités en dénonçant les « hooligans wahabites », la « dynastie corrompue des Al Saoud » qu'il fallait déraciner et priver du contrôle des lieux saints, ainsi que des richesses du sous-sol « qui appartiennent au monde de l'islam ».

Une véritable déclaration de guerre, inspiquée vraisemblablement par l'imam Khomeiny qui n'a jamais cessé de nourrir une haine tenace à l'égard de la famille Al Saoud. « Aucune eau, aucune fontaine sacrée », avait affirmé le Guide de la révolution dans une proclamation à l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution islamique, « ne peut laver la tache du « vendredi noir » des dirigeants saoudiens, désormais marqués pour

l'éternité du sceau du déshonneur ». En fait, l'un des rêves impossibles de l'imam avait été d'enlever à la dynastie wahabite « fâche et incertaine » la tutelle des lieux saints de La Mecque et de Médine pour la confier à une juridiction religieuse islamique indépendante de Ryad.

**L'épineuse question des quotas**  
C'est cette idée obsessionnelle de transformer en véritable cauchemar, pour les responsables saoudiens de la sécurité saoudienne, tous les pèlerins (hadj) qui eurent lieu après la création de la République islamique de Téhéran et qui devinrent autant de tentatives d'exporter les conceptions islamiques du nouveau régime iranien. Pour l'imam Khomeiny, « aborder les problèmes politiques au cours du hadj constitue un droit divin imprescriptible », alors que la loi saoudienne interdit « toute politique » durant le hadj.

En septembre 1982, conduisant le pèlerinage, l'homme d'état iranien Mousavi Khoeini - mentor des érudits qui avaient pris d'assaut l'ambassade des Etats-Unis en novembre 1979 - avait été expulsé avec une centaine d'agitateurs chevronnés. En 1986, 51 kilos d'explosifs étaient saisis dans les bagages d'un groupe de pèlerins iraniens, aussitôt relâchés.

C'est dans ce climat de méfiance mutuelle que survint le « vendredi noir » de juillet 1987, qui devait conduire huit mois plus tard à la rupture entre les deux capitales. Auparavant, une tentative de médiation de la dernière chance, conduite par le chef de la diplomatie algérienne, M. Ahmed Taleb Ibrahim, avait échoué devant l'intransigence des deux parties.

Pour éviter la répétition de ces sanglants événements, l'Arabie saoudite décidait de réduire le quota des pèlerins de chaque pays islamique, fixant à 45 000 au lieu de 150 000 le nombre des iraniens autorisés chaque année à participer au hadj. Et Téhéran répliquait par le boycottage du pèlerinage.

L'épineuse question des quotas vient d'être réglée aux termes d'un accord de compromis intervenu à Mascate entre les chefs de la diplomatie des deux pays. Selon le *Tehran Times*, 110 000 pèlerins iraniens - et non 150 000 comme le souhaitait Téhéran - se rendront ce juin prochain au hadj, mettant fin ainsi au boycottage.

Les autorités iraniennes se seraient engagées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'arrivée des pèlerins dans la « maison de Dieu » ait lieu dans le calme, renouant ainsi au principe sacré-saint de Khomeiny selon lequel la politisation du hadj constitue un « droit divin imprescriptible ».

JEAN GUEYRAS

## AFRIQUE

TUNISIE : trente-cinquième anniversaire de l'indépendance

### Le président Ben Ali se félicite de l'entente avec l'opposition pendant la crise du Golfe

Le président Ben Ali s'est montré plutôt satisfait de « l'adhésion responsable et spontanée aux positions officielles » de l'ensemble de la classe politique et, en particulier, des partis d'opposition, tout au long de ces derniers mois. Le chef de l'Etat, qui s'adressait à la nation, mercredi 20 mars, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'indépendance, a souhaité que cet « esprit d'entente et de coopération » puisse perdurer.

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Si « impérieuse » qu'elle soit, la réconciliation nationale n'est encore qu'un vœu pieux. Aussi, « convaincu de la nécessité du pluralisme », M. Ben Ali a-t-il répété qu'il demeurerait disposé à « faire évoluer les rapports politiques entre les différentes parties », notamment « en fonction de la sincérité de leurs intentions et de leur respect des lois ». Pour autant, le chef de l'Etat n'a pas illustré ses propos par l'annonce de nouvelles mesures de libéralisation de la vie politique. Il est vrai qu'un dialogue s'est amorcé, ces dernières semaines, entre le pouvoir et l'opposition légale, qui avait pris l'initiative d'écrire à M. Ben Ali en vue de « relancer le processus démocratique ».

Cette volonté de déferlance a été marquée par plusieurs rencontres avec trois émissaires du chef de l'Etat, qui seraient en train de rédiger leurs conclusions.

En revanche, le président a usé d'un ton très ferme pour dénoncer

Hâter l'intégration maghrébine

Dans un communiqué diffusé mardi, M. Raed Gannouchi, le président d'Ennahdha, avait affirmé que la direction de ce mouvement « n'avait ni organisé, ni planifié » cet attentat. Il n'avait pas formellement condamné celui-ci, qui, à l'en croire, est le fruit « d'une réaction irrationnelle de jeunes islamistes », face à la répression dont ils sont victimes.

Sans s'apaiser outre mesure sur l'après-guerre du Golfe, M. Ben Ali a insisté sur la nécessité de hâter le processus d'intégration maghrébine, « afin de créer un ensemble régional solide à l'intérieur de l'espace méditerranéen ». De même, le chef de l'Etat n'a-t-il évoqué que brièvement la lutte nationale pour l'indépendance, rendant hommage aux « éminentes figures » de l'époque, sans citer notamment l'ex-président Habib Bourguiba, qui, destitué pour « sénilité » le 7 novembre 1987, est contraint, depuis lors, de vivre en reclus.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURE

### Premier pas vers une normalisation entre l'Egypte et l'Iran

Changement de ton dans les relations égypto-iraniennes : le président Hosni Moubarak a adressé un message à son homologue iranien Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, qui lui sera remis par M. Ahmed Nameq, le nouveau chargé des intérêts de l'Iran en Egypte, lors de son arrivée à Téhéran le 26 mars.

LE CAIRE

de notre correspondant

Cette mission constitue un premier signe concret vers la normalisation des relations entre les deux pays. Les relations diplomatiques entre Le Caire et Téhéran avaient été rompues en avril 1979, à la suite du refus du président Sadate de livrer le chah, qui avait obtenu l'asile politique en Egypte. La tension est devenue franchement hostile quand le rais défunct a qualifié l'imam Khomeiny de « fou » et, surtout, après sa décision, en 1981, de fournir des armes à l'Irak, ce guerre contre l'Iran. Téhéran a répliqué en soutenant les mouvements extrémistes musulmans égyptiens, dont un commando a assassiné Anouar El Sadate en octobre 1981.

Les rapports se sont peu à peu améliorés avec l'accession au pouvoir du président Moubarak. Le nouveau rais, quelques mois après son arrivée à la présidence, mettait en garde Téhéran contre toute atteinte aux intérêts et à la sécurité de

l'Egypte. En août 1984, à la suite de l'explosion d'une série de mines dans le golfe de Suez et de mer Rouge, les responsables égyptiens ont accusé l'Iran d'être le commanditaire de l'opération, réalisée par un cargo libyen. A la suite de cette affaire, Le Caire a intensifié l'envoi d'armes et d'experts militaires « volontaires » en Irak.

En mai 1987, à la suite d'un attentat commis par un commando islamiste contre un ancien ministre égyptien de l'intérieur, le dernier lien entre Le Caire et Téhéran a été rompu avec la fermeture de la section chargée des intérêts de l'Iran en Egypte. Toutefois, après le rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Damas, en décembre 1989, le dialogue a commencé à baisser entre l'Egypte et l'Iran. En août 1990, l'invasion du Koweït par l'Irak a retardé un rapprochement tenté à l'occasion du sommet de l'Organisation de la Conférence islamique - au Caire, - et alors que le représentant de l'Irak avait annoncé que son pays allait faire un geste de bonne volonté en libérant tous les Egyptiens faits prisonniers durant la guerre contre l'Irak.

Aujourd'hui, les conditions semblent réunies pour que la normalisation entre Le Caire et Téhéran progresse assez rapidement. L'Iran ne paraît plus, aux yeux des Egyptiens, être le grand exportateur de révolution islamique qu'il était, et les deux pays sont d'accord sur un point au moins : leur hostilité ouverte au président Saddam Hussein.

ALEXANDRE BUCCIANTI

En raison de l'attitude d'Amman pendant le conflit

### Le Sénat américain a voté la suppression de l'aide à la Jordanie

Le Sénat américain a voté, mercredi 20 mars, la suppression de l'aide à la Jordanie pour 1991 en raison de l'attitude de ce pays vis-à-vis des Etats-Unis pendant la guerre du Golfe. La décision du Sénat a été prise par acclamations. Les sénateurs avaient auparavant voté, par 57 voix contre 43, un amendement pour le maintien d'une aide à la Jordanie. L'aide économique et militaire pour l'exercice budgétaire en cours (année fiscale 1991) avait été fixée à 57 millions de dollars.

« Nous sommes à l'évidence très déçus par cette action (du Sénat) restreignant la marge de manœuvre du président en ce qui concerne la Jordanie à un moment où nous avançons avec prudence dans un processus de paix compliqué au Proche-Orient », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche M. Martin Fitzwater, en soulignant que l'administration américaine tentait de faire échec à ce texte (un amendement à un projet de loi) soit quand il sera étudié par la Chambre des représentants, soit en conférence des deux chambres.

L'administration américaine avait décidé le 6 février de réexaminer le montant de son aide à la Jordanie à la suite d'un violent discours anti-américain du roi Hussein. Elle avait cependant jamais annoncé la résultat de cette révision. - (AFP)

JEAN GUEYRAS

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

### Solution de compromis pour mettre fin à la crise gouvernementale

BEYROUTH

de notre correspondant

Le gouvernement libanais s'est réuni au complet, mercredi 20 mars à Beyrouth, pour la première fois depuis trois mois qu'il existe. A cette occasion, il a pris plusieurs décisions importantes : tout d'abord, la dissolution des milices. Mais il ne s'agit encore que d'une décision de principe, dont les détails et les modalités restent à déterminer par une commission ministérielle.

Ensuite, les ministres ont décidé de former trois autres commissions pour étudier le problème de la nomination des députés additionnels, celui du retour des personnes déplacées et, enfin, celui des relations privilégiées avec la Syrie. En s'attaquant à une question épineuse qui menaçait de faire éclater la fragile coalition d'« entente nationale », et en restant au plan des principes sur les autres, le gouvernement libanais - secondé par l'attentat sanglant qui a failli coûter la vie au ministre de la Défense (le *Monde* du 21 mars) - semble avoir réussi à accorder au pays une nouvelle période de calme, dans

l'attente d'un règlement des grands problèmes régionaux au lendemain de la guerre du Golfe.

Le dénouement de la longue crise gouvernementale est intervenu selon un schéma qui se dessinait depuis plusieurs jours. Le chef des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea - qui boycottait jusqu'alors le gouvernement - en a démissionné tout en acceptant qu'un membre du bureau des FL, M. Roger Dib, le remplace au poste de ministre d'Etat sans portefeuille. Son allié, M. Georges Sadeh, a, quant à lui, prudemment et simplement rallié le gouvernement.

En contrepartie, M. Geagea aurait obtenu la mise en application de la décision de dissolution des milices et celle de la nomination des députés soient retardées. Le fait que le chef des FL ait mis une sourdine à sa politique d'obstruction est attribué aux « conseils » américains, ainsi qu'à son sens des réalités. M. Geagea aurait su, une fois de plus, s'arrêter à temps. Bien que l'on démente, de source américaine, qu'une rencontre ait eu lieu à Beyrouth avec des émissaires des FL, il est clair que ces dernières ont commencé à changer d'attitude après la visite à

Damas du secrétaire d'Etat américain. Les autorités syriennes avaient alors laissé entendre à M. James Baker qu'elles étaient décidées à en finir avec le refus des FL.

LUCIEN GEORGE

**LE LIVRE DU JOUR MARABOUT**  
Le guide du courrier facile  
220 modèles de lettres pour tous et pour toutes les situations

## Amérique du Nord. Embarquement immédiat.

NEW YORK	2995F
BOSTON	2995F
WASHINGTON	3395F
MIAMI	3700F
MONTREAL	2995F
TORONTO	3395F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

**AIR FRANCE**  
C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI<sup>ES</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.



## AMÉRIQUES

## BRÉSIL

## Les nouveaux gouverneurs ont pris leurs fonctions dans une situation critique

Les gouverneurs des vingt-sept États brésiliens élus en novembre 1990 viennent de prendre leurs fonctions. Cette prise de pouvoir s'est faite dans une situation la plupart du temps difficile : la récession s'installe et les gouvernements locaux doivent affronter de multiples problèmes financiers et sociaux.

## RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

En dépit d'une passation de pouvoir peu orthodoxe en raison du refus du nouveau gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola, d'être intronisé par son prédécesseur, M. Moreira Franco, la ville a fêté l'événement avec joie : le palais de Guanabara, siège du gouvernement de l'État, a accueilli des milliers d'invités et de badauds pour des réjouissances « populaires » sur fond de feux d'artifice, au rythme de la samba et des orchestres de rues. Des festivités comparables ont accompagné nombre de prises de fonctions dans les autres capitales du pays.

Les fêtes terminées, les nouveaux élus vont affronter une situation qui ne porte guère à l'enthousiasme. Certains États sont pratiquement en cessation de paiement. Dans le Mato-Grosso-do-Sul, une partie des 67 000 fonctionnaires - non payés depuis trois mois - occupent depuis quatre semaines les couloirs du palais du gouverneur à Campo-Grande. L'État de São-Paulo, le plus riche de la fédération, a dû retarder, à plusieurs reprises ces trois derniers mois, le versement des salaires de ses employés, et dans l'État de Piauí, les hôpitaux publics sont fermés pour cause de grève, le personnel n'étant plus rémunéré depuis quatre mois.

Plusieurs banques d'État ne doivent leur survie qu'à l'appui massif - et coûteux - de la Banque centrale. De multiples raisons expliquent, en dehors de la conjoncture nationale, ces faillites virtuelles. Les travaux publics entrepris par les États ont été parfois mal contrôlés. C'est ainsi que le troisième pont de Florianópolis, dans l'État de Santa-Catarina, dont la construction était prévue pour durer quelques mois, a nécessité plusieurs années à un coût vingt fois supérieur à celui initialement prévu. Le gouverneur de Bahia, M. Nilo Coelho, a été accusé par la presse d'avoir construit un réseau routier de plus de 600 kilomètres, bénéficiant principalement à ses propriétés personnelles. Le gouvernement d'Amazonie a engagé la construction d'un « sambodromo » à Manaus, pour accueillir 60 000 personnes lors du carnaval annuel.

## Un assassinat toutes les trois heures

Dans ce contexte, la population tente de survivre par tous les moyens. Dans les grandes villes, les occupations de terrain se multiplient. A Rio-de-Janeiro, ces « invasions » se sont produites à Jacarepaguá, dans la banlieue sud, où des centaines de personnes ont occupé des espaces en friche malgré l'intervention de la police, et à Gavea, toujours dans la zone sud, où une nouvelle favela est née de l'occupation de plus de 400 familles venues pour la plupart de celle, voisine, de la Rocinha. Au nord de la ville, aux abords des quartiers les plus pauvres, des milliers de sans-abri s'installent également sans qu'il existe un minimum de conditions sanitaires. Le chômage fuit, lui, des ravages particulièrement visibles à São-Paulo, où la aussi de nouveaux « quartiers » naissent sans cesse.

COLOMBIE : trois policiers tués, plus de 50 militaires enlevés dans des affrontements entre forces de l'ordre et guérilla. - Trois policiers ont trouvé la mort, trois autres ont été blessés et plus de cinquante militaires ont été blessés dans des affrontements, mercredi 20 mars, entre forces de l'ordre et unités de la guérilla, a-t-on appris de source officielle colombienne. Ces incidents se sont produits au cours de deux attaques de la guérilla, l'une contre la localité de Santa Elena del Opón, dans la province de Santander (nord-est du pays), l'autre dans la région de Magdalena Medio (400 km au nord de Bogotá). - (AFP.)

La pauvreté a son corollaire, une violence toujours plus grande. Les grandes métropoles comme Rio-de-Janeiro et São-Paulo en font principalement les frais. Selon les chiffres donnés par les responsables policiers des deux villes, le nombre mensuel moyen d'homicides est actuellement de 767 à São-Paulo et de 673 à Rio-de-Janeiro. Dans les deux cas, cela représente une augmentation de plus de 60 % en cinq ans. La situation est telle dans certaines banlieues, comme la Baixada Fluminense au nord de Rio-de-Janeiro, que les autorités sont totalement dépassées.

On estime, par exemple, que dans dans le seul quartier de Nova-Iguacu, un assassinat est commis toutes les trois heures et demie, et, là encore, ce chiffre est en augmentation constante. Le vice-gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Nilo Batista, qui exerce son ancienne charge de délégué général de la police de l'État, a annoncé son intention de passer un mois dans la Baixada Fluminense afin de connaître les causes du fléau et d'étudier les moyens d'y mettre un terme.

La violence n'épargne pas les États ruraux du pays. Dans le Para-mazônia, au nord du pays, les meurtres de dirigeants syndicaux se multiplient. Le président du syndicat des travailleurs ruraux de Rio-Maria, Expedito Ribeiro de

Souza, a été assassiné le 2 février dernier. Un mois plus tard, son successeur, Carlos Cabral Pereira, a échappé de peu à un sort identique. Le gouvernement fédéral a dépêché ses forces de police pour le protéger, et le ministre de la justice, M. Juracy Passarinho, a annoncé une opération de « désarmement » dans la région. En neuf ans, les conflits de la terre ont provoqué la mort de 383 personnes dans ce seul État.

## « Administrer le chaos »

D'une manière générale, dans un pays constitué, selon le mot d'un observateur délaissé, « par des morceaux d'État plus que par un État », les gouverneurs doivent faire face à une accumulation de problèmes qui est à l'échelle même du Brésil : gigantesque. Le nouveau gouverneur de l'État du Parana (Nord-est), M. Ronaldo Cunha Lima, résumait cette situation à se manière en évoquant la dette de l'État de 355 milliards de cruzeiros (7 milliards de francs environ), et les salaires non payés depuis trois mois de ses 114 000 fonctionnaires : « Je vois administrer le chaos ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

## ÉTATS-UNIS

## L'ancien dictateur panaméen Noriega s'est converti en prison au protestantisme baptiste

L'ex-agent de la CIA et ancien homme fort panaméen, Manuel Noriega, qui attend dans une prison de Floride le début de son procès fixé au 24 juin, vient d'opérer une nouvelle métamorphose : il vient de se convertir au protestantisme baptiste. Il est vrai que « Face d'annuaire », comme on l'appelait au temps de sa splendeur, lorsque catholique par tradition et fétichiste vaudou par superstition, il mêlait trop ses intérêts à ceux des barons de la drogue colombienne, a eu une vision.

Le 15 mai 1990, il a reçu Jésus-Christ comme son sauveur, à 11 heures du matin, dans la petite pièce du Centre correctionnel métropolitain du comté de Dade, en Floride, où il est incarcéré. Le récit de cette étonnante conversion à l'américaine figure dans une de ses lettres écrites en espagnol, où Manuel Noriega explique sa rencontre avec Dieu, et que publie jeudi 21 mars le périodique religieux *Florida Baptist Witness* (le Témoin baptiste).

Selon l'avocat de M. Noriega, M. Frank Rubino, son client est devenu « un chrétien du renouveau » entre les quatre murs de sa prison de Miami, et deux évangélistes Cliff Brannon et Rudy Hernandez sont venus plusieurs fois le

visiter, lui donnant une « instruction biblique » et lui faisant lire une bible en espagnol. « Avant que le Christ pénètre dans ma vie, les réalités du monde matériel avaient la priorité dans ma vie quotidienne », écrit-il dans une autre lettre, ajoutant qu'il souffrait alors des « illusions de la grandeur », et que son cœur était « hermétique à l'Évangile ». S'era-t-il aujourd'hui plus ouvert au repentir et aux arguments des juges américains, qui le menacent de ceot quarante-cinq ans de prison pour avoir touché des pots de vin du cartel de la drogue ? M. Rubino a précisé que la conversion de l'ex-dictateur, qui clame son innocence et se plaint d'être victime d'un procès politique, n'allait rien changer à sa défense.

M.-C. D.

Un pilote cubain a fait défection en Floride avec son Mig-27. - Un pilote cubain de Mig-27 a déscendu mercredi 20 mars en se posant aux commandes de son chasseur-bombardier sur la base navale américaine de Boca Chica (Floride), ont annoncé des responsables de cette base. A Washington, M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que l'incident « semblait être une défection », il a refusé de fournir des détails. - (AFP.)

## La police de New-York accusée à son tour de violences

Au moment où toute l'Amérique est scandalisée par les brutalités commises par la police de Los Angeles (le Monde du 7 mars) deux affaires viennent de mettre à son tour, mercredi 20 mars, la police new-yorkaise sur la sellette.

La justice a tout d'abord annoncé que cinq policiers du Queens venaient d'être inculpés d'homicide involontaire. Ils sont accusés d'avoir tué en février dernier le jeune Frederico Pereira (vingt et un ans) qu'ils avaient arrêté parce qu'ils pensaient qu'il se trouvait dans une voiture volée. Le procureur a indiqué que douze témoins avaient assuré que Pereira gisait à plat ventre sur le trottoir, les mains liées derrière le dos par des menottes, quand un officier de police lui avait passé les mains autour du cou. Pereira est mort d'asphyxie.

Par ailleurs, le quotidien *New York Daily News* révélait mercredi que M. Luz Diaz venait de déposer une plainte contre la police après que son fils sourd et muet de 16 ans ait été battu par deux policiers parce qu'il ne répondait pas à leurs questions.

Selon le jeune Arnaldo Deliz, qui a été appréhendé le 14 mars dernier alors que des policiers le soupçonnaient de vouloir voler une voiture, ceux-ci lui ont passé les menottes, puis l'ont frappé au visage. Il souffre de contusions au visage. - (AFP.)

## DIPLOMATIE

## Les nouveaux rapports Est-Ouest

## M. Vaclav Havel en visite au siège de l'OTAN

En visite officielle en Belgique, M. Vaclav Havel, président de la République tchécoslovaque, s'est rendu, jeudi 21 mars, au siège de l'OTAN. Au moins la moitié des ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique étaient venus l'entendre. Venant du Luxembourg, le chef de l'État tchécoslovaque s'est entretenu à Bruxelles avec le roi Baudouin et avec les responsables de la Commission européenne. Il devait ensuite visiter les Pays-Bas et rencontrer, samedi à Paris, M. François Mitterrand.

## BRUXELLES

de notre correspondant

M. Gorbatchev ayant reporté en janvier sa venue à l'OTAN, M. Havel est le premier chef d'État à honorer l'invitation faite aux dirigeants des pays d'Europe de l'Est par le sommet de Londres, en juillet 1990, à venir s'adresser au Conseil de l'Atlantique nord, comme témoignage de la détente. Cette visite a toutefois été précédée de nombreuses autres, effectuées par des responsables d'Europe centrale ou orientale, notamment celles de M. Edouard Chevardnadze, dès octobre 1989, et de M. Petre Roman, premier ministre de Roumanie, un en plus tard. Le discours que devait prononcer jeudi M. Havel et la déclaration écrite qui l'accompagne vont sans doute dans le sens souhaité par le secrétaire général de l'Organisation, M. Manfred Wörner, soucieux de conserver une raison d'être à son administration par

le renouvellement de ses missions. M. Wörner a fréquemment souligné que « l'Alliance n'a pas besoin d'un ennemi pour exister ». « Elle cherche, écrit-il, dans le numéro de février de la *Revue de l'OTAN*, à transformer de manière fondamentale les relations de sécurité en Europe, plutôt qu'à simplement reproduire l'ancien modèle d'antagonisme Est-Ouest à des niveaux de forces réduits ».

## Des invités venus de l'Est

Selon un haut fonctionnaire de l'OTAN, la visite de M. Havel servira à « planter le décor » pour développer le dialogue sur un continent qui a déjà « retrouvé son identité culturelle ». Beaucoup, a déjà été fait en peu de temps. « Il y a deux ans, nos responsables de la sécurité se seraient évanouis s'ils avaient croisé certains de nos visiteurs actuels dans nos couloirs », poursuit ce haut fonctionnaire. En effet, les invités venus de l'Est sont de plus en plus nombreux. Mercredi, par exemple, quatre Russes et un Tchécoslovaque participaient à un colloque - « L'économie soviétique sous la conduite de M. Gorbatchev » - organisé par la direction des affaires économiques de l'Organisation, dans ses murs. Surtout, répondant à la déclaration de Londres, les pays de l'Est ont accédé auprès de l'OTAN leurs ambassadeurs déjà en poste à Bruxelles pour des « liaisons » avec elle. Les contacts sont fréquents, au point qu'un débat s'engage sur la marge de manœuvre qu'il convient de laisser à l'OTAN aux liens et place des États membres. Ainsi, la France demande à tout le moins d'être informée du contenu de ces contacts pris par dessus la tête des gouvernements nationaux.

## M. Gorbatchev bienvenu

Tout en estimant qu'il serait prématuré de parler de participation ou d'association des pays d'Europe centrale et orientale à l'Alliance, les responsables de l'OTAN souhaitent, en s'entourant de précautions de langage, qu'on aide les anciens pays satellites de Moscou à « diversifier leurs sources d'armement ». Mais ils considèrent aussi qu'il ne faut surtout pas donner à l'URSS l'impression qu'on cherche à l'isoler de ses anciens partenaires du défunt pacte de Varsovie. D'où l'insistance à souligner que, après M. Havel, M. Gorbatchev sera aussi le bienvenu.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## La « reconstitution » de la Route maritime de la soie

## L'arche aux cent savants

Les Japonais - dont le prince Mikasa, oncle de l'empereur - viennent de réserver un accueil solennel au navire omanais *Arche-de-la-Paix*, prêt à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de « reconstituer » la Route de la soie. L'expédition scientifique avait atteint début mars les côtes nipponnes après un périple de quatre mois et demi.

C'est le 23 octobre 1990 que le bateau du sultan Qabous d'Oman, battant pavillon de l'ONU, avait quitté Venise pour rallier Osaka, à travers 27 500 kilomètres coupés d'escalades dans vingt ports de quinze pays. Il s'agissait d'élaborer et de mettre en valeur l'énorme capital culturel et scientifique, enfoui ou toujours vivant, légué par quelque deux millénaires d'échanges multiformes par la mer entre l'Occident et l'Orient.

Cette navigation, qui a sorti de leurs laboratoires ou de leurs fouilles, pour les mettre sur les flots, une centaine de savants d'une trentaine de nationalités (pas tout ensemble cependant car presque à chaque escale se produisent un renouvellement partiel de l'équipe), constituait le deuxième étape du projet « Routes de la soie, routes de dialogue », lancé effectivement en 1988 et qui doit s'étaler sur une dizaine d'années (le Monde du 18 novembre 1989).

La première étape s'était déroulée en Chine intérieure durant l'été 1990 : la prochaine, concernant également la Route terrestre de la soie, aura pour théâtre, prochainement, l'Asie soviétique. Le comité scientifique chapeautant l'ensemble des opérations est animé par la sinologue française d'origine russe, Vadime Elisseoff. Le financement n'est pas inscrit au budget de l'UNESCO, il est assuré par

des contributions volontaires d'États ou d'entreprises.

Après le gouvernement omanais (15 millions de francs), le plus généreux donateur a été jusqu'à présent le groupe de presse japonais Asahi (7,5 millions de francs promis dont la moitié a déjà été versée). Le coût global du projet est estimé à environ 30 millions de francs, non compris les dépenses locales des États hôtes. La France, qui doit accueillir en 1993 à Paris, au Grand Palais, l'exposition internationale « Routes de la soie » ne s'est jusqu'à présent guère intéressée - financièrement - au projet de l'UNESCO. Peut-être sera-t-elle plus tentée de le faire si le français était traité par le projet à parité avec l'anglais, les deux langues étant les idiomes de travail de l'UNESCO.

## Une banque de données

Sauf le Vietnam, tous les pays contactés par l'UNESCO avaient accepté d'organiser sur leur sol des rencontres internationales entre experts : en tout, dix-neuf séminaires représentant deux cent cinquante communications, sans compter une centaine de visites de monuments ou musées et cent vingt-deux réunions scientifiques organisées à bord même de l'*Arche-de-la-Paix*. Quarante-cinq journalistes de treize pays ont « couvert » tout ou partie de l'expédition, deux d'entre eux, les Français François Bernard et Edith Huyghe, tenant de bout en bout le « journal de bord » que l'UNESCO utilisera notamment pour sa banque de données sur les Routes de la soie.

En dehors du décès à bord de l'historien iranien Feridani et d'une menace de pirates érythréens en mer Rouge, venant après la promesse non tenue par l'Égypte de permettre à l'*Arche-de-la-Paix* de traverser gratis le canal de Suez.

## Nominations d'ambassadeurs

M. Hubert Colin de Verdière à Téhéran. - M. Hubert Colin de Verdière a été nommé ambassadeur de France en Iran, en remplacement de M. Christian Grœff.

[Né en 1941, M. Colin de Verdière est titulaire d'un DES de sciences économiques, diplômé de l'École des hautes études commerciales et ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a

été en poste notamment à Canberra, Alger et Madrid, et a occupé diverses fonctions à l'administration centrale avant d'être nommé en janvier 1987 ambassadeur à Abou-Dhabi (Émirats arabes unis).]

M. Bernard Poletti à Abou-Dhabi. - M. Bernard Poletti a été nommé ambassadeur de France aux Émirats arabes unis, en remplacement de M. Hubert Colin de Verdière.

[Né en 1946, M. Poletti est licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'École nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Tripoli et à Ryad, ainsi qu'à l'administration centrale et au secrétariat général du comité interministériel de la sécurité nucléaire. Il était depuis 1988 deuxième conseiller à la mission permanente française auprès de l'ONU à New York.]

10<sup>e</sup> anniversaire



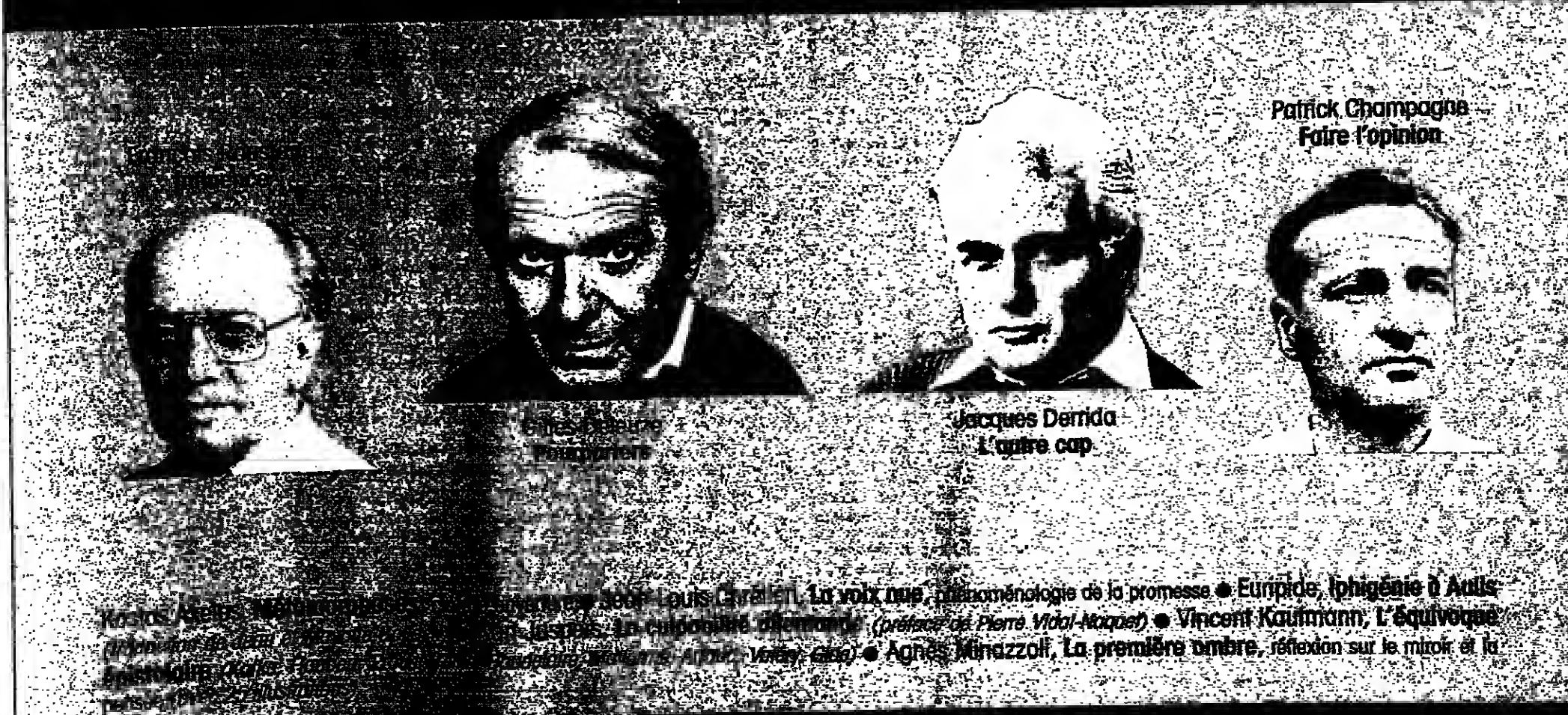
مركز الامن والامن

• La Monde • Vendredi 22 mars 1991 7



**EDITIONS DE MINUIT**

septembre 1990 - avril 1991



10<sup>e</sup> anniversaire de la loi de 1981 sur le commerce du livre







## EUROPE

# Injustices roumaines

Suite de la première page

A la section militaire de la Cour suprême, les juges galonnés ont gardé leurs capotes. La machine à écrire du greffier cliquette, puissante. Les détenus, ici, sont en civils. Ils ont de belles toques de fourrure et d'épais pardessus. Il est vrai qu'il s'agit, entre autres, de Julien Vlad, l'ancien chef de la Securitate, et de Tudor Postelnicu, ancien ministre de l'Intérieur de Ceausescu, poursuivis pour les mauvais traitements infligés à des manifestants pendant les jours qui ont précédé la chute de la dictature. Leur famille est là, qui s'entretient avec eux sans entrave, comme le font aussi leurs avocats, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Privileges devant la justice, privilèges de prison aussi.

La prison de Jilava est à quelques kilomètres de Bucarest. Un millier de détenus, sur les 26 000 personnes incarcérées en Roumanie, y vivent, ou plutôt, y survivent. Six ou sept cents autres — comme MM. Vlad et Postelnicu, car ils seraient, dit-on, « molasses » — sont retenus à l'hôpital pénitentiaire, voisin de quelques dizaines de mètres. Il faut mieux venir à Jilava quand il fait jour, car il y a pénétration d'ampoules électriques, et l'oeil guide à tâtonne dès la nuit tombée.

### L'entrée dans une collectivité

On ne garde pas ici un compte précis du nombre des détenus : à quoi bon, puisqu'ils reçoivent et sortent sans cesse. La plupart des fenêtres de ces bâtiments rose pâle de trois étages entourés de miradors sont brisées, possible trace de la mutinerie qui se déroula ici, quarante-quatre jours durant, il y a tout juste un an. Le chauffage ne fonctionne pas, c'est pourquoi, bormis pour leur douche hebdomadaire, les détenus ne quittent pas leur uniforme, « en tralle tralle naturelle, sans mélange synthétique », commente un surveillant mijaloux mi-plaisantin.

Un coup de matraque frappé à la porte des cellules prévient de l'arrivée de visiteurs. Le chef de chambre fait face à la porte, les yeux baissés, les bras le long du corps. Les autres prisonniers, oes douzaine, se mettent immédiatement en rang le long de chaises superposées. Ils tournent le dos, face au mur. Silencieux. Aucun objet personnel n'est visible : livres ou lettres sont empaquetés sous chaque paillasse, finie au carré. L'ouï-forme de bagnard n'est en rien une punition, expliquent les policiers chargés de la surveillance (1) : « Il ne meurt pas à la dépersonnalisation mais indique seulement un statut et prévient le froid et les trafics en tout genre. » De même, la tonne systématique n'aurait pas de caractère vexatoire : « Comme dans l'ar-

mée, elle en le symbole de l'entrée dans une grande collectivité. » Prévenus et condamnés sont mêlés, « car on n'a pas les moyens de faire la distinction ».

Dans un bâtiment mitoyen, les détenus affectés au service général font la cuisine. Une soupe de farine de maïs et de la marmelade pour ceux qui ne sont pas en état de travailler. Des pois, un peu de viande et toujours de la marmelade pour ceux qui le peuvent — et le doivent d'ailleurs, car la loi leur en fait obligation. De 5% à 10% de ce qu'ils gagnent, travaillant aux champs ou dans un atelier, leur sont reversés, le reste allant à l'Etat qui, après tout, les loge et les nourrit.

Il est loin, ce temps paradoxal où le « Petit Popa » Ceausescu, convoqué de l'indolence des prisons dans un Etat socialiste, décidait d'amnisties massives à l'occasion de son anniversaire ou du congrès du parti, et faisait passer les gendres qui polluaient son paysage. Des brutalités d'alors, on ne connaît rien, ou presque. L'extérieur se contentait de cette image d'appareille bonhomie qui caçait, en réalité, une politique discrétionnaire et totalement incohérente. Aujourd'hui la criminalité grimpe dangereusement, l'administration pénitentiaire totalement désorganisée ne sait plus très bien ce qu'elle attend d'elle.

C'est un chirurgien qui est de garde, ce soir, à l'hôpital pénitentiaire. Il meoque de tout, dit-il, « de médicaments, de médecins aussi », no milieu du bloc opératoire où se bécot, comme autant de petites méduses, les gants de caoutchouc dont on se ressert, d'une opération à l'autre. Cette porte-là, celle de la cellule des grévistes de la faim, n'aurait pas dû s'ouvrir. La bête fait accourir les gardes de l'hôpital. Peut-être plus pâle encore que ces hommes-là, détenus de droit commun, qui s'intéressent à personne ? Ils n'ont plus le moindre contact avec l'extérieur : oi visites ni courriers.

### La toute-puissance de la Procuration

On les bat, affirmait-il, uoamies, et souvent, pour une fois, le regard de leurs gardes, devenus plus corvexes. « Une violence strictement légitime », à l'intention d'« affaiblir les écorces », nous assure-t-on, si la porte refermée. Il faut oûit si vite, l'hiver à Bucarest, que l'oeil s'en veut de vous guider, au pas de charge, vers la sortie. « Car à cette heure-ci, on ne peut plus rien voir... »

Petitebques visages laissés derrière soi, rassurable violence, palpable dans son acceptation de part et d'autre : c'est un monde rebout que l'oeil retrouve aujourd'hui. Qu'est-ce qui a bien pu échanger ici, depuis la révolution,

sinon le fait de voir, ou d'entrevoir, peut-être ? De la justice de la révolution roumaine, l'Occident garde en mémoire les images du procès et de l'exécution des époux Ceausescu, celles de leurs collaborateurs répondant comme ils pouvaient à des juges pressés d'en finir. Sinistres images, que la Roumanie, avide de reconnaissance internationale (2), aimait aujourd'hui gommer.

Il faut donc donner des gages et des assurances, à l'extérieur du moins. C'est ce que ne cesse de faire le premier ministre, M. Petre Roman, chaque fois que l'occasion lui est donnée de répéter que la rupture de son pays avec un passé totalitaire est « définitive ». Aussi appelle-t-on comme consultant les grands noms du droit européen : M. Robert Badinter, qui s'en demandait pas tant, est aujourd'hui présenté à Bucarest comme le parrain du projet de Constitution qui devrait être examiné au printemps. On multiplie des échanges, qui ressemblent parfois à s'y méprendre à des alibis. Ainsi au mois de janvier, une délégation de la conférence des bâtonniers français est-elle venue en Roumanie, pleine de bonne volonté et très émue du dénuement de ses confrères : la rencontre a accouché du jumelage des quarante barreaux roumains avec quarante barreaux français, et de la création auprès du barreau de Bucarest d'un Institut de formation des droits de l'homme.

Dès le mois de janvier qui a suivi la chute de Ceausescu, on a toléré les textes les plus répressifs, qu'il s'agisse de la peine de mort, de la répression de l'avortement ou des incriminations de dévouement de l'Etat socialiste. On a ouvert de grands chantiers législatifs. Un nouveau code de procédure pénale, voté au mois de novembre, prétend faire litte du passé. Ainsi, il serait possible, désormais, dès l'arrestation, de connaître les charges qui pèsent contre soi, d'être immédiatement assuré de la présence d'un défenseur et même d'introduire des recours contre l'Etat si ses décisions paraissent illégales.

Mais les textes, examinés avec soie, réservent, loie des déclarations d'iotototio, quelques surprises. Les délais de « rétention » en sont un bon exemple. Au terme d'une garde à vue de cinq jours dans les locaux de la police, le parquet, théoriquement avisé dans un délai de vingt-quatre heures, peut ordonner la prolongation de la détention pour une durée de... trente jours, renouvelable une nouvelle fois pour trente jours. A la puissance n'a pas faibli. Autorité d'enquête et de poursuite, directement rattachée à la présidence de l'Etat, elle est restée, reconnaît le ministre de la justice, « un pouvoir distinct, incontrôlable et insubordonné ».

On l'a vue à l'œuvre après les événements de juin dernier. Alors que le pouvoir avait appelé à la



rescousse des milliers de mineurs pour rétablir l'ordre dans les rues de Bucarest, offrant la ville aux tabagages et aux pillages soigneusement orientés entre les étudiants et les opposants, ou ceux qui pouvaient être pris pour tel, les poursuites qui s'ensuivirent furent particulièrement sélectives. Après la chute, les sièges de partis et de journaux d'opposition devinrent la chasse aux Tziganes, les morts et les blessés, la Procuration ne décida de poursuivre, à l'exception de deux militaires et d'un mineur, que des manifestants ou des passants sans distinction (3). Le procureur, M. Mihail Uliu Popa Cherecheanu, paraît aujourd'hui navré. Il a à cœur de balayer « la fousse impression d'injustice ». Alors qu'il y eut plus d'un millier de personnes interpellées — et que les procès se poursuivent encore.

### Dénoncé comme « fasciste et légionnaire »

Si policiers, militaires et mineurs paraissent avoir échappé à la répression, oes éberche à vous coavracre que ce n'est que pour des raisons de technique pure. Comment reconnaître les mineurs « alors qu'ils étaient habillés de lo même monnaie », comment établir de solides dossiers d'accusation lorsque les victimes ont été réticentes à porter plainte et que ceux qui ont dû être hospitalisés ont été impossibles à retrouver « puisqu'ils ont laissé des adresses incomplètes » ?

Ce jeune homme, qui fut ingénieur dans une grosse usine de Bucarest, n'avait jamais pensé qu'il pourrait aller en prison. Dénoncé comme « fasciste et légionnaire » par les ouvriers de son entreprise qui lui reprochaient d'avoir participé à des manifestations, il a perdu son travail et vend aujourd'hui des journaux à la sauvette. Son bistoire n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Interpellé le 28 juin 1990, on le relâcha le 30 octobre, après de longues grèves de la faim, de la soif et de la

désolée, uoe nouvelle fois, de n'avoir pu faire mieux (trois cents juges sur mille trois cents ont été nommés depuis la révolution et deux cent cinquante postes restent vacants). Le barreau n'est pas mieux loti. Comme les facultés de sciences économiques, d'histoire et de philosophie, celles de droit ont constitué le vivier de la comenklatura des Ceausescu. « Juristes » au service de l'Etat, de nombreux « securistes » ont cru pouvoir s'offrir une toute neuve respectabilité en s'inscrivant au barreau quand ils ont senti tourner le vent. Les anciens apparatchiks ne se cachent pas : l'Union des avocats de Roumanie, qui regroupe tous les avocats roumains, n'inspire d'ailleurs pas à cet égard une confiance à toute épreuve.

### Une longue hérité de brutalités

L'idée même du droit et de sa valeur comme règle est un concept neuf qui a du mal à se frayer un chemin dans une Roumanie si profondément marquée par son passé. Seuls les anciens ont gardé, palissant, le souvenir vécu de l'Etat de droit. « Mais ils ont perdu le contact avec la réalité immédiate », assure M<sup>me</sup> Marianna Celac, l'une des plus anciennes dissidentes, présidente de l'Alliance civique. Les jeunes, eux, restent marqués par l'idée que la raison, la vérité se trouvent toujours d'un même côté. Le système a appris aux Roumains à abandonner d'avance. Toute l'expérience personnelle et sociale ditait que ce n'était pas la peine de se donner de la peine. Ici, on a vécu dans un arrangement social qui nous a appris à vivre à côté de lo loi qui était punitive, violente. »

Il y a cinquante-six ans, dans soo Bucarest (5), Paul Miorad a osé dire autre chose en parlant des Roumains : « Ces pauvres gens ont fait plus de mal que de bien en gardant l'échine toute courbée. » Et un peu plus haut : « Une longue hérité de brutalités, de tortures, d'excès et de mutilations leur a enseigné au cours des siècles l'art d'attendre. »

AGATHE LOGEART

(1) Depuis le 15 janvier, les prisons dépendent du ministère de la justice et non plus de l'Intérieur. Mais tous les membres de l'administration pénitentiaire sont des policiers.

(2) La Roumanie a obtenu, le 1<sup>er</sup> février, le statut d'invité spécial de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui « vise à encourager le pays concerné à poursuivre le processus de démocratisation », avant d'être, le cas échéant, admis comme Etat membre. Dans le même temps, la Commission européenne qui avait gelé sa décision du fait des événements de juin, a autorisé la Roumanie à bénéficier de l'aide économique des pays occidentaux destinée à la reconstruction de l'Europe de l'Est.

(3) On peut lire à ce propos la minutieuse enquête de Mihail Benedic, Ariados Combes et Anne Planché, Roumanie, le Livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste. Ed. La Découverte, 95 F.

(4) C'est ce texte qui, majoritairement, a été utilisé contre des Tziganes après les affrontements inter-ethniques de Timișoara qui firent cinq morts et plusieurs centaines de blessés au mois de mars.

(5) Paul Miorad, Bucarest, cité par le 1990 chez Plo.

## Un témoignage de la Fédération internationale des droits de l'homme

# La « rééducation » des enfants

Par un effet de la « clémence » de Ceausescu, les enfants roumains délinquants n'étaient pas soumis à une sanction pénale, mais à une mesure de rééducation et de travail. Une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui s'est rendue l'automne dernier à Bucarest, a pu observer la réalité du traitement infligé aux mineurs délinquants, comme en témoignent Catherine Cahen-Salvador, avocate, et Alain Girardet, magistrat. De son côté, le ministre de la justice nous a assuré qu'une réforme de ce système est en cours d'élaboration.

C'est le commissariat n° 12, à la périphérie de Bucarest. Les locaux de détention sont situés en sous-sol. Lorsque la porte s'ouvre, sept enfants, en tenue de bagnard, pyjama rayé noir et blanc, se regroupent de dos, derrière un huisserie de ses codétenus. Dans cette cellule de 5 mètres carrés, trois lits superposés occupent la majeure partie de l'espace. Ils ont pour tout confort un sautoir pour uriner et n'ont droit à aucun objet personnel. Il fait sombre, la cellule n'est

« éclairée » que par un soupaillet en contrebas d'une cour et par une petite ouverture pratiquée au-dessus de la porte qui laisse passer la faible lumière du couloir.

Les enfants n'avaient eu, depuis leur arrestation, aucun contact avec leur famille ni avec un avocat. Les familles elles-mêmes ne sont pas avisées de l'arrestation de leur enfant. C'est ainsi que nous avons rencontré le père d'un adolescent qui avait recherché son fils des semaines durant, allant de commissariat en commissariat, et qui, en désespoir de cause, était allé chercher son fils à la morgue... Il était arrêté et détenu à l'hôpital de la prison de Jilava. Elle ne l'apprent qu'au bout d'un mois.

### Le crâne rasé, en tenue bleue

En fait, pendant la phase d'enquête, l'enfant n'a pas droit à un avocat. Il n'a bien évidemment pas accès à son dossier. Il répond aux questions que lui pose le procureur qui enquête. On imagine assez bien le désarroi, devant un représentant de l'autorité judiciaire, d'un enfant qui ne comprendra pas nécessairement la sens et le portée des questions lui seront posées et des réponses qu'il fera. C'est seule-

ment lors du procès que le mineur bénéficiera d'un avocat, mais ni ce dernier ni le juge ne disposent d'une réelle marge de manœuvre : une fois la matérialité de l'infraction caractérisée, le juge est tenu de prendre une mesure de rééducation qui ne doit pas être inférieure à deux ans mais ne peut pas excéder cinq ans.

Le paradoxe est que cette prétendue mesure de rééducation ne tient pas compte de l'encadrement familial ni des possibilités d'accueil dont l'enfant peut effectivement disposer. Quelle que soit sa situation, l'enfant est inmanquablement envoyé dans un centre de rééducation qui n'est autre qu'une prison : mais d'ensemble d'au moins 6 mètres de haut, surmontés de fils de fer barbelés, jonchés de miradors. Les enfants, le crâne rasé, en tenue bleue, sont soumis à un régime militaire dont nous n'avons pu entrevoir qu'une partie de la rigueur et de la sévérité lors de notre deuxième mission, effectuée en novembre dernier à Créteil, près de Bucarest. A notre arrivée, il était 20 heures. Il faisait très froid. Un groupe d'enfants attendaient des instructions dehors, immobiles, en rang serrés. Dans cet établissement, les pensionnaires sont regroupés par

classes et par chambre, non pas en fonction de leur âge ou de la gravité des actes qu'ils ont commis, mais uniquement en fonction de leur niveau scolaire. Ainsi un très jeune voleur à l'étalage côtoiera-t-il, du matin au soir, dans sa classe et pendant la nuit dans son dortoir, de jeunes majeurs auteurs d'actes délictuels ou même criminels. Tout écart de discipline se traduit par des sanctions dont le plus sévère est l'envoi en « mitard » : cellule d'isolement de 3 mètres carrés avec pour tout confort un matelas en sol.

La lumière y est indirecte. Il n'y a ni fenêtre ni aération, l'odeur est nauséabonde. Les peines de mitard privent l'enfant de tout contact avec les autres détenus, de promenades, de correspondance avec sa famille. Pendant les dix jours maximum d'isolement, seul le psychologue s'entretient avec l'enfant. Heureusement, le directeur de l'établissement, un militaire, nous a affirmé que le psychologue parvenait à faire accepter la discipline aux fortes têtes et que les enfants participaient avec « plaisir » au système dans son ensemble.

CATHERINE CAHEN-SALVADOR et ALAIN GIRARDET

## POUR GARDER UNE PEAU JEUNE VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66  
MINUTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice à CRÉTEIL

le JEUDI 11 AVRIL 1991, à 9 h 30

UN PAVILLON de 4 P.P. à SUCY-EN-BRIE (94)

7, rue des Longues-Rues

élevé 5/5-501 avec GARAGE, sur TERRAIN de 506 m<sup>2</sup> env.

M. à P. : 400 000 F. S'adr. M<sup>me</sup> TACNET, avocat à CHAMPIGNY-

sur-MARNE (94500) - 20, rue Jean-Jaures

Tél. : 47-06-94-22 - M<sup>me</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à

PARIS (8<sup>e</sup>) - 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Ts avocats

TGI Créteil - Sur place pour visiter, le 8 avril de 9 h 45 à 10 h 45.



## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Le gouvernement tente de rallier l'UDC et l'UDF à son projet de solidarité financière entre les communes

En raison du nombre d'oreurs inscrits - près d'une quarantaine - l'Assemblée nationale n'a pu évaluer, mercredi 20 mars, la discussion générale sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement. Cette journée a été mise à profit par le ministre de la ville, M. Michel Delebarre, et par le groupe socialiste pour tenter de rallier à leur projet, en ramenant le texte initial, les groupes UDC et UDF et d'isolés, la RPR. L'opposition continue de réclamer, avant de prendre une position définitive, une simulation des mesures qui seront finalement arrêtées. Le débat devait reprendre, jeudi, avec une motion de renvoi en commission présentée par le président du groupe UDF, M. Charles Millon.

De quoi s'agit-il, au fond ? D'une réforme ? Pas même. « Plus d'ajustements », a dit eux députés, mercredi, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, avant de rejoindre le Sénat pour y défendre le projet de loi sur le statut de la Corse. « Ajustements », a-t-il expliqué, parce que la redistribution proposée porte sur 1 milliard de francs en régime de croisière, soit 1,5 % de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux communes en 1991. En d'autres termes, il n'y

aurait pas lieu de monter sur ses grands chevaux, comme l'ont fait, ces derniers jours, quelques-uns des responsables de l'opposition.

La réforme de la dotation globale de fonctionnement, renforcée, en l'île-de-France, par l'instauration d'un fonds de solidarité intercommunal, consiste simplement, pour l'Etat, à verser un peu moins aux communes les plus riches pour donner un peu plus aux plus pauvres. Avant d'atteindre le milliard de francs promis par M. Marchand, le montant de cette redistribution ne sera, cette année, que de 400 millions de francs. Trois cents quatre-vingt-dix-neuf communes en profiteraient, concentrées, notamment, dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime, la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne. Le dispositif spécifique à l'île-de-France prévoit, en outre, de prélever quelque 500 millions de francs, au total, sur cinquante-deux communes dont le potentiel fiscal est supérieur à une fois et demie le potentiel fiscal moyen par habitant, pour les redistribuer à quatre-vingt-quatre villes de plus de dix mille habitants qui supportent des charges particulières sans disposer de ressources fiscales suffisantes.

M. Richard (PS) : « Aboissons moins ! »

« C'est une réponse d'urgence à une situation de crise, dans le respect de l'autonomie communale », a affirmé M. Marchand, pour lequel, tous les critères proposés par le gouvernement sont « perfectibles ». Après lui, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, a invité l'Assemblée à « un débat de qualité ». Anticipant les critiques de l'opposition, M. Delebarre a déclaré : « J'espère qu'on n'entendra plus parler de villes bien gérées, vouées au sacrifice au bénéfice de villes mal gérées. De tels arguments sont aussi inexacts que profondément choquants. Comment peut-on qualifier de mauvaise gestion l'effort des communes qui ont accueilli une population évacuée des villes où elle résidait auparavant et dans lesquelles elle ne trouvait plus à se loger ? ».

M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur pour avis de la commission des finances, a été plus clair encore : « Ce débat ne devrait pas être paralysé par des joutes politiques, a-t-il lancé. Lorsque nous aboyons moins, les Français nous en savent gré ».

A la faveur d'une suspension de séance, un clivage, déjà perceptible lors du travail en commission, allait se confirmer entre, d'une part, le RPR, adversaire résolu du projet, et

d'autre part, l'UDC et l'UDF, qui, ensemble, ont décidé d'adopter une position plus souple en tenant compte des ouvertures proposées par le gouvernement. « Le RPR va se retrouver tout seul sur son île », jubilaient M. Jean Auroux, président du groupe socialiste.

Comme la plupart des députés, y compris ceux de la majorité, les centristes souhaitent, notamment, que le critère du logement social, pris en compte pour déterminer la liste des communes bénéficiaires de la nouvelle dotation de solidarité urbaine, ne soit pas limité aux seules zones rurales. Il veut, enfin, le soutien de la loi de la commune, dans le texte, pourrait inciter les communes à augmenter la pression fiscale. L'UDF, pour sa part, suggère la mise en place d'un contrôle sur l'utilisation des ressources supplémentaires des communes pauvres. Sur plusieurs de ces points, des accords pourraient être trouvés lors de la discussion du projet de loi, article par article. « Il appartient au gouvernement de saisir sa chance », estime ainsi M. Charles Millon, président du groupe UDF.

Toutefois, en attendant que ces possibles convergences se traduisent par des amendements proposés ou agréés par le gouvernement, la première journée de débat a repris son cours au travers d'une succession de procédures parlementaires destinées à bloquer ou à retarder l'examen du texte. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a défendu une exception d'irrecevabilité fondée sur le caractère inconstitutionnel du projet. Voté par le RPR et par l'UDF, tandis que la majorité du groupe UDC ne prenait pas part au vote, elle a été repoussée par les socialistes et les communistes. « La démission de M. Mazeaud s'appuie notamment sur les articles 34 et 72 de la Constitution, relatifs à la libre administration des collectivités locales, et elle vise le prélevement qui serait opéré sur les ressources fiscales des communes de la région Île-de-France ».

Inquiets de cette disposition, les deux rapporteurs socialistes du projet de loi, MM. René Dussière et Alain Richard, ont d'ailleurs imaginé, chacun de son côté, deux dispositifs de substitution pour échapper à un éventuel désaveu du Conseil constitutionnel. M. Francis Delaitre (UDF, Val-d'Oise) a défendu, ensuite, la question préalable, selon laquelle il n'y a pas lieu à débattre. Avant d'être repoussée,

celle-ci a permis de mesurer les différences d'appréciation qui subsistent entre l'UDC et l'UDF : alors que M. Méhaignerie se déclarait prêt à retirer la question dans la mesure où, selon lui, le ministre s'était montré « ouvert pour corriger les effets pervers » de son projet, M. Delaitre, après un temps d'hésitation qui lui a valu les quolibets d'un petit carré de députés RPR, a préféré aller jusqu'au vote de l'Assemblée, afin, dit-il, de « maintenir la pression ».

M. Noir : « Le chacun-pour-soi est suicidaire »

La suite du débat, jusqu'à une heure avancée de la nuit, n'a été qu'une redite, souvent laborieuse, des arguments déjà échangés dans la presse au cours des dernières semaines. Pour M. Robert Poujade (RPR, Côte-d'Or), la réforme proposée n'est que « bricolage fiscal » et « guérilla politicienne ». « Nous sommes dans une stratégie de rapine en main des communes », déclarait M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), tandis que M. Jean Auroux (PS, Loire) dénonçait « les militants de l'égoïsme local ». Pour le Parti communiste, MM. Jacques Brunhes et Jean-Pierre Brard ont laissé planer le doute sur le vote de leur groupe. Enfin, un nouveau député non inscrit, privé, du même coup, de temps de parole, bien que maire de la troisième ville française, M. Michel Noir, exprimait, hors de l'hémicycle, le sens du vote positif qu'il émettra sur le projet. « La politique du chacun-pour-soi est suicidaire », disait-il. Tous les jours, comme président de la communauté urbaine de Lyon, je prends des décisions de solidarité financière. Je ne vais pas faire la contraire ici. Sans parler, il y aurait dix Vaulx-en-Velin par an ».

JEAN-LOUIS SAUX

M. Mégrat (FN) : « Une prime à la mauvaise gestion ». — M. Bruno Mégrat, délégué général du Front national, a affirmé, mardi 19 mars, à Rennes, que la réforme de la dotation globale de fonctionnement est « une prime à la mauvaise gestion, c'est une immigration mal contrôlée ». Selon le dirigeant d'extrême droite, « cette péréquation entre les communes riches et les communes pauvres cache, en fait, la politique socialiste de l'immigration », et « ce n'est pas un hasard si M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, parle, au même moment, de droit de vote aux immigrés ».

## Guerre du Golfe et ventes d'armes : « Plus jamais ça »

Cheque guerre et son « plus jamais ça ». Celle qui vient de s'achever ne manque pas à la tradition. « Plus jamais nos soldats contre nos propres armes », la formule a fait mouche auprès de l'opinion publique et, donc, auprès de ceux qui, à l'Assemblée nationale, sont chargés de la représentation. « Dans notre discours », constate M. François Loncle (PS, Eure), la question des ventes d'armes apparaît comme une préoccupation majeure, event même celle de la Palestine. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, au lendemain du débat sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient, nombreux sont les députés qui jurent que, cette fois, on ne les y reprendra plus.

« Parmi les causes indirectes de ce conflit, il y a le laxisme en matière de ventes d'armes, qui a permis la suréquipement militaire de cette région du monde. Il faut en tirer les leçons », observe M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) lorsqu'on l'interroge sur les tâches que la guerre du Golfe a mises à l'ordre du jour des débats politiques des semaines à venir. Sur ce constat, tout le monde, ou presque, s'accorde, mais les difficultés commencent dès la première « leçon » : quel contrôle, comment, et jusqu'où ?

« Nous devons commencer par balayer devant notre porte », observe M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). La France a toujours utilisé la force de ses ventes d'armes pour compenser sa faiblesse diplomatique ».

## Le contrôle et ses critères

M. d'Aubert prône un renforcement du contrôle parlementaire, afin de mettre les élus face à leur responsabilité en les obligeant à se prononcer sur une « liste noire » - proposée par le gouvernement - des pays auxquels on ne doit pas vendre d'équipements militaires. Un point de vue que conteste M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) au nom du « réalisme ». « Nous vivons, dit l'ancien ministre de l'intérieur, la question de la vente des armes relève de la responsabilité du gouvernement ».

« Cette affaire ne peut être réglée qu'au niveau international », estime M. Daniel Colin (UDF, Var). Si la France était la seule à décider d'un contrôle, ou si elle n'était suivie que par un ou deux pays, ce serait un marché de dupes. M. François Hollande (PS, Corrèze) renchérit : « Attention à ne pas faire preuve de trop de naïveté ! Au moment où nous ouvrons ce débat, les États-Unis sont en train d'élaborer un projet de loi destiné à faciliter l'exportation de leurs ventes d'armes (1) ».

Qui serait chargé de ce contrôle au niveau international ? « Tous les pays producteurs, qui doivent signer un engagement », répond M. Colin. L'ONU, ou, plutôt, son Conseil de sécurité, lancent les autres. Réhabilitant l'opinion publique, le « machin » méprisé par de Gaulle apparaît, aujourd'hui, comme le meilleur garant d'un « code de bonne conduite mondial » en matière de ventes d'armes. L'ONU, oui, pour les principes, mais doublée d'un contrôle de l'OTAN, afin de « définir une stratégie de vente d'armes sur des critères politiques », suggère M. Hollande, au nom de l'efficacité.

Et quels seraient, justement, ces critères ? « La solvabilité et le caractère démocratique des pays acheteurs », estime d'un commun accord, MM. d'Aubert et Hollande. Mais là intervient un autre débat : « Attention à l'impérialisme ! », prévient M. Pierre Mauroy (Nord), premier secrétaire du Parti socialiste. « De quel droit les gros et riches s'autoriseraient-ils à décider pour les petits et pauvres ? », s'indigne M. Julien Dray (PS, Essonne). « Pas question de cautionner l'effacement de ceux qui ont tout et qui disent aux autres : voue, eh bien, nous estimons que vous n'avez droit qu'à l'arquebuse », observe, au Echo, M. Michel Suchod (PS, Dordogne).

Au contraire, estime M. Le

Guen, « on a le droit à la subjectivité ». « On ne peut pas, au nom de la justice, empêcher la vente d'armes à la nuit tombée, selon la règle bien connue des trois années. Une fois le jour, on a le droit de vendre à la nuit, une fois d'action et sans d'instruments : le gilet contre la grenade lacrymogène ».

Mais alors que les jours précédents les casiers à la fin des rues ont été pris aux biens matériels (commerces, grandes surfaces), il semble bien aujourd'hui que, côté coté, qui n'est que le premier d'un profond malaise, soit devenue aveugle. Première dans ce genre de manifestation : les émeutes ont été attaquées, mercredi 20 mars, au autobus. Après avoir « invité » sous la menace le conducteur à abandonner son véhicule, les manifestants ont saisi le véhicule, ont rançonné les passagers, ont dans un véritable « chaos », bijoux, argent, sacs, tout y est passé.

Plus tard dans la soirée, les automobilistes ont pris à partie les taxis que deux voitures s'enflam-

## Le prix de la morale

Meis renforcer les contrôles et instituer des critères de sélection signifie aussi et peut-être avant tout réduire la production des armes, donc pour les pays « fabricants » comme la France - les ressources commerciales, les moyens de défense nationale, les activités des usines d'armement, le financement, l'emploi. Autre argument auquel un député est sensible, surtout lorsque, comme MM. Marcellin, Hollande, Suchod ou Colin, se circonspiciant ébrie une poudrière, un arsenal ou une manufacture d'armes...

« Nous devons penser à préparer la reconversion de nos industries d'armement », souligne M. Hollande, et prévient les Français que, si nous vendons moins d'armes, nous devons payer plus cher notre effort de défense, parce qu'il faudra acheter ailleurs. La morale s'ajoute. « La problématique économique est très importante », indique, de son côté, M. Colin. Des milliers de personnes sont concernées. Nous ne pouvons pas traiter cela à la légère. « N'oublions pas que nous devons fabriquer des armes pour notre propre défense », rappelle M. Marcellin, et que les commandes de l'Etat font vivre nos arsenaux ».

Feux problèmes, réplique M. Jean-Marc Ayrault (PS, Loire-Atlantique). Pour le maire de Nantes, si la France veut vraiment contrôler et réduire le commerce des armes, elle doit aller jusqu'au bout de sa logique et changer de stratégie. « Ces sons, d'abord, de développer la discussion sur la puissance française dans le monde, déclare-t-il. La guerre du Golfe a montré que, déjà, nous ne pouvions pas avoir de politique autonome. Peut-on encore se permettre de dépenser 220 milliards de francs par an pour notre défense, alors que la question de notre efficacité s'est posée dans ce conflit ? Il faut en tirer les conclusions, cesser de vivre au-dessus de nos moyens et développer une vraie stratégie de défense européenne ».

Et si cette soudaine frénésie du « plus jamais ça » n'est, au fond, qu'un prurit post-guerre ? « C'est vrai que l'on est, sans doute, en train de s'acheter une bonne conscience, reconnaît M. Hollande, parce que moralement on a souffert ces derniers temps et parce qu'on sait qu'on est loin de l'idéal à la réalisation... ». M. Suchod, qui, avec certains de ses amis de Socialisme et République (le courant de M. Jean-Pierre Chevènement), avait voté contre l'engagement des troupes françaises dans le Golfe, en janvier dernier, constate, cynique : « Médialement, c'est une bonne idée de parler de désarmement et de contrôle des ventes d'armes, après avoir offert à la France, pendant des semaines, le spectacle d'un Salon du Bourget permanent sur les écrans de télévision. » Il ajoute, avec une pointe d'ironie amère : « Dieu merci, ce débat apparaît quand la guerre est finie... ».

PASCAL ROBERT-DIARO

(1) L'administration américaine a soumis au Congrès une proposition visant à autoriser l'Export-Import Bank, une agence gouvernementale, à garantir les contrats de vente d'armes américaines à des clients étrangers (le Monde du 20 mars).

## Nouvelles violentes

SAINT-DENIS

de notre correspondant

C'est presque devenu une habitude. Chaque jour désormais, selon un scénario devenu classique, des bandes de jeunes se rassemblent à la nuit tombée, selon la règle bien connue des trois années. Une fois le jour, on a le droit de vendre à la nuit, une fois d'action et sans d'instruments : le gilet contre la grenade lacrymogène.

Mais alors que les jours précédents les casiers à la fin des rues ont été pris aux biens matériels (commerces, grandes surfaces), il semble bien aujourd'hui que, côté coté, qui n'est que le premier d'un profond malaise, soit devenue aveugle. Première dans ce genre de manifestation : les émeutes ont été attaquées, mercredi 20 mars, au autobus. Après avoir « invité » sous la menace le conducteur à abandonner son véhicule, les manifestants ont saisi le véhicule, ont rançonné les passagers, ont dans un véritable « chaos », bijoux, argent, sacs, tout y est passé.

Plus tard dans la soirée, les automobilistes ont pris à partie les taxis que deux voitures s'enflam-

A la recherche d'un...

## L'UDF demande « un n

L'UDF a réuni, mercredi 20 mars, ses parlementaires, quels que soient les groupes auxquels ils appartiennent au Sénat, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, pour examiner, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le document préparé par un groupe de travail sur la construction européenne.

Le livre donné par l'UDF à son Jocrand résume parfaitement sa ligne directrice : « Un nouvel élan pour l'Europe ». Dans un premier chapitre, elle présente la philosophie générale de sa conception. « Avant d'être un marché, l'Europe constitue pour l'Europe une communauté de droit fondée sur le respect de la liberté, de la dignité humaine et des droits fondamentaux ». Elle en déduit que l'Europe doit être « fédérale et décentralisée ». « C'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », l'acte de quoi, elle redonne l'apparence de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'Union. Aussi, pour les libéraux et les centristes,

## Le printemps de M. Giscard

par Daniel Cordon

Au risque, comme l'auteur de ce livre, de paraître un peu tardif, M. Giscard d'Estaing n'a de toute évidence pas l'intention, sur la scène de la plus fréquente de l'Europe, de laisser entendre son autorité politique et morale. Mais pour lui nier un effet de persévérance et un véritable engagement européen. Dès lors, septennat, certains lui reprochent « son obsession du futur ». Et depuis 1981, il n'a jamais cessé de plaider la formule de son livre d'été 1980 : « la renaissance de l'Europe ». Très de liste de l'opposition aux élections européennes de juin 1989, d'une assiduité presque exemplaire à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a compris qu'il pouvait jouer de tout cela bien des dividendes.

Avec le projet UDF présenté mercredi pour un nouvel élan de l'Europe, c'est bien un nouveau plan que M. Giscard d'Estaing entend aussi se donner à lui-même. Sa ligne européenne bien sûr. Ses propositions extrêmement avancées, précises, immédiates : supprimer, dans la réponse nette aux dissidents, les ministres de la ville et des affaires régionales ; la Bundesbank ; M. Pöhl, sur la possibilité d'une monnaie unique européenne ; l'adhésion des pays examinés attentivement à Bonn, Londres ou Bruxelles. Au niveau intérieur, l'ancien président veut prétendre servir de médiateur dans tous les débats qui vont s'engager à droite comme à gauche, en faisant d'un point de vue stratégique d'une pierre trois coups. Il prend la vitesse M. Mitterrand dont il a rompu plus la prudence actuelle sur le

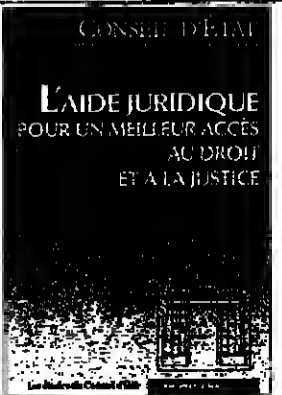
## Nouvelle...

la collection Les Études du Conseil d'État

Le droit au cœur de l'actualité ou les réflexions menées par la Section du rapport et des études du Conseil d'État.



Statut et protection de l'enfant  
L'adaptation du statut et de la protection de l'enfant à l'évolution de la société.  
240 p., 95 F



L'aide juridique pour un meilleur accès au droit et à la justice  
L'étude qui a servi de base à l'élaboration du projet de loi sur l'aide légale.  
240 p., 100 F

La documentation Française

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## L'EPARGNE

Envoyer 50 F (libres à 2,30 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire  
75007 Paris  
Tél. : (1) 40157000

Vente par minitel  
3615 - 3616 Docel

Salon du livre de Paris  
Stand A 19

سكول لاجل



## POLITIQUE

### La situation dans l'île de la Réunion

#### Nouvelles violences

SAINT-DENIS

de notre correspondant

C'est presque devenu une habitude. Chaque jour désormais, selon un scénario devenu classique, des bandes de jeunes se rassemblent à la nuit tombée, selon la règle bien connue des trois unités. Unité de lieu : le Chaudron et maintenant les Camélias ; unité de temps : à la nuit ; unité d'action et aussi d'instruments : le gilet contre la grenade lacrymogène.

Meis alors que les jours précédents les casseurs s'en étaient surtout pris aux biens matériels (commerces, grandes surfaces), il semble bien aujourd'hui que cette colère, qui n'est que l'expression d'un profond malaise, soit devenue aveugle. Première dans ce genre de manifestation : les émeutiers ont attaqué, mercredi 20 mars, un autobus. Après avoir « invité » sous la menace le conducteur à abandonner son véhicule, ils ont rançonné les passagers, comme dans un véritable western : bijoux, argent, sacs, tout y est passé.

Plus tard dans la soirée, les automobilistes ont été pris à partie tandis que deux voitures s'enflam-

maient sur un parking des Calchasiers. Le pire a malgré tout été évité quand les habitants du Chaudron ont réussi à dissuader les jeunes de mettre le feu aux cuves d'essence de la station Caltes, qui venait d'être pillée. Comme les autres jours, des arrestations ont été opérées : comparution immédiate, peines de prison. La justice a montré qu'elle n'entendait plus être clémentine.

Judi 21 mars, la ville avait repris son visage normal. A une exception près : la quasi-totalité des magasins de Saint-Denis étaient fermés pour une opération « le mort ». Cette journée d'action, organisée par les trois principaux syndicats patronaux de l'île et les chambres de commerce et des métiers, manifeste l'irritation croissante des chefs d'entreprise face aux troubles à répétition de ces dernières semaines. Ils craignent tout particulièrement l'image négative que ces émeutes donnent de la Réunion à l'extérieur. Les commerçants pris à partie depuis le départ de ces événements sont également sur les nerfs. Des vigiles armés ont été recrutés pour la circonstance. (Interim.)

#### La leçon de M. Mitterrand

La tension qui règne à Saint-Denis de la Réunion depuis les 23 et 24 février par la saisie du matériel d'émission de Télé-Free-DOM, qui avaient fait onze morts, préoccupe M. François Mitterrand. Le chef de l'Etat ne paraît pas totalement satisfait de la façon dont le gouvernement gère cette affaire.

Devant le conseil des ministres, mercredi 20 mars, après que M. Michel Rocard eut rendu compte de sa visite dans l'île le 17 mars, le président de la République a fait un long exposé sur les problèmes politiques et sociaux de la Réunion. Cette intervention est apparue à plusieurs membres du gouvernement comme une leçon adressée tant au premier ministre qu'au ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, Ca dernier, qui a demandé à deux reprises la parole, se l'est vu refuser par M. Mitterrand au motif que la Réunion était close et que personnel n'est admis à s'exprimer en fin de conseil après le président de la

République. M. Mitterrand a certes assuré le ministre des DOM-TOM qu'il aurait l'occasion d'énoncer son point de vue ultérieurement. La refus de lui donner aussitôt la parole n'en a pas moins renforcé l'impression d'une remontrance à son endroit, même si plus tard dans la journée M. Le Penec s'est entendu assurer par l'Elysée que les maladroites relèves dans l'affaire de Télé-Free-DOM étaient davantage imputables au Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'au gouvernement.

Sur le fond, M. Mitterrand estime qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte du contexte politique et social réunionnais dans le traitement du dossier de cette télévision pirate. Il a expliqué que ce contexte est caractérisé par l'archaïsme du contraste entre de très grandes fortunes et l'extrême pauvreté d'une large part de la population, dont témoigne au que tend à soulager l'extension prise dans l'île par le revenu minimum d'insertion. Le

président a observé que la situation est à cet égard très différente de celle qu'on observe dans l'île Maurice voisine, où les grandes fortunes locales s'investissent dans l'économie et y impulsent un véritable développement, ce qui n'est pas le cas à la Réunion.

M. Mitterrand a abordé aussi le problème du Parti communiste réunionnais, qui se réclame de la majorité présidentielle, et que certains responsables de l'opposition à la Réunion avaient mis en cause à la suite des émeutes de la fin février. Certains propos de M. Le Penec, qui s'étaient aussitôt rendus sur place, avaient été interprétés dans le même sens, interprétation que le ministre des DOM-TOM dément catégoriquement. Au reste, la mission de la commission des lois de l'Assemblée nationale, conduite dans l'île par son président, M. Michel Sapin, au début du mois, avait conclu à la non-implication du PCR dans ces violences, et M. Rocard s'était entretenu avec le secrétaire

général du parti, M. Paul Vergès, lors de sa visite à Saint-Denis. Le chef de l'Etat partage la conviction que le PCR n'a pas contribué aux émeutes. Il a expliqué que, si certains aspects de la politique de M. Paul Vergès et de ses partisans sont contestables, au total ce parti ne doit pas être considéré par le gouvernement comme un adversaire.

Lors de son voyage dans l'île, M. Rocard avait expliqué qu'il avait besoin de temps pour résoudre les problèmes accumulés au cours des dernières décennies et regrette l'étroitesse des moyens budgétaires qu'il peut consacrer. Même si le président de la République a indiqué qu'il apprécie l'action menée depuis deux ans par le gouvernement, son exposé sur les difficultés de la Réunion ne peut apparaître que comme une façon de dire sur ce sujet ce que le premier ministre n'a pas dit. Une fois encore, après la « trêve » de la crise du Golfe, M. Mitterrand prend M. Rocard en défaut de conscience sociale.

A la recherche d'un « fédéralisme décentralisateur »

#### L'UDF demande « un nouvel élan pour l'Europe »

L'UDF a réuni, mercredi 20 mars, ses parlementaires, quels que soient les groupes auxquels ils appartiennent au Sénat, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, pour examiner, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le document préparé par un groupe de travail sur la construction européenne.

Le titre donné par l'UDF à son document résume parfaitement sa ligne directrice : « Un nouvel élan pour l'Europe ». Dans un premier chapitre, elle présente la philosophie générale de sa conception : « Avant d'être un marché, l'Europe constitue pour l'UDF une communauté de droit fondée sur le respect de la liberté, de la dignité humaine et des droits fondamentaux ». Elle en déduit que l'Europe doit être « fédérale et décentralisée », c'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », faute de quoi, elle redoute l'apparition de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'union. Aussi, pour les libéraux et les centristes,

« renforcer l'union politique de l'Europe, c'est à la fois la doter de compétences nouvelles et mieux délimiter ses compétences ».

Parmi ces nouvelles compétences, l'UDF met au premier rang « une politique étrangère et de défense commune », constatant que le nouvel état des relations internationales entraîne un « risque de régression dans les relations entre les Etats membres de la CEE eux-mêmes ».

Eviter la zone mark

Aussi, en matière militaire, elle propose une architecture à trois niveaux : « Un niveau euro-américain pour faire face à ce qui demeure de la menace soviétique » ; « un niveau européen pour traiter ensemble les problèmes d'intérêt commun », qui devrait être constitué « prioritairement » par l'UEO ; « un niveau national qui resterait compétent pour les autres problèmes », comme par exemple le statut des Malouines ou les rapports de la France avec l'Afrique.

Elle en déduit deux « propositions concrètes » : la création d'une « force d'intervention européenne »,

car elle juge « la brigade franco-allemande déjà politiquement démodée » ; l'institution d'une « agence européenne des armements » qui aurait « le monopole des commandes d'armement des Etats membres » et qui « coordonnerait leurs politiques d'exportation ».

Tout cela implique « un renforcement des institutions communautaires ». L'UDF propose, notamment, l'élection des députés européens dans des conditions « quasi identiques dans les douze Etats » et dans des circonscriptions régionales. L'investiture du président de la Commission, et de celle-ci tout entière, par le Parlement, le président ayant la liberté d'en choisir les membres sur une liste dressée par le Conseil européen.

L'UDF confirme aussi son choix d'une monnaie unique de préférence à une « monnaie parallèle » proposée par la Grande-Bretagne et l'Espagne, ne cachant pas qu'il s'agit là d'un « débat politique ». Elle justifie son choix en expliquant, notamment, que « le poids grandissant de l'Allemagne nous laisse peu de temps avant que le système monétaire européen ne devienne une véritable zone mark ». Th. B.

#### Qui est responsable de la saisie de Télé Free-DOM ?

Qui est responsable de la saisie, le 24 février, de Télé Free-DOM ? En théorie, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui, dès mai 1990, a porté plainte contre la télévision pirate et demandé, au parquet de Saint-Denis-de-la-Réunion la saisie du matériel. Mais comme il est d'usage, le CSA a laissé le parquet libre de déterminer, en liaison avec le préfet, le moment le plus opportun pour effectuer cette délicate opération.

Echaudé par les émeutes de mars 1990, le parquet a temporisé. En novembre dernier, il écrivait au CSA pour lui demander si la plainte courait toujours et recevait une confirmation des « sages » de l'audiovisuel. Pendant ce temps, le CSA tentait de négocier avec le docteur Camille Sudre une entrée de Télé Free-DOM à hauteur de 20 % dans le capital d'Antenne Réunion, seule station légalement autorisée. Devant le refus du docteur Sudre, M. Jacques Boutet, président du CSA, a écrit le 23 janvier 1991 au préfet pour proposer un nouveau compromis : si Télé Free-DOM acceptait de suspendre ses émissions pirates et de constituer un tour de table économiquement viable, le CSA s'engageait à légaliser la station après un nouvel appel d'offres sur une fréquence.

« Nous avons tout tenté pour éviter l'affrontement », explique aujourd'hui M. Boutet. Mais nous ne pouvons pas saisir quotidiennement des radios en métropole et tolérer des pirates à la

Réunion. Il semble que le président de la République ait une vision différente des choses, nourrie, semble-t-il, par un rapport de M. Michel François, député socialiste de l'Oise et ancien conseiller de M. Mitterrand. Il est vrai aussi que le chef de l'Etat,

lors de son dernier voyage à la Réunion en 1988, s'était exprimé au micro de la station pirate, alors qu'il avait refusé de parler à chaîne publique RFO, soupçonnée à l'époque d'être trop favorable au gouvernement de M. Chirac... J.-F. L.

#### Le printemps de M. Giscard d'Estaing

par Daniel Corton

Au risque, comme l'aurait dit de Gaulle, de paraître sauter sur sa chaise comme un cabri, M. Giscard d'Estaing n'a de toute évidence pas l'intention, sur le terrain de plus en plus fréquent de l'Europe, de laisser entamer son autorité politique et morale. Nul ne pourra lui nier en effet une réelle persévérance et un véritable engagement européen. Dès, durant son septennat, certains lui reprochaient « son obsession du futur ». Et depuis 1981, il n'a jamais cessé, au risque de lasser encore, de plaider selon la formule de son livre Deux français sur trois (février 1984) pour « la renaissance de l'Europe ». Tête de liste de l'opposition aux élections européennes de juin 1989, d'une assiduité presque exemplaire à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a compris qu'il pouvait retirer de tout cela bien des dividendes.

Avec le projet UDF présenté mercredi « pour un nouvel élan » de l'Europe, c'est bien un nouvel élan que M. Giscard d'Estaing entend aussi donner à lui-même. Sur la scène européenne bien sûr. Ses propositions extrêmement avancées, prises dans l'immédiat comme une réponse nette aux déclarations pessimistes de la veille du président de la Bundesbank, M. Poehl, sur la possibilité d'une monnaie unique européenne, seront certainement examinées attentivement à Bonn, Londres ou Bruxelles. Au niveau intérieur, l'ancien président peut prétendre servir de référence dans tous les débats qui vont s'engager à droite comme à gauche, en faisant d'un point de vue stratégique d'une pierre trois coups. Il prend de vitesse M. Mitterrand dont il n'admet plus la prudence actuelle sur la

scène européenne. Il resserre sous son panache une UDF qui semblait pourtant depuis des mois condamnée à l'implosion. Les centristes passionnés par l'affaire le suivent comme un seul homme.

De M. Alain Madelin à M. Jean François-Poncet, ce projet UDF n'a souffert aucune contestation majeure. Il met enfin en difficulté sérieuse la RPR en lui opposant l'image d'une UDF rassemblée et qui pour une fois sait ce qu'elle veut. Jamais, depuis l'échec des négociations de l'UDF sur les premières présidentielles du 9 novembre 1990, M. Giscard d'Estaing n'a semblé autant résolu à remettre la RPR à sa place. Il pousse les feux sur l'Europe pour étouffer les velléités de M. Balleud et provoquer MM. Pasqua et Seguin. La campagne commune des élections européennes de 1989 semble à cet égard bien loin ! Il reproche verbalement à M. Longuet son soutien au maire RPR sortant et sorti de Biarritz. Il ne voit aucun inconvénient à ce qu'à l'Assemblée nationale les députés UDF se démarquent du groupe RPR sur la réforme socialiste de la DGF. Demain, il demandera que l'on parle décentralisation, sujet qui a aussi le don de hérisser le poil RPR. M. Juppé a proposé mercredi la convocation d'états généraux de l'opposition sur l'Europe. L'UDF n'a pas dit non. Mais convaincu que l'Europe est « son domaine réservé », que M. Chirac a trop de soucis avec le RPR pour pouvoir rivaliser avec lui, M. Giscard d'Estaing paraît désormais vouloir conduire les affaires de l'opposition à sa guise.

## Nouvelle...

la collection Les Études de La Documentation française

Des clés pour lire le présent. L'actualité analysée dans quatre séries de la collection : Économie Société International Institutions



**La Forêt en France**  
par Pierre Bazire et Jean Gadant  
La forêt, patrimoine de l'avenir. Pour une politique cohérente de protection et de mise en valeur.  
160 p., 75 F (parution avril)

**L'Europe industrielle horizon 93**  
Tome I. Les groupes et l'intégration européenne. Sous la direction de Jean-Pierre Gilly  
Le capitalisme mondial en effervescence : anatomie des groupes industriels.  
172 p., 75 F

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire  
75007 Paris  
Tél. : (1) 40 15 70 00

Vente par minitel  
3615 - 3616 Docel

Salon du livre de Paris  
Stand A 19

La documentation Française





Dans un rapport remis au premier ministre

## La commission des droits de l'homme dénonce la banalisation du racisme dans les mentalités

La commission nationale consultative des droits de l'homme, s'est réunie au premier ministre son rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, jeudi 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale. Ce document constitue en France la première tentative d'inventaire des différentes manifestations de racisme constatées durant l'année 1990, accompagnée d'une analyse du contexte sociopolitique et de propositions (1). Si le nombre des agressions racistes est resté stable, la forte hausse des menaces et des injures traduirait « la banalisation d'un certain racisme dans les mentalités ».

M. Michel Rocard a indiqué à cette occasion sa volonté de favoriser la concertation entre administrations, associations de terrain et autorités religieuses, en généralisant les « cellules départementales de lutte contre le racisme » mises en place l'an dernier à Marseille, Lille et Strasbourg, autour des préfets.

Sur le front du racisme, l'année 1990 restera celle de Carpentras, de l'affaire Nolin et des ratonnades de Carcassonne. Mais c'est aussi l'année où « Monsieur D. s'est heurté à un refus de service dans un café parce qu'il parlait en arabe avec un ami », celle où des maires ont exercé leur droit de préemption pour empêcher l'acquisition d'un logement par un étranger, où des graffiti antiarabes ont souillé les murs des villes. Ces exemples sont cités, parmi bien d'autres, dans le rapport de la commission nationale des droits de l'homme présidée par M. Paul Baudart, conseiller d'Etat, et où siègent représentants des ministères, des syndicats, des associations antiracistes et de défense des droits de l'homme, et des cultes.

Systématiquement, l'ensemble des faits relevés par les services de police et de gendarmerie a été classé, par ordre d'importance, de la situation, côté administratif, forcément très partielle, est complétée par la vision d'experts et de militants antiracistes.

### Propagande antisémite ouverte

La France a-t-elle la fièvre raciste ? Les statistiques des exactions enregistrées par le ministère de l'Intérieur dressent une double série de courbes de température. Si les violences racistes (attaques, agressions physiques, incendies criminels, etc.) n'ont pas augmenté en nombre depuis la brutale aggravation de 1982, les menaces et injures en tout genre (graffitis, tracts, lettres et appels anonymes) ont enregistré une hausse vertigineuse depuis 1983. La commission estime que « la banalisation d'un certain racisme dans les mentalités et les comportements de la vie quotidienne se poursuit et s'amplifie, dénotant une levée progressive des interdits ».

En 1990, la police a enregistré 52 cas de violences racistes, dont



37 contre des Maghrébins, faisant un mort et 36 blessés, et 20 actions de violence antisémite, faisant 3 blessés. La profanation de Carpentras et les 37 autres actes du même type perpétrés dans des cimetières (dont 24 à caractère antisémite) qui ont immédiatement suivi, constituent évidemment un paroxysme. La seule constante observée dans le profil des auteurs présumés, réside dans leur « très jeune âge », note la commission. Celle-ci souligne par ailleurs la responsabilité particulière des skin heads, utilisés par l'extrême droite dans des agressions contre des Maghrébins dont ils tentent parfois d'imputer la responsabilité à des Juifs.

Quels sont les vecteurs du racisme ? La commission répond nettement : « l'extrême droite violente » et le Front national. Avec une précision entomologique, elle dresse un panorama de l'extrême-droite où apparaissent scissions, alliances, noms des responsables, publications et autres activités. Le fait marquant de 1990, selon la commission, est la contagion des

théories niant la réalité du génocide juif. « La réprobation unanime qui a suivi la profanation de Carpentras et, peu après, le vote de la loi Gayssot [anticariste] ont aussi eu pour conséquence majeure une sorte d'union sacrée des groupes extrémistes, les éléments négationnistes et antisémites étant désormais considérés comme une tendance à part entière de la « droite nationale » (...). » note le rapport. L'attitude pro-islamique du Front national pendant la guerre du Golfe ne fait que confirmer cette tendance de l'extrême droite à se ressourcer autour de l'antisémitisme, même si, ainsi que le souligne la commission, « l'antisémitisme et l'islamisme, loin d'être incompatibles, sont complémentaires » dans son idéologie.

### Sanctions aggravées

Le rapport apparaît beaucoup moins conciliant lorsqu'il se contente de questionner les administrations, pour dresser le bilan des discriminations racistes ou xé-

phobes à l'embauche ou pour l'attribution de logements. Son bilan de la répression laisse également le lecteur sur sa faim. A la fin de 1990, 94 procédures au titre de la loi de 1972 contre le racisme étaient répertoriées au ministère de la justice, dont 24 avaient donné lieu à des condamnations définitives, et 75 autres procédures concernaient des infractions de violence raciale, dont 14 avaient conduit à des condamnations. Le rapport note l'aggravation des sanctions pénales prononcées par les tribunaux : peines d'emprisonnement sans sursis, amendes de 50 000 F.

Les problèmes de la médiatisation excessive des discours et des actes racistes, et ceux tenant au rapport entre répression du racisme et liberté de la presse sont, en revanche, abordés avec franchise. « La pédagogie et le respect de la vérité sont tout aussi importants que la répression », estime la commission, visiblement réticente à l'égard d'une éventuelle extension de l'arsenal juridique concernant la presse.

Au-delà du bilan de l'action des pouvoirs publics et des associations antiracistes, décrit par le menu, les suggestions les plus intéressantes de la Commission concernent la multiplication de « médiateurs » locaux capables de régler les petits différends et de conseiller les victimes avant le recours à la justice et l'introduction d'une « étude critique des racismes » dans les programmes scolaires.

Il est aussi question de sensibiliser les étudiants en journalisme et les instituteurs de sondage sur les aspects déontologiques des dossiers concernant le racisme, et d'améliorer les conditions d'accueil des étrangers dans les services publics par la formation des personnels. La réalité du racisme, venue ou ressentie, vacille-elle sous la poussée de ces bonnes intentions ? Rien n'est moins sûr, mais la publication, désormais annuelle, d'un état officiel du racisme et de l'anticracisme, ne peut que favoriser réflexions et mobilisations.

PHILIPPE BERNARD

(1) 1990. La lutte contre le racisme et la xénophobie. La documentation française. 246 pages. 140 F.

## La fin d'un tabou

« Raciste, moi ? » 42 % des Français répondent « un peu », voire « plutôt », alors que moins d'un sur trois rejette catégoriquement l'accusation, 26 % préférant s'avouer « pas trop raciste », selon un sondage publié par la commission nationale des droits de l'homme à l'occasion de la présentation de son rapport 1990 (1). Dès lors, il n'est guère surprenant que, pour 94 % des personnes interrogées, la racie soit un phénomène répandu en France.

La fin du tabou est confirmée par les réponses traduisant les sentiments à l'égard des personnes étrangères ou d'origine étrangère : 42 % des sondés affirment nourrir de l'antipathie à l'égard des

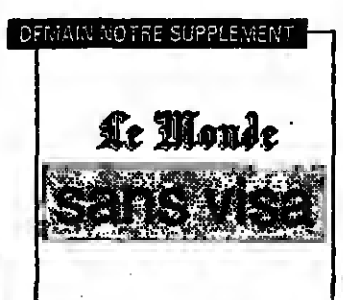
Maghrébins (50 % de sympathie), 39 % à l'égard des Tziganes (53 % de sympathie), 37 % à l'égard des Beurs (56 % de sympathie). Les Noirs d'Afrique, les Asiatiques, les Noirs d'Amérique, les Juifs s'en tirent nettement mieux avec respectivement 86 %, 77 %, 74 % et 73 % d'opinions sympathiques. 71 % des personnes interrogées estiment qu'il y a « trop d'Arabes » en France et « trop de Juifs » selon 24 %. L'appartenance des travailleurs immigrés à l'économie française n'est reconnue que par un tiers des sondés, une majorité (54 %) les considérant comme « une charge », et 43 % allant jusqu'à assimiler qu'un immigré qui perd son emploi devrait être renvoyé dans son pays d'origine

(48 % d'opinions contraires).

Pourtant, une tolérance certaine apparaît, dès qu'on aborde des sujets sensibles que l'emploi. Ainsi, les contrôles d'identité policiers « au faciès » sont jugés anormaux par 65 % des personnes questionnées, et 31 % d'entre elles laissent leur fil de dix-sept ans tout à fait libre de servir avec un garçon arabe. 43 % pensent que la justice ne poursuit pas assez les personnes qui ont des comportements ou expriment des opinions racistes.

(1) Sondage CSA réalisé du 25 octobre au 8 novembre 1990 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Annulation d'un pèlerinage à Auschwitz de militants anti-avortement. — L'Union des nations de l'Europe chrétienne (UNEC), qui regroupe des catholiques intégristes, a annulé le pèlerinage anti-avortement qu'elle devait organiser, à Auschwitz, du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril prochain. L'UNEC explique avoir pris sa décision « sous le diktat des comités de coordination des organisations juives ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), entre autres, avait fait part de son « indignation » à propos d'un voyage qui, selon lui, « assimilait péniement l'avortement au plus grand génocide de tous les temps » (Le Monde du 13 février).



## MÉDECINE

En 1992

## Un diplôme unique sera créé pour les infirmières

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, qui inaugurerait mercredi 20 mars le salon infirmier européen, a annoncé une série de mesures concernant la formation des infirmières. (Nos dernières éditions du 21 mars.) Tout d'abord, un diplôme unique sera mis en place dès 1992. Ce diplôme permettra aux infirmières d'exercer dans tous les secteurs : soins généraux, santé mentale, secteur libéral ou hospitalier.

Actuellement, on distingue les diplômes d'Etat infirmiers en soins généraux et les diplômes d'Etat infirmiers en santé mentale. Si les premiers autorisent l'exercice de cette profession dans tous les secteurs, les seconds forment des infirmières à « exercice limité ». En 1979, un premier rapprochement avait eu lieu entre ces deux formations et depuis, la majorité des infirmières et de leurs syndicats souhaitaient l'instauration d'un diplôme unique. Cette harmonisation va nécessiter une refonte totale des études et dès septembre 1992, « les élèves infirmières seront formées grâce à un nouveau programme », a annoncé M. Bruno Durieux.

Cette nouvelle formation « permettra de renforcer l'unité de la profession, de réaliser l'indispensable harmonisation européenne, a précisé le ministre, mais surtout d'appréhender au cours des études toutes les dimensions de l'être

humain : en matière de soins techniques, de soins éducatifs et relationnels, de soins de base, tout en prenant en compte la dimension psychologique des malades ». Parallèlement, une réflexion sera engagée avec le ministère de l'Éducation nationale pour définir les « modules du nouveau programme qui pourraient être pris en compte par les universités pour permettre aux infirmières de poursuivre éventuellement des études universitaires ».

La formation des cadres infirmiers, c'est-à-dire essentiellement des surveillantes, sera également améliorée. Une formation pour les cadres nommés à l'ancienneté sera instituée, afin de leur assurer un niveau de compétence en rapport avec les exigences de leur fonction. Et une modernisation de la formation dispensée dans les écoles de cadres est également engagée. Une commission de suivi sera enfin créée, pour veiller à la mise à jour du décret de compétence, qui fixe avec précision les actes professionnels des infirmières. On compte chaque année environ 13 000 élèves-infirmières et infirmiers inscrits en première année sur l'ensemble de la France.

M. L.

## A la suite de dix-sept cas de trichinose humaine en France

## L'importation de viande chevaline des Etats-Unis est interdite

Dix-sept cas de trichinose humaine — affection parasitaire transmise par la viande de cheval — ont été détectés dans les départements du Puy-de-Dôme et de l'Allier, a indiqué, mercredi 20 mars, le ministère de l'Agriculture. L'enquête administrative réalisée par les services vétérinaires a montré que les viandes provenaient d'abattoirs américains. Les produits disponibles sur le marché ont été immédiatement retirés de la consommation et les importations de viande chevaline en provenance des Etats-Unis font, à compter du mercredi 20 mars, l'objet d'une interdiction d'importation en France.

La trichinose est une maladie parasitaire provoquée par un ver, le trichinella spiralis, qui se développe dans le tube digestif des animaux contaminés, chevaux ou porcs. Les larves se disséminent ensuite dans l'organisme pour atteindre tous les muscles de l'animal, et la consommation de cette viande propage la maladie. Cette affection, qui se manifeste par des douleurs abdominales, une diarrhée, de la fièvre et des courbures, peut avoir des conséquences graves, notamment chez les personnes âgées.

La fécondation in vitro autorisée par les députés suisses. — En Suisse, les députés du Conseil national se sont prononcés, mercredi 20 mars, pour la fécondation in vitro (par 98 voix contre 76 et 11 abstentions), à la condition que les embryons surnuméraires soient détruits. Le premier bébé éprouvée est né en Suisse en 1985 et, depuis, bien d'autres ont suivi, hors de tout cadre légal. Il semble peu probable que la seconde chambre du Parlement s'oppose à la nouvelle loi, mais un référendum populaire reste possible. — (AFP)

## ENVIRONNEMENT

## M. Rocard maintient le système des redevances sur l'eau

C'est par un véritable « mini-conciliabule des ministres » que se sont terminées, mercredi 20 mars à la Cité des sciences de La Villette, les Assises nationales de l'eau. M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement, avait réussi à mobiliser une bonne partie de ses collègues du gouvernement. D'emblée, le premier ministre l'a conforté dans sa position : « La venue d'un écologiste au gouvernement a posé pas mal de problèmes, sinon à Brice Lalonde lui-même, du moins aux autres ministres, mais nous avons surmonté ces problèmes ».

Ancien ministre de l'Agriculture, M. Rocard a confirmé que les prélèvements d'eau pour l'irrigation donneront désormais lieu à paiement, étant bien entendu que les prélèvements les plus faibles seront exonérés. Il a précisé qu'il n'était pas « hostile » à la proposition de la profession agricole de comptabiliser les prélèvements d'eau par « groupements d'usagers ».

Tout en confirmant que le projet de loi sur l'eau sera discuté au Parlement « vers la fin avril », le premier ministre a reconnu que, « après de longues réflexions, le gouvernement n'a pas jugé nécessaire d'inscrire dans son projet de loi une modification du système de redevances ». Autrement dit, ni les consommateurs ni les agriculteurs ne paieront une contribution nouvelle aux actions de dépollution, comme il avait été annoncé ici ou là. Pourtant, M. Rocard a

rappelé que deux millions de Français sont aujourd'hui desservis par une eau non potable et que la teneur en nitrates augmente chaque année de 2 milligrammes par litre. « Il commence à y avoir danger public, ce n'est pas acceptable », s'est-il exclamé.

ROGER CANS

Fermeture d'une raffinerie polluante à Mexico. — A l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de la nationalisation des pétroles, le président mexicain Carlos Salinas a annoncé la fermeture de l'importante raffinerie d'Azcapotzalco à compter du lundi 18 mars. Cette entreprise, située au nord-ouest de la capitale, rejette dans l'atmosphère un dangereux cocktail de gaz et de poussières. Sa fermeture intervient quelques jours après l'une des plus graves pollutions atmosphériques de l'histoire de la capitale mexicaine. Les troubles respiratoires avaient été tels que les principales usines de l'agglomération avaient dû être mises en chômage pendant trois jours. — (AFP)

## JUSTICE

La mise en

## Selon ses accusés « nié dans chaque

Entouré de M. Jean-Jacques Beucier, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et de général Alain de Boissieu, président de l'Union pour la défense des armées françaises (UDAF), M. Jean-Marie Varaut a annoncé, mercredi 20 mars, au cours d'une conférence de presse, que « tous les éléments étaient réunis pour caractériser le crime contre l'humanité » pour lequel il entend poursuivre M. Georges Boudard, maître de conférences d'histoire, ancien instructeur politique dans un camp viet-

namien. M. Varaut a annoncé son intention de déposer plainte avec constitution de partie civile au tribunal de Paris, la semaine prochaine. Agissant au nom de deux anciens prisonniers du camp 113 dans lequel M. Boudard assurait les cours de propagande vietnamienne en 1953 (Le Monde du 14 mars), l'avocat a précisé que dix-huit autres anciens prisonniers ont consigné leurs témoignages par écrit.

### Une politique d'hégémonie idéologique

Sans entrer dans le détail de ses témoignages, M. Varaut, prêt à M. Boudard lors de son passage au camp 113 une « explosion d'orgueil » dans chaque individu, l'idée même d'humanité par des traitements inhumains, notamment par une politique délibérée de malnutrition et de rééducation politique assomée de la pratique de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréciation du colonel Eric Weinberger, qui cumula une détention dans le camp 113 au Vietnam après son

## COUPE D'EURO

## Les Lomb

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant l'équipe italienne du Milan AC (1-0), mercredi 20 mars, en match retour des quarts de finale. La but de la victoire a été inscrit par le Britannique Chris Waddle.

### MARSEILLE

de notre envoyé spécial L'Olympique de Marseille pensait avoir tout envisagé : le meilleur, le pire et même un détail sur un but marqué à la minute, comme l'un des derniers à la Benfica Lisbonne. Il se croyait à l'abri de l'imprévu. Plus rien ne pouvait l'étonner de la part de ses compatriotes européens qui se refusent depuis toujours aux clubs français. Il se trompait.

Le temps réglementaire était presque écoulé. L'arbitre du jour, le Suédois Bo Karlsson, accordait simplement quelques secondes supplémentaires pour compenser divers arriérés de jeu. Un quart d'heure plus tôt, à la soixante-quinzième minute de ce quart de finale, le Britannique de l'OM, Chris Waddle, avait inscrit le but de la victoire marseillaise en reprenant de volée un centre de Christian Abendi. Pelé, dévot de la tête par Jean-Pierre Papin. Ce but assurait pratiquement la qualification et permettait d'effacer une piètre prestation d'ensemble.

### Panne mystérieuse

Entre les bêtises de Manuel Amoros, la nervosité de Jean-Pierre Papin et le manque d'inspiration du milieu de terrain, l'OM n'avait guère convaincu. Mais il avait néanmoins offert une qualification méritée. C'était une affaire de secondes. Le public frappait dans ses mains. Après tout,

مركز من لاجل



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

La mise en cause de l'ancien instructeur politique du camp 113

## Selon ses accusateurs, M. Georges Boudarel aurait « nié dans chaque individu l'idée même d'humanité »

Entouré de M. Jean-Jacques Beucier, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et du général Alain de Boissieu, président de l'Union pour la défense des armées françaises (UDAF), M. Jean-Marc Varaut a annoncé, mercredi 20 mars au cours d'une conférence de presse, que « tous les éléments étaient réunis pour caractériser la criminalité de l'humanité » pour lequel il entend poursuivre M. Georges Boudarel, maître de conférences d'histoire, ancien instructeur politique dans un camp vietnamien.

M. Varaut a annoncé son intention de déposer plainte avec constitution de partie civile au tribunal de Paris, la semaine prochaine. Agissant au nom de deux anciens prisonniers du camp 113 dans lequel M. Boudarel assurait les cours de propagande vietnamite en 1953 (le Monde du 14 mars), l'avocat a précisé que dix-huit autres anciens prisonniers ont consigné leurs témoignages par écrit.

### Une politique d'hégémonie idéologique

Sans entrer dans le détail de ces témoignages, M. Varaut prête à M. Boudarel lors de son passage au camp 113 une « volonté d'avoir nié dans chaque individu l'idée même d'humanité par des traitements inhumains », notamment par une politique délibérée de malnutrition et de réduction politique assimilable à des pratiques de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréciation du colonel Eric Weinberger qui cumula une détention dans le camp 113 au Vietnam après une

autre dans un camp nazi en Allemagne : « En plus des morts, il y avait chez les victimes le viol des consciences ».

Outre le fait que la justice aura pour la première fois à se pencher sur des accusations de crimes contre l'humanité ne faisant pas référence à la deuxième guerre mondiale, la procédure engagée contre M. Boudarel va ouvrir un débat juridique dont l'affaire Klaus Barbie avait déjà illustré la complexité.

A cette occasion, la chambre criminelle de la cour de cassation avait, dans un arrêt du 20 décembre 1985, donné sa définition des crimes contre l'humanité, crimes imprescriptibles, constitués, selon elle, par « des actes inhumains et des persécution qui, ou nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

Les magistrats auront à se prononcer sur l'existence de l'Etat vietnamien en 1953, certes embryonnaire mais déjà reconnu par les pays de l'Est, mais surtout sur la réalité d'une politique d'hégémonie idéologique du Vietnam, mouvement insurrectionnel indépendantiste, accompagnée d'un systématisme dans la persécution et les mauvais traitements. La partie civile ne devra donc pas se contenter de recueillir des témoignages d'actes mais devra prouver qu'elles étaient commises au nom d'une politique explicite. M. Varaut assure déjà disposer d'une circulaire des autorités vietnamiennes instituant une « dénutrition organisée et généralisée des prisonniers français ». Celle-ci prévoyait quatre types de rations. La ration A, constituée de quatre « ké-bath »

(boules de riz), pour les meilleurs travailleurs, les délateurs et les bons élèves des cours de propagande politique. La ration B, trois « ké-bath », pour les bons éléments. La ration C, deux « ké-bath », pour ceux qui somnolaient pendant les cours. La ration D, un « ké-bath » pour les irrécupérables, autrui dire qu'ils étaient condamnés à mort ».

### « Le rôle civilisateur de l'armée française »

Pour sa défense, M. Boudarel a toujours assuré que les prisonniers français disposaient de la ration alimentaire d'un combattant vietnamien. Expliquant que le taux de mortalité dans les camps, comparable à celui des camps nazis (60 %), était dû aux maladies tropicales et à l'absence de médicaments, l'ancien chef-adjoint du camp 113 précise que, si le gouvernement de Hô Chi Minh n'avait pas eu les moyens de sa politique, celui-ci s'était cependant donné pour objectif un bon traitement des prisonniers et des libérations successives afin de ne pas contrarier la campagne menée en France contre la poursuite de la guerre. Sur un plan de tactique militaire, les libérations de prisonniers dans les zones combattantes avaient pour but « d'affaiblir le combativité des troupes françaises qui allaient être attaquées ». Ainsi 4 700 prisonniers français ont été libérés entre 1945 et 1954. Mais à la fin de la guerre, 10 754 hommes ont été retrouvés vivants alors que le nombre de disparus s'approchait de 37 000 (1).

Sur la manière dont était instruit le procès contre M. Boudarel, M. Beucier a précisé : « On nous accuse d'être récupérés par l'extrême-droite, et ainsi l'extrême-gauche récupère à sa façon Georges Boudarel, c'est absurde. Il n'y a rien de politique dans cette affaire, pour nous M. Boudarel est un

assassin. » M. Varaut a indiqué qu'il « s'en tiendrait au camp 113 et au rôle qu'y a joué M. Boudarel. Nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans le débat politique à un moment où la guerre d'Indochine est tout de même réévaluée dans l'opinion publique qui découvre le rôle civilisateur de l'armée française ».

De leur côté, une vingtaine de députés UDF-PRP ont rendu hommage aux victimes françaises de la guerre d'Indochine en déposant une gerbe, mercredi, devant le monument aux morts du Palais-Bourbon, accusant M. Boudarel de s'être rendu coupable de « tortures morales et physiques ». Interrogés par l'AFP, des élus gaullistes, qui ont souhaité garder l'anonymat, ont déploré que certains de ces élus aient pas la même attitude à l'égard de proches de l'OAS qui ont tenté d'assassiner le général de Gaulle.

L'université Jussieu-Paris-VII soutient pour sa part son enseignant d'histoire après un vote unanime de son conseil d'administration. Rappelant dans un communiqué que M. Boudarel est un « chercheur aux qualités reconnues par ses pairs et appréciées par ses étudiants », amnistié en 1966 pour des faits liés « à un engagement politique », l'université affirme qu'il « doit donc être protégé comme doit l'être tout universitaire contre l'arbitraire médiatique ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

(1) Statistiques établies par le commandant Marin et reproduites dans le livre de Robert Bonalduis, « Les prisonniers de guerre du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient dans les camps vietnamiens », université de Montpellier III.

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

## M. Marchand réfute les accusations de l'ex-inspecteur Gaudino

Le ministre de l'intérieur a refusé, mercredi 20 mars, les accusations de l'ex-inspecteur de police Antoine Gaudino, selon lesquelles il aurait été impliqué dans l'affaire des fausses factures des bureaux d'études Urba-Gracen, chargés du financement occulte du Parti socialiste.

Interrogé à l'issue du conseil des ministres, M. Philippe Marchand a souligné que M. Gaudino avait fait référence à un livre qui, évoquant la construction du pont de l'île de Ré (le Monde du 21 mars), citait une date : le 16 mai 1986. « Je n'étais plus président du conseil général de la Charente-Maritime depuis le 17 mars 1985 », a souligné le ministre. Celui-ci a admis que le PDG d'Urba-Gracen, M. Gérard Monate, lui avait tout-

fois « parlé » alors qu'il était à la tête du conseil général. « Mais je ne lui avais pas répondu », a déclaré le ministre de l'intérieur, dont l'entourage précise qu'il avait ainsi opposé une fin de non-recevoir.

La position de M. Marchand parait, en la matière, constante. Lors de l'émission, « Droit de réponse » du 12 septembre 1987 consacrée au pont de l'île de Ré, il avait déjà affirmé son refus d'entrer dans une telle logique.

Cette émission de TF1, dont le nouveau PDG, M. Francis Bouygues, était à la tête du groupe chargé du chantier de l'île de Ré, avait été la dernière de « Droit de réponse ».

E. In.

En marge de l'affaire Doué

### L'ex-inspecteur Jean-Marc Dufour et « le Figaro » condamnés pour diffamation envers M. Philippe Guilhaume

Présidée par M. Alain Lacabanne, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mercredi 20 mars, M. Jean-Marc Dufour, l'inspecteur des renseignements généraux révoqué à la suite de l'affaire Doué, et M. Christian Grimaldi, directeur de publication du Figaro, à verser chacun 10 000 F d'amende pour diffamation envers M. Philippe Guilhaume, ancien PDG d'Air France 2 et de FR 3. Dans une interview publiée par le quotidien le 25 octobre 1990, le policier laissait entendre qu'il avait été chargé par sa hiérarchie de tendre un piège à M. Guilhaume en recrutant une jeune prostituée homosexuelle.

Le tribunal a considéré que « l'imputation ou l'insinuation est punissable même si elle est présentée par voie d'information, dès lors qu'elle se rapporte à un fait précis contraire à l'honneur et à la considération ».

Le jugement ajoute que l'imputation d'homosexualité « formulée à l'égard d'un homme marié, père de famille, porte atteinte à sa considération des lors qu'il lui est prêt un comportement personnel contraire aux règles de conduite qu'il devait respecter en fonction de sa situation familiale ». Le tribunal a refusé la demande en réparation de M. Guilhaume, qui avait exigé le versement de 1 F de dommages et intérêts pour M. Dufour et de 1 million pour M. Grimaldi, estimant qu'il ne pouvait prouver une condamnation supérieure à l'égard du directeur de publication du Figaro. MM. Dufour et Grimaldi devront verser chacun une franc à M. Guilhaume.

CORRESPONDANCE

« La chute d'un maire »

## Une lettre de M. Pierre Dumons

A la suite de l'article paru sous le titre « La chute d'un maire » et consacré aux difficultés de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire (PS) d'Angoulême, dans nos éditions du 25 février, nous avons reçu de M. Pierre Dumons les précisions suivantes :

Il est écrit dans cet article : « Que je serais « un familier de M. Boucheron ». J'affirme que je n'ai jamais rencontré, ni par téléphone, ni échangé de courrier avec M. Boucheron. Je n'ai jamais eu avec lui aucune relation, et personne ne m'a jamais proposé, le concernant, quelque transaction que ce fut.

2 - Qu'ayant « habité Bordeaux », j'animais les bureaux d'études « aujourd'hui sur la sellette ». Je n'ai jamais résidé à Bordeaux. Si je revendique la responsabilité des bureaux d'études que dirige, parmi lesquels E.I.S. et Duchassaing, et dont la clientèle nombreuse, aux références considérables, depuis la fondation du groupe en 1934, atteste de la probité et de la qualité professionnelle, je n'ai jamais eu la moindre responsabilité ni la moindre influence sur la gestion des sociétés SEPC (dont je suis seulement porteur d'un faible nombre de titres et

aux assemblées générales de laquelle je n'ai jamais été convoqué) et SCCA (dont j'ignore quasiment tout) ».

3 - Que « la société EIS était impliquée dans le procès de M. Orta », relatif à une affaire concernant la ville de Carcassonne. Il n'y a eu aucune confusion ou une homonymie. Je ne connais pas M. Orta. Je n'ai pas traité d'affaire concernant la ville de Carcassonne. La société EIS dont je suis président n'a jamais été mise en cause dans « l'affaire Orta » et je n'ai jamais été entendu à aucun stade de cette affaire.

4 - Enfin je nie toute responsabilité dans « l'affaire Boucheron », à propos de laquelle je viens d'être inculpé, à ma grande surprise, sans connaître encore les charges qui me sont imputées et au sujet desquelles j'ai hâte de m'expliquer devant le magistrat instructeur.

[M. Boucheron était salarié de la SEPC, dont M. Dumons admet être porteur de titres. Il ne nous appartient pas de commenter les motifs pour lesquels le président Guy Joly a inculpé M. Pierre Dumons de « complicité de corruption, faux en écriture de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux et complicité d'ingérence ». — D. R.]

## SPORTS

COUPE D'EUROPE DE FOOTBALL : Marseille élimine Milan (1-0)

## Les Lombards, sans gloire et dans le noir

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant l'équipe italienne du Milan AC (1-0), mercredi 20 mars, en match retour des quarts de finale. Le but de la victoire a été inscrit par le Britannique Chris Waddle.

### MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'Olympique de Marseille pensait avoir tout envisagé : le meilleur, le pire et même une défaite sur un but marqué à la main, comme l'on en dernier contre le Benfica Lisbonne. Il se croyait à l'abri de l'imprévu. Mais rien ne pouvait donner de la part de ces compétitions européennes qui se refusent depuis toujours aux clubs français. Il se trompait.

Le temps réglementaire était presque écoulé. L'arbitre du jour, le Suédois Bo Karlsson, accordait simplement quelques secondes supplémentaires pour compenser divers arrêts de jeu. Un quart d'heure plus tôt, à la soixante-quinzième minute de ce quart de finale, le Britannique de l'OM, Chris Waddle, avait inscrit le but de la victoire marseillaise en reprenant de volée un centre du Ghanaïen Abedi Pele dévié de la tête par Jean-Pierre Papin. Ce but assurait pratiquement la qualification et permettait d'effacer une piètre prestation d'ensemble.

### Panne mystérieuse

Entre les bévues de Manuel Amoros, la nervosité de Jean-Pierre Papin et le manque d'esprit offensif du milieu de terrain, l'OM n'avait guère convaincu. Mais il allait néanmoins obtenir une qualification méritée. C'était une affaire de secondes. Le public frappait dans ses mains. Après tout,

n'était-ce pas le meilleur moyen de ne pas se ronger les ongles ou de regarder trop souvent sa montre ?

Dans les confortables loges, la France de la politique s'impatientait autant que celle du show-biz : MM. Laurent Fabius (président de l'Assemblée nationale), Jean-Louis Bianco (secrétaire général de l'Élysée) et Jean-Paul Huchon (directeur de cabinet de M. Michel Rocard) étaient présents, ainsi que Jean-Paul Belmondo ou Vanessa Paradis. Quinze ans après l'épopée des « verts » de Saint-Etienne, le stade vélodrome est devenu un endroit où il est de bon ton de s'écouler les mercredis de fête.

### Bernard Tapie et la « queue de poisson »

Mais soudain, là-bas, à gauche de la tribune officielle, les projecteurs de l'un des quatre pylônes d'éclairage se sont éteints, victimes d'une mystérieuse panne. Les trois autres pylônes du même type étant toujours valides, les deux équipes continuèrent à jouer comme si de rien n'était, du moins pendant quelques secondes. Car les Milanais, emmenés par le Néerlandais Ruud Geulit, décidèrent bientôt de rentrer aux vestiaires, assurant que la visibilité n'était plus suffisante. Les joueurs marseillais, eux, soutenaient bien au contraire en finir au plus vite et certainement, à juste titre, qu'il était possible de jouer ainsi.

La revendication des Milanais avait aussi d'autres motivations. D'abord, ils n'avaient guère apprécié le fait que, quelques minutes plus tôt, le terrain soit envahi à deux reprises par des photographes persuadés que le coup de sifflet final venait d'être donné. Ensuite et surtout, il venait de trouver dans ces failles de l'organisation, une ultime chance de survis. Ils pensaient qu'une réclamation bien étayée obligerait l'UEFA, le « gouvernement » du football européen, à faire rejouer le match.

Dans ces conditions, ils n'avaient nullement l'intention de reprendre le jeu. D'ailleurs, lorsque une partie des projecteurs défectueux s'alluma de nouveau, Franco Barresi, leur capitaine et deux dirigeants, les invitèrent à ne pas obéir à l'arbitre suédois pourtant très patient. Ni d'interminables palabres avec les joueurs et les dirigeants, ni les sifflets du public local et les brèves échauffées entre leurs supporters et les forces de l'ordre ne purent les convaincre de revenir pour éviter des incidents plus graves. A bout de patience, M. Karlsson siffla la fin du match, libérant enfin la joie des Marseillais.

Quelques minutes plus tard, au son des vestiaires, les joueurs liants leur entraîneur, Arrigo Sacchi, refusèrent toute déclaration sur cette pitoyable sortie. On apprit cependant qu'ils allaient déposer une réclamation auprès de l'UEFA, en particulier à propos de la sécurité et de l'éclairage. Il faut attendre l'arrivée d'un Bernard Tapie euphorique pour évoquer enfin ce qu'il appelle une « sortie en queue de poisson » des Italiens. « Ce n'est pas très bien pour le sport », assure le député des Bouches-du-Rhône, qui venait de suivre le match depuis sa loge. « Si Berlusconi avait été là, cela ne se serait pas passé comme cela », ajouta-t-il.

M. Silvio Berlusconi n'est pas homme à tolérer de ses joueurs qu'ils s'échappent ainsi. Absent du stade-vélodrome, il n'a pu intervenir dans les négociations. Sa présence aurait pourtant été souhaitable, car, en agissant de la sorte, les joueurs n'avaient sans doute pas conscience des risques qu'ils prenaient pour leur club. Confronté à de tels cas, l'UEFA ne peut être que très sévère. Une suspension d'au moins une année semble inévitable tant la faute des Lombards ne semble guère discutable.

Le Milan AC aura du mal à s'en remettre. En quelques minutes, le club italien a tout perdu. Sur le plan sportif, les joueurs lombards,

vainqueurs de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1989 et 1990, ne forment plus une grande équipe. Sur le plan de la réputation, le club et certains de ses joueurs (Gullit, Barresi) ont également terni une image très positive en Europe. Milan n'est plus Milan. Marseille est plus que jamais Marseille. Certains de ses habitants fanfaronnent et défilent jusqu'au petit jour sur la Cannebière. Sans le vouloir, le mytique Milan AC n'aurait-il pas désigné son successeur ?

PHILIPPE BROUSSARD

### Les résultats

Coupe des champions  
Marseille b. Milan A.C. 1-0, Marseille qualifié ; Spartak Moscou b. Real Madrid 3-1. Spartak qualifié ; Etoile rouge Belgrade b. Dynamo Dresde 2-1 ; match suspendu à la 78<sup>e</sup> minute pour violence dans les tribunes, des spectateurs lancant des objets divers sur les joueurs yougoslaves ; Bayern de Munich b. F.C. Porto 2-0, Bayern qualifié.

Coupe de l'UEFA  
As Rome b. Anderlecht 3-2, Rome qualifiée ; Inter Milan-Atalanta Bergame 2-0, Inter qualifiée ; Barcelone-Dinamo Kiev 1-1, Barcelone qualifiée ; Sporting de Lisbonne b. Bologna 2-0, Sporting qualifiée.

Coupe des coupes  
Juventus de Turin b. F.C. Lige 3-0, Juventus qualifiée ; Sampdoria-Legia Varsovie 2-2, Legia qualifiée.



## CULTURE

## ARTS

## Une vitrine en chantier

Le Musée des arts décoratifs entreprend sa rénovation, mais s'interroge encore sur sa vocation

Situé le long de la rue de Rivoli, entre les Tuileries et le Palais-Royal, le Musée des arts décoratifs renouveau, agrandi, favorise l'accueil du public : telles sont les grandes lignes de ce renouveau annoncé. « Rendre le musée accessible et fréquentable », voilà la priorité pour M. Pierre Lambertin, ancien préfet, aujourd'hui bras droit de M. Antoine Riboud, ancien directeur du musée, et directeur de la rénovation. L'homme de terrain, le gestionnaire, c'est lui. Le *lifting* a été confié à M. Daniel Kahane. Car le programme est architectural avant d'être culturel. L'important, c'est la boîte.

Entre le premier coup de pioche prévu pour avril et la fin des travaux annoncés pour début 1994, le bâtiment des arts décoratifs (il s'agit du Musée des arts décoratifs proprement dit, celui de la publicité et celui des arts de la mode) aura gagné 5 000 m<sup>2</sup> supplémentaires et s'étendra sur 20 000 m<sup>2</sup> utiles, grâce à la récupération de l'aile de Roban (ex-ministère des finances) et à la construction de 1 000 m<sup>2</sup> de réserves en sous-sol. L'actuel Musée des arts de la mode, situé dans le Pavillon de Marsan, sera transféré dans l'aile de Roban. A sa place sera créé un département de design (centre de documentation, galeries permanentes et expositions temporaires).

Mais, comme le précise le communiqué de presse, « l'extension des surfaces n'est pas une fin en soi ». Le souci de clarté prime. Les baies vitrées du pavillon de Marsan offrent une vue exceptionnelle – la ligne Concorde-Etoile-Defense se dresse à l'horizon – elles étaient néanmoins occultées, conservation des costumes oblige. En 1994, les Arts décoratifs s'ouvriront sur les jardins du Carrousel. Une large entrée devrait remplacer les deux accès peu accueillants qui n'incitent guère à la curiosité. Aujourd'hui, seuls 300 000 visiteurs (plus de 5 millions pour le Louvre voisin) pénètrent dans ce dédale parfois étonnant, mais largement ignoré. Sait-on que le musée possède 120 000 objets, 10 000 costumes, 100 000 affiches ? Qu'un tiers seulement des collections sont montrées ? Qui connaît l'existence

du Centre du verre ? Un département ouvert en 1985, subventionné par le Centre national des arts plastiques, qui met à la disposition du public un service de documentation. Du côté du Musée de la mode, en dépit de ses trésors, l'obscurité est encore plus opaque. Six ans après son inauguration en fanfare, le public doute, à juste titre, de son existence.

Pour rénover sa vitrine, l'UCAD dispose d'un budget de 175 millions de francs (70 millions de francs en provenance de l'établissement public du Grand Louvre, 105 millions de francs versés par le ministère de la culture). Un geste aussi généreux qu'intéressé. Sans une solide toilettée, le Musée des arts décoratifs aurait vraiment fait tâche au milieu du vieux palais métamorphosé en fringante entreprise culturelle depuis l'inauguration de la pyramide de Pei.

## Le beau dans l'utile

Le dieu Communication, superman des temps modernes, a donc été dépêché sur les lieux : création de zones de détente, d'une cafétéria, d'une galerie marchande, de zones d'information avec bornes vidéo pour guider le visiteur. Au niveau 1, une « rue » d'animations sera mise en place, dotée d'une salle de conférences, de « balcons techniques » où des échantillons « non précieux » de marquerie, céramique, papiers peints, tissus, verre, pourront être manipulés par le visiteur. L'architecture intérieure sera confiée à l'agence Cohat, responsable avec M. Jean-Michel Wilmette de l'agencement des espaces de restauration du Grand Louvre.

« Entretenir en France la culture des arts en poursuivant le beau dans l'utile », tel était, à sa naissance, le projet initial de l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD). C'est cette association, créée en 1882, qui engendrera le Musée des arts décoratifs inauguré au Pavillon de Marsan par Emile Loubet en 1905. L'UCAD a accompagné les grands moments de la création du début de ce siècle : art nouveau, art déco et, plus

tard, l'Union des artistes modernes, mené par René Herbst, Le Corbusier, Mallet-Stevens et Charlotte Perriand.

Dans les années 60, il accueille encore les manifestations d'avant-garde dans le domaine des arts plastiques. En 1969, le Centre de création industrielle (CCI) s'y installe avec bonheur avant d'être récupéré par le Centre Pompidou. Ensuite c'est un sommet entrecoupé de quelques coups d'éclat signés de M<sup>me</sup> Yvonne Brunhammer. Et c'est ce capital assoupi que M. Antoine Riboud, patron du premier groupe alimentaire français, est chargé de réveiller. « Nous arrivons un peu tard dans cette maison », constate M. Pierre Lambertin, qui a décidé de laisser le musée ouvert pendant les travaux. Les vraies difficultés commencent en effet. Car si le projet architectural est au point (et absorbe la quasi-totalité des fonds), le projet culturel reste embryonnaire, tout en étant soumis au maigre budget de fonctionnement de la maison (environ 75 millions de francs). Et pour cause : la direction scientifique n'est pas encore mise en place.

Le 2 avril, M<sup>me</sup> Yvonne Brunhammer sera nommée chargée de mission auprès du président et devra prendre en charge le Musée des arts de la mode. M<sup>me</sup> Danièle Giraudy, hier à la tête du musée Picasso d'Antibes, lui succédera en juin prochain. Aura-t-elle le temps de mettre en place un véritable programme d'ici au début de 1994 ?

## Les incertitudes du mécénat

Reste un point d'interrogation : le rôle et le pouvoir effectif de M<sup>me</sup> Mariella Berthias, nommée directrice de la communication et du mécénat. Déléguée générale de la Fondation Jacques Doucet, elle dirige actuellement l'Espace Kronenbourg-Aventure, « musée vivant des grandes aventures du passé ». Actuellement, ce « premier salon littéraire à Paris » expose « une série exclusive de portraits de jeunes femmes militaires réalisées sur le front koweïtien » pour Madame Figaro. On peut imaginer

la crainte légitime que suscite auprès des conservateurs un tel débarquement. « Nous ne sommes pas des fous d'espace », affirme M. Pierre Lambertin, qui entend bien sélectionner les futurs sponsors de l'UCAD qui fonctionne, il faut s'en souvenir, en régime d'économie mixte. Alternative culturelle à ces tentations commerciales : la création d'un comité scientifique formé par M. Dominique Bozo (directeur du Musée national d'art moderne et du CCI de Beaubourg). M<sup>me</sup> Françoise Cachin (directeur du Musée d'Orsay), M. Jean Courault (administrateur du Mobilier national), M. Michel Lacroix (directeur du Musée du Louvre). L'éventail du Musée des arts décoratifs illustre, par bien des aspects, tous les risques et les incertitudes du mécénat à la française. Difficultés auxquelles s'ajoute un problème – décidément très français : qui doit gérer la promotion du « design » ?

Ballé de ping pong que se renvoient ministères de la culture et de l'industrie par musées et institutions interposés. Le Musée des arts décoratifs aura-t-il vocation à conserver, exposer, promouvoir la création contemporaine ? Industrielle ou artisanale ? Les séries limitées et pièces uniques ou les produits de la vie quotidienne ? La réponse à ces questions modifie la notion même des réserves de l'UCAD, selon qu'on le considère comme un super-grenier ou un lieu réellement accessible aux professionnels et aux curieux. Au Fashion Institute of Technology de New-York, les stylistes industriels consultent des albums de soyeux lyonnais moyennant un abonnement. A Paris, ce genre de documents est resté enfoui sous les combles du musée Comandant pendant vingt-cinq ans. Tout le débat est là : le Musée des arts décoratifs est-il voué à n'être qu'un musée des « arts mineurs » ? On peut même se demander s'il n'est pas destiné à n'être que l'antichambre dorée du Grand Louvre.

L. B.

## Un entretien avec M. Antoine Riboud

« Les industriels sont de plus en plus conscients de leur responsabilité collective vis-à-vis du public », nous déclare le président de l'UCAD

M. Antoine Riboud, P. D. G. de BSN-Gervais Danone, est aussi depuis deux ans le président de l'Union centrale des arts décoratifs. Il nous explique ici ses projets.

« Vous présidez l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD) depuis mars 1989. Quelles leçons en tirez-vous ? »

« Globalement, le bilan est très positif. L'UCAD regroupe des musées, des écoles qui tous vivent très pauvrement. Le personnel n'a pas le même salaire que celui du Louvre. La conservation est peu nombreuse, dévouée, mais très compartimentée. C'est une entreprise qui a besoin de se moderniser, d'évoluer. Pendant un an, il a fallu s'assurer qu'on restait bien rue de Rivoli. Nous avons finalement, eu gain de cause. Heureusement car notre adresse est magique. »

« Avez-vous des modèles en matière de musée d'arts décoratifs ? »

« Il n'y a pas de modèles, mais des exemples dont on doit pouvoir s'inspirer. A York, en Grande-Bretagne, on présente à un large public les objets de la vie quotidienne. On y a par exemple reconstitué une rue du dix-neuvième siècle. La Fondation Gulbenkian, de Lisbonne, possède, elle, des pièces magnifiques. Le Musée des arts décoratifs de Paris doit trouver un équilibre entre la présentation des objets usuels et celle des œuvres d'art. Mais je ne suis pas un professionnel. Aussi ai-je embauché Danièle Giraudy. Elle a un an et demi pour élaborer un projet. Mais, entre réforme et révolution, il y a une plage. Je constate qu'il y a 4 millions de visiteurs au Louvre et seulement 300 000 aux Arts déco. On doit pouvoir doubler cette fréquentation. »

« Quel intérêt accordez-vous à la conservation ? »

« La première chose à faire, c'est de mettre nos collections sur ordinateur, pour estimer nos richesses. Cette informatisation demandera des moyens importants qui devront figurer dans notre budget de fonctionnement. J'ai également l'intention de créer une Fondation pour entretenir ce patrimoine. »

« Pensez-vous que les industriels soient prêts à investir sur ce domaine ? »

« Les musées, c'est comme le sport. Les industriels sont de plus en plus conscients de leur responsabilité collective vis-à-vis du public. On ne fera pas rêver les citoyens avec des parts

de marché. Je commencerai à rechercher des partenaires dès la fin de l'année, quand je pourrai montrer quelque chose. Pour l'instant, rien n'est prêt. Il faudra cinq ans pour atteindre pleinement des objectifs qui ne sont d'ailleurs pas encore tous définis. »

« Au siège social de BSN, le décorateur n'est pas éblouissant : tissu orange, sièges en plastique. Pour un président des Arts décoratifs, est-ce là une bonne image de marque ? »

« Une entreprise, c'est par définition la sobriété, un lieu qu'on doit gérer avec une immense rigueur, pas une scène de représentation. Faire refaire une entrée par un grand stylistes, ça ne fait pas partie de mon système de valeurs. »

« Avec l'arrivée des gestionnaires, le rôle des conservateurs va-t-il être redéfini ? »

« Les conservateurs sont les créatifs du musée. Ils doivent innover, gérer le capital culturel de l'UCAD, assurer la présentation des expositions permanentes et mettre en scène la communication de l'établissement. Les gestionnaires sont là pour vérifier les comptes. Ils n'ont aucun pouvoir de sanction. »

« Qui sanctionne, alors ? »

« Le public. Mais il s'agit de trouver un équilibre entre l'édifice formel et la dictature de l'Audimat. Je m'entends de l'UCAD aucune rentabilité. »

« Qu'est-ce qui vous a poussé à accepter le poste que vous occupez ? »

« Yvonne Brunhammer m'a demandé de venir ici à un moment de ma vie où je me rendais compte que je n'avais jamais donné de temps à la collectivité. C'est pour moi, si vous voulez, une forme de mécénat. Et puis, les métiers d'art m'intéressent. »

« Et le design ? »

« Il e bouleversé notre vie ! On est passé d'une économie de produits à une économie de marques. Aujourd'hui, tout est design. Ce n'est plus l'épicerie qui fait l'argumentaire de vente, mais la publicité, l'image, l'emballage. Un exemple. Un jour, mon copain Rostropovitch me présente le ministre de l'Agriculture soviétique qui me dit : « Vous, vous devez être très riche avec les 750 000 tonnes de yaourts que vous vendez chaque année. » Je lui ai simplement répondu que je ne vendais pas des yaourts mais des Danone. »

Propos recueillis par LAURENCE BENAÏM

## THÉÂTRE

## Le vertige au bord du vide

Les mots de Nathalie Sarraute, le lyrisme de Marina Tsvetaeva

LES FRUITS D'OR  
ou Paris-Villeto  
PHÈDRE  
à l'Athénée

Voici un roman, *Les Fruits d'or*, qui remporte un foudroyant succès. L'avoir lu est un devoir, on doit pouvoir en citer des extraits, en déguster les coups de génie. C'est une affaire d'écriture, l'écriture n'a rien à envier à Shakespeare, ses platitudes de style ne sont que coquetteries délibérées, l'a affirmé au cours d'une interview, il faudrait être nul et aigri pour en douter. A moins que...

Dans son roman – adapté au théâtre par Elisabeth Chailloux, également metteur en scène, et Antoine Collin, qui connaît bien les milieux littéraires – Nathalie Sarraute décrit les glissements progressifs de l'opinion, la façon dont elle se modifie et modifie les comportements. La façon dont ces modifications creusent leur chemin au-dessus de gens qui cherchent un sens à leur vie et ne le trouvent que dans l'obligation d'émouvoir une opinion – quand on exerce le métier de « critique », on se sent intimement touché.

Rien n'est dit, rien n'est expliqué, la vérité apparaît furtivement dans les blancs entre les mots, ces moments où la parole vous lâche et que, pris de vertige, on oscille au bord du vide. Plus que le vide : l'absence d'incertitude. Les balises s'évanouissent au point qu'on se demande si l'on est resté soi-même...

Les textes de Nathalie Sarraute directement écrits pour la scène exigent des qualités peu courantes – intensité, retenue, sens du silence affûté... Elisabeth Chailloux a peut-être pensé qu'en adaptant un roman sa marge de manœuvre serait plus large. Elle a réuni une distribution intéressante – Daniel Berlioz, Jean-Gabriel Nordmann, Adel Hakim, Brigitte Catillon, Pierre-Alain Chapuis, Christine Brücher, Marc-François Cantier. Mais elle fait jouer les comédiens au premier degré, au plus près des mots, avec une vigueur rageuse. Il n'y a plus de désordre ni d'ambiguïté, seulement une satire amusante, bien menée, mais superficielle.

Le parti pris est sans doute imposé par le décor : la scène et la salle du Paris-Villeto, bordées d'arcades, font penser à un péristyle de tragédie. On a beau installer des panneaux, il est difficile d'y créer l'ambiance feutrée au bord de l'étouffement que demande le théâtre de Nathalie Sarraute.

## Hiérarchie et dérision

*Les Fruits d'or* auraient, par exemple, été mieux à leur place dans la jolie salle à l'italienne de l'Athénée où se joue la *Phèdre* de Marina Tsvetaeva, qui aurait pu, en revanche, trouver son cadre au Paris-Villeto.

Cela dit, le décorateur de cette Phé-

dre, Lou Gosco, a tiré un magnifique parti des cariatides, des moulures, des ors de l'Athénée. Il a meublé l'espace de splendides tapisseries russes surchargées de dessins orientalistes, fondus dans des aires éteintes. Les personnages portent de lourdes robes qui engourent, d'une même harmonie de couleurs. Une passerelle noire laquée traverse les fauteuils d'orchestre et se termine par un piano – Anne-Marie Fijal accompagne le spectacle en direct.

Le metteur en scène, Sophie Louchevsky, installe le hiératisme d'un théâtre cérémoniel, fait intervenir la dérision et repartir sur des proférations lyriques. On ne voit pas le pourquoi de cette fragmentation, ni des portraits agrandis de Léline et de Staline projetés un moment sur les tapisseries. Certes, Marina Tsvetaeva est soviétique, mais elle s'inspire de Sénèque et traite surtout de la grande

peur du sexe, de l'absence des hommes dans la vie des femmes...

La encore, la mise en scène se décale du texte. Elle se prend au piège du plaisir esthétique qui en arrive par moments à étouffer le propos du spectacle. Dans ces moments, les comédiens « ramènent » : Michèle Giez, Eric Doye, Philippe Fauré, Anne Benoit et même Dominique Raymond (Phèdre) et Yann Collette (Hippolyte et Thésée), à qui on aurait intérêt à donner le champ libre, à faire confiance. Faisons-leur confiance, la liberté, ils la trouveront au fil des représentations.

## COLETTE GODARD

Paris-Villeto, du mardi au samedi à 21 h. Dimanche à 16 h 30. Jusqu'au 14 avril. Tél. : 42-02-02-68.

Athénée, du mercredi au samedi à 20 h 30. Mardi à 19 h. Jusqu'au 20 avril. Tél. : 47-42-67-27.



Yann Collette, Eric Doye et Anne Benoit dans *Phèdre*

## MUSIQUES

## Divine surprise

David Owen Norris a trente-sept ans. Il est pianiste concertiste, répertoire à Covent Garden, organiste, clavicembaliste, piano-forté, écrivain, conférencier, auteur d'émissions de radio et de télévision, musicologue, professeur à l'Académie royale de musique de Londres, et il dirige un festival qui associe professionnels et amateurs.

David Owen Norris est britannique. Il vient de remporter l'unique prix de la Fondation Gilmore : 250 000 dollars en contrats et autres services (*Le Monde* du 6 novembre).

Les jurés du concours ont été fidèles aux souhaits exprimés par feu M. Gilmore : débarrasser tout en préservant sa vie de famille. Et puisque vous êtes français, je vous dois une information qui vous va droit au cœur : ce n'est pas à l'âge de vingt-cinq ans que je suis devenu pianiste, grâce à l'enseignement d'Yvonne Lefebvre et à la méthode d'Alfred Cortot qu'elle enseignait.

David Owen Norris sera l'invité du Festival festival, le 18 juillet prochain. Les pressées se jetteront sur son enregistrement du *Quintette avec piano* d'Arnold Bax qui vient d'être publié par le très britannique Chandos.

A. L.

## CINEMA

## EATING

d'Henry Jaglom

Elles sont trente-huit, plus une. Trente-huit femmes américaines, californiennes plus encore, réunies dans une grande maison sous prétexte d'anniversaires simultanés de trois d'entre elles (30 ans, 40 ans, 50 ans). Et une Française qui s'est glissée dans la *party*, avec sa caméra vidéo, pour tourner un reportage sur les « mœurs auto-critiques », comme on dirait d'un sujet d'études ornithologiques.

Sacrée volière en effet, ou se débattent les pires vacheries dont sont capables les femmes californiennes, sous l'inusable sourire de Coax et les cascades de « sur chéri », « j'adore ». Dès l'ouverture, la manière, complaisante mais pas digne, d'Henry Jaglom évoque le

## La boulimie, dans

Où situer la boulimie dans la galaxie des affections neuro-psychiatriques ? Elle n'a été individualisée que récemment. Officiellement, la « boulimie nervosa » n'a été décrite qu'en 1980. Les forts bipartiaux des DSM-3, bible internationale de la nosographie psychiatrique. Soient considérée comme la pôle opposée de cet autre trouble majeur du comportement alimentaire qu'est l'anorexie, la boulimie se caractérise par des épisodes récurrents de frénésie alimentaire.

En conséquence la plus rapide ment possible la plus grande quantité possible de nourriture possible pendant les repas. Les 10 000 calories, le malade a le sentiment de perdre tout contrôle sur son comportement. A échéances régulières, il tente d'éliminer ces ingesta indésirables, soit en se faisant vomir, soit en usant de médicaments laxatifs ou de diurétiques. On observe également la pratique de régimes très stricts ou des exercices physiques importants dans le but de perdre le

## Le souffle des

Venne de Taiwan, une ch d'adolescence délicate et

## POUSSIERES DANS LE VENT

de Hou Hsiao-hsien

L'automne dernier, dans la *Cité des douleurs*, révélation du cinéaste taiwanais Hou Hsiao-hsien, le vent de l'histoire emportait dans son tourbillon une famille entière ici, c'est plutôt la brise du quotidien qui maltraitait cette fois les « poussiers » que sont les adolescents dont le film narre la vie.

A Yuan est un garçon sérieux. A l'école, chez lui, dans son village, comme à la ville où il est parti travailler, avec la joie d'un homme, il demeure le chaste et romantique fiancé. Pendant son service militaire, sa dédicace le trahit. Raccourci l'histoire d'un garçon sérieux est beaucoup plus difficile que de raconter les frasques d'un trouble. Il faut un sens de l'humour, de la durée et de la patience – talent que le réalisateur possède au plus haut degré. Grâce à lui, les faits les plus quotidiens sont contemplés avec un regard d'humour, de tendresse.

Comme l'écran de cinéma que les villageois installent en travers de la voie de chemin de fer, le film se glisse dans le fil des jours et laisse un miroir. Hou Hsiao-hsien est un maître en composition : composition de ses plans, arrangement architectural, sous leur apparence simple, composition du récit qui agit, sous-jacent de la vie intime, évoque les générations antérieures (le grand-père paysan, le père mineur, le fils employé et étudiant), l'opposition entre campagne (exubérante) et ville (grise et déserte). L'impact extrême et aversif des formes sans pour leur de la proximité et

## Le l

Un

en terrifi

Marjane, d'ité à p... scindant... ses m... caméra... change... mais le... aussi... Krause... Au dév... sujet, m... p... ne s... que... - tous... o... app... les p... Marx B... l'été le... s... une... visible... l'ère... e... m... m... port... s'op... le l

سكول من الإبل



## CINEMA

## Le banquet des femmes

Une fête entre amies se transforme en terrifiante et hilarante cérémonie d'exorcisme

EATING  
d'Henry Jaglom

Elles sont trente-huit, plus une. Trente-huit femmes américaines, californiennes plus encore, réunies dans une grande maison sous prétexte d'anniversaires simultanés de trois d'entre elles (30 ans, 40 ans, 50 ans). Et une Française qui s'est glissée dans la party, avec sa caméra vidéo, pour tourner un reportage sur les « mœurs sud-californiennes », comme on dirait d'un sujet d'études ornithologiques.

Sacrée volière en effet, où se débilitent les pires vœux de bon anniversaire, sous les regards de toutes ces femmes entre elles, sous l'invisible sourire de West Coast et les cascades de « ma chérie, je t'adore ». Dès l'ouverture, la manière, complice mais pas dupe, d'Henry Jaglom évoque le

Mariage, d'Altmann, pour sa fluidité à passer d'un groupe à l'autre, semblant être partout sans s'imposer nulle part. Et le dispositif — caméra interrogative dans le champ, personnage ajouté qui stimule la parole et le geste — rappelle aussi celui de *Route One/USA*, de Kramer.

Au détour des confidences et des ragots, au coin du couloir ou de la piscine, un « noir secret » réunit — sans qu'elles le sachent forcément — toutes ces femmes qui parfois s'agglutinent dans une enstase, tels les passagers dans la cabine des *Marx Brothers*. « Plus tabou que ne l'était la sexualité il y a vingt-cinq ans », comme dit l'une, « plus insupportable que la drogue ou l'alcoolisme », comme remarque une autre, ce mal étrange est leur rapport maladif à la nourriture, qu'on appelle la boulimie.

De scènes de groupe en déclarations solitaires, le film de Jaglom fonctionne comme ces vertigineuses comptines enfantines : dans chacune de ces femmes, il y a cette peur et cette compulsion, ce vertige. Et dans ce vertige, il y a un grand vide. Et dans le vide ? Mères et filles, mariées et célibataires, jeunes et vieilles, riches et pauvres, allumeuses et coïnees, toutes confessent ce lien envahissant, oppressant, avec les aliments avalés en quantités aberrantes, selon des chocs qui ne doivent rien au goût, souvent aussitôt vomis pour pouvoir manger encore. Elles se confessent en pleurant, en riant, en s'autopsychanalysant, en délirant, en mentant.

Bizarre banquet que ce repas d'anniversaire soumis à la malédiction de la caméra qui fouille cette histoire de vide à l'intérieur des

femmes. Étrange et impressionnante vidange, déversement du trop-plein de secret, de honte souvent, en une logorrhée d'aveux.

C'est grave, docteur ? Oui c'est grave (lire l'article de Jean-Yves Nau). Mais c'est drôle aussi, formidablement drôle, de la façon dont le raconte Jaglom, sans jamais se moquer ni se mettre en position de filie, de juge ou de médecin.

JEAN-MICHEL FRODON

o Les pionniers du cinéma américain. — Des toutes premières bandes tournées par Edison (quelques secondes) en 1895 à la formalisation des règles du western, une rétrospective du premier âge du cinéma américain qui rend justice au géant Griffith et à l'injustement méconnu Maurice Tourneur, au monumental Cecil B. De Mille et à Alice Guy-Blaché, cette Française oubliée qui tenta de conquérir le Hollywood naissant à la fois comme réalisatrice et comme productrice. Sans oublier Mae Senett et Chaplin, Douglas Fairbanks et William Hart. Une sélection érudite et plaisamment variée, dont chaque projection sera accompagnée live par un musicien.

► Du 21 mars au 14 avril à l'auditorium du Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-69.

## Portrait de groupe

Un rôle sur mesure pour Giulietta Masina dans son premier film français

AUJOURD'HUI, PEUT-ÊTRE...  
de Jean-Louis Bertucelli

Bertille est une vieille dame de soixante-dix ans, une Italienne venue en France, à vingt ans, avec son mari, et qui a gardé l'accent de son pays natal. Elle a vendu, au soir de sa vie, sa grande maison campagnarde pleine de souvenirs. Avant de se retirer à Puitiers chez une de ses filles, Christiane, mariée à un médecin, Bertille donne, au soleil, dans son jardin où les enfants et les animaux peuvent enourir en liberté, un grand repas qui réunit tous les siens, et ils sont nombreux, cousins et amis compris. Mais tout en recevant ses invités avec le sourire, Bertille guette le téléphone. Elle a dépensé beaucoup d'argent pour faire insérer dans les journaux des annonces de mise en vente de son domaine. C'était un signe, un signal à l'adresse de son plus jeune fils, Raphaël. Un voyou, toujours en prison et en cavale, qu'elle n'a pas vu depuis quinze ans. Son préféré. Va-t-il venir ?

Des *Dernière vacances*, de Roger Leenhardt, à *Milou en mai*, de Louis Malle, il existe, dans le cinéma français, une tradition du « roman de famille » à laquelle Jean-Louis Bertucelli, porté, dans

ses meilleurs films, vers la littérature, doit avoir pensé en écrivant, avec Isabelle Margault, le scénario d'*Aujourd'hui peut-être*. Il en a fait un exercice de style, qui dérape à la fin, vers le mélodrame. Une journée, des décors naturels constituant un seul lieu ; un clan réuni d'une façon en fait artificielle, et dont détalent, en scènes rapides, les tensions, les jalousies, les mesquineries, les petits bonheurs dont on se contente et les grandes frustrations qu'on préfère ignorer. Il n'y a rien là de vraiment surprenant, mais une galerie de personnages extrêmement bien interprétés par des « seconds rôles » (Véronique Silver, Jacques Toja, Eve Darlan, Jean Benguigui, Muriel, tant d'autres et, le plus pathétique, Jean-Paul Muel), ce qui relève d'une autre tradition, dite « populiste ».

Le rôle de Bertille a été conçu, pensé pour Giulietta Masina. C'est la première fois qu'elle tourne en France et, pivot de l'action, elle devient, tout naturellement, le centre d'attraction de ce tableau de groupe. Cet amour maternel qui dévore Bertille, Giulietta Masina qui a gardé la silhouette à la fois fragile et digne de Gelsomina et de Cabiria, le traduit avec tant de mesure, de délicatesse et d'émotion qu'on e pour elle le plus vif des coups de cœur et les larmes aux yeux.

JACQUES SICLIER

## La boulimie, dangereuse et mal connue

Où situer la boulimie dans la galaxie des affections neuro-psychiatriques ? Elle n'a été individualisée que récemment. Officiellement, la « boulimie nerveuse » n'a été portée qu'en 1980 sur les listes diagnostiques des DSM-III, bible internationale de la nosographie psychiatrique. Souvent considérée comme le pôle opposé de cet autre trouble majeur du comportement alimentaire qu'est l'anorexie, la boulimie se caractérise par des épisodes récurrents de frénésie alimentaire.

En conséquence le plus rapidement possible la plus grande quantité possible de nourriture (les ingestions, peuvent dépasser les 10 000 calories), le malade a le sentiment de perdre tout contrôle sur son comportement. A échéances régulières, il tente d'éliminer ces ingestions massives, soit en se faisant vomir, soit en usant de médicaments laxatifs et de diurétiques. On observe également la pratique de régimes très stricts ou des exercices physiques importants dans le but de prévenir

toute prise de poids. De nombreux spécialistes voient dans l'accès boulimique une forme archaïque d'orale. Certains avancent aussi une théorie biochimique : l'absorption massive d'hydrates de carbone pourrait entraîner des modifications biologiques au niveau cérébral, de nature à compenser certains déséquilibres dépressifs.

A dire vrai, nul ne peut fournir une explication précise quant à l'origine de cette affection. Corollaire, la psychiatrie ne sait ici proposer de thérapeutique univoque. On s'est recouru de manière plus ou moins associée à des médicaments antidépresseurs ou à des approches psychothérapeutiques et comportementales.

Pour sa part, le docteur Cyrille Koupernik, spécialiste de psychiatrie, fait une comparaison imagée avec l'exercice de la sexualité. « La boulimie, dit-il, est un rapetissement pathologique pris en commun que la masturbation est à l'amour. Tout est bestial dans la boulimie, ajoute-t-il, et cette hantise d'un

trou insaisissable, et ce comportement frénétique dont la précipitation tient de la panique. »

« Rigoureusement codifiée, elle se joue à la façon d'une tragédie classique : Acte I : le besoin monte ; acte II : l'assouvissement ; acte III : l'orgasme criminel ; acte IV : la tristesse, la somnolence ; acte V : l'expiation purificatrice, c'est-à-dire le vomissement induit et l'abus de laxatifs (1) ». L'autre aspect intéressant de cette affection encore mal connue tient à sa répartition géographique. Touchant beaucoup plus les femmes (jeunes) que les hommes, elle semble ne devoir être trouvée qu'aux États-Unis et en Europe. Certains y voient l'une des conséquences ultimes des sociétés dites de consommation.

JEAN-YVES NAU

(1) « Boulimie : une toxicomanie qui s'ignore » du Dr Cyrille Koupernik. Act. méd. Inter-Psychiatrie (5) n° 79 déc. 88

## Le souffle des jours

Venue de Taiwan, une chronique d'adolescence délicate et cruelle

POUSSIÈRES DANS LE VENT  
de Hou Hsiao-hsien

L'automne d'or, dans la *Cité des douleurs*, révélation du cinéaste taiwanais Hou Hsiao-hsien, le vent de l'histoire emportait dans son tourbillon une famille entière. Ici, c'est plutôt le hris du quotidien qui malmène cette fois ces « poussières » que sont les adolescents dont le film narre la vie.

A Yuan est un garçon sérieux. A l'école, chez lui, dans son village, comme à la ville où il est parti travailler, avec la jolie A Yun, dont il demeure le chaste et romantique fiancé. Pendant son service militaire, sa dulcinée le trahira. Raconter l'histoire d'un garçon sérieux est beaucoup plus difficile que relater les frasques d'un trublion. Il faut un sens de l'intensité, de la durée et de la nuance — talent que le réalisateur possède au plus haut degré. Grâce à lui, les faits les plus quotidiens sont constamment chargés d'humour, de tendresse.

Comme l'écran de cinéma que les villageois installent en travers de la voie de chemin de fer, le film se glisse dans le fil des jours et leur tend un miroir. Hou Hsiao-hsien est un maître en composition : composition de ses plans, savamment architecturés sous leur apparente simplicité ; composition du récit qui, sans sortir de la veine intimiste, évoque les générations successives (le grand-père paysan, le père mineur, le fils employé et étudiant), l'opposition entre campagne (exubérante) et ville (grise et déshabillée), l'amour extrême et nostalgique des Formosans pour leur île, la proximité et

l'étrangeté radicale de la Chine continentale.

Parce que son père lui offre une montre où est inscrit *waterproof*, A Yun l'installe dans un verre d'eau. Parce que son amie lui offre un paquet d'enveloppes quand il part à l'armée, il croit qu'elle attendra ses lettres jusqu'à son retour — alors qu'elle épousera le facteur. Beaucoup moins naïf, ironique un peu, cruel parfois dans sa manière de relater paisiblement le drame du garçon et sa résignation au creux d'une éternelle sagesse, Hou Hsiao-hsien partage pourtant avec son héros cette forme de foi obstinée et tranquille. La foi dans la capacité du cinéma à raconter simplement des histoires simples, et à toucher juste.

J.-M.F.

o Les cinémas d'Asie centrale soviétique. — Des films kazakhs, kirghizes, ouzbeks, tadjiks ou turkmènes, on n'en voit pas souvent. Ce serait donc une raison suffisante d'aller découvrir ce panorama en quelque soixante-dix titres des Républiques musulmanes d'URSS. Mais, en ces temps où les grands studios soviétiques (Moscou, Leningrad, Tbilissi, Kiev) s'essaient en balbutiant à la production post-glasnost, il faut souligner l'originalité de ces images parmi les plus intéressantes à nous venir de l'Est. (Une exposition de photos et un livre complètent le rétrospectif.)

► Du 20 mars au 27 mai à la salle Garance. Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-37-29.

TRIOMPHE  
ABSOLU!



THÉÂTRE HÉBERTOT  
LOCATION : 43 87 23 23

Jacques  
VILLERET  
LA CONTREBASSE

Patrick SUSKIND

Philippe FERRAT

Bernard LOTHOLARY

Jean POIRET

Nominations "MOLIÈRES 91"

JACQUES VILLERET : meilleur comédien

LA CONTREBASSE : meilleur spectacle Théâtre privé

RTL

BERCY  
22 MAI • 7 JUIN

FAUST

Opéra de Charles COUNOD

Direction Musicale :

Serge BAUDO et Cyril DIEDERICH

L'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo

Mise en Scène : Nicolas JOËL

Chef des chœurs : James JOHNSON

Décor : Bernard ARNOULD

Le Chœur de l'Armée Française

BNP

LOCATIONS

43 46 12 21

9 h 30 à 19 h sauf Dimanche

Minitel 3615 Code BERCY

BERCY

11 h à 18 h sauf Dimanche

PALAIS DES SPORTS

Porte de Versailles

12 h 30 à 19 h sauf Dimanche

FNAC, VIRGIN MEGASTORE, AGENCES.

COPRODUCTION SPSS-Spectacles ALAP



RENSEIGNEMENTS :

40 02 60 20

CANAL P







# LIVRES • IDEES

## Edgar Allan Poe, le premier Américain

La biographie de Poe par Georges Walter — la première en français — montre, autour de cet écrivain aux antipodes de la « bien-pensance », la société du premier siècle des États-Unis d'Amérique

EDGAR ALLAN POE  
de Georges Walter.  
Flammarion, coll. « Grandes biographies », 562 p., 180 F

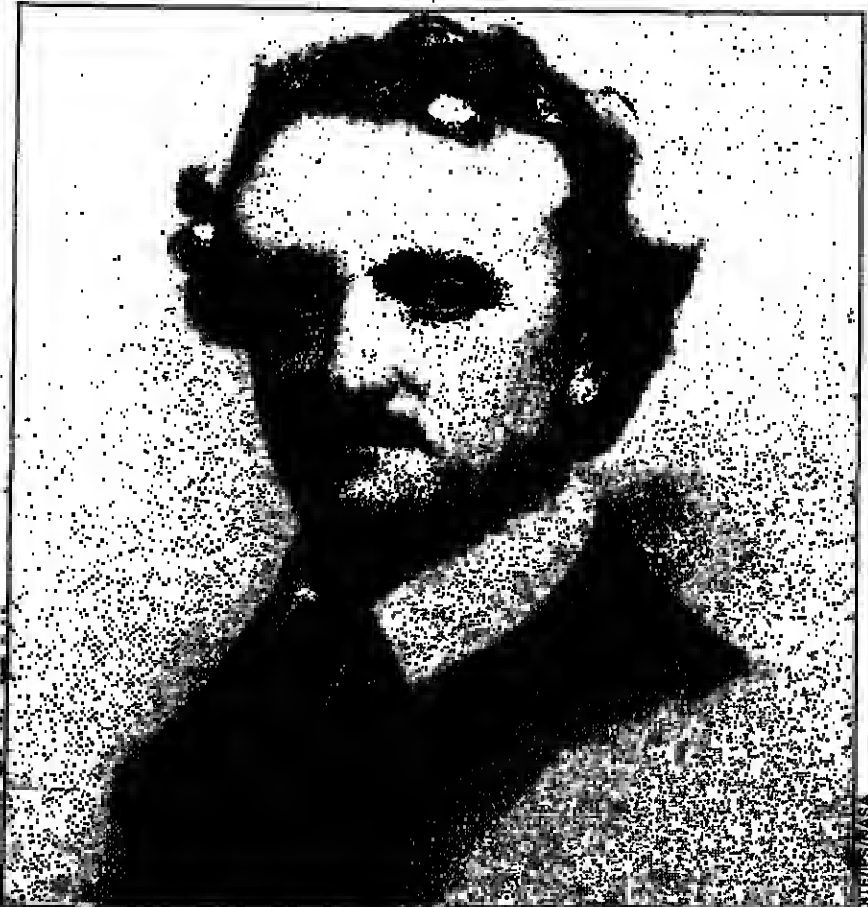
Ce qui fait la richesse et l'agrément des biographies d'écrivains déjà abondamment commentés, c'est ce qui peut difficilement se dire dans un article de journal, contraint à la distance et à l'impression générale : le détail, les petites phrases, les amours d'enfance, les parfums de femme, les incidents d'une existence, vite effacés par l'ampleur d'une œuvre. C'est aussi ce que l'on pressent du plaisir du biographe, de sa passion de l'enquête, de son bonheur à revenir sur les pas d'un inconnu avec lequel il aurait tant voulu partager un moment de vie. Le plaisir de Georges Walter, à l'évidence, a été immense. Tout le dit dans les cinq cent soixante pages passionnantes de son livre, sous-titré *Enquête sur Edgar Allan Poe, poète américain*.

A chaque instant, on sent sa sympathie, sans flagornerie ni dévotion, pour l'homme qu'il a voulu restituer dans sa complexité. Georges Walter a tenté d'arracher Edgar Poe aux divers stéréotypes dans lesquels on l'a enfermé depuis un siècle et demi. Ceux de l'alcoolisme et du méchant homme dont certains commentateurs se sont servi pour le vilipender et le rabaisser — notamment Griswold, dont il avait malencontreusement fait son exécuteur testamentaire. Mais aussi la figure un peu convenue du « poète maudit », que Baudelaire mit en avant pour le magnifier et l'héroïser.

« Cet esprit que son époque ne savait par quel bout attraper », « cet Indien sans tribu », ce gentleman virginien qui connut une fin misérable à quarante ans, en 1849, sur un trottoir de Baltimore, cet écrivain magnifique traduit en français par Baudelaire et Mallarmé, entre autres, ce personnage singulier qui a déjà suscité une vingtaine de biographies américaines et de multiples essais et commentaires, cet homme malheureux, a passé sa vie entière (si l'on excepte cinq années, dans son enfance, en Angleterre) dans les tout nouveaux États-Unis d'Amérique.

On oublie trop souvent le lien de Poe avec cette « américanité » naissante, avec cette nation qui avait soixante-cinq ans quand il en avait trente-deux. L'un des mérites de Georges Walter est de chercher à comprendre ce que cet écrivain, qui fut aussi un grand journaliste, exprime de son pays : « C'est le simplifier que le réduire à son sursis, précise-t-il, mais il est beaucoup plus absurde, comme la critique européenne l'a fait trop longtemps, de l'abstraire de l'Amérique ».

Quand Edgar Poe naît, le 19 janvier 1809, à Boston, ses parents, comédiens,



Edgar Allan Poe : « Je dois mourir, je n'ai pas le désir de vivre puisque j'ai fait Euréka »

courent le cachet sans parvenir à échapper à une pauvreté chronique. Son frère aîné, William Henry, a deux ans, et sa mère, Elizabeth, vingt-deux ans. Elle meurt deux années plus tard à Richmond (Virginie) où elle s'était installée seule avec ses enfants — son mari, David, avait disparu, et on ignore la date exacte de sa mort, probablement 1810.

A la mort d'Elizabeth, Edgar est recueilli par un couple de la ville, les Allan. Francis Allan, qui a vingt-sept ans et pas d'enfant, a aidé Elizabeth Poe à la fin de sa vie, alors qu'elle était dans un dénuement absolu, et s'est attachée au petit Edgar. Son mari, John Allan, négociant en tabac, qui allait bénéficier plus tard d'un gros héritage, ne voit pas d'un très bon œil l'arrivée dans son foyer d'un fils de saltimbanques loqueteux.

Il donnera cependant à Edgar l'éducation d'un jeune bourgeois sudiste, jusqu'à ce que, à l'adolescence, leurs relations se dégradent,

se durcissent (Allan cessera de payer les études du garçon, qu'il n'a jamais adopté et qui pourtant se nomme désormais Edgar Allan Poe) et deviennent tout à fait impossibles après la mort de Francis.

Bruissant éphémère à la très chic université de Charlottesville, improbable cadet à la très célèbre école militaire de West Point, Edgar Poe trouvera dans les journaux — en plein développement dans cette Amérique naissante — dont l'agitation parfois le stimule — la reconnaissance de son talent, les moyens de sa survie et, pourtant, son malheur. A vingt-quatre ans, il est rédacteur en chef du *Southern Literary Messenger*. On craint et on estime ses critiques, on admire ses *Contes*, pour lesquels il a toutefois beaucoup de mal à trouver un éditeur. L'absence, à l'époque, de loi sur la propriété littéraire fait des écrivains une proie facile pour les adeptes de la « piraterie littéraire » sur laquelle Poe tente d'alerter l'opinion :

« Sans une loi internationale sur le copyright, les auteurs américains peuvent aussi bien se couper la gorge ».

De projet de journal qui tourne court (notamment celui du *Penn Magazine* à Philadelphie) en abus d'alcool, de dépression en pénétration, d'abandon en volonté de reconnaissance sociale, du mariage avec sa cousine, encore adolescente, à la mort de celle-ci en 1847 à l'âge de vingt-cinq ans, Poe brûle sa trentaine en construisant une œuvre exceptionnelle dont Georges Walter montre bien à quel point elle est loin de la morbidité qu'on lui prête parfois : « Contrairement à ce qu'on lui a fait dire, le sentiment de la beauté n'est pas, chez Edgar Poe, assujéti à la mort, mais seulement solitaire de l'étrange, ce qui est différent ».

C'est à Baltimore, le 3 octobre 1849, qu'un homme de quarante ans qui avait dit quelque temps auparavant : « Je dois mourir, je n'ai pas le désir de vivre puisque j'ai fait Euréka », connaît une fin lamentable — il met quatre jours à mourir, — probablement enivré par des agents électoraux. C'est par cet épisode que Georges Walter commence sa biographie, car c'est à partir de ce fait divers sordide que commence, autour de ce prodigieux et tragique écrivain, le malentendu, et le désir de donner des réponses à la question « mais qui était donc Edgar Poe ? ».

Georges Walter se garde bien de penser qu'il possède la réponse, de croire qu'il détiendrait la vérité d'un destin. « Tout poète, puisque voilà ce qu'il voulait devenir, emporte sa formule avec sa vie », écrit-il dans les dernières lignes de son livre. Tout grand écrivain garde son mystère et en laisse le signe le plus équivoque : une œuvre à l'interprétation infinie. Les biographies menées avec une passion lucide, comme l'est celle de Georges Walter, ne prétendent donner aucune clé définitive pour les œuvres. Elles entendent seulement montrer pourquoi la vie quotidienne d'un créateur, si difficile qu'elle soit, si désastreuse qu'elle apparaisse, possède une singularité inaltérable : le malheur d'un créateur ne sera jamais identique au malheur de ceux qui sont voués à disparaître sans laisser de traces.

Josyane Savigneau

« Vient de paraître *Edgar Allan Poe écrivain*, textes de Claude Richard réunis par Henri Justin (éditions Delta, université Paul-Valéry de Montpellier, 314 p.). Claude Richard était le spécialiste français d'Edgar Poe. Il est mort comme il venait de terminer l'édition de Poe en « Bouquins » (Laffont 1989).

(1) Signé, parmi les livres en français consacrés à Edgar Poe, l'essai biographique de Claude Deltour publié chez Balland en 1984 (en poche « Points » Seuil).

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

#### Grain de beauté

Tanizaki fut longtemps considéré comme un auteur scandaleux, qu'on traitait, d'esthète décadent, de pervers sexuel. Aujourd'hui, il est un classique admirable.

Page 18

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

#### La pantoufle et les étoiles

A partir de ce numéro, François Bott tiendra une chronique hebdomadaire : « Histoires littéraires ». Cette semaine : les *Voyage(s) autour de ma chambre* de Xavier de Maistre et les dernières promenades autour du monde de Marguerite Yourcenar.

Page 18

#### Rimbaud

#### l'indépendant à outrance



Il y a cent ans mourait Arthur Rimbaud. Au-delà de tous les clichés écrits et entendus sur « l'homme aux semelles de vent », il reste une œuvre fondamentale qu'il faut relire sans cesse.

Page 19

## L'homme qui lit

Un essai de Danièle Sallenave sur le rôle essentiel de la littérature : « Sans les livres, nous n'héritons de rien : nous ne faisons que naître »

LE DON DES MORTS  
Sur la littérature  
de Danièle Sallenave.  
Gallimard, 190 p., 85 F.

Le Don des morts est un livre-signe, un livre-message, un livre-symptôme. Comme tout livre de quelque importance, il vient à son heure, c'est-à-dire à la nôtre ; et celle-ci n'est nullement fortuite ou hasardée. Ce que dit l'essai de Danièle Sallenave doit être dit ici et maintenant. Ce que nous dit ce livre, nous devons l'entendre, pour l'écarter ou y adhérer, dans notre présent, au plus vif de notre présent. C'est là que son propos est à peser, à questionner, à méditer. En cela, comme signe actuel, l'ouvrage pourra, et sera sans doute, lu et reçu vivement, d'une manière tranchée, acceptée avec enthousiasme ou refusé avec véhémence.

Il peut sembler paradoxal ou ironique de parler d'actualité à propos d'un livre qui affirme et défend hautement une idée transcendante, une vocation non contingente, presque éternelle, de la littérature. Mais répétons-le : l'essai de Danièle Sallenave s'inscrit dans le commerce présent des idées, afin d'en combattre quelques-unes et d'en promouvoir quelques autres ; afin surtout

de soustraire une pure pensée de la littérature aux confusions intellectuelles et aux fatigues morales de l'époque.

« Ceux à qui les livres ont manqué, il leur manquera toujours la pensée, l'expérience élargie, et la vie qui s'ouvre, où circulent les vivants et les morts, où reviennent ceux qui ne sont plus, où prennent figure ceux qui n'ont jamais été. » C'est en tant que lecteur que l'homme, selon Danièle Sallenave, s'humanise, obéit à sa vocation, se protège des incultes vanités contemporaines, accède enfin, au-delà de la « vie ordinaire », au-delà même de sa finitude, au sens de son existence : « Le livre est l'autre nom du grand procès d'humanisation de l'homme ».

« L'homme qui lit » est le témoin d'une civilisation de haute culture, celui à qui cette hauteur est accordée et qui est appelé à s'y réaliser. Hauteur qui est moins celle d'un savoir accumulé que celle d'une connaissance de soi et du monde, que l'on reçoit, que l'on accueille. Pour Danièle Sallenave, cette civilisation, cette culture, appartiennent de plein droit à l'Europe que les Lumières auraient éclairée, qu'un grand mouvement « rationaliste et émancipateur » aurait animée. En amont, il y a l'héritage grec, « la

libération spirituelle et morale du sujet qui suppose, exige et détermine une coupure radicale entre l'ordre de la nature et celui de l'esprit. » Plus près, ici et maintenant, le grand modèle c'est la vieille Europe, gardienne longtemps silencieuse et fière d'une identité spirituelle que le communisme n'a fait que renforcer à l'intérieur de son état. C'est au centre de cette Europe-là, de cette idée-là de l'Europe, que le sujet-lecteur de Sallenave trouve sa place, sa vocation, presque sa mission.

« Idée moderne de l'Europe », « double mouvement d'émergence d'un sujet et d'objectivation du monde », « idéal » enfin « d'arrachement du sujet à tout ce qui le détermine ». Voici tracées les bornes de cet espace spirituel, bornes qui séparent l'« idée moderne » des références chrétiennes antiques. C'est en fait d'une spiritualité laïque, civile, émancipée et rationnelle que l'auteur se fait le héros. La modernité telle qu'elle est entendue ici, s'établit après ce que Danièle Sallenave nomme « la fin des espérances eschatologiques », c'est-à-dire, si on comprend bien, sur les ruines de la vision chrétienne du monde.

La transcendance, l'« idée » que « l'existence humaine ne s'achève

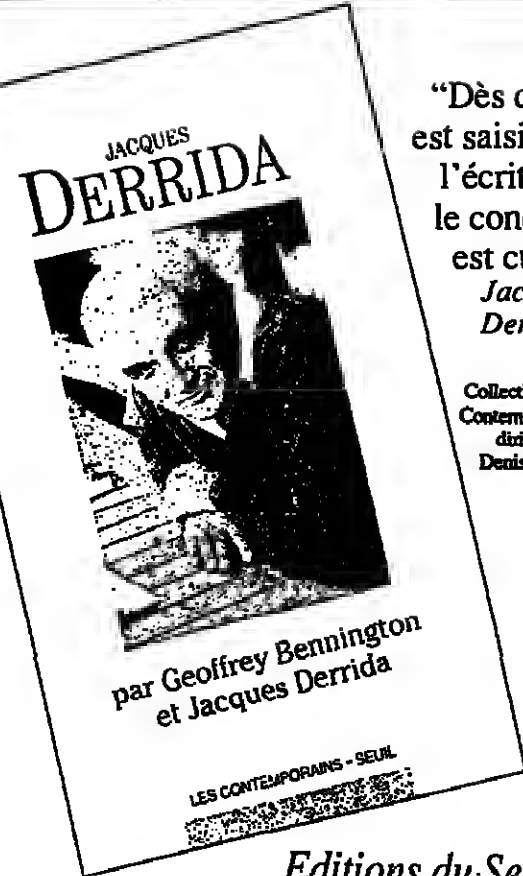
que dans ce qui la dépasse, l'arrache à la mortalité », le « mystère du monde créé », ont survécu à cette « fin », renaissant même, faibles, de ces ruines. La littérature (fiction, fable, poésie) s'est substituée à la religion, à la fois pour prendre soin de ces idées par lesquelles l'homme gagne non plus son salut mais sa justification morale, son sens. Cette manière de penser devrait conduire à faire de la lecture un acte de prière, du lecteur l'orant de notre temps, et de l'ensemble des « grands » livres rassemblés, un vaste, unique et saint Livre.

A l'opposé de cette « vie » que les livres enrichissent, rendent « vraie », « pleine », « accomplie », « bonne », il y a l'« inconscient malheur de la vie sans les livres », l'« existence dénuée de son nerf intime, hors d'état de poser la question de son sens » ; il y a la « vie ordinaire » des « gens simples », la « vie qui passe ».

Elle pourrait, cette vie, être encore « belle » si elle ne restait « muette », pauvre de ne pas avoir été « rachetée, transfigurée », « dans et par la littérature », de ne pas avoir reçu d'elle et des livres, son « secours ».

Patrick Kéchichian  
Lire la suite page 21

## DERRIDA



« Dès qu'il est saisi par l'écriture, le concept est cuit ». Jacques Derrida

Collection Les Contemporains dirigée par Denis Roche 69 F

par Geoffrey Bennington et Jacques Derrida

LES CONTEMPORAINS - SEUIL

Editions du Seuil



## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## L'AFFAIRE DU YANAGIYU

de Junichirô Tanizaki.

Traduit du japonais par Marc Mécène. Gallimard, 325 p. F.

LES Japonais eux-mêmes n'ont jamais vraiment su sur quel pied d'indépendance avec un de leurs plus grands écrivains modernes, Junichirô Tanizaki (1886-1965), auteur, entre autres, de la *Confession impudique* et du *Journal d'un vieux fou* (1). Pendant la guerre, la censure militaire interdit la publication en feuilleton des *Quatre Sœurs*, dont les héroïnes n'étaient pas assez « mobilisées », sinon complètement indifférentes au déroulement des opérations. Après la guerre, les mêmes *Quatre Sœurs* valent à Tanizaki la Prix impérial du mérite culturel. Fasciné par le modèle américain — ou plutôt par la femme américaine, — il revient sur la terre aux valeurs du Japon traditionnel, au moment où on le nomme membre honoraire de l'Académie américaine. Da son vivant il eut entendu tous les noms d'oiseaux : dépravé, diabolique, chérubin, pervers, sexuel, mesochiste, esthète décadent. Il s'est du reste donné esquisse de mal pour rester longtemps scandaleux.

A présent, pour tous, c'est un classique admirable dont on regrette qu'il reste encore tant à traduire. Bien sûr, il demeure bien un petit peu écaillé, dans la mesure où il aborde avec une franchise constante des aspects de la vie amoureuse que beaucoup préfèrent ignorer — et, qui sait, ignorent peut-être en eux-mêmes, — où il ressasse les mêmes thèmes érotiques : l'impuissance désastreuse (et les moyens d'y remédier) du vieillard devant la jeunesse éblouissante ; la jeune femme libérée, la gerce moderne, indispensable tortionnaire ; la plaisir dans le souffrance et l'humiliation ; l'obsession fétichiste du pied féminin (comme Restif de La Bretonne), etc. Pas de quoi fouter un écrivain, on la voit, même en notre sinistre époque de retour à l'ordre moral. Du reste, s'il est un mariage contra nature et qui n'a donné que des morts-nés, c'est celui de la littérature et de la morale, n'en parlons plus.

En revanche, la dimension de classique de Tanizaki apparaît à l'évidence, par la pureté du style, sa sécheresse, l'acuité de son analyse psychologique, son habileté à découvrir les petites impasses du cœur humain et les vastes royaumes de l'imagination, dans la désir et la jalousie. Pour un petit livre au moins, on devrait l'enseigner au lycée, *Eloge de l'ombre* (traduit en 1988 aux POF par René Sieffert), sans lequel un Occidental e toutes les chances de ne jamais rien comprendre aux Japonais, à leur façon d'appréhender l'espace et la lumière, les distances et les volumes, d'organiser leurs maisons et leur intimité.

LES sept nouvelles qui paraissent aujourd'hui au français datent pour six d'entre elles des années 1917-1920, Tanizaki vient d'avoir trente ans. Il a déjà publié le *Tatouage*, qui a inauguré sa mauvaise réputation, mais son premier long roman, *Un amour insensé*, na sera prêt qu'en 1924. La dernière nouvelle est plus tardive (1926), mais l'ensemble est tout à fait homogène. C'est même la cohérence de cet univers d'une période à l'autre et dans les diverses formes de la fiction qui en fait la force, la permanence.



Junichirô Tanizaki.

## Grain de beauté

Dans certains cas, Tanizaki se met en scène, à la première personne. Ainsi dans le nouveau-titre, il est chez un célèbre avocat qu'il fréquente pour recueillir dans sa conversation sur les affaires criminelles des éléments, des points de départ pour des romans, quand un jeune homme, le héros de la nouvelle, fait irruption : « Il n'est pas impossible que j'aie cette nuit même commis un grand crime. Je dis « pas impossible », car l'ai-je vraiment fait ou non ? » Ou bien dans une bibliothèque publique où il travaille, un hindou qu'il observe l'aborder : « Vous êtes monsieur Tanizaki ? J'ai lu un de vos romans » et lui parle du *Tatouage*. En termes élogieux, bien sûr. Le thème de la rencontre inopinée avec un inconnu qui va changer notre vie, banal en soi, prend chez Tanizaki un caractère fantastique et dangereux. L'hindou de la bibliothèque n'est pas un banal étudiant venu se perfectionner en économie politique, mais l'héritier d'un fameux magicien de l'Inde (façon d'aborder le grand débat entre modernité et tradition, particulièrement aigu au Japon, dont Tanizaki ne trouvera jamais la conclusion, pas plus qu'à ses obsessions sexuelles), qui le fait voyager dans l'autre monde où il embrasse un instant l'âme inquiète de sa mère. Un employé rentre chez lui par les rues de Tokyo quand un homme l'aborde civilement, lui demanda de bavarder un moment avec lui, il est défectif. Et, chemin faisant, lui explique comment il sait absolument tout du

passé de l'employé, notamment de quelle façon hypocrite ce dernier s'y est pris pour tuer sa première femme afin d'épouser la seconde.

TUER sa femme, chez Tanizaki, est en général inévitable, indispensable, et requiert autant d'art que la cérémonie du thé ou l'arrangement des fleurs dans un vase. La dramaturge Sasaki, décidée à en finir avec son épouse, a trouvé un procédé bizarre qui constitue en même temps son chef-d'œuvre en tant qu'artiste. Il entraîne sa femme dans les montagnes, pour raison de santé et pour terminer un petit drame (nous apprenons sa perfidie par le journal intime qu'il a laissé avant de se suicider ; quant au drame, il a eu le culot de le faire jouer, son forfait accompli). Qua raconte ce drame dont il fait la lecture à son épouse, en plein air, au bord d'un précipice ? L'histoire d'un dramaturge qui pour devenir ventriloque se fait pousser la malheureuse dans le vide. Tu veux me faire peur, dit-elle. Oui, une dernière peur.

Deux nouvelles, les plus étonnantes, ont le cinéma pour sujet. Un cinéma encore à ses débuts, mais qui sert parfaitement les fantasmes de l'auteur, dans la mesure où il a sans effort toute la plasticité du rêve et sa présence hallucinatoire. La comédienne Yuriko ne se souvient pas d'avoir jamais joué dans un film d'horreur dont tout le monde lui parle, la *Turneur à face humaine*, et pourtant elle y tient la rôle principal, celui d'une prostituée cruelle qui viendra hanter le fantôme d'un mendiant sous la forme d'une tumeur au genou, hideuse comme un faciès ricardant. Tanizaki s'intéresse moins à la hantise (thème rebattu) qu'à la technique du cinéma qui permet de truquer des images, d'an inventer par surimpression, de découper la réalité — et notamment celle du corps désiré — en morceaux que l'on peut assembler ensuite, chacun selon son puzzle.

Nakata, brillant réalisateur, est mort jeune, après avoir fait la gloire d'une débutante, Yuriko, et l'avoir épousée. En fait, ce n'est pas une maladie de poitrine qui l'a emporté, plutôt l'appétit sexuel exécrable de sa jolie moitié, auquel il se soumet comme on se soumet, après avoir fait la connaissance, par hasard, de monsieur Aozuka. Celui-ci est un fanatique admirateur de Yuriko, il se considère comme son mari à l'égal de Nakata : dans sa chambre il a fabriqué des poupées gonflables à l'effigie de Yuriko dans toutes les postures de l'émou qui lui préfère. Il connaît, grâce aux films revus des dizaines de fois, chaque particularité physique, chaque centimètre carré de sa gracieuse personne, mieux que Nakata lui-même. Ce n'est plus un corps qu'il aime, mais sa mosaïque.

En cela Tanizaki lui ressemble et partage le même caprice pervers : prendre le pied pour la femme, la partie pour le tout. Dans la beauté ne voir que le grain. Une folie, somme toute, très humaine.

(1) Gallimard réédite dans sa collection « Bibliothèque quatre romans de Tanizaki » *Quatre Sœurs*, la *Confession impudique*, *Journal d'un vieux fou* (traduits du japonais par René de Cocquyt, Ryôji Nakamura et Georges Renaudot, 1980, p. 180, F. 2).

## EXPÉDITION NOCTURNE AUTOUR DE MA CHAMBRE

de Xavier de Maistre.

Présentation de Michel Covin, Le Castor astral, 102 p., 68 F.

## LE TOUR DE LA PRISON

de Marguerite Yourcenar.

Gallimard, 188 p., 85 F.

XAVIER DE MAISTRE (1763-1852) n'était pas seulement le petit frère de Joseph. Il était lui aussi, et très bien. Avec la hargne en moins. Il était aussi aimable que l'autre était irascible. Il a laissé notamment deux relations de voyage très particulières et très séduisantes : le *Voyage autour de ma chambre* (1) et la suite ou la récidive de cet étrange récit, l'*Expédition nocturne autour de ma chambre*.

Sainte-Beuve attribuait à Xavier de Maistre « de grandes vivacités de jeunesse ». Elles mirent beaucoup de temps à se modérer. Vers 1790, alors qu'il était officier dans une garnison du Piémont, Xavier de Maistre se battit en duel. Cette aventure lui valut d'être aux arrêts dans sa chambre, durant quarante-deux jours. Désireux d'occuper ses loisirs, il nota ses impressions. Il tint le carnet de route de cette traversée du temps. Il écrivit la suite de ce « voyage » neuf années plus tard, rue de la Providence à Turin. Mais cette fois, il s'agissait d'une « réclusion volontaire ». Xavier de Maistre restait dans sa chambre afin de se soustraire au tumulte de l'Europe.

Les « vivacités de jeunesse » dont parlait Sainte-Beuve n'empêchèrent pas l'officier de rechercher les plaisirs de la méditation. Les hommes d'épée ne dédaignent pas toujours la philosophie. Dans l'*Expédition nocturne*, Xavier de Maistre se tient souvent à sa fenêtre pour

observer le ciel et considérer les étoiles. C'était un « estrophile » comme d'autres sont englophiles. Néanmoins, il lui suffisait d'entrevoir le pantoufle d'une jolie voisine pour se détourner des bonheurs astronomiques. « Comme j'ai toujours aimé, dit-il, me rendre raison de ce qui se passe dans mon âme, je voulus à cette occasion me faire une idée bien nette du plaisir que peut ressentir un honnête homme lorsqu'il contemple la pantoufle d'une dame, comparé au plaisir que lui fait éprouver la contemplation des étoiles. »

Xavier de Maistre n'avait cure de la fameuse mélancolie pascalienne. Il ignorait les noirs sentiments des hommes qui ne savent rester seuls dans leur chambre. Il ne pensait pas que la solitude fût une mauvaise fréquentation. « Malheur, disait-il, à celui qui ne peut être seul un jour de sa vie sans éprouver le tourment de l'ennui, et qui préfère, s'il le faut, converser avec des sots plutôt qu'avec lui-même ! »

Il arrive aussi que l'on regarde la planète comme sa chambre à coucher. La solitude de la chambre pascalienne devient alors une solitude très peuplée. « Je me lève Londonien, je me couche Asiatique », annonçait Arthur Cravan, le boxeur-poète. Il ne voulait avoir que les étoiles pour mobilier... Marguerite Yourcenar avait également une âme cosmopolite. Elle détaillait les étroitesse nationale et les per-

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## La pantoufle et les étoiles



cimonies provinciales. Son genre de vie, c'était de prendre congé et d'aller respirer sous d'autres climats. Cela ne l'empêchait pas de se sentir prisonnière sur la planète, mais, à l'exemple de Xavier de Maistre, elle jugeait « insensé » de « mourir sans avoir fait au moins le tour de sa prison ».

Aussi, la vieille dame aura pérégriné jusqu'au terme de sa carrière. Dans ses dernières

chroniques de voyage, elle retrouve les chemins de Bashô, le poète japonais du dix-septième siècle ; elle traverse la Canada par le train ; elle va sur les traces des chercheurs d'or, en Alaska ; elle se promène à San Francisco ; elle navigue vers les îles Hawaï ; elle déboule dans les rues de Tokyo, parmi « onze millions de robots », et fait un pèlerinage dans la maison de Mishima...

Chez elle, le nomadisme semblait être une sorte de pulsion. Son mode d'existence, c'était de ne pas tenir en place...

Dans la banlieue de Kyoto, le fantôme de Bashô a réapparu à Marguerite Yourcenar que tous les moments sont des derniers moments, car ils sont « uniques ». « On ne voit pas deux fois le même cerisier ni la même lune découplant un pin... » Des fantômes d'une autre espèce attendaient la vieille dame en Alaska. Les hommes qui cherchaient l'or étaient des rêveurs forcés et brutaux. « On a juré, gémis, râlé, ou ri d'un gros rire ; on est mort, ou l'on est reparti, éveillé, comme nous la faisons tous, sans savoir où finira la longue aventure. » Cependant, « il y a avantage à ne pas mourir de trop bonne heure ». Se souvenir du malaise qu'elle eut en Alaska, Marguerite Yourcenar pense à tout ce qu'elle aurait manqué si elle était morte dans ce pays ; elle récapitule les milliers d'impressions qu'elle aurait ignorées ; elle mesure les « grands bonheurs » et les « lourds chagrins » qu'elle n'aurait pas éprouvés. « C'est été dommage », dit-elle.

Marguerite Yourcenar n'en défendait pas moins « les bénéfices du voyage ». Car il n'est pas vrai que l'on retrouve exactement les mêmes traits. Nos pensées se transforment lorsqu'elles sa dépaysement. La connaissance des autres élargit et redouble la connaissance de soi. Zénon, le personnage de l'*Œuvre au noir*, « assimile à juste titre l'étude et le voyage », de sorte qu'il avait « l'impression, de marcher sur le monde comme sur un livre ouvert ». Pour lui, le voyage dans l'espace était aussi un voyage intérieur. Le tour du monde rejoignait le tour de la chambre.

(1) José Corti (1984) ★ Anna, Soror, récit de jeunesse de Marguerite Yourcenar, vient d'être réédité dans la collection « Folio », n° 2230.

au bridge » et si elle « aimait la glace aux framboises ». Dans les rues de San Francisco, la vieille dame allait découvrir le gai savoir de la génération d'homosexuels que l'on appelle les gays. Et dans la capitale japonaise, elle s'est effrayée devant cette dictature de l'uniformité qui réprime et désespère les moindres passions. Sans doute pensait-elle au regard de Mishima, qui était si souvent « lourd de songes »...

L'éditeur a joint à ces chroniques la conférence que Marguerite Yourcenar fit à Tokyo, le 26 octobre 1982, sur le thème des « voyages dans l'espace » et des « voyages dans le temps ». Elle se demandait à quoi servent les déplacements. « Vaut-il la peine de sortir de chez soi », si l'on ne parvient jamais à se quitter soi-même ? Pourquoi manger les kilomètres, si l'on retrouve les mêmes traits quand on s'aperçoit dans les vitrines de Vancouver ou de Kyoto ?

Marguerite Yourcenar n'en défendait pas moins « les bénéfices du voyage ». Car il n'est pas vrai que l'on retrouve exactement les mêmes traits. Nos pensées se transforment lorsqu'elles sa dépaysement. La connaissance des autres élargit et redouble la connaissance de soi. Zénon, le personnage de l'*Œuvre au noir*, « assimile à juste titre l'étude et le voyage », de sorte qu'il avait « l'impression, de marcher sur le monde comme sur un livre ouvert ». Pour lui, le voyage dans l'espace était aussi un voyage intérieur. Le tour du monde rejoignait le tour de la chambre.

(1) José Corti (1984) ★ Anna, Soror, récit de jeunesse de Marguerite Yourcenar, vient d'être réédité dans la collection « Folio », n° 2230.

Rimbaud  
L'Heure de la fuite  
d'Alain Borer.  
« Découvertes » Gallimard, 176 p.,  
nombreuses illustrations, 72 F.

Rimbaud d'ARABIE  
d'Alain Borer.  
Seuil, 88 p., 59 F.

ARTHUR RIMBAUD  
ET LA LIBERTÉ LIBRE  
d'Alain Jouffroy.  
Rocher, 265 p., 95 F.

JE SUIS ICI  
DANS LES GALLAS  
d'Arthur Rimbaud.  
Lettres et textes choisis  
et présentés par  
Alain Jouffroy,  
Ed. du Rocher  
138 p., 89 F.

Quiconque passe rue Thiers à Charleville devant la maison natale d'Arthur Rimbaud peut être surpris par la plaque commémorative qui présente l'enfant du pays comme « poète et explorateur ». Les idées reçues depuis longtemps cossées imposant l'image d'un génie adolescent parti se faire et se perdre au loin en de douteux négoce, la qualité d'explorateur semblerait pour le moins usurpée, à la suite de celle, incontestable, de poète.

Pourtant, la plaque transmet plus, en deux mots, du secret de l'être Rimbaud que ne l'ont fait en cent ans des centaines d'essais, de thèses et de glosses. Des livres qui paraissent ces jours-ci en préface aux célébrations du centenaire de la mort (10 novembre 1891), les plus toqués, les plus inspirés, les plus aimants sont précisément ceux qui suivent la trajectoire entière de ce jeune homme impatient qui jamais ne cessa d'être un homme pressé.

Mallarmé, l'immobile, l'avait déjà nommé le « passant considérable ». Et rien n'évoque mieux celui qui, à grandes enjambées, eut pour constant souci de prendre le temps de vivre, et le réel aussi. Alain Borer, qui est, depuis son *Rimbaud en Abyssinie* (1), l'arpenteur fervent, éblouissant et exact de la « Rimbaudie », refuse le mythe du créateur qui renonce à son œuvre, le renie et l'oublie. En l'occurrence, l'œuvre lui paraît excéder les seules traces littéraires pour s'adjoindre l'ensemble des traces écrites, les parous frénétiques, l'entêtement et les risques, ce qu'il appelle l'« œuvre-vie », et ce qu'Alain Jouffroy désigne en écho l'« œuvre-vole ».

Car Rimbaud est en marche toujours, partout, pour l'important. Il est bien, et plus absolument que ne le suggère la plaque de Charleville, un explorateur ; à la

## Les manifestations du cc

Les Années Rimbaud : est-ce parce que le poète du Bateau ivre aurait été à l'étroit dans une commémoration traditionnelle — celle du centenaire de sa mort — que l'on a adopté ce phénel ? Sans doute, mais aussi, selon les organisateurs officiels, pour faire du nom de Rimbaud le symbole d'un « grand mouvement en faveur de la poésie, de toutes les poésies », qui ne s'arrêtera pas à l'année 1891. De fait, aucun autre poète n'aurait pu devenir ce signe de ralliement : permanence du « mythe » — jadis dénoncé par Etienne — oblige ! Souhaitons simplement que le symbole ne se substitue pas à la vraie figure du poète, à son œuvre.

Parmi les manifestations pour lesquelles un comité composé de trois personnes (Yves Berger, Emmanuel Hocgrang et André Vektor) a été mis en place à la direction du livre : ouverture d'une boîte postale (BP 262, 75868 Paris Cedex 18) ; lancement d'une chaîne postale de poèmes inaugurée par une lettre de M. Jack Lang à M. Michel Rocard ; campagne d'affichage à partir d'une œuvre d'Ernest

fois découvertes phiquement il bond éprouve à confier de l'band n'est pas Borer, mais passé par la mille (tribune jets, toujours « quelque chose phrase-couper plus d'un » « L poèmes à vingt ans ; seize ans ; poète ».

Verbaux au remment d'atelle, guère de détours et de pensées avai cette intuition que la vie de l'ca avant dans la force, belle comme son en de la fuite, son magnétique où de l'équipe si vant toutes le Lecteur : méti incoïtable, esp l'érudition eff foudroyant modèle, le tite net. Avec : l voyages, les p se décodent simultanément à l'jonction l'ant considée seule perspe. Est-ce si scind se vie se déce rance sans ég

L'Heure de superbenet. C'est une touche ne se excède l'espe tout en tème détail poe, « iotisme, d'anc cœur », d'anc rale et d'anc trajectoire trj rier extrême, jusqu'à l'or p Illuminations jours en pact dans l'incom tant, à la lre, brille de les b vement qui pourrait rti grâce singuliè le biographe l'énergie coup Borra n'arz pas, ne cadre sembler de n fixes de son

سكزا من (لاجل)



سكذامن لايصل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

# Rimbaud, l'indépendant à outrance

Il y a cent ans mourait un « passant considérable », poète par dérision existentielle, qu'il faut relire sans cesse

**RIMBAUD**  
*L'Heure de la fuite*  
d'Alain Borer.  
« Découvertes » Gallimard, 176 p., nombreuses illustrations, 72 F.  
**RIMBAUD D'ARABIE**  
d'Alain Borer.  
Seuil, 88 p., 59 F.  
**ARTHUR RIMBAUD ET LA LIBERTÉ LIÈRE**  
d'Alain Jouffroy.  
Rocher, 265 p., 95 F.  
**JE SUIS ICI DANS LES GALLAS**  
d'Arthur Rimbaud.  
Lettres et textes choisis et présentés par Alain Jouffroy.  
Ed. du Rocher, 138 p., 89 F.

fois découvreur de terres géographiques inconnues et vagabond éperdu, ardent, harassé aux confins de l'impossible. « Rimbaud n'est pas un poète, écrit Borer, mais quelqu'un qui est passé par la poésie, comme par mille (vraiment mille) autres projets, toujours à la recherche de « quelque chose ». Et Borer a cette phrase-couperet qui en résume plus d'un : « Quand on écrit des poèmes à vingt ans, c'est que l'on a vingt ans ; quand on écrit à soixante ans, c'est que l'on est poète... »

« Trafiquer dans l'inconnu »

Verlaine avait annoncé, apparemment dans l'indifférence générale puisqu'il fallut tant de détours et de contrefaçons bien-pensantes avant de renouer avec cette intuition simple de 1888, que la vie de Rimbaud était « tout en avant dans la lumière et dans la force, belle de logique et d'unité comme son œuvre ». Alain Borer cite cela en ouverture de *L'Heure de la fuite*, son livre de complicité magistrale où il réoriente le sens de l'équipée rimbaudienne en suivant toutes les pistes à la fois. Lecteur méticuleux, biographe incommensurable, esprit bondissant, il a l'érudition effervescente, le trait foudroyant et, comme son modèle, la tête assez près du bonnet. Avec lui, les lieux, les voyages, les poèmes et les lettres se déodent mutuellement et simultanément. Il obéit d'emblée à l'injonction de René Char : « Il faut considérer Rimbaud dans la seule perspective de la poésie. Est-ce si scandaleux ? Son œuvre et sa vie se découvrent d'une cohérence sans égale. »

*L'Heure de la fuite* passe ainsi superbement les vieilles bornes. C'est une improvisation qui touche au prodige, un élan qui excède l'essai et les commentaires tout en témoignant, au moindre détail près, d'une connaissance intime, d'une connaissance « par cœur », d'une connaissance littéraire et dans tous les sens de la trajectoire tarseuse de cet aventurier extrême, alchimiste du verbe jusqu'à l'or poétique et mental des illuminations, mais depuis toujours en partance pour « trafiquer dans l'inconnu ». Borer note, indique, souligne les étapes, et pourtant, à le lire, on sent combien il brûle de les brûler. Dans ce mouvement qui écarte tout ce qui pourrait retarder résident une grâce singulière et une évidence : le biographe ne brime jamais l'énergie coupante du poète.

Borer n'arrête pas, ne ralentit pas, ne cadre pas l'homme aux semelles de vent. Même les vices fixes de son Rimbaud d'Arabie,



Dessiné de Ernest Delahaye de 1876

publié en supplément au *Voyage en Abyssinie*, ne s'en tiennent pas à l'immobilité photographique. La mise au point s'y révèle cependant d'une minutie quasi inconcevable, comme si Borer s'était bel et bien trouvé là — à Alexandrie le 10 décembre 1878, à Hodeïda le 10 août 1880, à Zeilah le 17 avril 1891 — pour saisir les faits et gestes de ce jeune Rimbaud se disant négociant.

« Explorateur perpétuel d'existence »

En quinze instantanés qui sont autant d'éclats de temps, Borer ponctue une quête inépuisable qui brutalement se change en un chemin de croix. De ville en ville, de désert en désert, Rimbaud cherche désespérément « eee lieu perdu dont il s'éloigne à mesure qu'il s'en va ». A sa montre, c'est, en effet, toujours l'heure de la fuite, à sa boussole toujours l'aimantation de l'ailleurs. Pour « habiter la terre en poète », selon le ven d'Hölderlin, Rimbaud a tenté de déboussoler sur terre les territoires de ses poèmes. Expérience impossible, vaine inaccessible ? Peut-être. Mais défi décisif, en exigeant « l'éternité sur-le-champ », refusait la vie relative, la vie vacante et coupée de l'absolu.

« C'est la vraie marche. En avant, route ! » Ce dernier vers de *Démocratie* continue d'agir sur les nerfs et les os avec un pouvoir d'effraction intact. Et Alain Jouffroy a raison d'affirmer, dans son magnifique *Arthur Rimbaud et la liberté lière* : « Il suffit de le relire toujours de plus près, au souffle de la virgule ou du tiret près, d'écouter en nous la résonance, actualisée, de chaque mot, dans ses poèmes comme dans ses lettres, pour ressentir comme physiquement l'affection et le présent de Rimbaud. Ils sont contemporains des plus violents de nos désirs, qui le héliot vers notre double vie : l'absente et le présent. En ne songeant qu'à l'avenir, à tous les avants, il s'est changé en air indispensable à tous les présents. »

Jouffroy, comme Borer, n'entend nullement commémorer, célébrer, mais bien plutôt activer, aviver, éveiller de nouvelles explorations. Il est met donc, personnellement, à l'épreuve de Rimbaud, de l'être Rimbaud qu'il escorte sur les sentiers vertigineux

de la « liberté lière ». Au sortir de ce périple aiguisé, Jouffroy peut exprimer sa « mièvre hypothèse » en connaissance de cause : « Rimbaud fut, toute sa vie, un explorateur de terrain et d'existence concrète, autant que de son propre cerveau et de la vie mentale. C'est en tant qu'explorateur perpétuel d'existence qu'il a poursuivi, physiquement, sur de nouveaux terrains, et jusque dans le commerce des armes, son expérience poétique. »

L'exploration comme poursuite, par d'autres moyens, de l'expérience poétique ? L'intuition d'Alain Jouffroy se trouve confortée par le déshiffrement de la correspondance et par les quelques textes ethnologiques rédigés par Rimbaud. Celui-ci annonce explicitement à plusieurs reprises son intention de réaliser un livre-album sur le Harar et les Gallas et de le soumettre à la Société de géographie. Alfred Bardey, le patron de l'agence qui l'employait, raconte également que, « un jour où l'on parlait devant Rimbaud de l'ouvrage que

Mgr Tourin-Cahagne, vicaire apostolique des Gallas au Harar, était en train d'écrire sur eux, Rimbaud se serait écrié : Moi aussi je vais en faire un, et lui couper l'herbe sous le pied, à Monsiegnur ! »

Les traces de ce désir d'écriture, Jouffroy les a rassemblées dans un livre-montage qui porte en creux les projets ajournés de Rimbaud. Avec pour titre *Je suis ici dans les Gallas*, il s'agit du spectre (au sens magnétique du mot) d'une œuvre absente qui, pourtant, fait étrangement signe. Incitation permanente au départ, maîtrise sèche de la voix, ces bribes dessinent nettement la silhouette de celui que Delahaye avait désigné comme « l'indépendant à outrance » et qui confirmait lui-même des années plus tard à sa mère : « L'important pour moi, c'est d'être indépendant n'importe où. »

Relisons. Relisons toujours. « J'ai appelé les fétoux, pour m'étouffer avec le sable, le songe. Le malheur a été mon dieu. Je me suis allongé dans la boue. Je me suis séché à l'air du crime. Et j'ai

*joué de bons tours à la fofie. »* Retrouvons, dans les poèmes et dans les lettres, cette parole décapée, décapante, toujours en rupture d'elle-même, avec ses accents de sauvagerie distante qui semblent l'engagement le plus extrême de l'ironie la plus noire à la solde d'une blessure sans fin.

Arthur Rimbaud ne sera jamais un poète confortable, assagi, récupérable. Sa révolte, ses dérives, ses trafics, échappent autant à l'action digestive du temps qu'à la noyade révérente entre les pages des manuels. Que les érudits chantent sa double vue, que les bien-pensants l'encensent, que les assis s'émerveillent de ses semelles de vent, qu'importe ! Ils ne vénérent qu'une ombre, Arthur est déjà passé avec sa dégaîne de voyou chercheur d'or et de voyant aux yeux brûlés.

Par-delà la postérité qui voudrait l'étouffer et les slogans qui l'enrôlent pour les combats d'une démocratie de dupes, Rimbaud resurgit intamé, moqueur, tragiquement et souverainement seul. Il n'est pas du côté du grégaire, des destins à la petite semaine, de la vie échangée au rythme de la revalorisation des points-retraite. Il n'est d'aucun côté, il dévale la fièvre et l'infini comme s'il s'agissait de féroces, de joyeux, de fascinants ravins.

Rimbaud est poète par dérision essentielle, existentielle. Son verbe s'éclaire dans le creuset du corps : il y a là de l'os et des nerfs, du sang, des larmes et un éclat de rire. Rimbaud ne se soucie pas d'être poète. Etre ceci ou cela, ce serait déjà nier l'autre qui vient au-dessus de soi et qui est sans doute le porteur de lumière, l'éclaircissement. Cet accueil de l'Inattendu, cette présence à ce que l'on ne connaît pas, voilà peut-être l'état de l'absolument moderne, non pas soit de modernité ni coïncidence avec la mode, mais faculté funambule de saisir en chaque instant l'absolu irrécupérable qui illumine et qui tue.

André Velter

(1) Seuil (1984).

## Autres parutions

• *Rainbow pour Rimbaud* de Jean Teulé se présente comme un arc-en-ciel qui prendrait ses couleurs au sonnet des *Voyelles* pour éveiller une écriture et un imaginaire à la Boris Vian. Robert se prend pour Arthur. Isabelle est standardiste à la SNCF. Ils iront s'aimer jusqu'en Afrique avec les strophes de Rimbaud pour aiguillon. La mort sera exacte au rendez-vous : à trente-sept ans et vingt et un jours « toutes les racines du genou de Robert déchirent la peau comme un voile de baptême » (Julliard, 207 p., 100 F).

• Avec *Les Monstres moraux*, Jean-Pierre Diehl retrace les aventures d'un jeune homme de vingt-trois ans qui s'embarque en 1886 à Marseille. Il se rend en Abyssinie dans l'espoir d'y découvrir des monstres inédits capables de renouer le cirque de son père. En fait de monstres, il rencontrera plutôt des âmes sombres sur les territoires sillonnés par Rimbaud. A la fin, il confie : « L'Ardennais n'offrira plus ses pas en contre-point aux miens, mais ses mots longeront ma route. » Le pari, ici, c'était de prendre pied dans la mémoire de l'Autre (Ed. R. Deleury, 250 p., 115 F).

• *Le Premier Rimbaud ou l'Apprentissage de la subversion*, par Steve Murphy. « Les premiers vers de Rimbaud expriment un message subversif que l'on a souvent cherché à neutraliser, pour donner au poète une place de choix, paradoxale, dans cette culture bourgeoise qu'il entendait mettre en cause. » Steve Murphy étudie les textes de Rimbaud où le poète se montre « préoccupé avant tout par la politique, la sexualité et le rôle de l'écrivain et de l'écriture face à ces dimensions capitales de la condition humaine » (éd. du CNRS, Presses universitaires de Lyon, 344 p., 130 F).

• *Arthur Rimbaud*, de Stéphane Mallarmé, publié un peu moins de cinq ans après la mort de l'auteur du *Bateau ivre*, rencontré le 1<sup>er</sup> juin 1872, au cours du « dîner mensuel des Villains Bons Hommes » (Fourbis, 44 p., 59 F). Chez le même éditeur Alain Borer a dédié à « Arthur

une évocation dialoguée de la comète de Halley sous le titre du *Chant du rien visible* (44 p., 59 F).

• *Rimbaud 1991*, brochure publiée par la FNAC et l'Institut du monde arabe, avec un texte d'Alain Borer (*Je me souviens...*), une « Rimbaudothèque » essentielle, des interventions de Bernard Noël, Jean-Claude Guillebert et Hugo Pratt.

• *Rimbaud, tel que je l'ai connu*, de Georges Izambard. La réédition de plusieurs textes du professeur du collège de Charleville à qui Rimbaud adressa l'une des « Lettres du voyant » (Ed. Le Passé, 154 p., 89 F).

• Signalons également *L'Œuvre inconnue de Rimbaud*, par Gérard Bayo, Librairie Bleue, 214 p., 115 F ; *Matériaux pour lire Rimbaud*, par Antoine Fongaro, Presses universitaires de Mirail-Toulouse, 102 p., 60 F ; *Mots d'Europe*, textes d'A. Rimbaud présentés par Agnès Rosenstiel, collection Point virgule/Seuil.

## Les manifestations du centenaire

Les Années Rimbaud : est-ce parce que le poète du *Bateau ivre* aurait été à l'étré dans une commémoration traditionnelle — celle du centenaire de sa mort — que l'on a adopté ce pluriel ? Sans doute, mais aussi, selon les organisateurs officiels, pour faire du nom de Rimbaud le symbole d'un « grand mouvement en faveur de la poésie, de toutes les poésies », qui ne s'arrêtera pas à l'année 1991. De fait, aucun autre poète n'aurait pu devenir ce signe de ralliement : permanence du « mythe » — jadis dénoncé par Etienne — oblige ! Souhaitons simplement que le symbole ne se substitue pas à la vraie figure du poète, à son œuvre.

Parmi les manifestations pour lesquelles un comité composé de trois personnes (Yves Bergeret, Emmanuel Hoog et André Velter) a été mis en place à la direction du livre : ouverture d'une boîte postale (BP 262, 75866 Paris Cedex 18) ; lancement d'une chaîne postale de poèmes inaugurée par une lettre de M. Jack Lang à M. Michel Rocard ; campagne d'affichage, à partir d'une œuvre d'Ernest

Pignon-Ernest : réédition de « Phares Rimbaud » par une vingtaine d'écoles d'arts plastiques, participation de vingt poètes à une « caravane » qui se rendra de Charleville-Mézières à Chypre et à Aden, en passant par Paris (Grande Halle de la Villette, les 9 et 10 novembre, point d'orgue de l'ensemble des manifestations) ; périple d'une « péniche rimbaudienne » de Charleville à Marseille ; les cinq grands théâtres nationaux présenteront des programmations spéciales à la rentrée de la saison 1991-1992 ; exposition au Musée d'Orsay en octobre ; exposition des manuscrits originaux à la Bibliothèque nationale.

En outre, au Petit Montparnasse (31, rue de la Galté, 75014 Paris), Alain Camé donne deux spectacles consécutifs consacrés à « ce voyou génial ». Ce ne sont là que quelques-unes des innombrables initiatives, des plus microscopiques aux régionales et aux nationales, que le centenaire de la mort de Rimbaud suscite et suscitera.

P. K.

CLAUDE MICHEL CLUNY

ŒUVRE POÉTIQUE

LES ÉDITIONS DE LA DIFFÉRENCE



## HISTOIRE LITTÉRAIRE

## Poètes en guerre

Louis Parrot a dressé en 1945 le martyrologe des intellectuels français de la Résistance

## L'INTELLIGENCE EN GUERRE

de Louis Parrot.  
Préface de Jean Rousselot.  
Le Castor astral  
(distribution Distique).  
332 p., 120 F.

Achévé d'imprimer le 28 décembre 1945, *L'Intelligence en guerre* — écrit par Louis Parrot, poète, essayiste, journaliste et romancier — est d'abord un martyrologe : celui des intellectuels — écrivains, artistes, hommes de théâtre, magistrats, musiciens, professeurs — qui entrèrent en Résistance et qui, pour certains, furent arrêtés, torturés, assassinés sous l'Occupation allemande.

Comme le philosophe Georges Politzer, le fondateur des *Lettres françaises* Jacques Decour et le physicien Jacques Solomon, fusillés le même jour de mai 1942 ; comme ces deux professeurs du Collège de France, Henri Maspéro et Maurice Halbwachs, qui moururent en déportation à Buchenwald ; comme Fernand Holweck, directeur du CNRS, Marc Bloch, professeur d'histoire, qui furent mortellement suppliciés ; comme l'avocat René Parodi, retrouvé « suicidé » dans sa cellule, après un premier interrogatoire ; comme Benjamin Crémieux qui décéda dans des conditions atroces à Weimar pendant que des intellectuels français collaborationnistes y étaient les invités des nazis ; comme Max Jacob et Robert Desnos qui, maltraités et terriblement affaiblis, ne revinrent jamais de Drancy, ni de Terezin ; comme Jean Prévert, combattant dans le maquis du Vercors, tombé sous le feu de l'armée SS, à la veille de la Libération.

Louis Gillet, Paul Hazard, Georges Bruhat, Saint-Pol Roux, Sylvain Lévy, Louis Mandin ne surent également jamais que cette deuxième guerre mondiale allait se terminer par la victoire alliée... Mais il y en eut aussi qui, toujours au bord du danger extrême, échappèrent néanmoins à la mort : Edith Thomas chez qui les membres du Comité national des écrivains (CNE) se réunissaient, Vercors, François Mauriac, Jean Paulhan, Jean Cassou, Pierre Seghers, Jacques Debû-Bridel, Claude Aveline, René Char, Paul Eluard, sont ici



De gauche à droite : Louis Parrot, André Frénaud, Lys Messon et Claude Morgan, en France en décembre 1945

évoqués avec reconnaissance par Louis Parrot. Mais ce livre est aussi l'acte politique d'un des membres fondateurs du CNE, d'un ancien résistant qui joua un rôle important en zone sud : car, à l'époque où paraît ce bilan, la procédure d'épuration chez les intellectuels et les éditeurs, en mettant à jour de graves problèmes moraux et politiques, s'enlise péniblement en d'interminables affrontements intestins. Depuis le 4 septembre 1944, date de la première réunion publique du CNE où fut consignée la première « liste noire », publiée cinq jours plus tard dans le premier numéro non clandestin des *Lettres françaises*, des membres se sont engagés « à refuser toute collaboration aux journaux, revues, recueils, collectifs, collections, etc. qui publieraient un texte signé par un écrivain dont l'attitude ou les écrits pendant l'Occupation ont apporté une aide morale ou matérielle à l'oppression ».

La simplicité apparente d'une telle déclaration, lourde pourtant de non-dits, ne laisse pas de provoquer toute une série de questions théoriques auxquelles il fut quasiment impossible, dans les années d'après-guerre, de donner une réponse et une justice acceptables par tous : de quelle responsabilité politique peuvent se prévaloir l'intellectuel et celui qui l'écoute, le lit, le suit ? L'écrit est-il comparable, juridiquement, aux actes ? Doit-on

définir le fait de trahison par rapport à la légalité contemporaine ou par rapport au sens de l'histoire ?

Pourquoi attendre des intellectuels une morale à toute épreuve ? Ne peut-on, comme au commun des mortels, leur accorder une sorte de « droit à l'erreur » ? Faut-il, pour épurer le milieu des gens de lettres, faire régner l'esprit de revanche, appliquer des lois formellement inégales qui gracieux les uns (Béraud), infligent la perpétuité à d'autres (Mauriac) et condamnent à mort certains (Brasillach) ?

Le propos de Louis Parrot n'est pas, dans *L'Intelligence en guerre*, de prendre parti dans cette inextricable querelle, mais bien de rappeler au oom de quels idéaux, de quels engagements, et dans quelles souffrances tragiques certains ont su qu'ils donneraient jusqu'à leur vie même. Ainsi, Jacques Decour, le 30 mai 1942, une heure avant d'être fusillé, écrivait à ses parents : « Je ne pense pas que ma mort soit une catastrophe : songez qu'en ce moment des milliers de soldats de tous les pays meurent chaque jour, entraînés dans un grand vent qui m'emporte aussi. » Parrot disparaît, quant à lui, trois ans après le publication de *L'Intelligence en guerre*, le 24 octobre 1948, espérant certainement encore que « l'art des écrivains ne perdrait jamais rien à se mettre au service de la vérité ».

Claire Paulhan

## Marcel Schneider, l'invisible

Le deuxième volume des Mémoires de l'écrivain

## L'ÉTERNITÉ FRAGILE

de Marcel Schneider.

Grasset, 340 p., 110 F.

Le premier tome des *Mémoires* de Marcel Schneider s'achevait en 1939 (1), date qui mit fin, selon lui, à sa jeunesse et à son bonheur. Le deuxième volume de *L'éternité fragile* s'ouvre sur l'ombre de la défaite et de l'Occupation. Marcel Schneider n'admet que peu à peu « la présence de l'horreur » et, à l'heure de l'explication et de la punition, se sent « réprouvé » dans le noir de Rouco — où il est nommé professeur. La cité lui semble maudite, hantée par les puissances infernales et traversée, durant la nuit, par Satan, dont il croit entendre le rire vegeur dans le désert des rues.

Sa « grâce moqueuse » lui permet — une fois la guerre terminée — de ne jamais se laisser impressionner par les doctrines, l'orthodoxie des idées, et de se tenir à l'écart de la politique, qu'il considère comme du « contreplaqué ». Aux discussions métaphysiques, il préfère l'effervescence amicale des rencontres avec les grands illuminés de son temps, qui, éprouvant la jubilation de leur singularité, cultivent l'extravagance.

Il en fait des portraits magnifiques de justesse drôle ou d'acuité déferente et émue : Erté, dont il se rappelle le sourire « fait de charme, d'exquise édu-

cation et de regret infini » dans un visage qui lui lavait à l'eau de pluie ; Jean Cocteau, l'« allumeur de réverbères », l'oreille mutuo qui l'incitait à savoir seoir « l'innocence en soi » ; Marie-Laure de Noailles, cette rebelle luxueuse qui faisait régner la fêrie de son humour et de ses insolences dans son hôtel particulier, avant de devenir une héroïne de la modernité surréaliste. Marcel Schneider a partagé avec eux une attitude lyrique face au monde car il préférait vivre au fil du rêve, dans un univers parallèle.

## Le sens du sacré

Meis le rêve n'est pas seulement un refuge contre le déclin des illusions ; il est surtout un moyen d'ambulation morale, de « réforme intérieure ». « Ce que j'appelle l'invisibilité, c'est cela : agir comme les autres, avoir l'apparence du monde et habiter au plus profond de soi sur une île ou une étoile. » Cette métamorphose intime qu'il mène avec modestie, vigilance, fermeté, lui permet de rassembler toutes ses forces spirituelles, en obéissant à la si belle exhortation de son maître, Georges Dumézil : « Entre dans la forêt intérieure, c'est là qu'on rencontre les dieux. »

Dans l'espace d'extrême pureté qui s'ouvre en lui, il peut accomplir ses « liturgies inno-

centes et secrètes » et ressourcer constamment son sens du sacré. Secré de l'art, d'abord — avec une prédilection pour la littérature fantastique et la musique ; sacré de l'amour, ensuite, qu'il n'a connu qu'une seule fois en reccotrant, en 1936, Martio Lendroff. Il a passé un unique « printemps mythique » avec le jeune homme. Bien que Martin ait disparu, à la fin de la guerre, dans les fonds sableux de la mer du Nord, l'écrivain, entraîné par l'élan d'un pèlerinage magique, continue à monter, chaque année, jusqu'à la tour de la Strohburg, doocot naissance à des pages de beauté hallucinée lorsqu'il croit voir Martio se matérialiser à nouveau dans la pénombre des bois.

C'est cette fidélité quasi mystique aux personnes et aux valeurs qui rend si émouvant et cohérent ce recueil de souvenirs. Il se clot sur l'image de François Mauriac qui, au cours de leurs conversations, ressuscitait en lui « le sens de la grandeur et la nostalgie de la communion universelle ». Marcel Schneider l'admire pour sa lucidité, sa pitié cruelle et le « froterment ardent qui lui faisait ignorer les races, les frontières ». Schneider témoigne de la même fraternité au long de cet ouvrage entraîné par une écriture pétillante, traversée par des intuitions d'éternité.

Jean-Noël Paucrazi

(1) *L'éternité fragile*, Grasset, 1990 (le Monde du 26 janvier 1990).

## AU FIL DES LECTURES CRITIQUES

par Michel Contat

## La doublure de Barthes

ROLAND BARTHES, VERS LE NEUTRE

de Bernard Comment. Bourgois, 328 p., 140 F.

Curieux essai que celui de Bernard Comment, à qui l'on doit un roman, *L'Œuvre de mémoire*, paru chez Bourgois aussi, remarqué par la critique l'année dernière : il glisse en écriture dans celle de Roland Barthes en vaillant restituer à celui-ci et la place qui lui revient : celle d'un merveilleux incitateur — à penser, à écrire, à voir autrement. C'est une sorte de longue — un peu trop longue — préface à tout Barthes, qui lui emprunte sa multiplicité, cherche comme lui à échapper aux contraintes du discours institué, le suit dans ses méandres per un

mimétisme qui porte moins sur le style que sur la démarche, oblique, volontairement déplacée, non identifiable. Une préface de parfaite sympathie, en somme, mais gardée de toute effusion, de toute hystérie, comme il convient avec Barthes. Un accompagnement scriptural de cette œuvre qui a cherché à éluder ce qui lui faisait le plus peur : la consistance.

Cela ne donne pas un essai inépuisable, mais une doublure de l'œuvre, comme on parle de la doublure d'un vêtement. Une façon de ne se laisser toucher par elle qu'à travers le souse d'une écriture seconde qui épousa le « neutre » à laquelle l'écriture première tendait, comme la démontre non sans éducation, mais sans urgence non plus, cet essai.

## Lectures philosophiques

A QUOI PENSE LA LITTÉRATURE ?

de Pierre Mecheray.

PUF, coll. « Pratiques théoriques », 256 p., 148 F.

Pierre Mecheray fut l'un des auteurs de *Lire le Capital*, l'ouvrage qui, en 1985, fit jaillir de l'ombre conventionnelle de l'école normale supérieure le nom de Louis Althusser et son enseignement sur Marx. Mecheray, dans ce séminaire, avait eu la charge de présenter la processus d'exposition des concepts dans le grand œuvre marxien. Sans renoncer à l'ambition de fonder une théorie de la production littéraire (comme il le tenta, tout jeune encore, en 1966), il cherche aujourd'hui à déplacer les limites traditionnelles fixées entre la philosophie et la littérature, pour éviter la localisation de sites, l'établissement de chasses gardées.

S'appuyant sur le postulat que « des textes qui appartiennent au champ historique de la littérature (en gros de 1800 à nos jours) sont susceptibles de lectures philosophiques, dans lesquelles la philosophie intervient, de manière non exclusive, comme système de référence et comme instrument d'analyse », il entend d'interroger ce qui, dans la littérature, produit de la pensée. Son corpus est fait

d'œuvres parfaitement disparates de Sade, Mme de Staël, George Sand, Victor Hugo, Flaubert, George Bataille, Queneau, Céline, Raymond Roussel (et sa lecture par Foucault). Par leur analyse, il veut réhabiliter le notion de « thème » (à entendre au sens musical du terme) pour montrer que ces œuvres ont proposé, en tant qu'« expériences de pensée », des variations sur des thèmes philosophiques et un discours qui se résumerait de la manière suivante : en suivant « le chemin de l'histoire » (Staël, Sand, Queneau), on parvient « au fond des choses » (de Hugo des *Misérables*, Bataille, Céline), jusqu'au point où « tout doit disparaître » (Sade, Flaubert, Roussel).

Opposée à l'herméneutique contemporaine, qui cherche à interpréter en termes de vérité la sens plus ou moins caché ou crypté des textes littéraires, la démarche de Mecheray, qui consiste à prendre ces textes comme la conscience philosophique d'une époque, non plus sous la forme d'une doctrine raisonnée mais sous la forme d'une table excessive, relance dans le débat critique une position matérialiste et dialectique héritière de l'athéisme et qui n'est pas sans soulever au moins autant de difficultés que l'herméneutique.

## L'analyse de texte

LA VOCATION DE L'ÉCRIVAIN

de Catherine Millet.

Gallimard, coll. « L'Infini », 222 p., 82 F.

PASSIONS DU SUJET

Essais sur les rapports entre psychanalyse et littérature

de John E. Jackson.

Mercure de France, 242 p., 120 F.

La psychanalyse, chez Freud et les premiers analystes, cherchait dans la littérature une confirmation de ses intuitions et des notions qu'elle construisait. Depuis qu'elle est devenue un savoir, elle sort à l'interprétation des textes et cherche à révéler dans ceux-ci ce qu'ils ignorent eux-mêmes mais disent (1). Le livre de Catherine Millet, qui est elle-même psychanalyste, illustre cette ambition, mais avec un excès de modestie : elle pense que la texte dit tout, sans tout de lui-même, et que, cité dans ses moments d'extrême lucidité ou d'aveux, il constitue sa propre analyse. L'opérateur critique consiste dès lors à retrouver en langage psychanalytique (ici lacanien) la « dire » d'un écrivain sur ses motifs d'écriture et sur le désir qui travaille l'œuvre.

Le risque de cette méthode est la tautologie : ainsi Catherine Millet, qui choisit admirablement ses citations, s'enferme dans la tautologie de Collette, de Flaubert, de Sade (pour ne mentionner que les plus élaborées de ses études), pour produire une suite de dissertations psychanalytiques, fort bien faites, sur les auteurs qu'elle sélectionne, plutôt que de proposer des interprétations nouvelles (et qui discuteraient les interprétations antérieures, par exemple celles de Sartre sur Flaubert (2), ou celles de Philippe Lejeune sur Proust). *La Vocation de l'écrivain*.

## Echanges culturels

PHILOGIQUES I

Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne

du XIX<sup>e</sup> siècle

Sous la direction de Michel Espagne

et Michael Werner.

Ed. de la Maison des Sciences de l'homme, 427 p., 170 F.

Dans l'Europe en formation, l'histoire des échanges culturels franco-allemands revêt sans doute une importance décisive pour mesurer les différences entre les traditions nationales et les conditions de leur dialogue. Les auteurs de cet ouvrage collectif extrêmement bien documenté

voient, quel titre magnifique pour un livre qui aurait tenu toutes ses promesses ! Le livre de John E. Jackson, qui vient d'un autre horizon théorique et d'une autre pratique de la critique (l'auteur est professeur de littérature en Suisse), se situe, lui, très résolument dans la réflexion théorique sur ce que la psychanalyse peut apporter à l'intelligence de l'écriture littéraire elle-même, conçue comme une médiation entre la pulsion et la passion d'un sujet qui cherche à travers la littérature à se définir une identité toujours différée. L'autobiographie (Rousseau, Stendhal) est interrogée par rapport à la cure psychanalytique, la poésie est exposée à la lumière d'une anthropologie de la solitude (Flaubert) et de la haine (Baudelaire).

Ces deux livres prennent place dans une déjà abondante bibliothèque croisée d'ouvrages où les analystes et les critiques échangent leurs rôles sur la scène de la littérature, pour mieux s'assurer de leur fonction sociale. La littérature (c'est-à-dire l'écriture) toujours les mêmes auteurs canoniques) laisse faire. Les lecteurs y gagnent certainement quelques lumières.

(1) Pour l'application de la psychanalyse aux textes littéraires, il faut signaler aussi la collection récemment créée aux PUF « Le texte-écrivain » dirigée par Jean Bellemain-Noël. Derniers titres parus : *Tristan et le sang de l'écrivain*, de Jean-Charles Huchet ; *Agrippa d'Aubigné. Le corps de l'écrivain*, de Gilles Mathieu-Castellani (45 F).

(2) Sur Flaubert, signalons : Gustave Flaubert, *Préface à la vie d'écrivain ou Extraits de la correspondance*, présentation et choix de Geneviève Bollans, Seuil, coll. « Le don des langues », 298 p., 150 F (réédition d'un ouvrage paru en 1983) ; Gustave Flaubert, *Lettres d'orient*. Avant-propos de Pierre Bergougnoux, L'Horizon chimérique, coll. « Mémoire », 334 p., 138 F. Maurice Nadeau, *Gustave Flaubert écrivain*. Les lettres nouvelles-Maurice Nadeau éd., 282 p., 120 F (réédition d'un ouvrage paru en 1969 et qui obtint le Prix de la critique littéraire).

## Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1987 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable

promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

## Quand

Gérard

## FICTION ET DICTION

de Gérard Genette  
Seuil, coll. « Poétique »,  
110 p., 70 F.

La question la plus difficile que rencontrent la critique esthétique et la linguistique n'est pas celle que reprenait Sartre comme titre d'un essai mémorable : « Qu'est-ce que la littérature ? » (question à laquelle, selon Gérard Genette, il n'y a pas de réponse et qu'il vaut donc mieux ne pas poser), mais bien celle-ci, plus pragmatique : « Quand est-ce de la littérature ? » Le lecteur qui espérerait naïvement trouver dans *Fiction et diction*, ce bref et, disons-le, difficile nouvel essai de l'auteur de *Figures*, des critères pour repérer, d'une façon indiscutable, dans l'écrit comme dans l'oral, ce qui relève de la littérature et ce qui n'en relève pas, doit être prévenu qu'il trouvera, certes, dans ce livre de nouvelles manières de poser les questions, mais point de réponses autres que des définitions, par nature schématisées et abstraites, appuyées sur ce qu'il faut d'exemples simples.

Le reprocher à Genette, ce serait le blâme de produire de la théorie et non pas de la critique littéraire : ce qu'il fait parfois aussi, dans d'autres de ses ouvrages, pour mieux soutenir ses propositions

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard

Gérard



# Quand y a-t-il littérature ?

Gérard Genette propose des définitions strictes

**FICTION ET DICTION**  
de Gérard Genette  
Seuil, coll. « Poétique »,  
110 p., 70 F.

La question la plus difficile que rencontrent la critique esthétique et la linguistique n'est pas celle que reprenait Sartre comme titre d'un essai mémorable : « Qu'est-ce que la littérature ? » (question à laquelle, selon Gérard Genette, il n'y a pas de réponse et qu'il vaut donc mieux ne pas poser), mais bien celle-ci, plus pragmatique : « Quand est-ce de la littérature ? » Le lecteur qui espérerait naïvement trouver dans *Fiction et diction*, ce bref et, disons-le, difficile essai de l'auteur de *Figures*, des critères pour repérer, d'une façon indiscutable, dans l'écrit comme dans l'oral, ce qui relève de la littérature et ce qui n'en relève pas, doit être prévenu qu'il trouvera certes dans ce livre de nouvelles manières de poser les questions, mais point de réponses autres que des définitions, par nature schématiques et abstraites, appuyées sur ce qu'il faut d'exemples simples.

Le reprocher à Genette, ce serait le blâmer de produire de la théorie et non pas de la critique littéraire - ce qu'il fait parfois aussi, dans d'autres de ses ouvrages, pour mieux soutenir ses propositions

généralisantes - ou de l'histoire de la littérature, à laquelle il n'est pas tout à fait étranger non plus.

Le nom de Genette est le plus généralement associé à la narratologie (théorie des procédés narratifs). Un relatif assouplissement de cette discipline l'a mené, comme théoricien, après des enquêtes minutieusement classificatoires et taxinomiques sur l'hypertexte (ou la littérature au second degré - dont les formes les plus visibles sont le pastiche et la parodie) et sur le paratexte (préfaces, indications génériques, commentaires d'auteur sur son œuvre, etc.), consigné dans deux ouvrages marquants, *Palimpsestes* (1982) et *Seuils* (1987), à un type d'interrogation plus fondamental sur la littérature en tant que telle. Il s'agit pour lui, à présent, de reprendre la question soulevée par Roman Jakobson sur la « littérarité » de la littérature : ce qui fait que la littérature est littérature. Les ouvrages de théorie esthétique, récemment traduits, d'Arthur Danto, la *Transfiguration du beau* (1) et de Nelson Goodman, *Langages de l'Art* (2), inspirés par la philosophie analytique anglo-américaine, lui servent notamment de pôles de réflexion et de discussion.

Genette entreprend donc de traiter la question des régimes, des critères et des modes de littérarité en posant une première distinction entre la fiction et la diction. Définition

par le caractère imaginaire de ses objets, la fiction, bonne ou mauvaise, est toujours littéraire. Dans la diction, où c'est le type de message qui est premier, et non son contenu, la littérarité est soit constitutive (un poème est toujours littéraire), soit conditionnelle (un texte de prose non fictionnel est littéraire pour qui le juge tel).

Il s'ensuit que la fiction narrative doit être examinée en tant que mise en œuvre d'actes de langage, et qu'il faut chercher les différences entre le récit fictionnel et le récit factuel pour décider des critères de littérarité de l'un et de l'autre. Ce qui, si l'on pense par exemple à l'antobiographie et à l'historiographie, complice singulier de la question. Elle ne trouvera à se formuler de façon productive que si, à son tour, la question du style trouve une autre définition que celle, classique, par l'expressivité du langage, opposée à sa fonction notionnelle.

## La texture et la structure

C'est dans le dernier chapitre, intitulé « Style et signification », que la rigueur de la définition patiemment construite par Genette sera sans doute inévidente pour la théorie littéraire. La voici, dans toute sa simplicité (et son obscurité pour qui n'a suivi sa discussion, où, comme on l'attend de lui,

il pèse des œufs de mouche au moyen de fils d'araignée) : « Le style est la fonction exemplificative, expressive et évocative du discours, comme opposée à sa fonction dénotative directe. » On apercevra peut-être mieux la portée de cette définition si l'on voit qu'elle s'oppose à une conception « atomisante » du style comme apparition fulgurante de « traits » stylistiques sur fond de langage neutre (ce qui résulterait des *Études de style* de Léo Spitzer et aussi des *Essais de stylistique structurale* de Michael Riffaterre, pourtant situés à des pôles opposés).

Pour Genette, le style se manifeste certes de la façon la plus spécifique au niveau de la texture et non à celui de la structure, ou, si l'on préfère, en termes classiques, au niveau de l'élocution, qui est proprement linguistique, plutôt qu'à celui de l'invention thématique et à celui de la disposition des éléments du discours. Mais il apparaît continuellement dans un discours où tout concourt au style, par un système de contrastes et d'alternance.

Pour illustrer ce propos ardu, et qui l'est d'autant plus ici qu'on a tenté de le résumer en usant du vocabulaire technique plutôt que de l'évoquer par des exemples et des métaphores (comme l'écriture journalistique normalement y invite), on pourrait poser la question : Genette a-t-il du style ? L'affirmer est une tautologie sans intérêt si on ne qualifie pas ce style. On dira donc que Genette écrit clair, précis, sans un mot de trop. On pourrait par conséquent parler de style lumineux et laconique.

Mais comme Genette s'interdit tout recours à la métaphore et se borne volontairement à la fonction dénotative du langage, on dira donc de lui qu'il écrit bien, un point c'est tout. Avec humour souvent, finesse toujours, économie et rigueur, cela va de soi. Il n'est interdit à personne de voir dans ces qualités des traits de style, donc de littérarité. Sans à Genette lui-même, qui les trouvera impertinents. Il ne fait pas de littérature. Il hauserait les épaules si quelqu'un décidait capricieusement qu'il n'y a de littérature que dans la théorie la plus austère, de beauté que dans les généralités les plus strictes... Il faut donc lire Genette pour ce qu'il est : notre Aristote. Et apprendre. Puis discuter. Mais c'est une rude affaire.

M. C.

(1) Seuil, 1989 (traduction par Cl. Hary-Schaeffer d'un ouvrage paru en anglais en 1981).

(2) Stock, 1990 (traduction par J. Marlot. Ed. Jacqueline Chambon, 1990 (l'ouvrage date de 1968)).

Patrick Kéchichian

## L'homme qui lit

Suite de la page 17

Pour stigmatiser cette « misère », cette mutilation, Danièle Sallenave a choisi de prendre, au début de son livre notamment, un pinceau épais, une encre très noire, dessinant des contours simplifiés à l'extrême. L'effet, le but volontairement recherché, est de rendre immédiatement sensible une détresse invisible, inaperçue parce que, d'abord, intérieure. A ces pages du livre, on pourra en préférer d'autres, qui sont nombreuses.

Celles par exemple dans lesquelles l'auteur s'empare justement contre la prétention des sciences sociales, ou plutôt de leurs pâles répliques des instituts spécialisés, qui tiennent le compte un peu dérisoire de nos « pratiques culturelles », qui légifèrent, édictent les lois dont notre existence aurait besoin pour bien se comprendre. « Laissons-nous donc les sciences sociales réduire l'expérience littéraire, la plus haute que l'homme puisse faire avec celle de l'amour, à des sonnettes concernant

nos loisirs, alors qu'il s'agit du sens de notre vie ? »

Avec le même élan, avec aussi un peu d'injustice pour un certain courant de la pensée sociologique, elle dénonce cette « variante moderne du populisme qui, au lieu de déplorer l'abandon culturel des masses dépossédées, s'est mise à célébrer comme culture authentique la dépossession culturelle mêlée aux restes frustes des anciennes cultures ».

Faire basculer la culture et la notion de valeur qui lui est attachée dans la catégorie sans valeur du « culturel », en faire une « marque de distinction » des couches supérieures de la société, un privilège à abattre plutôt qu'un bien à conserver... telles sont, selon Danièle Sallenave, quelques-unes des expressions d'un mode de pensée qui veut ignorer, ou relativiser, la valeur dont nous parlons. « L'unicité de l'expérience est notre lot. L'expérience de vivre ne se prête à aucune expérimentation », souligne-t-elle avec force. Mais

cette partie polémique, militante, du livre de Danièle Sallenave, si elle est nécessaire, ne suffit pas à le résumer, à le définir.

« Sans les livres, nous n'héritons de rien : nous ne faisons que naître. Avec les livres, ce n'est pas un monde, c'est le monde qui nous est offert : dans que font les morts à ceux qui viennent après eux », écrit l'auteur. Cet héritage, sa réception autant que sa transmission, est au cœur du livre en même temps que sur sa couverture - « don des morts » qui nous oblige, donne à notre être sa raison. Lieu de passage et d'échange, la littérature fait partie de notre univers spirituel - sans, à notre sens, pouvoir prétendre prendre une place que la religion aurait laissée vacante. Le *Don des morts* aidera l'homme-qui-lit à ne pas laisser se reformer en lui cette « mer gelée » dont parlait Kafka, et à vouloir toujours la « hache » des livres qui la brise. C'est le signe, le message que l'essai de Danièle Sallenave nous adresse.

## Les cigares du fanfaron

Encore des livres sur l'art italien, dont un ouvrage du désormais illustre Federico Zeri

**LA PEINTURE AU FIL DES JOURS**  
Italie du Nord du quatorzième au début du seizième siècle de Federico Zeri.  
Traduit de l'italien par Anne Machet.  
Art Edition, 370 p., 298 ill., 680 F.

**LE PAYSAGE DANS L'ART ITALIEN**  
d'Otto Pächt.  
Traduit de l'anglais par Patrick Joly.  
Ed. Gérard Monfort, 130 p., 31 ill., 143 F.

**AU CŒUR DE FLORENCE**  
de Damien Wigny.  
Préface d'André Chastel.  
Duculot, 860 p., 500 ill., 280 F.

Dans ses *Conversations*, son avant-dernier livre en français, Federico Zeri, le plus photographié des historiens de l'art actuels, révélait au public navré que sa personnalité demeurait encore inexprimée. Désormais, nous savons pourquoi : Zeri, l'homme qui ne pose jamais sans un havane énorme à la main, le prince des connaisseurs, aussi connu en Floride que dans les Pouilles, le grand Zeri donc n'est

content de rien de ce qu'il écrit. « Tout a fini au feu ou dans la corbeille à papiers, se lamentait-il dans sa préface, tout ou presque tout. » Tout sauf deux cents notes, notules et notulettes dont paraît sous un titre charmant, la *Peinture ou fil des jours*, une anthologie fort abondante.

Dans la même préface, il avoue d'autres malheurs : on le pille, on le dépouille de ses découvertes et, pis que tout, on le méconnaît. Or l'histoire de l'art, hors ses travaux, n'est que « vains discours » et « bavardages ». Que sont donc ses travaux ? Des attributions, purement et simplement des attributions. Zeri suppose une signature pour le moindre fragment d'œuvre ancienne. Il veut à toute force baptiser les anonymes et inventer un état civil aux inconnus. Fort bien. Ces exercices d'antiquaire sont d'une lecture extrêmement fastidieuse, et, pour finir, décevante.

Ils ne portent que sur des artistes de second ordre et excluent toute considération un tant soit peu théorique, « bavardages » donc. Panofsky, Gombrich, Chastel, qui étaient fort peu attributionnistes, n'étaient donc que des bavards ? Ils se montraient moins que Zeri, sans

doute, ils ne jouaient pas aux Sherlock Holmes de musée dans les magazines. Et c'est en cela que la soudaine célébrité de l'expert au cigare peut déplaire : une fois de plus, le spectacle l'emporte sur la science.

Otto Pächt, lui non plus, ne se montrait guère. Son *Paysage dans l'art italien*, sous-titré *Les Premières Études d'après nature dans l'art italien et les premiers paysages de calendrier*, n'en demeure pas moins un modèle du genre. À l'aide de documents dispersés dans les bibliothèques européennes, croquis d'anciens, herbiers, enluminures de calendriers, Pächt montre comment, très lentement, à partir de la fin du treizième siècle, la représentation d'après le modèle, animal tué à la chasse, plante cueillie dans un fossé, se substitue à la sténographie stéréotypée. Lente révolution : elle suppose des instruments plus affinés, une première intelligence de la perspective et le renoncement aux facilités de la copie. Dans cette histoire de l'observation empirique, l'empereur Frédéric II tient le rôle du premier mécène avant que l'Italie du Nord puis les Flandres ne reprennent à leur compte la nouvelle méthode venue de Salerne.

A l'occasion, Pächt s'efforce de résoudre quelques périlleuses questions de paternité disputées entre Nord et Sud, Italiens et Flamands. Ses recherches l'incitent à se prononcer pour les seconds et à refuser aux Limbourgs le mérite d'une invention du paysage. Il conclut : « Ce fut le Sud, la Lombardie et les régions voisines de la haute Italie, où l'art profane était extrêmement développé, qui préparèrent la voie à un traitement radicalement nouveau (...) ». « Vains discours » que cette tentative de synthèse historique ? Sûrement pas.

Un guide pour finir : alors qu'abondent ceux qui traitent de la Toscane, celui qu'a compilé Damien Wigny impose la qualité de son information, la richesse surprenante de sa documentation et sa précision. Dans ce genre, généralement voué à l'érudition de seconde main, un tel ouvrage est une rare réussite.

Philippe Dagen

★ Le troisième volume des *Symboles de la Renaissance* paraît aux Presses de l'École normale supérieure, 48 boulevard Jourdan, 75014. Au sommaire, des contributions, entre autres, de Daniel Arasse, Louis Marin et Daniel Russo. (243 pages, 240 francs.)

COLLECTION DWAN  
DIRIGÉE PAR SLIMANE ZEGHIDOUR

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE DE L'ISLAM

• Déjà parus :

Mon voyage à la Mecque Gervais-Courtellemont  
262 pages 97 F

L'Éthique sexuelle de l'Islam G.-H. Bousquet  
244 pages 99 F

• À paraître :

Avril 1991 :  
Le Saint-Siège et le Conflit du Proche-Orient G. Irani  
Richard F. Burton. Ambre et lumière de l'Orient J.-F. Gournay

DESCLEE DE BROUWER

Mémoires fictifs

Jim Harrison

WOLF

ROMAN TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MARIE-HELENE DUMAS

Une méditation turbulente, à cœur ouvert, sur la jeunesse, la nature, l'Amérique, la poésie et tous les risques de la vie.

Du même auteur  
LÉGENDES D'AUTOMNE


Collection "Pavillons"

ROBERT LAFFONT  
des livres ont été sur la vie

Yasushi Inoue

publie dans la  
Bibliothèque cosmopolite

☐ HISTOIRE DE MA MÈRE.  
☐ LES CHEMINS DU DÉSERT.  
☐ COMBAT DE TAUREAUX.  
☐ LE FAUSSAIRE.  
☐ LE FUSIL DE CHASSE.



Stock







# LA FÉE ET LA SERVANTE

La société française face à l'électricité (XIX-XX<sup>e</sup> siècle)

d'Alain Beltran et Patrice A. Carré

Préface d'Alain Corbin. Belin, coll. « Histoire et société », 350 p., 165 F.

## LES ANNÉES ÉLECTRIQUES (1880-1910)

de Christophe Prochasson. La Découverte, série « L'aventure intellectuelle du XX<sup>e</sup> siècle », 490 p., 170 F.

« L' science et l'industrie se sont emparées depuis longtemps des forces que l'air et les eaux mettent à la disposition de l'homme (...). Restait un dernier effort à accomplir : il fallait saisir, entre les mains du maître des dieux, la foudre elle-même. » Ainsi parlait, tout fier, le père des centraliens, Jean-Baptiste Dumas, au congrès des électriciens en 1881. Oui, la secousse avait été proprement cosmique. L'homme moderne avait proprement dépossédé Jupiter en maîtrisant l'électricité.

C'est cette aventure contemporaine, nrguicilleuse, fluidoyante et quasi sacrilège qu'Alain Beltran et Patrice A. Carré ont entrepris de décrire, dans une nouvelle collection d'histoire qui, décidément, ne fait pas de faux pas. Et un leur saura gré de nous épargner la décharge des statistiques et la tension mnémotique des prouesses techniques dont, sur ce sujet-là, une histoire économique de stricte rhétorique n'aurait pu être friande jusqu'à l'indigestion du lecteur. D'un mot : ils jettent les premiers feux d'une histoire sociale et culturelle de cette fée sidérante devenue en moins d'un siècle la servante mûtte de notre vie quotidienne. Leur livre, plein de citations savoureuses et toujours accessible, ne peut pas, faute de travaux historiques, assouvir complètement les ambitions de son sous-titre. Il n'est qu'un propos d'époque. Mais bougrement lesté.

Jusqu'à l'automne du dix-neuvième siècle, le fluide mystérieux, nus disent-ils, avait assez médiocrement attiré les charlatans de la thérapeutique « magnétique ». Mais il excitait en profondeur, par le télégraphe puis les premiers téléphones, une frénésie de l'instantanéité et de la vitesse que Jules Verne mettait en prose. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1881, quand les lampes incandescentes d'Edison

transfigurèrent une Exposition internationale tout entière consacrée à l'électricité, tenue à Paris et très courue, qu'on put enfin savourer l'évidence : cette énergie-là serait le signe d'un Progrès infini, une Fête joyeuse, une Pâque. Et même, pour-quoi pas, le symbole de la Femme des nouveaux temps, libre et nette, altière et agui- cheuse.

Villiers de l'Isle-Adam décrit somptueusement ce transfert dès 1886 dans l'*Eve future*, dont le personnage-clé est Edna lui-même, qui offre à lord Ewald la réplique électrique de la femme aimée, Halady, « multiple comme le monde des rêves ». Paul Morand, lui, dans 1900, tiendra à regret le culte de la Fée pour la religion du temps.

Ainsi, de luxe charmant, devint-elle merveille à toute heure, abondante et super-fine, par la grâce ingénieuse des électriciens qui construisirent les tramways et le métro (ces « catacombes électriques » saluées par Avenol), offrirent, contre le tout-puissant et malodorant gaz, l'éclairage qui ne trahissait pas, équipèrent l'atelier domestique qui devait ruiner la lutte des classes et aidèrent la ménagère à sner la poussière. Un monde à cru naissait, irrésistible et propre, aux lignes nettes, au regard clair qui tuoyait l'ombre, aux boutiques et aux cafés rutilants, aux rues sèches. Un monde interconnecté d'individus-rois, qui consommeraient et joniront en toute impunité, demain, des faub.

HÉLAS, nous disent Beltran et Carré, la technique n'a pas pu suivre le rythme de ce vagabondage onirique. Face à une Amérique qui fut la vitrine de l'avenir, la France prit du retard. Paris est devenu la Ville-Lumière,

## L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



## Incandescences fin de siècle

mais les provinces n'ont traîné, les réseaux n'ont été hricolés : jusqu'aux années 30, l'électricité fut un luxe lentement diffusé ; en 1939 encore, 10 % de la population, celle des « écarts » ténebreux, en était privée. Et, dans ces entrefaites, la Fée a même laissé paraître d'affreuses roueries.

Car on découvre qu'elle est dangereuse, qu'il faut apprendre les gestes qui en préservent, qu'elle ruine le chu-

chatement ancestral de la pénombre et installe, mine de rien, un monde artificiel de la pure apparence. La voici décrite dès 1894 comme une arme terrifiante à disposition des Occidentaux menacés par le jihad de l'islam dans l'*Invasion noire* de Danrit ; mise dès 1907, crit-on, au service des nauges incendiaires par le « roi Pataud », le tout-puissant secrétaire du syndicat des électriciens en grève ; électrocitant même dès 1890 des condamnés américains. Taur à taur aveuglant par ses artifices, brûlant à vif et poussant au crime. Dès 1892, Rubida le visionnaire a lancé un appel angusté : comment « fuir la vie électrique » ?

Nos auteurs nous rassurent : à l'Expo de 1937, sur une musique d'Inneger, Messiaen et Milhaud exaltant la fée, les expositions n'ont rendu les armes. Les Trente Glorieuses, après les couvre-feux et les coupures de la guerre, la diffuseuront jusqu'à plus snif et la domestiqueront, en équipant solidement le territoire, les entreprises et les ménages.

Cette histoire d'une banalisation à peine troublée par les affrontements à propos de la source nucléaire aurait pu être plus poussée. Mais ce court-circuit final n'ôte rien à la force du livre, qui détaille avec acuité le cycle d'une énergie qui fut « l'axe à la fin du dix-neuvième siècle, symbole de modernité il y a cinquante ans et droit inaliénable aujourd'hui ».

CHRISTOPHE PROCHASSON a bien senti, lui aussi, qu'il fallait donner quelque fluidité à un peu mystérieux au passage culturel du dix-neuvième en vingtième siècle. Ses *Années électriques* n'ont pourtant pas l'insouciance et la jeunesse basales qu'on prête rétrospectivement à la Belle

Epoque. L'inquiétude et l'impuissance d'un monde qui décuve à tâtons la modernité et la puissance des foules sont au contraire mises en exergue, sans l'œil vigilant et souvent trouble du personnage central du livre, dont ces années voient la naissance par temps d'affaire Dreyfus : cet intellectuel, parfois tenté par le socialisme, auquel Prochasson vient de consacrer une thèse remarquable. On regrette parfois que son analyse soit trop exclusivement parisienne. Comme si la province de la « fin des terroirs », pour reprendre le mot d'Eugène Weber, n'avait rien eu à faire dans cette multiforme Centrer, comme il le fait, l'observation sur la ville-phare, en postulant qu'elle résumerait « presque toute la vie intellectuelle », c'est nubiliter injustement les régionalismes et l'Alcazar de Marseille, l'Ecole de Nancy ou les mnites jeunes gens du Bordeaux de Mauriac, les fêlures et les amateurs de ducasses, les publicistes de sous-préfecture et les Petit Chasse qui lisent les *Châtiers de la quinzaine* : tous ceux qui, à leur façon, ont armé aussi la France culturelle et l'ont aidée à hâsuler sans heurts irréparables d'une époque à l'autre.

Le livre, toutefois, ne snmhre pas dans l'encyclopédisme énumératif, fut-il des hards de Seine. Car il est bâti par un « géographe curieux » qui a pris le parti de la sagesse en histoire culturelle : investir d'abord des « terroirs », cerner les lieux où se côtoient et se confrontaient artistes et penseurs, hommes politiques et notables du paraitre : les salons, les librairies, les salles de spectacle et d'exposition, les bureaux des revues, les salles de cours et de congrès. Cet enracinement ponctuel met Prochasson à l'abri des mauvaises surprises d'une histoire évanescence des idées ou de la chronologie des modes sans consistance.

On lira donc avec plaisir et profit ses chapitres minutieux sur ces salons, modèle Guermantes ou Verdun, sur lesquels régnèrent tant de femmes intelligentes ; sur l'entrée en force des éditeurs dans le débat intellectuel (on n'oubliera pas un beau portrait de Gustave Le Bon) ; sur les sociabilités des artistes d'Académie ou d'avant-garde (Puis de Chavannes est particulièrement bien senti). Si l'observation du monde du spectacle est plus dispersée, celle des revues, des universités et des congrès scientifiques est richement informée et plaisamment rendue. Une très grosse et utile chronologie flaque ce travail pionnier sur l'air électrique de la dernière fin de siècle à propos de laquelle nous pouvons utilement rêver.

## Surimpressions

Maurice Lengellé-Tardy à la recherche des harmoniques du XX<sup>e</sup> siècle

### THÈMES ET DÉCORS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

de Maurice Lengellé-Tardy

Ed. Tardy, 608 p., 350 F.

Dans sa vie professionnelle, Maurice Lengellé a tneué à deux disciplines : l'économie (une quinzaine d'ouvrages) et, sous le pseudonyme de Tardy, à l'art des collectionneurs (sept livres). Mais il s'intéresse à bien d'autres domaines de la culture si l'on en croit les deux premiers tomes de son Dictionnaire des thèmes et décors. Voici le troisième consacré au XX<sup>e</sup> siècle. Etrange façon d'écrire l'Histoire qui irritera na déroutera les spécialistes mais donnera au grand public le sentiment d'un assez extraordinaire survit. Il y reconnaîtra au fil des chapitres des ambiances oubliées, des livres fanés se mêlant aux chefs-d'œuvre, des chansons éteintes et des musiques vivantes, des édifices, des films, des tableaux,

etc., extraordinaire bric-à-brac s'enfilant au fil de l'actualité.

Il y a du « Je me souviens » de Georges Perec dans la méthode de Maurice Lengellé. Il s'agit de raconter l'époque par ses modes, ses thèmes, ses dadas, ses décors. Entreprise d'une andace un peu folle parce qu'elle suppose une culture encyclopédique. Ne dissimulant pas ses défauts, elle entraîne le lecteur, surtout s'il n'est plus tout jeune.

Nous nageons dans un océan de surimpressions. Pour évoquer l'époque 1900, par exemple, il superpose les images des rééditions des romans exaltant les valeurs chrétiennes (*Fabiolà*, *Ben-Hur*, *les Derniers Jours de Pompéi*) ou la *Jeanne d'Arc* de Péguy, et celles de l'athéisme scientifique avec Haecel et ses *Enigmes du monde*. Berthelot (« ça y est, tout a été découvert »). Il fait vibrer les nouveaux paysages de Freud, la Lulu de Wedekind, l'audace raffinée de Gustav Klimt, les Fauves et Jean San-

teuil, les influences de l'Orient sur Victor Segalen, Derrery, les Nabis.

1905-1910 est pour Maurice Lengellé un grand virage dans le domaine des coutumes des arts et de la science. Léon Blum fait scandale avec son livre sur *le Mariage*, les patrons de choc s'opposent aux ouvriers, Georges Sorel lance une théorie de la grève générale dans ses *Reflexions sur la violence*, pendant que la femme reste dans sa cage avec l'*Ariane* et *Barbe-Bleue* de Maeterlinck. Les « arts primitifs » prennent leur revanche avec les *Demoiselles d'Avignon* et l'aventure scientifique moderne redémarre avec la découverte du radium par Pierre et Marie Curie.

### Collages

Un rapprochement insolite : la révolution mexicaine de 1910 et la révolution russe de 1917 (à cause de John Reed ?), les vues contrastées de Spengler et de Toynbee, les illusions de l'après-guerre avec la Société des Nations, préluant aux « années folles » avec le surréalisme, les films expressionnistes allemands (*le Cabinet du docteur Caligari*, *Nosferatu le Vampire*, *M. le Maudit*), *Gatsby le Magnifique* et le déferlement du jazz, la création d'un Museum of Modern Art (MOMA), du Chrysler Building et de l'Empire State Building aux États-Unis.

On pourrait continuer ainsi jusqu'à nos jours, où nous mène Maurice Lengellé. L'important était de montrer le procédé, ces « collages » proposés pour titiller les snuvenirs, ce récit qui recherche avant tout les harmoniques de notre siècle. Le résul-

tat est ambigu. On sort à la fois libéré et écrasé par ce livre. L'auteur a ce don de nous emmener avec une joie communicative sur la crête des vagues de notre temps, mais le surf finit souvent la tête sous l'eau. Nous sentons ici le poids des milliers de fiches (même si elles sont mises sur disquettes), sans savoir toujours bien ce qui a dicté tel ou tel choix.

L'arbitraire ne peut sans doute qu'être la règle pour une telle entreprise. Ce n'est pas une raison pour trop se fier à sa mémoire. Passons sur quelques erreurs de détail, mais il est ennuyeux de confondre Capa, le reporter photographe de la guerre d'Espagne, avec le cinéaste Frank Capra. Dans le dictionnaire de plus de 7000 mots correspondant aux thèmes choisis qui suit la partie historique de l'ouvrage, on relève cette fois trop de bourdes de gros calibre. Duke Ellington n'est pas « le grand du vieux jazz de New-Orléans » et le *Sacre du printemps* n'est pas « un opéra de Stravinsky ». On place Herbert Marcuse dans l'école de Frnschaft, mais on y oublie Max Horkheimer. Qui trop embrasse...

Ce livre plantureux et ariginal aurait donc besoin d'un bon nettoyage, mais plutôt que de continuer après lecture à jouer du ramasse-miettes, retenons une phrase de l'auteur qui sonne bien : « Le progrès est pour l'homme comme une sphère. A mesure que celle-ci accroît son volume, ses points de contact avec le mystère, c'est-à-dire le besoin, se multiplient. Ainsi s'aiguisent sans cesse l'appétit, le thème de l'insatiable. »

Pierre Drouin

## Philippe CHARDIN

### L'OBSTINATION

L'HISTOIRE triste et loufoque d'une rupture interminable et d'une campagne de presse épistolaire désespérée pour l'éviter : « On sait ce que ça va être. On ne voudrait pas que ce soit. On essaie que ça ne soit pas. Mais ça sera quand même. »

Éditions JACQUELINE CHAMBON

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
42 58 58 56  
9 RUE DE LA POMPE PARIS

LE PLAISIR  
D'ÉCRIRE.  
LE DROIT  
D'ÊTRE LU.  
Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous diffuserons vos Romans, Essais, Chroniques, Poésie... par catalogues, presse, radio et télévision. Envoyez des manuscrits vos manuscrits à :  
LA PENSÉE UNIVERSELLE  
115 boulevard RICHARD LENOX  
75014 PARIS CEDEX 11  
Tél. (1) 43 57 74 74  
Stamps 4000 ou 1000, 2000 francs par carte postale par la poste. 20 francs de 10 francs de 11 02 57 sur la page 100 francs.

Tolède  
XII<sup>e</sup> - XIII<sup>e</sup>

Musulmans,  
chrétiens et  
juifs : le savoir  
et la tolérance

Dirigé par  
Louis Cardaillac  
272 pages, 120 F.  
En librairie.

autrement

11<sup>e</sup> SALON  
DU LIVRE  
22-27 MARS 91



PARIS GRAND-PALAIS

vendredi 22 - samedi 23 - dimanche 24 : 9h 30-19h 30  
lundi 25, journée professionnelle : 9h 30-19h 30  
mardi 26, nocturne : 9h 30-23h - mercredi 27 : 9h 30-19h 30  
Entrée gratuite pour les enfants, étudiants et enseignants.

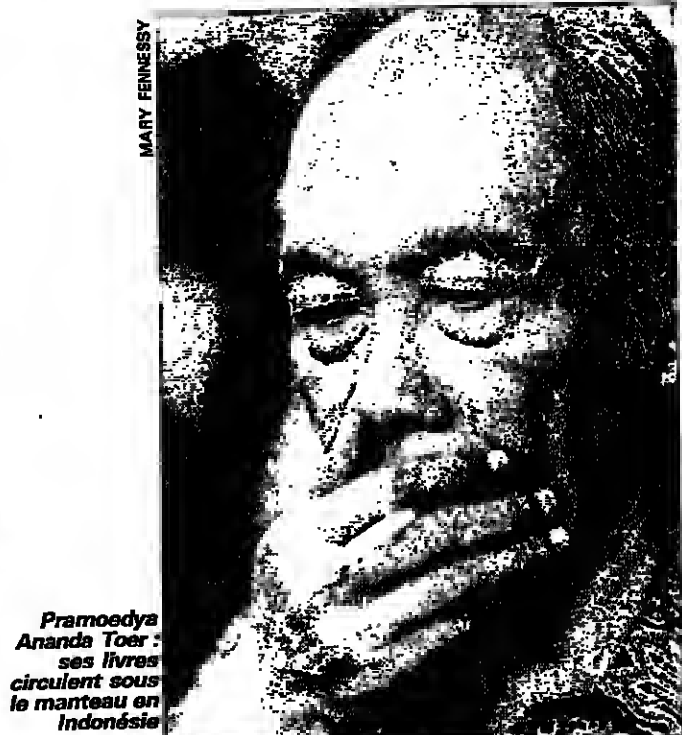


# A la découverte du plus grand écrivain indonésien

**LE FUGITIF**  
de Pramodya Ananda Toer.  
Traduit de l'indonésien  
par François-René Dailly.  
Plon, Feux Croisés,  
200 p., 120 F.

Nul n'est prophète en son pays. Pramodya Ananda Toer en est, pour l'Indonésie, un exemple vivant. Emprisonné pendant la lutte pour l'indépendance par les Hollandais, il passera quatorze ans dans un bagne isolé après l'arrivée au pouvoir du général Suharto en 1965 et le sanglant massacre des communistes, dont «Pram» était l'un des compagnons de route. Depuis sa seconde libération, il est pratiquement interdit de publication, son éditeur, ses lecteurs, étant poursuivis par la justice avec une constance et une sévérité qui, sous d'autres cieux, auraient depuis longtemps été dénoncées comme persécution et violation des droits de l'homme.

Autras laux, autras moeurs. Mais cette «interdiction» à la javanaise n'a pas empêché le plus célèbre écrivain indonésien de couler de mémoire sur le papier son œuvre majeure *Terre des hommes* (Bumi Manusia). Ce roman en quatre volumes fut composé en partie par l'écrivain dans sa tête alors qu'il n'avait pas



Pramodya Ananda Toer : ses livres circulent sous le manteau en Indonésie

la droit de posséder papier et crayon. Traduit en anglais et en hollandais, mais pas encore en français, *Terre des hommes* s'infiltre sous le manteau vers son pays natal, où Pram vit sous surveillance, en une vulgaire

publication pornographique. Ça qui coupe l'inspiration de ce sexagénaire à la vie chargée de vicissitudes. Et pourtant le *Fugitif* n'est ni un roman subversif ni une ode à la propagande communiste. Œuvre de résistance écrite en pri-

son en 1949, transposée pendant les dernières heures de l'occupation japonaise, elle oppose le héros, résistant en fuite, avec les grandes questions qui se posent en ces temps difficiles. Ce roman allégorique, symbolique, découpé comme une pièce de théâtre, décrit la confrontation entre un homme pétri d'humanisme, dans lequel on reconnaît peut-être l'auteur, et la violence, le fanatisme, l'ambivalence et la mort.

Harto découvrir à la fois l'espoir, avec l'annonce de la défaite japonaise, et le désespoir avec la mort de celle qu'il aime. L'intrigue se noue sur quelques heures dans l'étouffante chaleur de la campagne javanaise. Étauffante comme l'atmosphère de la traque où se débat un homme poursuivi à la fois par l'ennemi en titre et celui de l'intérieur, soumis, diffuses mais d'autant plus menaçant qu'il est proche et cher, représenté par ce camarade de résistance prisonnier de ses certitudes au point d'en avoir oublié tout ce qui est humain.

Patrice de Beer

## L'islam de Java

Dans cette Méditerranée de l'Orient la religion a joué un rôle de pionnier de la modernité

**LE CARREFOUR JAVANAIS**  
Essai d'histoire globale  
de Denys Lombard.  
Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales,  
3 vol., 1028 p., 550 F.

L'Occident, comme le Proche-Orient, a généralement tendance à confondre islam et monde arabe. Et pourtant, ce dernier n'est pas plus représentatif de l'espace musulman d'aujourd'hui que l'Italie de l'aire chrétienne. Première nation musulmane, l'Indonésie, avec ses 190 millions d'habitants à 90 % musulmans, n'est pas un pays arabe ; et pourtant elle pèse d'un poids démographique aussi important que l'ensemble des pays du Proche-Orient. C'est au noyau et au jayau de cet archipel à ce carrefour des mers du Sud qu'est le professeur Denys Lombard, sans doute le meilleur spécialiste actuel d'un monde malais resté longtemps l'apanage des chercheurs hollandais et anglais, vient de consacrer une œuvre magistrale.

Dépassant le cadre d'une thèse — en dépit d'un impressionnant *impedimenta* de notes, cartes et illustrations, et d'une bibliographie qui ne se limite pas aux sources occidentales — écrit dans ce style clair et accessible que tant d'universitaires semblent avoir oublié, confondant érudition et érudition, le *Carrefour javanais* nous fait entrer de plain-pied, par un chemin inédit, dans un monde lointain et mal connu. La Java ou le javanais, le tourisme des volcans empanachés de fumée et des ruines de Borobudur, quelques romans exotiques de Joseph Conrad à Eric Ambler... en sait-on beaucoup plus sur ce pays d'une riche civilisation qui a commencé avec le Pithecanthropus Erectus et qui a su mêler, avec une rare harmonie, les apports hindouistes et musulmans, chinois et occidentaux ?

L'étude du rôle de l'islam dans le monde javanais et malais remet en question bien des idées reçues. Arrivée en Insulinde au XV<sup>e</sup> siècle, cent ans avant la religion du prophète y a prospéré dans toute sa diversité, avec une rare tolérance et une ouverture aux traditions hindouistes — en dehors de poches, substantielles, de fondamentalisme — qui ont disparu depuis longtemps au Proche-Orient.

### Comme Venise...

L'islam y aura joué le rôle de précurseur d'une modernité, d'une occidentalisation que, dans le tiers-monde, l'Europe avait jusqu'à la tendance à attribuer par colonialisme interposé. Conquérant les âmes parallèlement aux conquêtes territoriales de la Compagnie des Indes néerlandaises, les marchands missionnaires musulmans — non des envahisseurs armés — venus d'Arabie, mais surtout des Indes, voire même de Chine, ont révolutionné un monde agraire hindouiste depuis un millénaire avec des antiques qui, chez nous, semblent acquiescer.

Tout d'abord la notion d'espace géographique dans un univers hindouiste caractérisé par sa cosmogonie, un *mandala* organisé géométriquement autour de ce centre qu'était le palais royal. Mais aussi celle du temps linéaire, du sens de l'histoire sans lequel il n'est pas de progrès. Et surtout la notion d'individu dans un système théocratique fondé sur le dieu-roi.

L'islam y a introduit le droit, favorisant par là l'émergence d'un phénomène qui n'est pas sans rappeler, avec un finissonnement plus grand peut-être, les villes marchandes de la Hanse, Venise ou Gênes. Ce qui a sans doute permis au monde java-

nais de connaître un développement sans commune mesure avec celui des autres puissances hindouistes d'Asie du Sud-Est, Cambodge et Birmanie aujourd'hui en plein désarroi politique et économique.

Sur les traces de Braudel, Denys Lombard nous conduit vers une autre Méditerranée, une *Mare nostrum* de l'Orient située à la jonction des univers indien et chinois qu'elle unit plus qu'elle ne les sépare, monde d'échanges et de commerce, de brassage de cultures, de langues et de civilisations autour de comptoirs cosmopolites, dont le plus célèbre fut le sultanat de Malacca mais dont il existe de multiples exemples jalonnant la côte nord de Java et l'Insulinde. Une image d'une partie de l'Asie qui fournirait la preuve qu'un développement économique indépendant de l'Occident était possible, avec l'apparition d'une première bourgeoisie nationale, et qui ne se caractérise ni par le *mode de production asiatique* cher à Marx ni par le concept de *despotisme asiatique* apporté par Wittfogel.

Avant d'être occupée, avec beaucoup de chance, en 1511 par le conquistador Albuquerque, Malacca était l'un des carrefours de l'Orient abritant, racontait le Portugais Pires, des visiteurs venus de soixante et une nations différentes. Et, quand ils arrivèrent à Java, les Hollandais se coulerent dans ce système avec d'autant plus d'aise que les marchands étrangers étaient les bienvenus auprès des sultans locaux. C'est ainsi qu'ils firent du port de Kelapa le comptoir de Batavia — aujourd'hui Djakarta, capitale de l'Indonésie — avant d'entreprendre une conquête qui ne s'acheva qu'un siècle dernier.

### Une conception géologique de l'Histoire

Autre apport original du *Carrefour javanais*, le rôle éminent joué par les émigrés chinois dans le développement de Java. Alors que l'islam avait apporté avec lui une philosophie, on mode d'être, les Chinois — dans lesquels Denys Lombard montre plus qu'un élément rapporté limité aux *Chinatowns* et au cliché simpliste de «juls de l'Asie» — ont participé dès le XV<sup>e</sup> siècle à l'essor phénoménal des sultanats par leurs connaissances technologiques, agricoles et culturelles. Même si, avec l'arrivée du colonialisme, leurs relations avec la population locale se sont graduellement détériorées.

Bien qu'ayant modélisé profondément l'Insulinde et contribué à l'expansion de Java, l'Occident n'explique pas tout. Il n'est que la plus récente des strates, celle qui recouvre les autres sans être parvenue à les annihiler, bien au contraire, de même que chacune des précédentes s'était superposée à la plus ancienne dans un syncrétisme original. D'où l'aspect géologique du mille-feuille javanais dont on ne saurait négliger un substrat d'origine toujours vivace malgré l'islam, et qui se manifeste dans ce «javanisme» (*kejawen*) qu'est le «kebatinan».

Mais, semble se demander Denys Lombard, dépassant dans son *Essai d'histoire globale*, géologique, régressive — partant de l'actuel pour plonger vers le passé le plus ancien — l'exemple de Java, l'histoire ne serait-elle pas une conjonction d'influences, les apports successifs se confondant avec le substrat original ? Tout comme en France se sont déposées les strates gauloise, romaine, franque, chrétienne — une religion également venue d'ailleurs — pour former un contexte bistoïque et culturel homogène et cohérent que l'on a du mal aujourd'hui à individualiser. En ce sens, à travers l'exemple de Java, il a eu l'ambition de nous faire repenser l'Histoire.

P. de B.

LA PENSÉE  
UNIVERSELLE



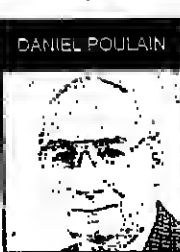
115, BOULEVARD  
RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX 11  
TEL: 43 57 74 74



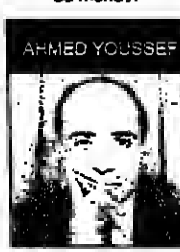
ROMANS



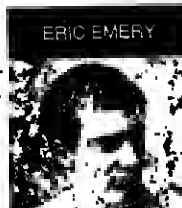
La maison de Camille.  
272 p., 117,10 F.  
Rouen sous l'occupation.



Le pays des sponges bleues.  
316 p., 127,70 F.  
2 âges pour l'avenir du monde.



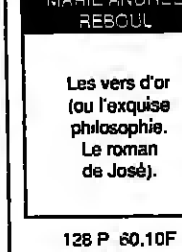
Journal machivé d'une étudiante volée à Paris.  
112 p., 54,90 F.



Le voyage en rêve de Laura.  
224 p., 90,70 F.  
Rêve de jeune fille.



La clairière.  
178 p., 71,70 F.  
2 enfants se cherchent.



Les vers d'or (ou l'acquisition philosophique).  
Le roman de José.



Slippy (vacances à la voile).  
248 p., 90,70 F.



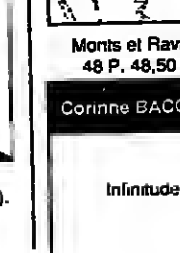
Amour et déchirement.  
68 p., 55,30 F.



Réveries bucoliques, instinctives et musicales.



Monts et Ravins.  
48 p., 48,50 F.



Infinitude.



L'Amour intérieur.  
44 p., 44,30 F.



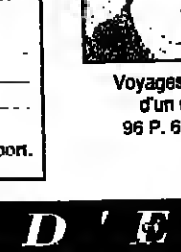
Les reflets du cœur.  
88 p., 55,90 F.



Les lumineuses poésies.  
56 p., 52,80 F.



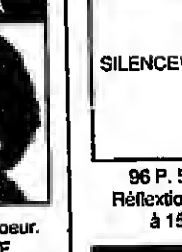
Le temps de l'absence.  
62 p., 52,80 F.



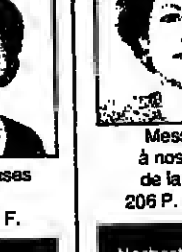
Voyages au-delà d'un rêve.  
96 p., 61,20 F.



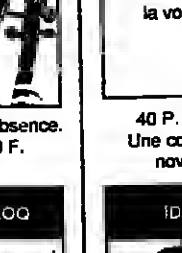
SILENCE ! ...l'écoute.



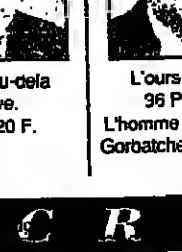
Une vie entre Algérie et France.



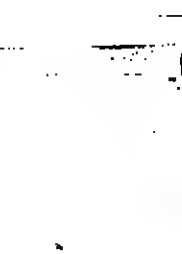
Messages à nos frères de la Terre.  
208 p., 95,00 F.



Immigration : la voie d'Ève.



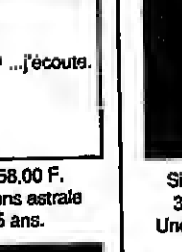
Mon fils, le sida et moi.



De Saint-Petersbourg à Saint-Tropez (quatre guerres, quatre passeports, quatre continents).  
234 p., 90,70 F.



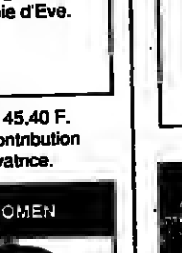
ESSAIS



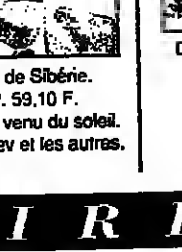
Une vie entre Algérie et France.



Messages à nos frères de la Terre.  
208 p., 95,00 F.



Immigration : la voie d'Ève.



Mon fils, le sida et moi.



De Saint-Petersbourg à Saint-Tropez (quatre guerres, quatre passeports, quatre continents).  
234 p., 90,70 F.



RECITS, SOUVENIRS



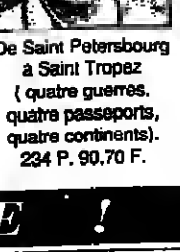
Une vie entre Algérie et France.



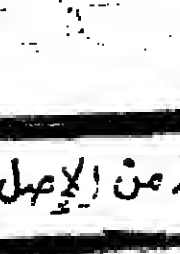
Messages à nos frères de la Terre.  
208 p., 95,00 F.



Immigration : la voie d'Ève.



Mon fils, le sida et moi.



De Saint-Petersbourg à Saint-Tropez (quatre guerres, quatre passeports, quatre continents).  
234 p., 90,70 F.

## NOUVELLES

Bourreau victime et vice versa

Il est des recueils de nouvelles aux sujets disparates et des recueils à thème. Dans cette seconde catégorie se range celui d'Alain Absire. Le titre est éloquent. Mais point de tyrans sans victimes, et ce sont elles qui donnent aux récits leurs moments forts, qu'il s'agisse d'un bébé transporté dans une valise et que prétend ressusciter un prêtre qui joue avec les mots, ou d'un Adèle, fils d'un empereur fou et soumis aux souffrances du plus inattendu des instruments de torture, l'amour. Sans développer des scènes d'horreur, ces nouvelles touchent par l'espèce d'osmose qui s'établit entre le tyran et l'asservé. Ainsi entre Alex le clown persécuteur et Marvel le naïf qui deviendra bourreau, ainsi Absire n'échappe pas à l'Évangile — entre Jésus et Judas.

Certains de ces tyrans peuvent trouver place auprès de tous les célèbres qui ont écrit l'histoire avec le sang des autres, mais une des leçons à tirer — elles ne nous sont heureusement pas données mais suggérées — est que la cruauté, qui n'a pas la seule forme de la torture physique, n'est pas l'apanage de quelques-

## EN

une. La...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 7<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...

Le 1<sup>er</sup>...



## EN VITRINE

## NOUVELLES

Bourreau victime  
et vice versa

Il est des recueils de nouvelles aux sujets disparates et des recueils à thème. Dans cette seconde catégorie se range celui d'Alain Absire. Le titre est éloquent. Mais point de tyrans sans victimes, et ce sont elles qui donnent aux récits leurs moments forts, qu'il s'agisse d'un bébé transporté dans une valise et que prétend ressusciter un prêtre qui joue avec les mots, ou d'un Adèle, fils d'un empereur fou et soumis aux souffrances du plus inattendu des instruments de torture, l'amour. Sans développer des scènes d'horreur, ces nouvelles touchent par l'espèce d'omose qui s'établit entre le tyran et l'asservie. Ainsi entre Alex le clown persécuté et Marvel le naia qui deviendra bourreau, ainsi - Absire n'échappe pas à l'Évangile - entre Jésus et Judas.

Certains de ces tyrans peuvent trouver place auprès de tous les célèbres qui ont écrit l'histoire avec le sang des autres, mais une des leçons à tirer - elles ne nous sont heureusement pas données mais suggérées - est que la cruauté, qui n'a pas la seule forme de la torture physique, n'est pas l'apanage de quelques-

uns. La domination du fort sur le faible est une tentation qui agite toutes les âmes, qu'elles soient de rois ou de manants. La violence et la haine que nourrissent la jalousie, l'orgueil ou la simple bêtise sont réversibles. La victime peut devenir bourreau. Ce n'est certes pas une révélation, mais Absire le dit avec l'art d'un narrateur qui maîtrise parfaitement l'anecdote et son symbole.

Pierre-Robert Leclercq  
Les Tyrans, d'Alain Absire.  
Presses de la Renaissance, 150 p., 79 F.

## PSYCHANALYSE

La comtesse,  
les enfants  
et leurs maladies

On ignore généralement que Sophie Rostopchine, l'illustratrice comtesse de Ségur, avait commencé par écrire un petit livre de médecine destiné à aider les jeunes mères. Elle y attachait une telle importance qu'elle n'hésita pas à le publier à compte d'auteur en 1855. C'est le destin de cet essai, autant que ce qu'il révèle sur la médecine populaire, qui ont passionné Colette Misrahi, une psychanalyste spécialisée dans les problèmes des enfants malades dans leur rapport à l'hôpital.

Colette Misrahi étudie attentivement comment la comtesse de Ségur prolonge le dessin du dix-huitième siècle qui voyait dans l'enfant un « véritable temple qu'il faudra tenir à l'abri de la profanation ». Pour la réalisation d'un tel projet, l'enfant ne cessera plus désormais d'être pris « sous le regard ».

Incidentement, Colette Misrahi montre combien la comtesse de Ségur a partagé tous les préjugés de son temps : elle exerce les étrangers et les vagabonds et dote un de ses personnages malheureux en affaires d'un nom transparent : M<sup>me</sup> Juivet. S'il y a de la férocité chez la comtesse (son œuvre est contemporaine des bagues d'enfants), il n'est pas sans intérêt de voir les rapports qu'elle entretient avec les deux révolutions qui s'annoncent : la pastorienne qui galvanisera les recherches médicales et la psychanalytique qui révélera aux humains l'inconscient qui les habite. Ce que fait avec une attention scrupuleuse et beaucoup de talent Colette Misrahi. En annexe, on découvre le fameux essai sur la Santé des enfants de la comtesse.

R. J.  
La Comtesse de Ségur ou la Mère médecin, de Colette Misrahi. Denoël, coll. « L'espace analytique », 160 p., 125 F.

Bernard Barrault se lance  
dans la production de scénarios

Créées en 1983, les éditions Bernard Barrault ont axé leur production sur le créneau, étroit, de la création littéraire française. Travail éditorial indispensable, mais qui, en termes économiques, oblige les petites entreprises qui s'y livrent à vivre dans des conditions de grande fragilité.

Pour consolider sa maison et offrir aux auteurs qu'il accueille de plus grandes chances d'accéder au public qu'ils méritent, Bernard Barrault a décidé de créer, parallèlement à sa structure d'édition, une société destinée à produire, à adapter et à scénariser pour le cinéma et la télévision. Les auteurs travailleront eux-mêmes à l'adaptation de leurs propres livres ou proposeront des scénarios originaux. Déjà, un certain nombre d'ouvrages ainsi adaptés ont été cédés à des producteurs par la société Barrault-Mialet.

Pour se donner les moyens de lancer et de développer cette nouvelle branche d'activité, Bernard Barrault a réorganisé le capital de sa société dans laquelle désormais Flammariion, jusqu'à présent actionnaire minoritaire, va prendre désormais la majorité.

P. L.

## ACTUALITÉS

## Les premiers titres de l'Olivier

Les Editions de l'Olivier, que dirige Olivier Cohen (quarante et un ans), qui fut auparavant directeur des Editions Mazarine, puis de Payot, sont nées au printemps de 1990 d'une alliance entre le Seuil et Olivier Cohen. « C'est une société à 50/50, explique le jeune directeur de l'Olivier. J'ai mon indépendance éditoriale et le Seuil prend en charge la fabrication, l'administration et la diffusion. En fonction du développement de la société, je reprendrai progressivement certains des services ».

L'Olivier publiera, pour commencer, de douze à quinze livres par an. « C'est une maison de littérature générale, précise Olivier Cohen, avec trois orientations : la littérature, tant française qu'étrangère, les essais littéraires, et la non-fiction au sens plus traditionnel du terme, documents et biographies. La première biographie littéraire sera celle de Clara Malraux. Je ne publierai pas de sciences ni de sciences humaines ».

Jo. S.

## Cioran avant Cioran

L'auteur de l'Inconfort d'être né  
célébré dans son pays

Après avoir résisté plusieurs décennies à l'enfermement de l'esprit, la revue roumaine le Vingtième Siècle (1) consacre sa dernière parution à Emilie Cioran. « Être Roumain était une malédiction que j'assume aujourd'hui », confiait à Dan Haulica, directeur du mensuel, ce grand exilé rétif aux pièges de l'engagement, alors que se levaient les premières lueurs de l'espoir sur la Roumanie. Longtemps interdits, les livres de Cioran y circulaient néanmoins, et des commentaires subreptices se glissaient dans cette revue qui s'efforçait de pratiquer la subversion spirituelle même aux instants les plus redoutables de la tyrannie. Jamais cependant un travail aussi important - il fera date - n'a pu voir le jour dans le pays que l'écrivain avait quitté depuis plus d'un demi-siècle.

Rares sont les lecteurs français, et roumains, qui connaissent Cioran avant Cioran, jeune homme ombrageux, révolté, en apparence sans idéal ni patrie, n'attendant aucune réponse d'un ciel trop lointain pour apaiser sa soif d'absolu. En réalité, Cioran restait tragiquement éveillé, il habitait le continent des noirs insomnies, comme le remarque avec justesse l'un de ses exégètes, Sorin Vieru. Certains des textes de Cioran, nihilistes et incandescents, écrits en roumain, ont déjà été publiés en France, grâce à Constantin Tacou, à l'Hérisse (2). D'autres suivront, bien que l'auteur prenne quelque distance avec son lyrisme « juvénile », avec ses stridences d'autrefois. A l'époque, en France, les intellectuels choisissaient entre l'horreur brune de Berlin et l'imposture rouge de Moscou. Dans sa Roumanie faussement folklorique, avec l'orgueil blessé du clerc surgi d'un espace culturel ignoré, Emilie Cioran choisissait l'amertume et le désespoir, la France et l'exil.

Le mérite des principaux collaborateurs du volume où il est célébré (260 pages denses, riches d'iconographie), tels Gabriel Liiceanu et Andrei Pleșu (3), réside dans l'analyse des moments charnières essentiels, lorsque Cioran quitte la Roumanie en 1937, et celui, plus tardif, où il commence à écrire en français et devient, salué par Gabriel Marcel, Claude Mauriac et Maurice Nadeau, un grand moraliste français.

Signalons un texte inédit, *Bréviaire passionnel*, son dernier écrit en roumain à Paris, le Paris crépusculaire de l'Occupation où errait l'exilé (ami de Fondac et de Paul Celan), errance tourmentée autant par la nostalgie salutaire d'un paradis perdu que par la tentation vivifiante du néant. Retenons également dans cette dernière livraison du Vingtième Siècle les contributions de Valentin Dumitrescu et de Vlad Russo, qui nous restituent l'écho de l'œuvre de Cioran chez les jeunes Roumains aujourd'hui.

Edgar Reichmann

(1) *Secolul 20*, mensuel édité par l'Union des écrivains de Roumanie, 133, Calea Victoriei, Bucarest.  
(2) *Sur les cimes du désespoir : Des larmes et des saints*.  
(3) Auteur de l'essai *L'Éthique de Robinson*, paru cette année aux Éditions de l'Hérisse.

□ Mort de l'écrivain lituanien Youozas Baltouchis. - L'écrivain lituanien Youozas Baltouchis est mort à Vilnius à la fin du mois de février. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Son premier livre traduit en français par Denise Yoccoz-Neugnot, *la Saga des Youza* (Alinéa, voir la chronique de Nicole Zond du 18 janvier), vient d'obtenir le Prix du meilleur livre étranger.

## LA BANDE DESSINÉE

## Chroniques de guerre

## SIBÉRIE

d'Attilio Micheluzzi.  
Casterman, 125 p., 84 F.

## L'INNOCENTE

de Wornauts et Raives.  
Casterman, 84 p., 80 F.

## MOURIR POUR LE JAPON

de Keiji Nakazawa.  
Albin Michel, 284 p., 110 F.

## LA FOSSE AUX SERPENTS

de Chantal Montellier.  
Casterman, 94 p., 85 F.

## PETER PAN

de Régis Loisel.  
Ed. Vents d'Ouest, 54 p., 72 F.

On ignore si le président George Bush est amateur de bandes dessinées. Et si son homologue irakien, Saddam Hussein, témoigne d'une similitude attirance pour les comics. Tous deux auraient pourtant trouvé de quoi calmer leurs ardeurs bellicistes dans la lecture des dernières livraisons de bandes dessinées et de quoi réfléchir aux douleurs infligées aux populations par la guerre, fût-elle « propre », « chirurgicale » ou - ultime aberration - « juste ».

Trois albums viennent de paraître qui ont le mérite de bâtir une véritable trame romanesque à l'aide d'un rigoureux travail documentaire, tout en illustrant, chacun à leur manière, quelques événements majeurs de la chronique guerrière de ce siècle : la guerre civile qui mit la Russie à feu et à sang après la révolution d'Octobre, l'agonie du troisième Reich et le chaos moral, politique et économique qui s'ensuivit en Allemagne, et, enfin, le bombardement d'Hiroshima.

Le premier, *Sibérie*, est l'œuvre d'un vieux routier de la bande dessinée, Attilio Micheluzzi. S'il n'était décédé brutalement l'été dernier, ce compatriote d'Hugo Pratt, fier des exploits des aviateurs du début du siècle et amoureux des déserts d'Abyssinie, aurait sans doute en droit aux mêmes honneurs que le père de Corto Maltese.

*Sibérie* est la dernière œuvre de Micheluzzi. Elle est construite selon un schéma romanesque ultra-classique mais qui prend une résonance particulière depuis la disparition de l'auteur de BD napolitain : le journal intime du héros, Gabriel Belosselsky Kovalevsky, comte Lazarev, est retrouvé par des soldats dans la neige de la Sibérie aux côtés de son cadavre. Il s'agit de fil d'Ariane aux dernières années de la vie de Gabriel Kovalevsky, aristocrate russe, professeur de physique à



Extrait de Sibérie de Micheluzzi.



l'Institut de Saint-Petersbourg et grand séducteur devant l'Éternel.

Après un attentat raté contre le tsar et un passage au goulag, il devient commissaire du parti et révolutionnaire professionnel avant de mourir en 1919. Il y a de l'épique dans cette œuvre qui, au fil de dessins d'une rigueur toute classique et d'une construction romanesque mêlant récit et monologue du narrateur, passe des salons de Saint-Petersbourg aux chantiers abrutissants du goulag, des bras d'un amour de jeunesse à l'offre rude d'une paysanne, tandis que passent les ombres de Raspoutine et de Lénine.

*L'INNOCENTE* est due à un tandem de jeunes auteurs, Erle Wornauts et Guy Raives. Ce duo a déjà à son actif les aventures du détective américain Lou Cale, publiées par les éditions Les Humanoïdes associés, qui sont d'habiles intrigues policières sur fond de décor urbain poisseux. Mais *L'innocente* atteint une autre dimension ; il s'agit d'une véritable fresque, à la fois historique et morale, servie par un scénario riche, un cadrage rythmé des images, et des couleurs ambre, rouge ou bleu qui évoquent l'ambiance de certains films de Visconti.

L'héroïne, Nina, est une jeune Allemande élevée dans un des châteaux-fortresses destinés à éduquer les élites nazies. Alors que grondent les chars américains, elle s'en échappe en se déguisant en garçon, rencontre les armées alliées et découvre que les vainqueurs peuvent se transformer en soldats. A Berlin, elle fréquente les adeptes du marché noir et les boîtes de jazz, traverse avec une amie le procès de Nuremberg et le blocus de Berlin, avant de se rendre compte que les anciens nazis relèvent la tête avec la bénédiction américaine. Et avant de découvrir qu'en amour comme en politique les compromissions n'attendent pas le nombre des années.

A priori, le graphisme simpliste de l'ouvrage *Mourir pour le Japon* du japonais Keiji Nakazawa ne se prête guère à l'évocation des horreurs de la guerre. L'auteur, qui a vécu le bombardement d'Hiroshima à l'âge de sept ans, retrace

l'histoire d'une famille japonaise anticonformiste dont le chef se refuse à glorifier la guerre et l'empire du Soleil-Levant. Parvenant de détails de la vie quotidienne, y compris des bêtises et des gags commis par les deux garçons Gen et Shinji qui font parfois figure de Quick et Flupke asiatiques, cette BD progresse « écartement » vers l'horreur atomique, en émaillant son récit des humiliations et rebuffades qu'encourt cette famille rebelle à la guerre. Le livre traduit en anglais est devenu un best-seller outre-Manche, après avoir fait l'objet d'un long métrage au Japon.

A guerre n'est pas, et c'est heureux, le seul thème exploité par les albums de BD récemment parus. L'art, son rival idéal, et plus particulièrement certains pans de la vie de la « sculpture » Camille Claudel ont inspiré Chantal Montellier. Son récit, intitulé *la Fosse aux serpents* qui lie la sœur du poète à une jeune actrice, injuste-

ment accusée d'un crime. C'est une jeune cinéaste, Julie, qui mène l'enquête. Les accents de cette BD au féminin singulier peuvent certes agacer. Mais l'utilisation originale des couleurs et des formes, ainsi que la langue violente qui émane de ces trajectoires parallèles, font de l'univers de Chantal Montellier un monde émuant et totalement sincère.

Sincère comme les héros enfantins. Les aventures de Peter Pan, conçues par Sir James Matthew Barrie, ont donné de bonnes idées à Régis Loisel, qui a abandonné la fameuse *Quête de l'oiseau du temps* pour en donner sa version, baptisée sobrement *Peter Pan*. Ce premier épisode est truculent comme un faubourg de Londres, tendre comme la petite fée Clochette, généreux comme Mister Kunal. Bref, une BD pour oublier les guerres d'adultes.

Yves-Marie Labé

Dublin  
1904 - 1921

Réveil culturel,  
et révolution  
politique :  
un patriotisme  
déchiré

Dirigé par Pierre Joannon  
et Maurice Goldring  
288 pages, 120 F.  
En librairie.

autrement

ATLAN

HENRI  
ATLAN  
TOUJOURS  
PEUT-ÊTRE  
ÉDUCATION ET VÉRITÉ



Original et important, cet ouvrage risque de dérouter les philosophes et de ne pas satisfaire les scientifiques, tant les gens de métier n'ont pas que de bonnes habitudes. Un livre ambitieux.

Roger-Pol Droit / Le Monde

Collection La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle  
dirigée par Maurice Olender - 140 F

Editions du Seuil



**ŒUVRE AUTOBIOGRAPHIQUE**  
(le Fils de la servante, le Plaidoyer d'un fou, Lui et Elle, l'Abbaye, Inferno, Légendes, Seul, Harriet Bosse, Lettres inédites)  
d'August Strindberg.  
Édition établie  
par Carl Gustav Bjurström.  
Mercure de France,  
2 tomes reliés 1 440 p. et 1 550 p.,  
450 F chaque volume.

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Plaidoyer pour Strindberg

**C**OMME il sent le soufre, ce génial Suédois ! Surtout, ne voyez pas dans cette exclamation un cliché d'œil malin du Malin pour vous rappeler que, malgré toutes ses recherches et expériences au laboratoire de la Sorbonne ou à l'hôtel Orfila de la rue d'Assas, August Strindberg ne réussit jamais à transmuter le soufre en or. C'est là le détail sulfureux d'une biographie qui devait alimenter toute l'œuvre de cet homme qui disait avoir vécu son enfer sur la Terre. Et quelle œuvre ! Cioquante-cinq volumes dans l'édition suédoise de 1920 !

La traduction française de l'important Théâtre complet de Strindberg, achevée en 1986 sous la direction de Carl Gustav Bjurström (1), nous avait permis de mesurer l'ampleur d'une œuvre dramatique si datée, si moderne, que ne cessent de monter, et de remonter, les metteurs en scène de cette fin du vingtième siècle (la Comédie-Française présente justement ces jours-ci une nouvelle mise en scène de *Père*). La publication récente au Mercure de France de l'ensemble de l'œuvre autobiographique — en deux volumes de papier bible reliés de toile noire qui ressemblent à des missels — nous fournit un ensemble vraiment étonnant de cohérence qui éclaire le mieux possible la personnalité troublante, et trahie, de Johan August Strindberg (1849-1912). Un ensemble, recomposé avec logique et intelligence par le même «strindbergien» C.-G. Bjurström, qui réunit des titres publiés autrefois séparément et souvent épuisés depuis longtemps et qui correspond certainement à la volonté d'un écrivain qui, plus que tout autre, a puisé dans sa propre vie la matière de son œuvre. Bien plus, un homme dont la vie tourmentée est déjà son œuvre.

« Quand on dit « Strindberg », à qui pense-t-on tout d'abord ? demandait au début des années 50 Arthur Adamov dans une étude (2) qui redécouvrait une œuvre plutôt oubliée, et la renouveau à la lumière de la psychanalyse. A un incessant règlement de comptes entre des êtres dressés les uns contre les autres dans une perpétuelle revendication, une perpétuelle protestation, [qui] ont et se jettent à la figure la tête de tous les actes mauvais qu'ils se reprochent, actes

du passé qui salissent le présent et compromettent l'avenir. » Parfaite définition pour cette œuvre autobiographique qui, ce paraît-il, est pesante et insupportable que tant qu'on n'y a pas pénétré, et dont la marche inductible vers une folie sciemment assumée étonne à chaque page par la logique diabolique d'une violente persécution contre soi-même artistiquement échafaudée.

« Cette œuvre autobiographique occupe une place prédominante dans sa pensée, elle en est le pilier avec l'ensemble de son œuvre dramatique, remarque Bjurström dans une introduction, citant une lettre que Strindberg écrivait en 1904 à son traducteur allemand : « Si je venais à mourir bientôt, voudriez-vous réunir en un volume et publier sous le titre le Fils de la servante les ouvrages suivants : 1. Le Fils de la servante, 2. Fermentation, 3. Dans la chambre rouge, 4. Le quatrième tome de la série en manuscrit chez Bonnier (l'Écrivain, alors inédit), 5. Die Beliche eines Thoren (le Plaidoyer d'un fou), 6. Le deuxième récit du maître de quarantaine, 7. Inferno, 8. Légendes, 9. Seul, 10. Le Journal occulte, 11. Correspondance, lettres. »

C'est le seul monument que je demande, une croix de bois noire et mon histoire. »

VOILÀ à peu près le plan qui a été conservé pour ces deux volumes de passion qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre comme une « autobiographie », car ce n'est pas un souci de vérité factuelle qui anime l'auteur, mais plutôt, comme il l'indique clairement en surtitre aux quatre volumes du Fils de la servante, l'« Histoire de l'évolution d'une âme » racontée à la troi-



MAGNUS WESTER

Strindberg en 1912, quelques jours sa mort

sième personne... Né de ce qu'il considère comme une mésalliance (son père, un armateur, avait épousé une ancienne servante d'auberge qu'il avait prise comme gouvernante de leurs enfants avant de l'épouser), quoique enfant légitime, le jeune garçon couru de la Bible, s'identifiant à Israël fils d'Agar, souffre de bâtardise et prend rapidement conscience du contraste entre les classes sociales (« Il a eu vent de l'échelle sociale et il a découvert qu'il ne se trouve au moins pas tout à fait en bas »). Il a quatre ans quand son père fait faillite. Il a treize ans quand sa mère meurt, et son père, reproduisant le schéma des amurs ancillaires, se remarie avec la gouvernante des enfants.

Révolte contre la famille (« admirable institution, institution à cambien

morale, sainte famille, institution irréprochable et divine, toi qui dois inculquer aux citoyens la vérité et la vertu !), révolte contre les maîtres, il va considérer l'école comme un « dressage » (« Il faut dire que les élèves ont de leur professeur une idée aussi partielle que les parents, reconnaît-il au début du Fils de la servante. »

Son premier professeur ressemblait à l'ogre du Petit Poucet. Il frappait tout le temps et déclarait qu'il allait fouetter les enfants jusqu'à ce qu'ils rampent par terre s'ils ne savaient pas leur leçon ») et agiter sa révolte en tous sens, « fermenter », se disperser dans d'innombrables travaux d'érudition (il apprend même le chinois), mais il quittera Uppsala sans avoir obtenu le moindre diplôme universitaire.

Bientôt, cependant, la découverte du théâtre, sa première pièce écrite et montée au Théâtre royal à vingt ans, lui ont montré où était sa voie (« Johan se glissa au troisième balcon pour voir son œuvre debout. Johan eut l'impression de subir le courant d'une machine électrique. Ses nerfs vibraient, ses jambes tremblaient et les larmes coulaient sans cesse, de pure nervosité. (...) Avant que le rideau n'ait le temps de retomber, il se précipita dehors, tout était bien, sauf la pièce. Il écrivit et voulut se noyer. »)

LES trois mariages de ce « misogynne » libre-penseur, antiféministe militant, qui s'oppose violemment à la cause féministe que soutient alors Ibsen, vont être à partir de 1876 la toile de fond d'une existence errante et paranoïaque, alors que son équilibre nerveux semble compromis et que ses incartades lui ont suscité des inimitiés telles qu'il va s'exiler et partir avec ou

sans sa famille à l'étranger. Siri voo Essen, baronne Wrangel, qui rêve de faire du théâtre, divorce en 1876 pour l'épouser, ouvrant, jusqu'à leur divorce, une période de quinze années d'enfer conjugal qu'il va exorciser en écrivant, directement en français, le Plaidoyer d'un fou et Inferno, ses deux chefs-d'œuvre malgré tout, avec la première partie du Fils de la servante.

« C'est un livre atroce que celui-ci. Je l'admets sans objection et avec un remords cuisant, prévient-il sans vraiment vouloir être cru dans la préface du Plaidoyer d'un fou (publié en 1895 à Paris), qui relate son premier mariage et la crise morale qui s'ensuivit. Ce qui l'a fait naître ? Le besoin légitime de laver mon cadavre avant qu'il soit fourré dans la bière. » Étrange et répugnant lavage de linge sale de la coquetterie, écrit à Paris alors que sa seconde femme, Frida Uhl, une journaliste autrichienne de vingt-trois ans sa cadette, vient de le quitter après dix-sept mois de mariage avant la naissance de leur fille ! Pour parler de sa première femme, Strindberg atteint là de tels sommets d'ignominie et de détestation que ce Plaidoyer ultramachiste a pu, à l'époque, jouer en faveur des femmes... « L'histoire est terminée maintenant, mon Adorée, ote-t-il en conclusion. Je me suis vengé ; nous sommes quittes... »

Redevenu célibataire, il mène une vie de bohème à Montparnasse, rencontre Gauguin et le peintre tchèque Mncha et, sous l'influence de lectures occultistes, se tourne vers la chimie et la transmutation des métaux pour obtenir de l'or, ce qui fait de lui la proie d'un grave traumatisme psychique : agressé par des hallucinations diverses, il se croit en botte à la persécution de ses ennemis et des « puissances » maléfiques, châté par les esprits, ce qui va le conduire à répudier l'athéisme. Écrit deux ans plus tard, en 1897, Inferno, récit hallucinant de sa paranoïa, va être, sans Freud, une autoanalyse. Et français.

Quel curieux sentiment laisse au lecteur d'aujourd'hui cette œuvre « autobiographique », déchirante, déchirante, irritante, parfois complaisante, volontiers blasphématoire, dont le côté scandaleux s'est effacé, dont l'effrayante misogynie semble, en fin de compte, être la peur de la femme ! Ces deux volumes, si soigneusement traduits, composés et annotés, qui vont devenir indispensables à la connaissance d'August Strindberg, semblent une dissection de la vie humaine. « Bien entendu, c'est comme de vendre son cadavre à la salle d'autopsie, mais qu'est-ce que cela fait quand on est mort si d'autres tirent profit de la charogne ? », reconnaissait l'auteur d'Inferno pour se justifier de donner son corps et son âme à la littérature plutôt qu'à la science.

(1) Théâtre complet, 6 tomes et plus de 3 000 pages. L'Arche, 1986.  
(2) Strindberg, par Arthur Adamov. L'Arche, coll. « Les grands dramaturges », 1955.

## Une sœur japonaise de « Lulu »

Pour décrire la vie d'une prostituée, Shôhei Ooka renonce au réalisme et emprunte à la nuit sa force poétique

## L'OMBRE DES FLEURS

de Shôhei Ooka.  
Traduit du japonais par Anne Bayard-Sakai.  
Picquier, 154 p., 89 F.

Mort en 1988, Shôhei Ooka a été l'un des premiers auteurs contemporains japonais à être traduit en français, puisque, dès 1957, les éditions du Seuil publiaient de lui les Feux (1), paru dans son pays d'origine six ans plus tôt. Cet écrivain indépendant, qui refusa les honneurs de l'establishment, se fit connaître essentiellement par son Journal de prisonnier de guerre (2), et plus généralement par des nouvelles et des romans inspirés par cette période. C'est à cette veine que, du reste, appartiennent les deux autres brefs récits figurant dans les anthologies de littérature

japonaise actuellement disponibles chez Picquier (3) et chez Gallimard (4).

Le style assez brutal de cet auteur, qui n'est guère enclivé au sentimentalisme, se retrouve dans l'un de ses romans les plus célèbres, avec la Dame de Misashino (5), cette Ombre des fleurs, publiée en 1959 (6). Pourquoi a-t-on tant attendu pour traduire cet admirable portrait de femme ? La perfection formelle de ce court roman, l'extrême rigueur de la construction et de toute complaisance ont probablement été éclipsées par le caractère de la situation peut-être jugé excessivement japonais.

A la fin de la guerre, une entraîneuse de bar vieillissante se laisse manipuler par plusieurs amants. Simple jouet entre les

maines d'hommes veules, qui vivent avec une prostituée le simulacre d'une vie amoureuse qu'ils sont incapables d'assumer dans la « vie diurne », elle prend très péniblement conscience de son identité éclatée et, épuisée d'avoir vainement lutté, se tue dans le calme et la lucidité.

Encore le tableau du « mood flottant », nous dira-t-on. Oui, encore une vie de prostituée. Le grand Kafi n'a-t-il pas consacré toute son œuvre à la description de cet univers ? Et trois siècles plus tôt, Saikaku ? Mais ce qu'il y a de frappant dans ce roman, dont les dernières pages sont bouleversantes par leur dureté, leur froideur implacable, leur poésie cruelle, c'est la façon dont l'auteur mène jusqu'à son terme une logique fatale des rapports humains.

S'agit-il d'un roman métaphorique ? Il n'est pas de roman sexuel qui ne soit en même temps la métaphore de la vie sociale. Mais, pour y parvenir, le romancier doit renoncer au réalisme avec assez d'habileté pour que l'histoire conserve sa vraisemblance et emprunte à la nuit sa force poétique.

## Pragmatisme et onirisme

Ooka, dit-on, fut un spécialiste de Stendhal. Voilà pour le regard glacé qu'il porte sur l'amour. Mais c'est au suicide d'Emma Bovary que l'on pense en lisant les préparatifs de l'ultime rituel de mort. Pragmatisme et onirisme convergent pour donner aux gestes de Yoko leur parfaite efficacité de somnambulisme éveillé. Dans le demi-sommeil de ses dernières heures d'un vague

ennui impatient, elle rêve et, intérieurement, se plaint « de devoir faire un rêve aussi désagréable sur son lit de mort ». Et c'est avec un sentiment de fureur contre tous ceux qui l'ont conduite à la précision funèbre de sa dernière action qu'elle sombre dans la mort.

Son mystère poétique, ce roman le doit sans doute également à son rythme de narration : les amants se succèdent sans heurts, dans une sorte d'indifférence acceptée. Les promesses ne sont jamais tenues. A quoi visent-ils, tous avec elle ? A subvertir impunément la discipline et la hiérarchie de la société. Qu'ils soient écrivains, peintres, patrons d'usine, simples employés, ils lui

font miroiter l'espoir de passer de la nuit au jour, du rêve à la veille, de la prostitution à l'amour, de la contrainte à l'autonomie. Mais le passage n'a pas lieu, sinon dans la solitude et la mort.

Le dernier rêve que Yoko fait avant de mourir donne son titre au roman : « Le soleil était haut, projetant les ombres des fleurs droit sur le sol où elles se déposaient les unes sur les autres. Yoko était ensevelie au pied de cet arbre. Les ombres la recouvraient elle aussi et elle sentait de lourds rayons transpercer son corps avant d'être absorbés par la terre. » Mort silencieuse, fébrile : Yoko ne pousse pas le cri déchirant qu'Alban Berg prête à Lulu, dont

elle est pourtant une sœur. Car si ses amants lui trouvent un air de ressemblance avec Danielle Darrieux ou Deanna Durbin, nous avons plutôt en tête le visage de Louise Brooks.

## René de Cocca

(1) Traduit par Seizô Motono.  
(2) Feux, 1948-1951.  
(3) Une ombre, traduit par Anne Sakai, in Les Alle, la Grande, les Cheveux blancs, 1986.  
(4) Le regard de la sentinelle, traduit par Claude Péronay, in Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines, tome 1, 1986.  
(5) De ce roman, qui date de 1950, Mizoguchi a tiré un film en 1951.  
(6) Le cinéaste Yûzô Kawashima a adapté ce roman, sous le même titre, en 1961.

## Eloge de la vitesse

HOKUSAI  
de Kenneth White.  
Ed. du Terrain Vague,  
142 p., 130 F.

Esquisses au gré du vent. Dessins à un coup de pinceau, l'Album en style cursif du vieux Manji. Répertoire pictural rapide et l'admirable Miroir de dessins transmis de l'esprit à l'esprit sont les titres de cinq recueils de dessins réunis par Hokusai. La promptitude du trait et sa simplicité y sont tenues pour vertus essentielles, seules susceptibles de favoriser la représentation juste des hommes, des animaux et des paysages. La pré-

face du Miroir professe qu'il faut trois conditions pour faire un grand peintre, « élévation de l'esprit, liberté du pinceau, conception des choses ». Autant dire que l'adresse ne vaut rien sans l'acuité et la faculté de voir de haut.

Appliquant les préceptes de son héros, Kenneth White, poète et essayiste, connaisseur de Segalen et Arnaud, a écrit un éloge d'Hokusai à la Hokusaï, bref, allusif et efficace. Il s'y délecte de la variété des sujets et des styles du « vieillard fou de dessin ». Il examine ses traits d'enseignement et de géométrie, moins connus que les trente-six vues du mont Fuji et les scènes intimes des « maisons

vertes », les maisons de plaisir d'Edo. Il a surtout le grand mérite de rapprocher estampes et dessins des poètes — les kyôka burlesques et satiriques — des romans et contes et des pièces de théâtre qui les inspirent et les soutiennent. Cette méthode lui permet d'élucider des images et des caractères et des figures qui « rafraîchissent l'esprit » et « coupe le souffle » à la fois. En 1896, Goncourt vantait la « brutalité la plus savante » du Japonais : c'est la même idée d'une perception fou-droyante de la réalité.

Ph. D.

**— LA VIE DU LIVRE —**

**LIVRES**

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

Livres anciens  
sur les

**PROVINCES  
DE FRANCE**

2 catalogues par an  
Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91



28. Un bilan des négociations sur les bas salaires.  
29. Les finances de l'URSS.

30. Communication.  
31 à 33 « Le Monde Affaires ».

34. Marchés financiers.  
35. Bourse de Paris.

## BILLET

## La dette politique

Après des années de doléances et une intense action de lobbying international, la Pologne a enfin obtenu une réduction significative de sa dette extérieure. On ne peut que s'en réjouir. Mais ces décisions ne sont pas sans danger.

Vendredi 15 mars, le Club de Paris - l'organisation informelle représentant les États créanciers - a accordé à la Pologne une annulation de 50 % de sa dette publique; mercredi 20 mars les États-Unis sont allés encore plus loin en annonçant l'effacement de 70 % des emprunts contractés auprès de Washington. À l'occasion de la visite du président polonais Lech Wałęsa, Varsovie ne doit pas rembourser aux États-Unis qu'un milliard de dollars (7 milliards de francs) au lieu de 3,8 milliards.

Un tel succès conforte ceux qui estiment que les dettes accumulées par certains États constituent un obstacle insurmontable au développement économique. Pourquoi un gouvernement menant une politique économique rigoureuse devrait-il payer le prix des erreurs de ses prédécesseurs, lorsque la santé des comptes et, surtout, la survie de la démocratie sont en jeu ? Le cas polonais a ouvert une brèche dans le principe sacré du Club de Paris, selon lequel toute créance est due. D'autres pays ne manqueraient pas de chercher à en profiter.

Mais la victoire de Varsovie ne manque pas de provoquer un certain malaise chez ceux qui croient à une stratégie globale de la dette, à un effort international de soulagement financier des États écartés. Ce que la Pologne a obtenu, le mérite-t-elle davantage que certains États africains ou latino-américains ? Les pays industrialisés ont annoncé que l'Égypte devrait bénéficier d'un traitement similaire. De graves questions se posent à propos du Brésil, de l'Argentine, de la Côte d'Ivoire et du Gabon, sans même parler des bons payeurs comme l'Inde, la Tunisie ou la Hongrie. Il est clair que, en matière de dette, « besoin » et « mérite » sont deux concepts bien distincts. Quel que soit le fardeau financier de certains États, leur image politique et leurs efforts économiques auront du mal à éparpiller aussi grands ceux des États-Unis que ceux de la Pologne, passée en quelques mois du communisme à la démocratie et de l'économie planifiée à celle de marché. Le cadeau fait aux Polonais risque en tout cas d'inciter les pays vertueux, qui ont toujours respecté leurs engagements financiers, à réviser leur attitude. Il y a là une menace d'un dangereux effet boomerang.

FRANÇOISE LAZARE

## Un entretien avec le secrétaire d'Etat aux finances d'Allemagne

« L'union monétaire allemande n'a provoqué ni surprise ni catastrophe », nous déclare M. Horst Koehler

Les propos du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, évoquant le « désastre » de l'union monétaire allemande (le Monde du 21 mars) ont suscité une vive réaction du gouvernement de Bonn. Dans un communiqué, le ministre des finances a fait savoir que cette union avait été « dans l'ensemble un succès » et qu'elle ne peut être comparée avec l'union économique et monétaire européenne. Une position que reprend M. Horst Koehler, secrétaire d'Etat aux finances, dans l'entretien qu'il nous a accordé. Le 21 mars, l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden a annoncé par ailleurs que le taux de croissance de l'Allemagne de l'Ouest avait été de 4,9 % en termes nominaux au quatrième trimestre de 1990.

BONN

de notre correspondant

« Approuvez-vous les propos tenus à Bruxelles par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui estime que l'union monétaire entre la RFA et la RDA a eu des « conséquences désastreuses » ?

— Non, naturellement. Il est juste cependant de dire, comme M. Poehl, que l'union monétaire et le rattachement de l'ex-RDA ont eu pour conséquence des problèmes de compétitivité pour l'économie allemande. Mais dans l'ensemble le processus de remplacement de la monnaie s'est déroulé excellentement. La masse monétaire est restée dans

les limites fixées, le taux d'inflation est satisfaisant. Il n'y a ni surprise ni catastrophe. Nous avons certes des problèmes avec des entreprises qui ne sont pas compétitives, mais nous sommes capables de les régler. La semaine dernière, le gouvernement a mis en place des mesures d'incitation à l'investissement, redéfini la mission de la Treuhandsbank (organisme chargé des privatisations), etc. En dépit de toutes les difficultés, il n'y a aucune raison de céder à la panique. Dans peu de mois les améliorations seront visibles sur le terrain.

— Le chancelier Kohl vient de déclarer que le niveau de vie des habitants de l'ex-RDA se rapprocherait de celui de leurs compatriotes occidentaux dans un délai de trois à cinq ans. Croyez-vous qu'il aura la patience d'attendre ?

— Je pense qu'ils vont faire preuve de patience, car ce délai est déjà très réduit. L'essentiel, plus que les revenus d'aujourd'hui ou de demain, c'est que les gens aient une perspective. Le plus grand problème aujourd'hui c'est l'insécurité provoquée par les fermetures d'entreprises, les rationalisations et les privatisations. Cela prend un peu de temps, mais nous avons la conviction que les gens dans les nouveaux Länder vont sortir de leur état d'anxiété.

— Mais ce sentiment d'insécurité se manifeste aussi chez les investisseurs potentiels. Ils hésitent à aller à l'Est tant que les questions de propriété ne sont pas réglées. Le gouvernement a donné la priorité à la restitution aux anciens propriétaires des biens confisqués par l'ancien régime sur une indemnisation

laissant le champ libre aux investisseurs...

— Je suis en accord avec cette attitude, parce que j'estime qu'une modification des principes fondamentaux de la propriété n'aurait rien changé aux problèmes pratiques qui se posent dans les nouveaux Länder et parce que le rôle-clé de la propriété privée dans notre système économique et social est ainsi souligné et confirmé. Le compromis qui a été réalisé au sein du gouvernement, entre les partis sans de la restitution et ceux de l'indemnisation, s'accompagne de mesures favorisant l'investissement.

« La position française n'est plus très claire »

— L'Allemagne s'est vue reprocher, ces dernières semaines, à Paris et à Bruxelles de vouloir freiner l'union économique et monétaire européenne, et même de ne pas respecter les engagements pris en décembre à la conférence intergouvernementale. Qu'en pensez-vous ?

— Je suis étonné que l'on puisse nous faire ce reproche. Lors de la dernière réunion du conseil économique et financier franco-allemand, M. Theo Waigel a posé la question à M. Pierre Bérégovoy : « Croyez-vous vraiment que nous, Allemands, nous soyons éloignés des orientations données par le conseil européen ? ». M. Bérégovoy a dit qu'il ne croyait pas cela. M. Waigel lui a expliqué que notre projet de traité constitue la deuxième phase de l'UEM commence le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et que nous tenons à ce que des évolutions se produisent d'ici-là. C'est le thème de la convergence des politiques économiques que les pays désireux de participer à cette UEM. Nous esti-

mons que cette convergence est nécessaire, dans l'intérêt non seulement de l'Allemagne, mais aussi de la France.

— Mais les responsables français comme Pierre Bérégovoy ou Elisabeth Guigou ont tout de même souligné qu'il existait des différences d'interprétation entre Paris et Bonn sur le contenu de cette deuxième phase...

— Je crains actuellement que n'apparaissent en Allemagne une attitude consistant à dire que la position française n'est plus très claire. On voit bien les aspirations françaises pour la deuxième phase : exercer un contrôle plus fort sur la Bundesbank. Mais, de notre côté, nous estimons que l'on ne se soucie pas suffisamment à Paris de faire en sorte que les critères de la convergence des politiques économiques soient mis en œuvre chez nos partenaires. Je m'étonne quelque peu que les énergies françaises se concentrent si fortement sur une définition de la deuxième phase se réduisant à placer la Bundesbank sous contrôle, au détriment d'efforts visant à inciter les pays que nous voulons intégrer dans cette UEM à mettre leur données économiques en accord avec ces critères.

Et dans ce domaine il y a du chemin à faire... Regardez les Portugais, les Espagnols, et même les Italiens : ils nous demandent d'exercer une pression de l'extérieur pour faire comprendre à leur classe politique qu'elle ne peut plus continuer d'agir comme elle le fait en matière de politique budgétaire. Sur ce point, M. Poehl a raison, lorsqu'il affirme qu'on ne parviendra pas à la plus vieille foire allemande occupait du temps de l'ancienne Allemagne communiste une place à part dans les relations entre l'Est et l'Ouest. Il lui faut aujourd'hui redéfinir son rôle.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

## La baisse du deutschemark pourrait se répercuter au sein du SME

La hausse surprise du dollar, en progression de plus de 10 % en cinq semaines, a eu pour effet de réduire, au cours du second semestre 1991, le rythme de la baisse des prix allemands va s'accroître, notamment du fait des mesures fiscales qui entraveront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain, en particulier le relèvement de la taxe sur l'essence. Le rythme de l'inflation outre-Rhin pourrait ainsi rejoindre celui de la France.

En outre, l'agitation politique en URSS va continuer d'inquiéter les milieux financiers de Francfort. Enfin et surtout, la dégradation de la situation économique de l'ancienne RDA et la montée du chômage plus rapide que prévu, vont, très probablement, provoquer des troubles, voire une explosion sociale, qui ne manquera pas de peser sur la tenue du mark. En ce sens, les propos alarmants tenus à Bruxelles mardi 19 mars par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, qui qualifie de « désastre » l'unification monétaire des

deux Allemagnes, sont prémonitoires : M. Poehl donne l'impression de vouloir se laver les mains par avance de ce désastre prévu par lui et désormais inévitable.

C'est sans doute cette détérioration de la situation en RFA qui a permis au franc français, en début de semaine, non seulement de se maintenir vis-à-vis du mark, mais encore de se renforcer, en dépit d'un abaissement du taux directeur de la Banque de France. Cette dernière pourrait alors poursuivre sa politique de diminution des taux d'intérêt en France à condition, bien entendu, que la Bundesbank se résigne à relever encore son propre taux directeur pour empêcher le mark de s'affaiblir davantage.

Mais, ce faisant, elle risquerait de pénaliser l'économie et l'industrie du pays tout entier, au moment même où un effort exceptionnel lui est demandé pour la réunification. Un véritable dilemme pour la Bundesbank, qui explique peut-être les déclarations alarmistes et désabusées de son président.

FRANÇOIS RENARD

## Une foire de Leipzig morose

La mise en vente des sociétés de l'ex-RDA a dominé une manifestation en déclin

LEIPZIG  
de notre envoyé spécial

L'énorme tête de Léonie veille encore devant le pavillon de l'URSS, déserté par les centrales d'achats et entreprises soviétiques. La première foire de Leipzig après l'unification allemande, que le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, devait visiter jeudi 20 mars, connaît des difficultés. Vitrine des productions de la RDA et des autres pays du bloc de l'Est, la plus vieille foire allemande occupait du temps de l'ancienne Allemagne communiste une place à part dans les relations entre l'Est et l'Ouest. Il lui faut aujourd'hui redéfinir son rôle.

La faible présence de l'Europe centrale et orientale témoigne de l'illusion qu'a été pour beaucoup de firmes de l'Est de l'Allemagne la croyance qu'elles pourraient garder intact les liens privilégiés entretenus en d'autres temps avec les pays du moribond Comecon. Elle est un reflet parmi d'autres de la triste réalité économique dans les nouveaux Länder allemands.

Développer  
de nouveaux concepts

L'est de l'Allemagne n'est plus représenté à Leipzig que par 600 entreprises, qui relèvent pratiquement toutes de la Treuhand, le holding chargé de gérer le patrimoine industriel et commercial de l'ancienne RDA. Elles étaient près de 4 000 l'année dernière à même époque, alors que l'Allemagne de l'Est connaissait ses premières élections démocratiques. C'était la moitié du nombre des exposants, passé de 8 000 à aujourd'hui 3 200, dont une grande majorité venus d'Allemagne de l'Ouest.

Signe des temps, les responsables de la Treuhand (organisme chargé des privatisations) ont pour la première fois décidé d'ouvrir à la foire leur propre stand pour tenter de prendre contact avec d'éventuels investisseurs, aussi bien de l'Ouest de l'Allemagne que d'ailleurs. On s'y précipite sur les visiteurs venus des autres pays occidentaux, dont on souhaite qu'ils s'intéressent davantage à ce que l'ancienne Allemagne de l'Est a

encore d'industries. A la demande, les représentants du holding présents sur le stand sont prêts à faire sortir de leurs écrans la liste de toutes les entreprises qu'ils détiennent en portefeuille, par région ou par secteur d'activités.

La Treuhand a réussi pour le moment à mener à bien la privatisation d'un millier environ d'entreprises, sur les 8 000 dont elle avait la charge. Des négociations sont en cours, à en croire les responsables, pour près de 2 000 autres. Ce qu'il adviendra du reste est incertain. Pas plus qu'ailleurs, les investisseurs ne courent les rues de la foire. On semble surtout présent à Leipzig pour trouver des informations sur d'éventuels partenaires commerciaux. Les renseignements manquent sur l'état du marché est-allemand.

Une quarantaine de firmes françaises ont fait le déplacement, sans trop se faire d'illusion pour le résultat immédiat. « Même les Allemands de l'Ouest sont sceptiques sur le marché est-allemand », souligne M. Jean-Pierre Bourdelot, responsable export d'une PME de Massy, Nanterre, qui fabrique des systèmes de montage d'usinage. « Mais maintenant que le marché est ouvert, ajoute-t-il, il faut être là. Ce n'est pas dans cinq ans qu'il faudra venir ».

Vaillat que vaillat, Leipzig aura été l'occasion de nouer quelques contacts, même si beaucoup d'exposants se plaignaient en début de semaine du manque d'activité. Les stands escallés de Leipzig contrastaient avec les records d'affluence enregistrés au même moment au CEBIT, le salon de l'électronique, à Hanovre. Plusieurs exposants importants, y compris de l'Est de l'Allemagne, ont déjà annoncé qu'ils ne reviendraient pas. Au stand de la construction navale est-allemande, on indiquait qu'on se concentrerait à l'avenir sur des salons spécialisés.

Les actuels dirigeants de la foire de Leipzig savent qu'ils leur faut développer de nouveaux concepts. L'ère des foires « généralistes » de l'époque communiste est révolue. Malgré huit cents ans de tradition, la position de Leipzig n'est pas garantie d'avance face à la concurrence des autres grandes villes de foire.

HENRI DE BRESSON

## La mise en jeu de la « garantie à première demande »

## L'éventuelle levée de l'embargo sur l'Irak inquiète les entreprises françaises

Deux cents entreprises françaises étaient en relations commerciales avec l'Irak à la veille de l'embargo économique. Les contrats éligibles écorraient à l'Irak une « garantie à première demande » : en clair, une provision équivalente aux avances reçues a été constituée, qui peut être appelée par l'Irak au premier jour de la levée de l'embargo. Officiellement, les sommes en jeu représentent entre 3 et 4 milliards de francs mais, en réalité, entre 6 et 8 milliards.

La fin de la guerre avec l'Irak a soulagé le monde des affaires. Mais, pour nombre d'entreprises, les problèmes ne font que commencer. Celles qui, dans les secteurs de la défense, du bâtiment et travaux publics ou de l'agro-alimentaire étaient en contact avec l'Irak ont de bonnes raisons de s'inquiéter. Tôt ou tard, l'embargo prononcé le 4 août 1990 par le Conseil de sécurité

des Nations unies et confirmé le 8 août par une réglementation du conseil des ministres de l'économie de la Communauté économique européenne sera levé.

Au premier jour de la normalisation, l'Irak ira à la recherche de la clause de « garantie à première demande ». Cela se traduira par une perte sèche pour au moins deux cents entreprises (dont Thomson, Dumez, Campenon Bernard, Bouygues, Degremont, Technip... sans parler des PME sous-traitantes), perte dont le montant global est évalué officiellement entre 3 et 4 milliards de francs. En réalité, les sommes en jeu se situent plutôt entre 6 et 8 milliards de francs.

Quelles en sont les conséquences ? Une disposition juridique inventée par les banques pour favoriser les exportations de leurs clients industriels. Supposons qu'une entreprise du bâtiment soumissionne à Bagdad pour la construction d'un hôtel. Si elle décroche ce contrat, elle le doit bien sûr à la fermeté de ses prix, à la qualité des relations qu'elle a su

développer avec les responsables de ce pays, mais aussi au fait qu'elle a accordé à son client, l'Irak irakien en l'occurrence, une « garantie à première demande ».

Arme juridique  
et financière

Concrètement, cette garantie oblige l'entreprise à provisionner sur un compte bancaire des sommes égales et même parfois supérieures aux acomptes que l'Irak lui a versés au fur et à mesure du bon déroulement du chantier. Si l'hôtel s'écroule quelques jours après sa finition ou même s'il marche très bien, le client irakien peut faire jouer cette garantie, qui lui sera versée « à première demande ».

Cette arme juridique et financière que le fournisseur offre à son client contre lui-même oblige généralement à la confiance. En règle générale, un pays se garde bien d'abuser de la situation. Il en va de sa réputation. Mais la ruine de l'Irak représente aujourd'hui un cas de force

majeure : les armes vendues ont été détruites ou endommagées pendant la guerre, les usines, les hôtels sont encore en chantier, inachevés ou rasés par les bombardements.

Le gouvernement irakien a d'énormes besoins de financement et peut très bien décider, dès la levée de l'embargo, de faire jouer cette garantie qui, comme son nom l'indique, est exécutoire au premier appel et sans justification. Le risque est d'autant plus grand que, le 16 septembre 1990, le Conseil de la révolution irakien a promulgué une loi qui rejette sur les entreprises étrangères la responsabilité de l'interruption des chantiers et des livraisons de marchandises. Cela dit, tous les contrats ont prévu l'interruption des chantiers ou des livraisons pour cas de force majeure. L'embargo en est un. Sa levée rendra chacun à ses obligations mais l'Irak peut très bien exiger l'achèvement des chantiers tout en faisant jouer la garantie à première demande.

YVES MAMOU  
Lire la suite page 28



## ÉCONOMIE

## ÉNERGIE

## Bruxelles veut libéraliser le commerce du courant électrique en Europe

BRUXELLES

(communautés européennes) de notre correspondant

L'établissement d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1993 d'un marché unique européen doit concerner également l'énergie, même si, aujourd'hui, dans la majorité des pays de la Communauté, la production, la distribution, les échanges sont partiellement ou complètement contrôlés par des monopoles publics ou privés.

Tel est le sens de la mise en demeure que la Commission européenne a décidée, mercredi 20 mars, d'adresser à la France afin qu'elle mette un terme au monopole d'exportation et d'importation dont bénéficient EDF et GDF. Des procédures analogues, fondées sur l'article 34 du traité de Rome, ont également été décidées par le collège européen à l'encontre

de la plupart des autres États membres. La démarche de la Commission, présentée comme un « signal politique », ne concerne pas les monopoles de production et de distribution, son souci principal, au moins à ce stade, étant de favoriser la libéralisation des échanges. Les gouvernements concernés acceptent-ils de modifier leur législation comme ils sont invités à le faire ?

Au-delà de la controverse juridique et politique susceptible de naître, l'initiative bruxelloise devrait permettre en principe, à terme, à des groupes industriels français d'acheter directement le gaz qu'ils utilisent hors des frontières. Dans l'autre sens, les libéralisations entreprises pourraient contribuer à faciliter les exportations françaises de courant électrique. Les Douze ont déjà adopté une directive libérant le transit de gaz et d'électricité.

PHILIPPE LEMAITRE

## ÉTRANGER

Sept milliards de dollars en janvier

## Alourdissement du déficit de la balance commerciale américaine

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis a atteint 7 milliards de dollars en janvier (un peu moins de 40 milliards de francs).

Ce résultat traduit une aggravation par rapport à décembre (6,28 milliards de dollars) mais est meilleur que le déficit moyen mensuel de 1990, qui avait atteint 8,4 milliards de dollars.

Le chiffre de décembre était le plus bas enregistré l'année dernière avec celui de juin (5,3 milliards de dollars).

En janvier, les importations ont atteint 41,48 milliards de dollars (+4,8 % par rapport à décembre). Les exportations ont elles aussi

progressé mais un peu moins vite : 34,49 milliards contre 33,31 milliards, soit +3,5 %. Le niveau des ventes atteint en janvier frôle le record d'octobre 1990 (35 milliards de dollars).

Le déficit extérieur se maintient sur une tendance inférieure à celle des années précédentes : 89 milliards de dollars en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, contre 101 milliards en 1990, 109,4 milliards en 1989, 118,5 milliards en 1988, 152,1 milliards en 1987.

## SOCIAL

Restrictions budgétaires et grève largement suivie

## Le comité central d'entreprise de la SNCF se prononce contre le plan d'économies de la direction

Un train sur quatre a circulé mercredi 20 mars, pendant que le comité central d'entreprise (CCE) de la SNCF étudiait le programme de restrictions budgétaires présenté par la direction. A l'unanimité, les élus du CCE ont rejeté cette révision budgétaire, qui sera soumise à l'approbation du conseil d'administration le 27 mars. Les syndicats se prononceront jeudi et vendredi sur la suite de leur mouvement.

Le mot d'ordre de grève de 36 heures, du mardi 19 mars à 20 heures au jeudi matin 8 heures, lancé à la SNCF par cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC et FGAAC-autonome), a été particulièrement suivi chez les agents de conduite, puisque seulement un train sur quatre a circulé, bien que la direction estime à 30 % environ le taux moyen de participation des deux cent mille cheminots.

Le thème retenu pour cette démonstration unitaire de mécontentement pouvait sembler peu mobilisateur : la présentation au comité central d'entreprise des restrictions budgétaires décidées par la direction, qui doivent être soumises le 27 mars à l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise nationale. Les élus du CCE se sont à l'unanimité prononcés contre ce programme d'économies que la direction justifie par une baisse de 800 millions de francs de ses prévisions de recettes pour 1991, qui étaient de 71,6 milliards de francs.

La diminution de 8 % du trafic voyageurs pendant la phase armée de la guerre du Golfe, qui s'est rajoutée à « un contexte économique moins porteur », a conduit, pour tenter d'arriver à un équilibre

budgétaire sur l'ensemble de l'année, à réduire les parcours des trains, à diminuer certains crédits de fonctionnement et à ralentir le rythme des embauches, le tout représentant 600 millions de francs d'économies, sur un volume de dépenses d'environ 60 milliards en 1991. Le trafic des trains de marchandises doit être réduit de 2 %, tandis que la réduction du trafic des trains de voyageurs (350 000 kilomètres-trains) « concerne la circulation de certains trains faiblement occupés ». Les crédits de fonctionnement seront réduits de 365 millions de francs, soit 2 % des dépenses externes de l'entreprise.

## Marge de manœuvre

Quant au « ralentissement sélectif du rythme des embauches », il ramène de 5 000 à 4 000 le nombre des recrutements. A fin 1990, on comptait 200 300 cheminots, et 9 000 d'entre eux environ participent en retraite au cours de l'année. « Avec les projets de la direction, nous ne serons plus que 195 000 à la fin de l'année », selon M<sup>me</sup> Christiane Bedon, secrétaire du CCE. Et elle ajoute : « Et nous n'avons aucune précision sur les contrats à durée déterminée. Il y a environ 12 000 contractuels à la SNCF (représentant, selon la direction, 7 500 emplois à plein temps, certains d'entre eux travaillant à

temps partiel), et cela représente pour la direction une marge de manœuvre supplémentaire, qui fragilise d'autant l'emploi et masque les réductions réelles de personnel. »

L'engagement de la direction pour « un nouvel examen attentif de la situation de l'entreprise en juin prochain » n'a pas entamé la détermination des élus du CCE (1). Depuis deux ans, c'est la cinquième fois qu'il se prononce à l'unanimité contre les propositions de la direction. Il avait déjà été de la direction pour le projet de budget 1991. « Les projets de la direction sont tous en prévision de l'Europe de 1993, et on va faire de la France un pays de transit, sans dépenses du service public à l'intérieur de l'Hexagone », conclut M<sup>me</sup> Bedon. Les syndicats décident dans les jours qui viennent de la suite à donner à leur mouvement.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Le comité central d'entreprise de la SNCF est composé de 40 élus (sans compter les suppléants) : 20 CGT, 13 CFDT, 2 FO, 1 CFTC, 2 FMC (maîtrise et cadres), 1 CGC, 1 FGAAC (autonomes, très présent chez les agents de conduite).

## Selon un rapport remis aux partenaires sociaux

## Le ministère du travail dresse un bilan positif des négociations de branche sur les bas salaires

Au 1<sup>er</sup> mars 1991, cinquante-neuf branches professionnelles sur un total de cent huit, comportant encore au moins un niveau de rémunération minimale inférieur au SMIC (397,36 francs mensuels), a indiqué mardi 21 mars le ministère du travail. Ce dernier juge toutefois « satisfaisant » le déroulement des négociations sur la revalorisation des bas et moyens salaires.

Depuis un an, vingt-deux branches (textile, habillement et bâtiment notamment) « ont rétabli une situation salariale conforme par rapport au SMIC ». En revanche, six autres professions ont vu certains de leurs coefficients hiérarchiques passer en dessous du salaire minimum, selon un rapport remis au patronat et aux syndicats avant la réunion de la commission des salaires, qui aura lieu le 28 mars.

Selon le ministère du travail, on relève depuis le début de l'année une « forte accélération » du nombre d'accords salariaux. A l'heure actuelle, quarante-neuf branches, représentant 3,2 millions de salariés, sont parvenues à des accords contre trente-quatre à la même époque l'an passé. Cette forte activité conventionnelle s'accompagne d'une « nette progression des taux d'augmentation accordés », qui s'établissent (en moyenne pondérée) à 4,8 % sur l'année, contre 3,6 % en 1990.

Après la hausse assez soutenue du taux de salaire brut moyen (TSM) au dernier trimestre 1990 (+1,2 %). Ces chiffres témoignent de la poursuite d'une politique salariale dynamique en dépit de l'essoufflement de la croissance économique. Alors que, depuis décembre, le chômage donne des signes de redressement, la croissance des salaires — même s'il ne s'agit que des minima — préoccupe quelque peu le ministère du travail. On redoute, rue de Grenelle, que les entreprises françaises continuent de privilégier les salaires au détriment de l'emploi.

J.-M.N.

## EN BREF

□ Elections professionnelles : trois sièges de moins pour la CGT chez Sochaux-Peugeot. — En progrès l'an passé, avec 39 sièges sur 73 et 45,5 % des suffrages exprimés dans le collège ouvrier, la CGT a subi un léger revers lors des élections de délégués du personnel, le 20 mars, à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs). Elle a obtenu 36 sièges sur 76, mais conserve une majorité relative en voix, tandis que la CFDT, qui perd quelques suffrages, garde ses 12 délégués. Tous les autres syndicats gagnent deux sièges, 11 allant à FO, 9 à la CFTC et 8 à la CSI.

## INDUSTRIE

## La société canadienne Northern Telecom fournit un nouveau central à SVP

En quelques secondes, le 1<sup>er</sup> mars dernier, les milliers d'appels effectués simultanément vers SVP ont été automatiquement acheminés vers le nouveau central de cette société de renseignements téléphoniques de tout genre. Une performance qui s'est réalisée à l'insu des abonnés, ceux-ci continuant d'utiliser l'ancien numéro de téléphone de SVP, le célèbre 47-37-11-11, sans savoir que, au lieu d'appeler un établissement du centre de Paris, ils étaient désormais en relation avec des consultants situés à Saint-Ouen, en banlieue parisienne, dans un immeuble de plus de six étages.

Le nouveau central a été fourni par la société canadienne Northern Telecom, associée pour l'occasion avec le constructeur d'ordinateurs américain Hewlett-Packard. Aucun

## DÉMOGRAPHIE

Hausse de la nuptialité en 1990  
Le divorce alimente le mariage

Le mariage revient-il à la mode en France ? On pourrait le croire à la première lecture de l'article de Véronique Guyon dans INSEE Première n° 125 de mars 1991 : en 1990, le nombre de mariages (288 000) a encore augmenté de 3,2 %, comme en 1989, après une augmentation de 2,2 % en 1988... et une baisse intervenue auparavant depuis 1972. Une telle remontée a été enregistrée depuis 1983 au Danemark, 1984 en Suède et 1987 en Italie, pays où le nombre des mariages avait aussi beaucoup baissé.

En fait, les chiffres confirment le constat fait par l'Institut national d'études démographiques dans son dernier rapport annuel (Le Monde du 29 décembre 1990) : la hausse paraît d'abord à celle des divorces. Le nombre de remariages de divorcés progresse plus que celui des unions de célibataires.

L'âge moyen au premier mariage continue de monter : il est passé de 24 ans et 6 mois en 1972 à 27 ans et 6 mois en 1989 pour les hommes, de 22 ans et 6 mois à 25 ans et 6 mois pour les femmes, et l'on se marie de plus en plus, après la naissance d'un ou de plusieurs enfants. En 1989, les mariages ont légitimé près de 61 200 enfants, contre 64 000 en 1988 et 29 000 en 1980.

G.H.

Un colloque  
Le rétablissement passe par des réformes

Le colloque « Les finances de l'URSS », organisé vendredi 15 mars à Paris par l'Association d'économie financière (AEF), le groupe Caisse des dépôts et le Monde, a mis en évidence l'ampleur des difficultés financières internes (l'absence d'une véritable monnaie) et externes (l'endettement) de l'Union soviétique. A l'occasion des débats sur les réformes à mener, réformes qui doivent être progressives mais radicales, selon les participants, M. Vassili Leontieff, prix Nobel d'économie, a aussi souligné qu'une meilleure information soit rapidement rendue disponible.

« Quand on fait faire des travaux chez soi, on déménage généralement à l'hôtel en attendant que tout soit terminé. Malheureusement, on ne peut pas envoyer 280 millions de Soviétiques à l'hôtel. » C'est par cette boutade que M. Vassili Leontieff, prix Nobel d'économie, a justifié la nécessité d'assister l'Union soviétique au cours de la période de transition de son économie. Si la plupart des participants au colloque sur les finances de l'URSS ont, avec le professeur américain, reconnu cette nécessité, les débats ont surtout porté sur les conditions de cette aide. Plusieurs thèmes ont été abordés : notamment les réformes monétaires, la convertibilité du rouble et la situation financière extérieure du pays.

Le principal obstacle au développement d'un système financier en URSS réside dans l'obligation faite aux « banques » de financer directement le déficit budgétaire de l'Etat central. « La monnaie est asservie au budget », devait expliquer un participant : cela ne laisse aucune marge de manœuvre à la politique monétaire. Comme l'a

fait remarquer Alphandery, mission des finances nationale, le déficit budgétaire de l'URSS est de 280 milliards de roubles.

Quel est le lien entre le déficit et la monnaie ? M. Vassili Leontieff a répondu : « Le déficit budgétaire est la cause de l'inflation, qui est la cause de la dévaluation du rouble. »

Pas d'endettement de la URSS

Un point de vue universellement partagé de Boris, de l'URSS est de ne pas s'endetter pour financer le déficit budgétaire. « L'endettement est la cause de l'inflation », a-t-il déclaré.

Le principal obstacle au développement d'un système financier en URSS réside dans l'obligation faite aux « banques » de financer directement le déficit budgétaire de l'Etat central. « La monnaie est asservie au budget », devait expliquer un participant : cela ne laisse aucune marge de manœuvre à la politique monétaire. Comme l'a

Europe.  
Embarquement immédiat.

GENEVE	925F
COPENHAGUE	1780F
VENISE	1700F
ATHENES	2550F
ISTAMBOUL	2750F
NICE	770F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE  
C'est le moment !

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVII<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

REPRODUCTION INTERDITE

**L'IMMO**

appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

MONTPEISIER, 2 P. carrel, Plac. Solé, Calme, 1 400 000 F. 47-05-05-63

15<sup>es</sup> arrdt

VAUGHAN, Récent 2 P. + balc. Solé, Parc, 1 380 000 F. 47-05-05-63

18<sup>es</sup> arrdt

LA FOURCHE, bel imm. 3/4 P. 78 m<sup>2</sup>, balcon, vue dégagée, 1 575 000 F. 47-05-05-63

Province

PERPIGNAN

Vente F4, centre ville de santé, 420 000 F. 47-05-05-63

locations non meublées offres

Paris

SUFFREN - UNESCO, 85 m<sup>2</sup> d'hab. + ch. + cuis. 9 500 ch. comp. 47-05-05-63

locaux commerciaux

Locations

BOURG-LA-MARIE, Centre ville, local, 104 m<sup>2</sup>, pour profession libérale, 1<sup>er</sup> arrdt, 47-05-05-63

bureaux

Locations

VOYAGE SOCIAL, Domiciliation, Contribution de société et services, 47-05-05-63

Le Mo

CHAQUE ME

RENDRE

IMMO

LA SÉLECTION IM

LES LOCATIONS DES IM

LES BELLES PR

L'AGENDA IMM

L'IMMOBILIER D'E

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris 606 000 Parisiens, 642 000 d'entre eux apprennent 875 000, soit 58 %, habiter l'île-de-Fr

Pour tous renseignements 47-05-05-63

سكزا من زلزل











## Le Monde AFFAIRES

### Les paris d'Usinor-Sacilor

A coups de rachats successifs, le « champion national » de la sidérurgie poursuit une politique de croissance basée sur le « tout acier ». Stratégie visionnaire ou politique à haut risque...

**V**ENDREDI 15 mars : Usinor-Sacilor lance, en plein accord avec le conseil d'administration de la firme, une offre publique d'achat sur ASD, le deuxième affaire de négociation d'acier outre-Manche avec 8 % de ce marché. L'opération témoigne d'une solide confiance en soi. La demande d'acier en Grande-Bretagne, dont l'économie traverse une période de récession sévère, est au plus bas. Usinor-Sacilor s'apprête ainsi à prendre le contrôle d'une firme qui, si elle a dégagé un bénéfice de 70 millions de francs (7 millions de livres) en 1989, est en tout cas ancrée dans le rouge pour 1990. Le dernier exercice d'ASD s'est en effet soldé par des pertes de 15 millions de francs. Cette intervention en Grande-Bretagne succède, en outre, à l'achat par le groupe sidérurgique français d'une participation de 32,5 % dans Sidmed, entreprise espagnole spécialisée dans le laminage à froid.

#### Aucune contestation

Les deux opérations en capital, enchaînées en une semaine à peine, engagent le groupe dirigé par Francis Mer à hauteur de 700 millions de francs. Au minimum, elles illustrent la stratégie de conquête menée par le groupe sidérurgique français depuis bientôt deux ans. Une politique ambitieuse qui, semble-t-il, ne souffre d'aucune contestation. Le conseil d'administration du sidérurgiste français, où les représentants des pouvoirs publics ont la part belle (Usinor-Sacilor est contrôlé par l'Etat à 100 %), a renouvelé sans réserve le 30 janvier dernier le mandat de Francis Mer pour trois ans. Officiellement, toutefois, certains jugent la prise de risque excessive.

#### Deux années de manœuvres tous azimuts

**Avril 1989** : Usinor-Sacilor entre à hauteur de 70 % dans le capital du sidérurgiste sarrois Saarstahl. Avec Dilling dans les produits plats et Saarstahl dans les produits longs, le groupe français devient le numéro deux de l'acier outre-Rhin.

**Juillet 1989** : prise de participation de 50 % dans le capital de l'italien Alessio Tubi.

**Novembre 1989** : reprise du négociant italien Castelli.

**Décembre 1989** : reprise du CMB-acier (acier pour emballage) et prise de contrôle d'Allevard Industries (ressorts pour automobiles).

**Janvier 1990** : rachat de l'allemand Ludwig et de l'américain Techalloy, deux spécialistes des treillis soudés.

**Février 1990** : accord de coopération avec l'allemand Mannesmann.

**Mars 1990** : acquisition de l'américain Jones and Laughlin (1300 salariés, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), numéro deux de l'inox outre-Atlantique. Prise de participation de 50 % dans Georgetown Steel Corp (Etats-Unis).

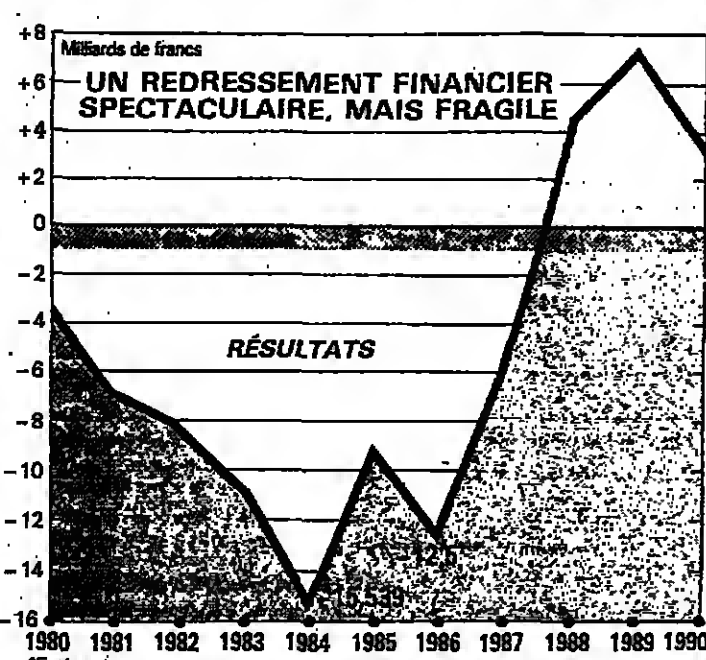
**Mai 1990** : achat du négociant Alloy and Stainless aux Etats-Unis.

**Septembre 1990** : rachat du négociant américain Edgcomb (1600 salariés, 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires).

**Octobre 1990** : accord de coopération avec la luxembourgeoise Arbad dans les poutrelles.

**Novembre 1990** : reprise des forges d'estampage de l'allemand Hoesch.

**Mars 1991** : OPA sur la négociant britannique ASD.



Source : Rapports d'activité, Usinor-Sacilor

Né en 1987 du rapprochement des sidérurgies nationalisées du Nord (Usinor) et de Lorraine (Sacilor), Usinor-Sacilor est bel et bien devenu le « champion national » de la sidérurgie. Premier producteur d'acier en Europe, numéro deux mondial derrière le japonais Nippon Steel, Usinor-Sacilor symbolise le renouveau d'industries de base. Il y a douze ans, exactement, le 23 mars 1979, Longwy était déclarée « ville morte ». Les sidérurgistes lorrains défilaient dans Paris. Les vitrines de chez Lancelotti s'effondraient sous les pavés de pierre autogrenés, jamais cette industrie n'avait provoqué un tel malaise politique et social.

Aujourd'hui, la sidérurgie fait beaucoup moins parler d'elle. Son redressement, on le sait, a été payé au prix fort. Des sites industriels ont été déclassés, les effectifs du secteur ont été réduits de moitié en dix ans, des sommes considérables ont été investies pour rationaliser les processus de production. Sans oublier une nécessaire révolution culturelle, imposée à chaud dans un secteur habitué à raisonner en tonnage davantage qu'en qualité et marché. « Le mieux on travaille, le moins d'acier on produit », se plaît fréquemment à rappeler Claude Lévy, le directeur de la stratégie. Résultat : Usinor-Sacilor égale en productivité les sidérurgies allemande et japonaise, affiche près de 16 milliards de francs de profits cumulés depuis 1988 (la sidérurgie française avait perdu à peu près autant sur la seule année 1984) et verse désormais des dividendes aux pouvoirs publics. Bref, le redressement semble acquis.

#### Année sportive

« Je ne vois pas très bien comment ce rythme-là », déclarait, dépit, il y a deux mois, un grand patron de la sidérurgie européenne. « Il faudrait peut-être qu'Usinor-Sacilor songe à se diversifier », s'interrogeait, lors d'un moment d'insouciance, un membre du cabinet du ministre de l'Industrie, au cœur de l'été dernier. Rien qu'en 1990, Usinor-Sacilor a dépensé 7,1 milliards de francs en rachats de tous genres. Un record ! Le groupe français a donc produit son effort de croissance externe le plus violent... au moment même où le marché de l'acier présentait de sérieux signes de faiblesse. La récession américaine, la moindre vitalité des secteurs gros consommateurs d'acier (le bâtiment-travaux publics et l'automobile représentent respectivement 33 % et 25 % des débouchés d'Usinor-Sacilor) ont brisé sévèrement, dès l'été dernier, une demande de produits sidérurgiques exceptionnellement soutenue depuis près de trente mois. Un indice : le prix de la tonne d'acier a diminué l'an passé de 10 % à 20 % selon les produits. Et 1991 ne se présente guère sous des auspices meilleurs. « L'année sera sportive », prédisait Francis Mer, le 30 janvier dernier, en esquissant un sourire. Les résultats 1990 du groupe ont déjà été affectés par le repli des marchés. A 3,7 milliards de francs, le bénéfice net du groupe a reculé de 51 %.

Difficile d'inflechir une stratégie industrielle basée sur le moyen terme en fonction des à-coups de conjoncture dans une activité aussi cyclique

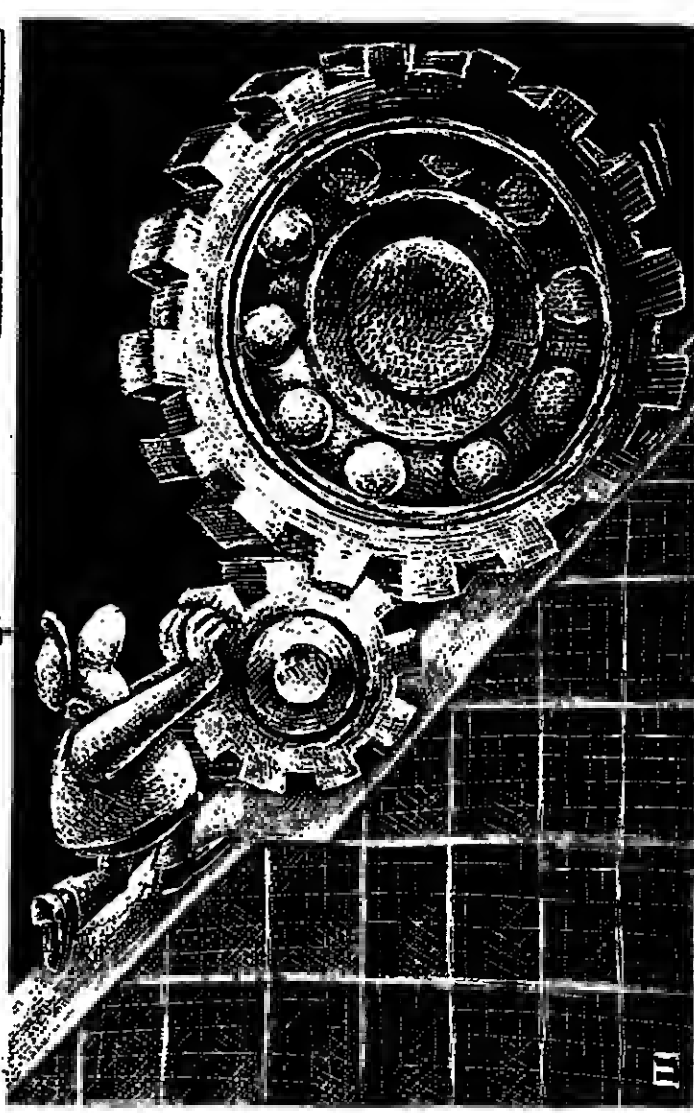
que la sidérurgie. Et la politique d'acquisitions menée est, il est vrai, cohérente avec les choix stratégiques fondamentaux que s'est imposés le groupe français dès sa constitution.

A l'instar de son concurrent britannique British Steel, Usinor-Sacilor ne veut connaître qu'un métier : l'acier. L'une des premières mesures de rationalisation imposées par la nouvelle équipe dirigeante a été de sortir du groupe toutes les activités n'ayant que fort peu de rapport avec le monde des hauts fourneaux. Cet arbitrage exclusif sur la sidérurgie distingue le groupe français de ses concurrents allemands, par tradition très intégrés sur la mécanique lourde, comme de ses rivaux japonais, qui mènent depuis leur sortie de crise des politiques de diversification plutôt éclectiques. Nippon Steel, déjà engagé dans la chimie, les télécommunications et l'ingénierie, a lancé cette année un micro-ordinateur portable.

#### Mailloin faible

Le « tout sidérurgique » s'accompagne, chez Usinor-Sacilor, de la volonté farouche de rester un généraliste de l'acier : les produits plats (tôles pour l'automobile, plaques pour le bâtiment), les produits longs (poutrelles pour le BTP, rails, ressorts), les aciers inoxydables, font partie du portefeuille d'activités du groupe français. Cette ligne de conduite a valeur de dogme. « Francis Mer ne sera pas l'homme de la diversification », martèle à qui veut l'entendre son porte-parole. Tout comme on se refuse, au sein du groupe, à évoquer un possible abandon des secteurs longs courants, en dépit des marges relativement peu importantes que ces produits dégagent et du travail de restructuration qui reste à accomplir. Têtu, résolument rétif aux avis éclairés de toutes sortes, le groupe français a réinvesti dans ce secteur - son acquisition la plus marquante en 1989 en reprenant la sidérurgiste sarroise Saarstahl.

Usinor-Sacilor compte en effet sur la conjoncture décalée entre les différents produits pour tisser ses per-



formances. A l'heure actuelle, alors que les produits plats souffrent du marasme de l'industrie automobile, les produits inox, dont la demande et les prix se sont brutalement effondrés l'an dernier, connaissent une nette reprise. « Nos carnets de commandes sont pleins jusqu'au mois de juin et le mois de janvier 1991 a été très nettement supérieur à celui de 1990 », note le responsable d'Ugine, Philippe Choppin de Janvry. Ce rééquilibrage n'est pas parfait puisque la branche produits plats pèse pour près de 40 % dans le chiffre d'affaires du groupe et pour plus de la moitié dans ses résultats. Mais la montée en puissance des inox au sein du groupe est incontestable. Usinor-Sacilor y a consacré un bon tiers de ses dépenses d'acquisitions l'an dernier.

#### Boxeur irlandais

Le « tout acier » a d'autres implications. L'intégration vers le négocier, d'une part : considéré comme le « mailloin psychologique » le plus faible de la filière acier, la distribution indépendante répercutée, avec une ampleur décapante, les variations des prix des produits sidérurgiques. L'internationalisation rapide, d'autre part. British Steel, par exemple, paie sa trop forte dépendance à l'égard de son marché intérieur. Le sidérurgiste britannique, qui aurait perdu de l'argent au cours des trois derniers mois de 1990, est aujourd'hui contraint de

fermer un laminoir à chaud et une unité de tubes en Ecosse. Avec 2 000 suppressions d'emploi à la clé.

La personnalité cartée de Francis Mer explique en partie les craintes que fait naître l'activisme forcené du groupe. Quatre ans aux commandes d'Usinor-Sacilor lui ont taillé une réputation de bulldozer. Cheval-téger de l'écurie Fauroux chez Saint-Gobain au même titre qu'Alain Minc, Jean-Louis Beffa et Alain Gomez, Francis Mer s'est toujours distingué par son côté « moins-solidaire ». L'homme n'admet ni le « vibrant » loup de l'ancien directeur général de Ceres, ni l'affabilité trompeuse de l'actuel président de Saint-Gobain, encore moins le côté « jeune coq » du patron de Thomson. Cet « hégémoniste de l'industrie » au profil de boxeur irlandais peut-il être freiné une fois lancé ? D'aucuns en doutent.

L'exemple des négociations engagées l'an passé pour une reprise éventuelle de l'américain LTV Steel semble toutefois indiquer que le groupe français sait aussi faire marche arrière. Ce pilier de la sidérurgie américaine pouvait offrir ce qui manque encore au groupe à l'heure actuelle : une implantation industrielle dans les produits plats aux Etats-Unis de manière à servir les constructeurs automobiles de Detroit et les « implants » japonais. Solbac est déjà le premier fournisseur des unités de Nissan implantées en Europe. Après avoir passé au crible forces et faiblesses du sidérurgiste de Dallas,

Usinor-Sacilor a officiellement décidé de jeter l'éponge. « Trop risqué », selon Robert Hudry, le directeur financier. La réponse a été également négative du côté d'Ugine contactée pour reprendre une affaire d'inox longs aux Etats-Unis. L'exemple cruel de Cressot-Loire, succombant aux attraites de Phoenix Steel et se laissant trainer par le fond par son acquisition américaine, a incontestablement laissé des traces dans la mémoire industrielle.

#### La règle d'or du « ni-là »

Reste que la frénésie d'achats pose problème. Les 7,1 milliards de francs déboursés par le groupe français ont remis en cause sa politique d'assainissement financier. L'endettement global du groupe qui avait été ramené à 20,8 milliards de francs en 1989 a pris 7 milliards de plus en 1990. Usinor-Sacilor réduit ses engagements, mais parallèlement doit reprendre les dettes contractées par les sociétés acquises. Or, à la différence d'un British Steel privatisé, le groupe public soumis à la règle d'or du « ni-là » ne peut lever avec facilité des fonds sur les marchés financiers. Par ailleurs, la sidérurgie ne figure pas parmi les priorités budgétaires en matière de dotations en capital. Et n'y aurait-il ni les difficultés de Bull, de Renault ni la volonté politique de supporter Thomson et la TVHD que les pouvoirs publics seraient peu disposés à doter trop richement une sidérurgie sur laquelle les autorités de Bruxelles veillent et pour laquelle beaucoup a déjà été donné. Peu acquis aux solutions type Pechiney International, au nom de la cohérence du groupe, Francis Mer doit donc se contenter de ses capacités d'emprunt et de son cash-flow.

Le groupe Usinor-Sacilor s'épuise-t-il ou se place-t-il en position de force pour négocier les bouleversements du paysage sidérurgique qui se préparent ? D'ici à dix ans, l'application de nouveaux procédés techniques, actuellement à l'état de prototypes, risque de provoquer une nouvelle redistribution des cartes de la sidérurgie mondiale. Tout le monde s'accorde déjà à penser que les groupes qui maîtriseront la coulée continue à bandes minces (procédé qui permet de produire directement des tôles de faible épaisseur) disposeront d'un avantage compétitif sans égal. La nouvelle génération des mini-aciers électriques - du type de celle développée par l'américain Nucor - peut bouleverser l'équilibre des marchés. Enfin, la substitution des plastiques à l'acier, stoppée par les progrès accomplis dans les tôles minces, pourrait reprendre de plus belle en raison des avancées réalisées dans le domaine des composites. Cette « guerre de la matière grise », comme le souligne Claude Lévy, est elle aussi gourmande en capitaux.

Dans l'imprenable forteresse Usinor-Sacilor, on est convaincu d'avoir fait les bons arbitrages. « On ne commente pas, on travaille », cingle-t-on à tous les niveaux du groupe. Avant de décaler le très rituel « Vous n'avez rien compris ». Francis Mer, l'homme tranquille de l'industrie, vénéré et redouté par ses troupes, a pris date. Il donne rendez-vous à ses contemporains à l'issue de son second mandat.

CAROLINE MONNOT

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE, pour offrir à ses clients un produit monétaire garantissant une totale sécurité, crée une nouvelle SICAV :

##### SAINT-HONORÉ BONS DU TRÉSOR

Le portefeuille de la SICAV sera investi, pour l'essentiel, en Bons du Trésor, d'échéances variées (3 mois à 3 ans), il pourra également comporter, ponctuellement, des obligations à échéances courtes, émises par l'Etat français, libellées en francs français ou en euros.

Dans un objectif de protection du portefeuille, et dans les limites réglementaires, le gérant se réserve la possibilité d'intervenir sur le marché à terme des contrats FIBOR.

Le président de cette SICAV est M. Pierre-André BONNOME, directeur de la gestion privée à LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE ; la direction générale et la gestion seront assurées par M. Jean-Louis PRUNET, responsable de l'actariat et de la gestion obligataire.

L'ouverture au public aura lieu le 22 mars 1991. Du 22 mars 1991 au 5 avril 1991 inclus, les souscriptions s'effectueront sans commission de souscription.



##### BANQUE TRANSATLANTIQUE GROUPE CIC

Dans sa séance du 19 mars 1991, le Conseil d'Administration de la BANQUE TRANSATLANTIQUE, réuni sous la présidence de M. François de SIREYES, a arrêté les comptes de l'exercice qui font ressortir un bénéfice net de F. 25.069.088 (dont F. 156.846 de plus-values nettes à long terme) contre F. 25.551.522 (dont F. 378.552 de plus-values nettes à long terme) en 1989.

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 14 mai prochain de distribuer un dividende de F. 10 par action, égal à celui de l'année précédente, (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5).







AFFAIRES

PORTRAIT

# Oscar de la Renta, créateur et homme d'affaires

Le couturier américain présente pour la première fois sa collection de prêt-à-porter de luxe à Paris dans la cour Carrée du Louvre. Une vitrine pour conquérir l'Europe... et l'Asie

Loulait être peintre. Le hasard et la nécessité (financière) ont fait de lui un des plus grands «designers» américains. A cinquante-huit ans, Oscar de la Renta a décidé d'arrêter de dessiner pour se consacrer à la création d'une image internationale. Or c'est à Paris, pas à New-York, que vient la presse du monde entier, répond-il lorsqu'on lui demande pourquoi il a décidé cette année de présenter sa collection de prêt-à-porter de luxe dans la cour Carrée du Louvre. Une «première» pour un créateur établi outre-Atlantique. Sa démarche n'a pas fait que des heureux, on l'imagine, notamment parmi les acheteurs américains qui n'ont pas fait le voyage de Paris : ils ne verront sa collection que dans quelques semaines, à New-York. Apparemment, Oscar de la Renta n'en a cure : l'enjeu est pour lui trop important.

## Un air de grand d'Espagne

«Etant donné la conjoncture et les problèmes de la distribution aux Etats-Unis, nous avons perdu des clients, constate-t-il. A court terme, notre croissance viendra de l'Europe et du Japon, et plus tard, peut-être d'Amérique latine, étant donné mes origines.» Le créateur américain est en effet originaire de Saint-Domingue. Grand, mince, multilingue, il a gardé une

trace d'accent, et une manière d'être plus proche de celle d'un grand d'Espagne que d'un cow-boy. Sans oublier son goût inné des couleurs : au grand dam de son père, qui souhaitait le voir entrer dans l'affaire familiale d'assurances, et avec l'aide bienveillante de ses sœurs (six), il est parti très tôt à Madrid, après avoir fait l'Ecole des beaux-arts de Saint-Domingue.

Comme son père lui coupait les vivres, le jeune peintre a commencé à faire des croquis pour des magazines de mode. De fil en aiguille... il a travaillé pour le studio madrilène de Balenciaga. Sédruit par la couture, il «monte» à Paris, ses dessins sous le bras, et devient l'assistant d'Antonio Castillo chez Lanvin. Pendant trois ans et demi, il y crée des modèles, choisit des tissus. Puis, en 1963, il émigre à New-York, où il crée les collections de haute couture d'Elizabeth Arden. Il la convainc de lancer une collection de prêt-à-porter, passe un accord avec un fabricant... et comme Elizabeth Arden change d'avis au dernier moment, il décide de se lancer seul dans le prêt-à-porter sous sa marque, avec, au départ, l'aide financière de ses sœurs. Comme entre-temps il s'est fait un nom (surtout grâce à ses robes de cocktail et de soir), le succès est au rendez-vous.

Vingt-cinq ans plus tard, Oscar de la Renta Lid appartient toujours à son créateur et à son associé, Géraud



A 58 ans, Oscar de la Renta a décidé que le marché américain ne lui suffisait plus.

Shaw. Plus de 2 milliards de francs de produits sont vendus sous sa marque, dont plus de 700 millions de francs de parfum (la licence en a récemment été rachetée à Avon par Sanofi-Beauté). «Si mon nom est déjà connu en Europe, c'est avant tout grâce au parfum. L'internationalisation de la marque va permettre d'en relancer les

ventes, et sans doute d'introduire une nouvelle fragrance l'an prochain ; le maquillage viendra un peu plus tard.» Le prêt-à-porter, lui, va donc faire son apparition dans quelques magasins de prestige à l'automne. Une gamme d'accessoires va venir conforter l'image et, espère-t-on, favoriser la pénétration du marché. L'ouverture

de boutiques Oscar de la Renta est au programme «sans doute à Paris pour commencer : question de prestige».

## Fabrication made in USA

Dans le même temps, le créateur américain est en train de revoir tout son programme de licences. «Au début des années 60, les couturiers signaient des licences un peu partout. Depuis, l'environnement a changé : les gens voyagent. Il faut pouvoir offrir la même qualité dans le monde entier, et pour toute la gamme de produits, sous peine de compromettre l'image.» L'image : parce qu'il n'a pas une collection de haute couture qui l'imposerait de manière forte. Oscar de la Renta y veille jalousement. L'essentiel de son prêt-à-porter est produit aux Etats-Unis par des sous-traitants, donc sous son contrôle direct. Il commence à procéder de même en Europe : «il va falloir y fabriquer de plus en plus, pour être proche de la clientèle et assurer la qualité de certains produits, mieux fabriqués ici.»

On le voit, c'est toute une mécanique qu'Oscar de la Renta met en place pour conquérir l'Europe, vitrine idéale pour accroître, par ricochet, ses ventes en Asie. Présent au Japon depuis une quinzaine d'années, en association avec Mitsukoshi, il est en train, là aussi, de se réorganiser pour conquérir le bassin pacifique. La pre-

mière collection présentée à Paris (plus «théâtrale», dit-il, pour provoquer un choc visuel que l'habitude des présentations à l'hôtel Pierre, à New-York, ne requiert pas) est donc en fait une sorte de top de départ à une stratégie de conquête soigneusement étudiée.

On l'aura compris : Oscar de la Renta n'est pas seulement un créateur, c'est également un homme d'affaires. C'est aussi un charmeur, et un homme du monde. Tout aussi capable de vous parler chiffres que de conseiller à une de ses clientes de la bonne société new-yorkaise - ou déjà européenne - de choisir un autre coloris pour sa robe, il fréquente volontiers les restaurants à la mode et les diners mondains, comme on peut le voir, déjà, à Paris. Ami de Pierre Cardin, de Marie-Hélène de Rothschild, de Marcella Agnelli, de la cour d'Espagne, entre autres, nul doute qu'il saura faire son chemin sur le Vieux Continent, qu'il connaît fort bien pour avoir été autrefois marié (pendant dix-huit ans) à une Française. Sa mode, élégante et féminine, conçue pour une clientèle de luxe, certes, mais, surtout le jour, pour une femme qui travaille, saura-t-elle conquérir les Européennes ? Oscar est en tout cas déterminé à tout mettre en œuvre pour les séduire.

MARTINE LEVENTER

## Bâtir à l'Est

Bulgares, Hongrois et Polonais tentent de vendre leurs projets aux professionnels occidentaux

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

QUATRE mille professionnels provenant de 27 pays - 40 % de plus qu'en 1990 - ont participé au deuxième Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM), du 9 au 12 mars à Cannes. Des délégations dirigées par des responsables gouvernementaux des pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie et Pologne) ont expliqué leurs projets.

Vaste marché potentiel, l'immobilier est-européen intéresse au premier chef les professionnels occidentaux, mais soulève des problèmes de tous ordres, en particulier juridiques - liés à la propriété des sols - et financiers - concernant la solvabilité des commanditaires. Des projets existent. Les ministres des pays de l'Est présents à Cannes en ont présenté la liste à leurs interlocuteurs en insistant sur les diverses opportunités de partenariat qui leur sont offertes.

### Besoins prioritaires

La Hongrie prépare ainsi activement l'exposition universelle qui aura lieu simultanément à Budapest et à Vienne, en 1995, et qui est liée à une importante opération d'aménagement des quartiers sud de la capitale hongroise, avec la construction d'un centre d'affaires et la réalisation d'infrastructures de base d'un coût total de plus de 1 milliard de dollars à court terme et de 3 milliards dans un délai de dix à quinze ans. Le secrétaire d'Etat chargé de ce projet, M. Etela Barath, a indiqué qu'un appel d'offres international avait été lancé, en septembre dernier, pour le financement de ces investissements, auquel plus de trois cents sociétés ont répondu, dont une quarantaine d'opérateurs français (parmi lesquels les groupes Saatchi, Europe développement, Lyonnaise des eaux, Dumez et la banque Paribas). Le gouvernement hongrois a aussi élaboré un plan de développement des infrastructures routières et ferroviaires du pays représentant, à terme, un investissement de 7,5 milliards de dollars.

M. Kiril Ermenkov, secrétaire d'Etat bulgare aux transports, a présenté de son côté quatre projets d'investissement : la construction d'un aéroport de Sofia (de 300 à 500 millions de dollars), l'aménagement du réseau routier - avec, notamment, l'achèvement de l'autoroute trans-européenne Nord-Sud (300 millions de dollars), - le développement de

réseau ferroviaire (nœud chiffré) et la modernisation de l'infrastructure portuaire de la mer Noire (de 10 à 12 millions de dollars).

Quant à la Pologne, ses besoins prioritaires concernent l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires, mais aussi la construction de logements, de centres d'affaires, etc. Comment financer ces opérations ? Des formules nouvelles restent à inventer, mais, d'une manière générale, les gouvernements des pays de l'Est misent sur le recyclage des plus-values par le biais d'outils d'aménagement ayant déjà fait leurs preuves dans les pays occidentaux, par exemple, les ZAD (zones à aménagement différé) en France. Surendossés, ces pays n'envisagent qu'un recours modéré à l'emprunt. M. Barath évoquant un montage type, dans lequel la participation de l'Etat hongrois n'excéderait pas de 15 % à 20 %, avec un apport de 10 % des investisseurs privés nationaux (les dépôts des épargnants hongrois ont atteint 1 milliard de dollars en 1990), le reste provenant des opérateurs étrangers.

Les ministres présents ont mis en exergue les garanties offertes par leurs gouvernements aux investisseurs étrangers. En Hongrie comme en Pologne et même dans la Bulgarie néo-communiste, des lois ont été votées ou sont en passe de l'être sur la propriété privée, le régime des concessions, la fiscalité des entreprises, etc., prévoyant, en particulier, la possibilité d'un rapatriement des bénéfices et des exonérations fiscales importantes pour les investisseurs s'engageant à long terme. Le vice-ministre polonais de la construction, M. Adam Kowalewski, a rappelé de son côté que, dans son pays, la majorité des terrains est toujours restée aux mains du secteur privé - 50 % dans les villes - et que la privatisation de l'économie, actuellement de 20 %, serait portée à 50 % dans le courant de la prochaine décennie.

En dépit de leurs propos rassurants, les responsables des pays de l'Est n'ont cependant pas désarmé la prudence, voire la méfiance de leurs interlocuteurs, dont un petit nombre seulement ont, au MIPIM, saisi l'occasion de dialoguer avec eux. Il est vrai que les hôtes de la manifestation cannoise, venus avec une très maigre documentation, ont encore d'énormes progrès à faire dans le domaine de la communication et du marketing. La représentation de la Bulgarie s'est ainsi exprimée exclusivement en bulgare, ses propos étant traduits de sa langue en allemand, puis, approximativement, en français.

GUY-PORTE

# First class coverage.

# Business perspective.

# Economy fare.

Only The Economist brings you the world in depth. Our unique perspective and analysis give you value for money. Intelligence you simply won't find elsewhere. The Economist weekly briefing at up to 50% off the newsstand. Subscribe now to The Economist using the card below.

**Abonnez-vous tout de suite et gagnez jusqu'à 50 % du prix kiosque**

Je désire un abonnement d'un an à The Economist

Nom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Prix : FF 599 □ £St 60 □ US\$ 117 □

Paiement : □ Chèque comptant (payable à The Economist Newspaper Ltd.)  
 □ Carte de crédit □ American Express □ Visa □ Diners Club □ Eurocard

Signature \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

(Le retour sur les cartes de crédit sera en livres)

Factures-moi □ Factures-mes sociétés

Veuillez renvoyer ce bulletin avec paiement à : The Economist Newspaper Ltd., PO Box 14, Hangle Hill, Rochdale M20 2SD, Angleterre. Tél : (044) 4023 8150. Télécopie : (044) 4023 8121.

Cette offre ne s'applique qu'à l'Europe continentale, la Scandinavie et la République d'Irlande. Cette offre n'est pas disponible en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Veuillez accorder priorité à 28 jours de délai de votre commande. Le journal The Economist est publié en Grande-Bretagne sous Data Protection Act, 1984 et est accessible au service de mailing de postfinance. Siège social à Londres : 25 St. James's Street, London SW1A 1HA, England. © 1991 The Economist.

### Traduction de l'annonce ci-dessus :

Couverture de première classe. Classe affaires en perspective. Tarif économique. Seul The Economist vous apporte le monde en profondeur. Notre perspective unique et notre analyse vous fournissent des informations de valeur sur le business que vous ne trouverez pas ailleurs. Afin d'obtenir votre briefing hebdomadaire jusqu'à 50 % du prix kiosque, abonnez-vous tout de suite à The Economist en remplissant le bon à découper ci-dessous. The Economist chaque vendredi.



## MARCHÉS FINANCIERS

Pour pallier les fluctuations brutales de l'indice CAC 40

## Le calcul de l'indice de compensation est modifié

Trois mois après la chute brutale de l'indice CAC 40 à la fin de la séance du mercredi 26 décembre 1990, la Commission des opérations de Bourse (COB) d'une part, et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), d'autre part, ont pris connaissance des résultats de l'enquête conduite de manière coordonnée par trois instances, la COB, la SBF (Société des Bourses françaises) et la SCMC (Société de compensation des marchés conditionnels).

Ce jour-là, un important mouvement d'ordre de vente d'actions composant l'indice CAC 40, émanant de sociétés de contrepartie ayant des positions spéculatives sur les marchés dérivés de cet indice boursier, a eu pour conséquence d'entraîner, deux minutes avant la clôture, une forte baisse (près de 2 %) du baromètre de la place française. Or le niveau du CAC 40 en fin de séance correspond, en principe, au cours de compensation (cours de référence) retenu pour les marchés dérivés.

Cette manœuvre artificielle est courante en fin de mois, lors de l'échéance des contrats optionnels. Destinée à influencer sur le niveau de l'indice final, elle est provoquée artificiellement par certains opérateurs pour servir leurs intérêts.

Pour les autorités du marché, « les comportements des intervenants concernés ne justifient pas en l'état l'ouverture de procédures disciplinaires ». Après avoir jugé bon de rappeler les règles générales de déontologie et de préciser les « devoirs et obligations des intervenants et teneurs de marchés », les autorités ont décidé de demander la modification du calcul de l'indice de compensation et de liquidation des contrats CAC 40. Pour éviter de nouvelles fluctuations brutales, « il sera retenu dans l'avenir une moyenne des indices relevés au cours des trente dernières minutes précédant l'échéance ».

D. G.

Accords avec Deutsche Airbus et Thomson

## Boeing multiplie les coopérations avec les Européens

Boeing fait des offres aux Européens. Le constructeur aéronautique américain a indiqué, mercredi 20 mars, avoir conclu deux accords avec des firmes européennes. Le premier avec Deutsche Airbus concernant le Super-Concorde, l'avion supersonique que projetait de construire British Aerospace et Aérospatiale, en association la plus ouverte. Les Allemands s'étaient joints à ce projet.

Boeing avait annoncé en mai dernier rejoindre lui aussi le pool d'étude du projet créé par les Européens. Mais cette adhésion était restée limitée. Aujourd'hui, le groupe américain conclut avec Deutsche Airbus un accord qui

pourrait être très large puisqu'il comporte au moins les aspects « financiers et techniques » du projet, d'après un communiqué de Boeing.

## Les visées américaines de Thomson

En s'alliant avec Deutsche Airbus, le numéro un mondial européen, il amène le constructeur allemand, filiale de Daimler-Benz, qui ne cache pas son ambition croissante de l'aérospatiale, comme l'a démontré récemment sa volonté d'être maître d'œuvre d'un avion de transport régional de 80 à 130 places.

Le contenu du second accord conclu avec Thomson reste lui aussi imprécis, mais on sait qu'il s'agit pendant cinq ans de travailler ensemble sur un certain nombre de domaines concernant la défense et l'aérospatiale. Le groupe français cherche depuis longtemps des alliés dans le secteur militaire et Boeing pourrait lui ouvrir des portes aux États-Unis.

## Logements de luxe à Paris

De 55 000 à 65 000 francs le mètre carré pour les appartements de la caserne Duplex et de Passy

Les logements de luxe qui seront construits sur les emplacements de la caserne Duplex et du ministère de l'Équipement, à Passy, dans les 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements de Paris, seront vendus à des prix allant de 55 000 à 65 000 francs le m<sup>2</sup>, a déclaré, mercredi 20 mars, M. Jean-Marie Maillard, PDG de Meurice, filiale de promotion immobilière de la BNP.

Le prix de ces logements s'explique, selon M. Maillard, par la charge foncière de ces terrains, qui appartiennent auparavant à l'État, et par l'obligation pour les promoteurs de construire dans ces programmes des logements sociaux (pour les personnels de l'armée) et de remettre gratuitement des équipements collectifs à la mairie de Paris.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Mensuelcic  
La Sicav des 13 mois

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28.12.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 5 mars 1991 présidé par M. Bernard YONCOURT

Actif net au 28.12.1990 : F 398.464.008

Performance 1990 : + 7,95 %

Performance des emprunts d'Etat 7/10 ans en 1990 : - 3,60 % (Indice Crédit Lyonnais)

Taux du marché monétaire en moyenne mensuelle en 1990 : + 9,95 %

Montant total des dividendes de l'exercice : F 839,21 + F 2,26 de crédit d'impôt (12 acomptes mensuels de F 65,00 + le solde)

Solde de l'exercice 1990 : F 59,21 + F 2,07 de crédit d'impôt pour mise en paiement le 29.04.1991

Prochains acomptes mensuels : F 67,00

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GRUPE CIC

## PARIS, 20 mars ↑

## Amélioration

Après trois séances de baisse, une légère amélioration s'est produite mercredi à la Bourse de Paris. La journée avait pourtant mal commencé, puis, à l'inverse, le marché s'est à nouveau assez singulièrement redressé (-0,84 %). Vers 11 h 30, l'indice CAC 40 parvenait à recouvrer son équilibre. Malgré de nombreux trépidations, il parvenait à prendre une légère avance et, à la clôture, il s'inscrivait à 0,85 % au-dessus de son niveau précédent.

Ce score apparaît satisfaisant, dans la mesure où le liquidation général de mars avait lieu ce jour. Malgré les coups de tabac qui ont secoué la Bourse ces dernières semaines, elle a résisté. Cependant, elle a pu pour le moment éviter la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

VALEURS	Cours 19 mars	Cours 20 mars
Alcatel	85 1/4	86 1/8
ATF	24 7/8	25
Banque	14 1/4	14 1/2
Bois de France	26 1/2	26 3/8
Chemins de fer	12 1/2	12 3/4
Compagnie	52 3/8	52 3/4
Electricité	57 1/8	57 3/4
General Electric	31 1/2	31 3/4
General Motors	21 7/8	22 1/8
Goodyear	100 5/8	101 1/8
ITT	55	55 1/2
Motor Oil	100 5/8	101 1/8
Schneider	80 3/4	81 1/8
Suez	142 1/2	143 1/8
Union Carbide	17 3/4	17 7/8
Westinghouse	25 3/4	26
Yves Rocher	55 1/8	55 1/4

## LONDRES, 20 mars ↓

## Morosité

Les valeurs ont terminé la séance de mercredi en baisse au Stock Exchange. L'indice Footsie a chuté de 12 points, après avoir abandonné jusqu'à 20 points au cours de la séance, et finissant à 2.441,2. Le volume des échanges a atteint 558,3 millions de titres, contre 614,5 millions mardi.

La projet de budget britannique, présenté la veille par M. Norman Lamont, incluant la hausse de la TVA de 15 à 17,5 % et l'abandon de la baisse des taux d'intérêt, a largement contribué à la morosité du marché.

Le contenu du second accord conclu avec Thomson reste lui aussi imprécis, mais on sait qu'il s'agit pendant cinq ans de travailler ensemble sur un certain nombre de domaines concernant la défense et l'aérospatiale. Le groupe français cherche depuis longtemps des alliés dans le secteur militaire et Boeing pourrait lui ouvrir des portes aux États-Unis.

M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort. M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort de maladie, à cinquante-cinq ans, emporté en quelques semaines. Entré à la banque en 1963, il en avait rapidement gravi les échelons, se spécialisant dans le financement du commerce international et de la grande exportation. Très chaleureux, parfois impétueux, il avait, de 1987 à 1990, tenté, en vain, de redresser la situation de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), mission impossible qui en avait déjà usé plus d'un.

M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort. M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort de maladie, à cinquante-cinq ans, emporté en quelques semaines. Entré à la banque en 1963, il en avait rapidement gravi les échelons, se spécialisant dans le financement du commerce international et de la grande exportation. Très chaleureux, parfois impétueux, il avait, de 1987 à 1990, tenté, en vain, de redresser la situation de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), mission impossible qui en avait déjà usé plus d'un.

M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort. M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort de maladie, à cinquante-cinq ans, emporté en quelques semaines. Entré à la banque en 1963, il en avait rapidement gravi les échelons, se spécialisant dans le financement du commerce international et de la grande exportation. Très chaleureux, parfois impétueux, il avait, de 1987 à 1990, tenté, en vain, de redresser la situation de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), mission impossible qui en avait déjà usé plus d'un.

M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort. M. Patrick Devand, directeur général délégué de la Banque Paribas, est mort de maladie, à cinquante-cinq ans, emporté en quelques semaines. Entré à la banque en 1963, il en avait rapidement gravi les échelons, se spécialisant dans le financement du commerce international et de la grande exportation. Très chaleureux, parfois impétueux, il avait, de 1987 à 1990, tenté, en vain, de redresser la situation de la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), mission impossible qui en avait déjà usé plus d'un.

## NEW-YORK, 20 mars ↓

## Irégulier

La grande Bourse américaine s'est un peu remise mercredi de la secousse que lui avait causée la veille l'annonce par « Big Blue » d'une baisse probable de 50 % de ses bénéfices pour le premier trimestre. La tendance, cependant, a été très irrégulière, et la séance s'est achevée sur une modeste progression de 0,21 points (+ 0,15 %) à 2 872,03. Le bilan général de la journée confirme cette double amélioration : sur 2 024 valeurs traitées, 832 ont monté, alors que 885 ont baissé et que 327 reproduisaient leurs cours de la veille.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

La moralité n'est pas redevenue meilleure autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'a oublié la chute de la semaine dernière. L'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit annuel de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon point. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après une pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il y ait de doubles coups d'optimisme : la très légère baisse enregistrée sur le cours des bons du Trésor à trente ans.

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	85 1/4	86 1/8	General	85 1/4	86 1/8
Amatel	24 7/8	25	LCC	24 7/8	25
Asystel	105	106	IRA	105	106
BAC	167	168	Idemov	167	168
Banque	14 1/4	14 1/2	Immo. Hémisph.	14 1/4	14 1/2
Bois de France	26 1/2	26 3/8	LP.B.M.	26 1/2	26 3/8
Chemins de fer	12 1/2	12 3/4	Loisirs	12 1/2	12 3/4
Compagnie	52 3/8	52 3/4	Loisirs	52 3/8	52 3/4
Electricité	57 1/8	57 3/4	Loisirs	57 1/8	57 3/4
General Electric	31 1/2	31 3/4	Loisirs	31 1/2	31 3/4
General Motors	21 7/8	22 1/8	Loisirs	21 7/8	22 1/8
Goodyear	100 5/8	101 1/8	Loisirs	100 5/8	101 1/8
ITT	55	55 1/2	Loisirs	55	55 1/2
Motor Oil	100 5/8	101 1/8	Loisirs	100 5/8	101 1/8
Schneider	80 3/4	81 1/8	Loisirs	80 3/4	81 1/8
Suez	142 1/2	143 1/8	Loisirs	142 1/2	143 1/8
Union Carbide	17 3/4	17 7/8	Loisirs	17 3/4	17 7/8
Westinghouse	25 3/4	26	Loisirs	25 3/4	26
Yves Rocher	55 1/8	55 1/4	Loisirs	55 1/8	55 1/4

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 20 mars 1991  
Nombre de contrats : 111 903.

COURS	Sept. 91	Oct. 91	Nov. 91	Dec. 91
Dernier	184,36	184,36	184,36	184,36
Précédent	184,36	184,36	184,36	184,36

PRIX D'EXERCICE	Sept. 91	Oct. 91	Nov. 91	Dec. 91
104	1,71	-	0,75	1,32

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 777,50	1 778

**Jeudi 21 mars**  
Docteur Adrien Bedossa,  
président de l'Union  
des biologistes de France.  
*Le Monde* du 22 mars parle dans ses pages  
affaires d'une enquête sur les laboratoires  
d'analyses et les changements technologiques.



## BOURSE DU 21 MARS

## Règlement mensuel

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (selection)

## ALICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu



## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 20 mars au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

## ● La fonction publique et l'Europe

(Le Monde du 21 mars.)

## ● Protection des consommateurs

M. Neiertz, secrétaire d'État à la consommation, a présenté une lettre rectificative au projet de loi renforçant la protection des consommateurs. Il s'agit de modifier l'article premier de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme pour interdire, dans les mécanismes d'indexation, la prise en compte d'un indice qui inclurait le prix du tabac sans pour autant faire obstacle au calcul d'un indice incluant ce prix.

## ● La recherche universitaire

(...) Les orientations suivantes ont été retenues.

1) La priorité à la formation. L'effort engagé depuis 1989 pour doubler le nombre des titulaires de doctorat délivrés chaque année sera poursuivi grâce au doublement du nombre des allocations de recherche.

Pour assurer la formation à l'enseignement supérieur des futurs enseignants-chercheurs, mille cinq cents moniteurs ont été organisés au cours de chacune des années 1989 et 1990. Cet effort sera maintenu dans les années à venir.

Pour mieux encadrer les futurs docteurs, une carte des formations doctorales sera établie, des écoles doctorales seront créées et les chercheurs appartenant aux grands organismes de recherche seront incités à exercer leur activité au sein de l'enseignement supérieur.

Un accent particulier sera mis sur la recherche dans le domaine de l'éducation, indispensable à la formation des maîtres et à la réno-

vation des programmes, et sur l'accueil des étudiants déjà titulaires d'un doctorat, en particulier ceux qui viennent d'Europe centrale et orientale.

## 2) L'égalité des chances.

Il s'agit d'établir une plus grande égalité entre équipes de recherche et entre disciplines.

Le programme « jeunes équipes », lancé en 1990 pour aider les nouvelles équipes de recherche, sera poursuivi. Quatre cents équipes de recherche devraient bénéficier à terme. Les sciences humaines ont obtenu une plus large part des allocations de recherche et des crédits distribués entre l'État et les universités. Les centres de recherche universitaire de province seront soutenus par l'action conjointe du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de la recherche et de la technologie et du Centre national de la recherche scientifique.

La création, en 1990, de la prime d'encadrement doctoral et de recherche a permis de revaloriser la carrière des enseignants-chercheurs. Près de cinq mille en ont déjà bénéficié.

Un institut universitaire de France, qui sera prochainement créé, permettra aux meilleurs enseignants-chercheurs de mieux consacrer à leurs activités de recherche et d'encadrement doctoral par un allègement de leur charge d'enseignement.

3) L'évaluation. La politique de recherche universitaire fait l'objet d'une évaluation par un comité scientifique composé pour moitié de membres appartenant à d'autres États européens.

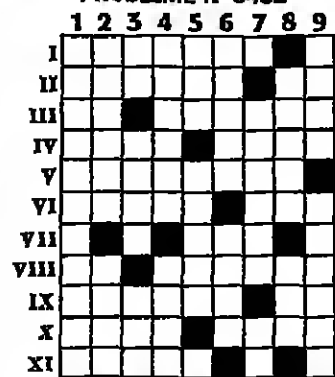
La préparation des contrats conclus entre l'État et les universités pour la répartition des crédits est précédée par une évaluation des projets de recherche qui incombe à des groupes d'experts.

## ● L'exécution du budget de l'année 1990

(Le Monde du 21 mars.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5482



HORIZONTALEMENT

I. Les deux font la paire. - II. Donne du souffle. Article. - III. Ne nous montre pas toujours son meilleur côté. Bloque la sortie. - IV. Passé en alliance. Faisait vibrer. - V. Sa place peut être donnée à celui qui tend la main. - VI. Fut un moyen de trancher le sujet. Aimait beaucoup le bleu. - VII. C'est souvent le mot de la fin. - VIII. En France. Mutilation action. - IX. Rendait forte. Un peu pour représenter. - X. Travaille pendant que d'autres jouent. Ne court pas les rues. - XI. Ce n'est pas à la casserole qu'on le fait passer.

VERTICALEMENT

1. Avant d'y entrer, il faut avoir frappé. - 2. Est fait pour ce que l'on doit faire. Moyen d'y voir clair. - 3. Nota. Sèvre fut son père. Partie d'un empire. - 4. Aiment les petits cochons. Eut du travail sur la planche. - 5. Va aux renseignements. Moyen d'occuper le terrain. - 6. Fit l'ouverture. Fit un tour. - 7. Porte des cônes. Dans la gamme. - 8. Source de chaleur. Bonne femme. - 9. Bonne ou mauvaise presse. Sans influence.

Solution du problème n° 5481

Horizontalement  
I. Suprême. - II. Arrogants. - III. Piété. Cas. - IV. Ré. Léna. - V. Ogra. Gie. - VI. Feu. Pista. - VII. Solas. - VIII. Abstinent. - IX. Grue. Tia. - X. Eular. Ria. - XI. Tes. Asd.

Verticalement  
1. Suprême. - 2. Ubiq. Brut. - 3. Pré. Ruse. - 4. Ré. Ork. - 5. Egde. Pli. - 6. Ma. Nekt. - 7. Ecclésiastes. - 8. Ta. Et. Nekt. - 9. Ossu. Est. At.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Blaudine LEJEUNE et Didier SPECQ ont la joie d'annoncer la naissance de Constantin.

le 19 mars 1991 à Lille.  
M. et M<sup>me</sup> Specq-Lejeune, 12, rue Jos-Braems, 59700 Maro-en-Barœul.

- Danièle LAMARQUE et Emmanuel FRAISSE ont la joie d'annoncer la naissance de leur troisième enfant, Jérémie.

le 7 mars 1991.  
65, rue du Javelot, 75013 Paris.  
Tél. : 45-86-31-21.

- Elisabeth et Marcia JORDY sont heureux d'annoncer la naissance, le 15 mars, à Raleigh (USA), de Lilian, Elisabeth.

au foyer de Vickie et Martin JORDY.  
16, rue Jean-Racine, 31400 Toulouse.

## Mariages

- M<sup>me</sup> Geneviève DE CLERCK et M. Patrick BARBERON, sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu, le 9 mars 1991, dans la plus stricte intimité.

3, rue de Laborde, 75008 Paris.  
- M<sup>me</sup> Gaston GRASSIOT, M. Yves LEMAIGNEN, sont heureux d'annoncer le mariage de Christine LEMAIGNEN, psychologue clinicienne, et Jean-Claude GRASSIOT, architecte.

célébré dans la plus stricte intimité, le 21 mars 1991, à Paris-XV.  
5, passage Saint-Ambroise, 75011 Paris.

## Décès

- Claudine Aubert, Anick Berthelin, Stéphane Collin-Berthelin, Paul Berthelin-Chailou, Les familles Berthelin, Claude Collin et Francis Kootz, ont la douleur de faire part du décès de Edmond BERTHELIN, survenu subitement le 19 mars 1991, à l'âge de quarante-neuf ans.

Une bénédiction lui sera donnée le vendredi 22 mars, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, Paris-9.

Ni fleurs ni couronnes.  
L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Villeneuve (Aube).  
21, rue Milton, 75009 Paris.  
17, boulevard Victor-Hugo, 92200 Nanterre-St-Denis.

- Le directeur, Le président et les membres du conseil d'administration, Les enseignants, Et les étudiants, Le personnel administratif de l'École d'architecture de Paris-La Villette, ont la profonde tristesse de faire part du décès de Jean-Marie BOUCHERET, professeur de sociologie et philosophie.

- Nancy Metz, François Cahen, son épouse, Christophe et Sébastien, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Pallier et leurs enfants, M<sup>me</sup> André Cahen, Lise Cahen, M<sup>me</sup> Denise Cahen, Les familles Cinqulibre et Pallier, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> François CAHEN, survenu subitement, le 6 mars 1991, à l'âge de quarante-deux ans.

- On nous prie d'annoncer le retour, à Dieu du

général de C.A. Michel GOURAUD, survenu, le 20 mars 1991, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 23 mars, à 10 heures, en l'église de Saint-Symphorien, à Versailles.

Pas de fleurs, des prières.  
De la part de M<sup>me</sup> Michel Gouraud, née Charlotte de Baillencourt, son épouse, De ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants.

(Lire page 38.)  
- Christine Astier, Roland Hesse, Maude Hesse, M<sup>me</sup> Brunette, M<sup>me</sup> de Poligny, Patricia Hesse, Dan Franch, ont la douleur de faire part du décès de Hugo HESSE, survenu le 16 mars 1991, à l'âge de vingt-deux ans.

- M<sup>me</sup> Fatima Ibrahim, Ses enfants, La famille, Et tous les amis, ont le regret de faire part du décès de M. Rachid IBRAHIM.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Thiais, le vendredi 22 mars 1991, à 10 h 30, dans l'intimité.

- M<sup>me</sup> Jean-Pierre Lemoine et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-Pierre LEMOINE, ancien grand reporter de la presse écrite, ancien rédacteur en chef de la Télévision française, survenu le 18 mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Lambert de Veugny, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, le samedi 23 mars, à 8 h 30.

78, rue Cambonne, 75015 Paris.  
- On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> Léon ROUDINE, née Sarah Suzanne Schlesberg, survenu le 20 mars 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 mars.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 heures.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Gérard Roudine, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Eric Alexandre, M. Mathias Roudine, ses petits-enfants, M. Jacques Schlesberg, M. et M<sup>me</sup> Henri Schlesberg, M<sup>me</sup> Simone Schlesberg, ses frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Les familles Schlesberg, Birman, Baruch, Traube, Rudin, Wekstein, Imhoff, Toute la famille, Et ses nombreux amis, Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
32, rue du Général-Lectec, 92270 Bois-Colombes.

THESES  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
CAHEN & C<sup>ie</sup>  
43-20-74-52  
MINITEL par le 11

- Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants Et sa famille, ont le chagrin d'annoncer le décès de Robert SABBAGH, le 11 mars 1991.

Saida (Algérie), Hameau de Puissanton, 06220 Vallauris.

- Danièle et Colette Ouzilou, née Chemama, Les familles Chemama, Ouzilou, Zerbib, ont la douleur d'annoncer le décès de Huguenette SCHUSTER, née Chemama, survenu le 13 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Remerciements  
- Les familles Galia et Beauchesne, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie reçues lors du décès de M<sup>me</sup> Anne GALIA-BEAUCHESNE adressent leurs plus sincères remerciements.

Anniversaires  
- Il y a dix ans, le 22 mars, notre abbé Alexandre GLASSBERG, homme de combat, de conviction, de tolérance, nous quittait.

Tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, ont pour lui une amicale pensée.

- Ses amis, ses étudiants, et ses amis de M. Alfred GUTH, professeur à Paris-Sorbonne, décédé le 22 mars 1990.

Soutenances de thèses  
- M. Constantinos Lycourgos soutiendra le 27 mars 1991, à 9 h 30, à l'université Paris-11, 12, place du Panthéon, Paris-5, dans la salle des Conseils, une thèse de doctorat en droit ayant pour sujet : « L'association avec union domestique : un mode de relations entre la CEE et des États tiers ».

CARNET DU MONDE  
Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-98  
Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME  
à la date parvenue avant 9 h au siège du journal.  
16, rue Faidherbe, 75015 Paris  
Tél. : 206 806 F  
Télécopieur : 40-86-77-13  
Taux de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 82 F  
Abonnés et actionnaires : 80 F  
Consignations diverses : 80 F  
Thèmes divers : 80 F  
Les lignes en capitales grasset sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en bas sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

SOLDES  
Tous les jours  
du lundi 18 mars  
au vendredi 22 mars  
inclus.  
9h à 12h/14h à 18h.

HERMES  
PARIS  
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8<sup>e</sup>  
PRêt-à-porter, MAQUIGNERIE, CANTIS, CHAUSURES, EPONCE.

## EN BREF

□ Accompagnateurs pour l'Association des paralysés de France. - Pour permettre aux personnes les plus handicapées de partir quelques semaines en vacances, durant l'été, l'Association des paralysés de France recherche des personnes valides susceptibles d'apporter, durant deux ou trois semaines en juillet et en août, leur aide aux handicapés. Qualités appréciables : disponibilité, sens de l'écoute, compétences en sport, musique, animation... Le voyage, l'hébergement, la nourriture et la Sécurité sociale sont pris en charge par l'Association.

□ Renseignements d'urgence auprès de Jacques Ohadia, service vacances, Association des paralysés de France, 17, boulevard Auguste-Bianqui, 75013 Paris. Tél. : (1) 40-78-69-99 (du lundi au jeudi).

□ Une brochure sur les droits des enfants en France. - L'Institut de l'enfance et de la famille vient de publier une brochure qui propose une lecture de la législation française, à la lumière de la Convention internationale des droits de l'enfant entrée en vigueur le 3 septembre 1990, et des éléments de réflexion sur le statut juridique et social de l'enfant. L'auteur est M. Jean-Pierre Rosenczweig, directeur de l'Institut, membre du Haut-Conseil de la population et de la famille.

□ Les Droits des enfants en France, 228 pages, 100 francs. Institut de l'enfance et de la famille, 3, rue Gog-Héron, 75001 Paris.

LOTO  
1985  
1 23 29 35 37 38 33  
20836  
1 7 31 33 35 45 23

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-130 ; La Norma : 0-100 ; Notre-Dame-de-Belleville : 5-40 ; Peisey-Vallandry : 40-143 ; La Plagne (altitude) : 105-240 ; La Plagne (villages) : 5-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 70-230 ; Saint-François-Longchamp : 35-203.

SAVOIE  
Les Ares : n.c. ; Arches-Beaufort : 35-203 ; Aussois : n.c. ; Bonneval-en-Arce : 60-220 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 76-133 ; Crêt-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 0-30 ; Les Menuires : 10-140 ; Méribel : 15-







Le projet de loi sur l'île

## La majorité sénatoriale souhaite le maintien du statut actuel de la Corse

Le Sénat a commencé, mercredi 20 mars, l'examen du projet de loi tendant à doter la Corse d'un nouveau statut, présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. La majorité sénatoriale a concentré ses critiques sur trois dispositions essentielles du texte, novatrices par rapport au statut de 1982 et qu'elle entend supprimer : la référence au « peuple corse », la constitution d'un pouvoir exécutif distinct du pouvoir législatif et la refonte des listes électorales.

Les parlementaires ne disposent guère que de deux moyens de s'opposer à un projet de loi du gouvernement : ils peuvent contraindre son examen en recourant à l'arsenal « conventionnel » de la procédure parlementaire (question préalable, motion d'irrecevabilité ou de renvoi

en commission), ou bien vider ce projet de loi de son sens en l'amendant systématiquement. C'est cette deuxième solution qui a été retenue par le président de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché (RPR, et ind.), rapporteur du projet de loi modifiant le statut de la Corse.

Instruit de cet état d'esprit, M. Marchand n'a pas semblé nourrir beaucoup d'illusions sur le sort qui serait fait au texte élaboré par son prédécesseur, M. Pierre Joxe. Après avoir assuré que « le maintien de l'Etat de droit figure parmi les objectifs » du gouvernement, M. Marchand s'est efforcé de convaincre son auditoire que le projet de loi « est, d'abord et très simplement, une loi de décentralisation » et que « la mise en place d'institutions plus efficaces n'est pas un préalable, mais une condition du développement de la Corse ».

Le ministre de l'Intérieur a défendu les trois principales dispositions contestées par les sénateurs. Il a plaidé pour « un pouvoir exécutif renforcé » et pour « une claire dissociation entre les fonctions exécutives et délibératives ». M. Marchand a souligné qu'une refonte complète des listes électorales en Corse « est de nature à satisfaire ceux qui doutent, sans offenser ceux qui ne doutent pas ». Citant un extrait des *Mémoires d'espérance*, le ministre a invoqué l'autorité du général de Gaulle pour défendre la notion de « peuple corse », inscrite dans l'article premier du projet de loi. Il a souligné que cette notion ne porte pas atteinte, selon lui, à « la souveraineté

du peuple français », à « l'indivisibilité de la République », ni à « l'unité de l'Etat ».

Le rapporteur du projet de loi, M. Larché, s'est montré très critique sur le texte soumis au Sénat. Il est revenu sur la notion de « peuple corse ». « On nous propose de reconnaître l'émergence juridique d'un peuple nouveau. En général, une émergence de cet ordre caractérise la fin d'un fait colonial. N'est-ce pas une manière de reconnaître la légitimité de ceux qui ne craignent pas d'affirmer que la Corse, sous administration française, a été soumise à un régime colonial ? », s'est-il demandé. M. Larché a expliqué, à propos de l'institution d'un pouvoir exécutif fort, qu'« on peut très bien [y] parvenir en rassemblant l'essentiel des pouvoirs sur le président de l'Assemblée et en dotant celui-ci de la stabilité nécessaire ».

### « L'abdication de l'Etat »

Les intervenants qui se sont succédé par la suite ont été, en règle générale, tout aussi critiques. M. Lucien Laniel (app. RPR, Val-de-Marne) a affirmé que « la Corse ne doit pas être un terrain permanent d'expérience politique ». M. Charles Pasqua (Gauche de Seine) a souligné que la solution du problème passe « par le rétablissement de l'ordre public ». Il a demandé au ministre « une réponse claire » sur « la question de fond : le gouvernement est-il en train de préparer la largesse de la Corse ? ». Les élus de la Corse se sont

distingués par leur virulence. M. Charles Orsano (non inscrit, Corse-du-Sud) a condamné « l'abdication de l'autorité de l'Etat » avec « les poseurs de bombes », ce qu'a vigoureusement contesté M. Marchand. M. François Giacobbi (Rass. dém., Haute-Corse), chef de file, au Sénat, des détracteurs du projet, s'est livré sur les « gadgets institutionnels qui tendent tous à éloigner la Corse de la France ». Plus nuancé, M. Jean-Marie Girault (Rép. et ind., Calvados) a fait part de ses doutes quant à la méthode adoptée par la commission des lois. « Du projet de loi, il ne restera pas grand-chose. Ce sera un texte desséché. En définitive, nous revenons au texte de 1982 ».

M. Guy Allouche (Nord), qui s'exprimait au nom du groupe socialiste, n'a cependant pas été le seul sénateur à apporter son soutien au ministre de l'Intérieur. M. Jacques Golliet (Un. cent., Haute-Savoie) a regretté que soit « écartée sans retour la notion de peuple corse », selon lui, « ne remet pas en cause l'unité de la nation ». « Le meilleur moyen de faire barrage à la folie autonomiste est de refuser d'affirmer qu'il existe une spécificité méritant notre respect », s'est-il interrogé. Le sénateur centriste a ajouté que « le problème des listes électorales doit être traité si on veut que les Corse, et surtout les jeunes, puissent faire confiance à la démocratie dans leur île ».

GILLES PARIS

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« Le cercle des éditeurs disparus », par Pierre Belfond ; « Des villes sans exclure », par Roger Quilliot ; France-Etats-Unis : « Les idées reçues », par Jacques Portes ..... 2

## Les suites

de la guerre du Golfe. 3 à 5

## Les nouveaux rapports Est-Ouest

M. Vucelja Havel en visite au siège de l'OTAN ..... 8

## Finances locales

Le gouvernement tente de rallier à son projet l'UDC et l'UDF ..... 10

## Football

Marseille qualifié pour la demi-finale de la Coupe d'Europe ..... 13

## Théâtre et vertige

Phédre, de Maria Tsvetaeva, à l'Athénée, et les Fruits d'or, de Nathalie Sarraute, au Paris-Villlette ..... 14

## SECTION B

## LIVRES • IDÉES

● Edgar Allan Poe, le premier Américain • Rimbaud, l'indépendant • L'écriture de Michel Breuille • Le feuillet de Feniak • La chronique de Nicole Zand • Pledover pour Strindberg ..... 17 à 26

## SECTION C

## Les Etats-Unis

et la dette polonaise

Washington allège de 70 % la dette de Varsovie ..... 27

## La grève à la SNCF

Les élus du comité central d'entreprise rejettent les restrictions budgétaires ..... 28

## Rachats de journaux

en Hongrie

Des dirigeants de Nice-Matin achètent deux quotidiens de Szeged ..... 30

## AFFAIRES

● Les perils d'Usinor-Sacilor • Le couac à la technologie des laboratoires • Les dérapages d'un constructeur automobile japonais • Oser de la Renta, créateur et homme d'affaires ..... 31 à 33

## Services

Abonnements ..... 2  
Annonces classées ..... 29  
Bulletin d'abonnement ..... 36  
Carnet ..... 36  
Loto ..... 36  
Marchés financiers ..... 34  
Météorologie ..... 37  
Mots croisés ..... 36  
Radio-Télévision ..... 37  
Spectacles ..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 mars 1991 n'est tiré à 521 093 exemplaires.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Nouvel âge

ON était complètement largué, nous ici, plus de modes, plus d'interdits, plus de système. Ni Marx, ni Freud, ni Jésus, on ne savait pas à quel saint se vouer. On avait bien entendu parler de l'ère du Versaï ou des pionniers de Californie, les petite-enfants des enfants-flaurs d'antan, ont fait basculer, à la veille de l'an 2000, l'ère obscurantiste du Poisson. Mais on pensait pas une seconde que ce ratour d'âge, le nouvel âge, elleit nous sauver à notre tour.

Et pourtant, ça y est, le new age nouveau est arrivé. Trinquons à la santé du new look des yuppiez relookées en hippies. Et foncez dans le créneau ouvert à deux battants sur le marché de la réincarnation, du zen, du yoga, de la thérapie par le couleur ou l'arôme, de l'hygiène, du druidisme, de l'estrologie kermique, des caleçons d'isolation sensorielle, des cristaux et des chakras.

Comment s'y retrouver ? En suivant le guide, Jacqueline Demorez. J'ai son livre sous les yeux. Du bon usage du nouvel

âge, un livre de recettes. Recettes basées, recettes santé, recettes succès. C'est fabuleux ! Vous avez des envies d'argent ? Suffit de créer un champ magnétique pour l'y attirer. J'aime, j'aime. Concentrez-vous. Voyez-le, ce fric, en billets, en pièces, en chiffres et en lettres sur un gros chèque. Les sous, c'est de l'énergie soumise à un rythme. Flux, reflux. Ça vient, ça va, surtout coupez pas le courant, ça reviendrait pas.

Vous souhaitez entrer en communication avec vous-même ? Faites des séances d'intégration fonctionnelle. Le moniteur, pardon le maître, écoute votre corps. Ses mains lui parlent. Il leur répond. Qu'est-ce qu'il se raconte ? Das histoires d'organisation spatio-temporelle et d'antiquité.

Vous voulez améliorer votre vie quotidienne ? Apprenez à vous dénouer. Pratiquez la régression dans vos vies antérieures. Atteignez le Higher Self, le « Moi supérieur illimité ». Et ramenez-en, revivrez votre naissance, le Rêve. Ça n'est qu'après avoir été réincarné que vous allez vraiment débouler !

Condamné, puis amnistié après le putsch militaire de 1961

## Le général Michel Gouraud est décédé

Le général de corps d'armée (cadre de réserve) Michel Gouraud, qui, à la tête du corps d'armée de Constantine, s'était rallié au putsch, en Algérie, contre la général de Gaulle en avril 1961 et qui fut condamné par le haut tribunal militaire à sept ans de détention criminelle, est décédé, mercredi 20 mars, à Versailles, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Le général Gouraud, promu en 1965 par le général de Gaulle et libéré, a été réintégré en 1982 dans le cadre des généraux de réserve.

Né le 10 juin 1905 à Paris, ancien polytechnicien affecté dans l'artillerie, Michel Gouraud, fait prisonnier en 1940, s'évade et, après la dissolution de l'armée d'armistice, rejoint les Forces françaises de l'intérieur (FFI), puis la division d'infanterie du général Billotte à la Libération. En 1955, il commande la 27<sup>e</sup> division d'infanterie alpine à Tizi Ouzou (Algérie) avant de devenir major général de l'armée de terre, poste qu'il cumule provisoirement, en mars 1958, pen avant la fin de la IV<sup>e</sup>.

Républicain et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, avec la fonction de chef d'état-major particulier de Pierre de Chevigné, alors ministre de la défense nationale et des forces armées.

En 1959, Michel Gouraud commande la région militaire de Toulouse et, en mars 1960, il est nommé à la tête du corps d'armée de Constantine. En avril 1961, il se

montre tiraillé entre son désir de rester fidèle au gouvernement et son estime pour Maurice Challe, l'un des officiers putschistes contre le général de Gaulle, alors président de la République, accusé par une partie de l'armée de vouloir brader l'Algérie. Malgré ses hésitations et ses scrupules, le général Gouraud, entraîné par le général André Zeller, basé dans la dissidence. En juin de la même année, il est condamné à sept ans de détention criminelle par le haut tribunal militaire de Paris et il est radié de la Légion d'honneur. Gracié par le général de Gaulle, Michel Gouraud est libéré de la prison de Tulle en avril 1965. Avec d'autres officiers généraux qui avaient été partisans de l'Algérie française, il est, dans le cadre d'une amnistie générale des séquelles de la guerre, réintégré dans ses droits d'officier général de corps de réserve.

### Les deux UNEF à égalité dans les élections étudiantes

Les élections des délégués étudiants aux Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), organisées la semaine dernière, ont démontré à nouveau à quel point la grande masse des étudiants est indifférente à ce scrutin. La participation, qui était déjà très faible en 1987 (5,5 %) et en 1989 (5,4 %), chute encore cette année, avec 3,5 % seulement de votants.

C'est l'UNEF-Indépendante et Démocratique (proche du Parti socialiste) qui apparaît comme la grande perdante. Avec 23,2 % des voix (contre 30,3 % en 1989 et 37,2 % en 1987), elle ne maintient que d'extrême justesse sa place de premier syndicat étudiant, talonnée par l'autre UNEF (principalement animée par les communistes), qui rassemble 22,5 % des suffrages, alors qu'elle plaçait autrefois à 18 % depuis cinq ans.

A droite, l'Union nationale inter-universitaire (UNI), proche du RPR, obtient 13,8 % (contre 15,9 % en 1989 et 12,6 % en 1987) et le Collectif des étudiants libéraux de France (CELF) obtient à baisser avec 5,5 % (contre 9,3 % en 1989 et 12,2 % en 1987). On assiste, en revanche, à la multiplication de petites listes locales, notamment les « corps » (8,3 %).

Le mensuel PASSAGES Saddam-Hitler Qu'est ce qui les rapproche ? par Emmanuel Le Roy Ladurie

## LE MONDE diplomatique

Mars 1991

## ● GOLFE : VAINCRE SANS CONVAINCRE.

Nouvel ordre, par Ignacio Ramonet. - Pour l'après-guerre, par Georges Caron. - Les milieux politiques français plus secoués qu'il n'y paraît, par Paul-Marie de La Gorce. - Le prix de l'alignement sur Washington, par Bernard Cassen. - Le relatif déclin de la puissance américaine, par Marie-France Toinet. - Les médias en tenue camouflée, par Serge Halimi. - Israël et les dividendes de la « retenue », par Alain Gresh. - Téhéran entre tant d'écueils, par Yann Richard. - « Jours d'angoisse en banlieue », une nouvelle d'Assma Koroghli.

## ● UNION SOVIÉTIQUE : Le grand débat à Moscou

sur la guerre du Golfe, par Amnon Kapelouk. - La Russie face à l'« Union rénovée », par Bernard Frédéric.

## ● ITALIE : L'influence des clans et des pouvoirs occultes, par François Vitzani.

## ● AMÉRIQUE LATINE : Un continent à la recherche de l'Etat de droit, par Rodolfo Matamoros.

Entre Tokyo et Washington, une autre guerre, par Frédéric F. Clairmonte. - La déroute des compagnies aériennes américaines, par Renaud Zupinger.

En vente chez votre marchand de journaux

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 mars

## Bon départ

La Bourse de Paris était bien orientée, jeudi matin, pour la première séance du terme boursier d'avril. En hausse de 1,34 % des premiers échanges, les valeurs françaises continuaient leur progression au fil des transactions. Aux alentours de 11 heures, elles affichaient une avance de 1,44 %. Dans ce contexte, SCOA, Cegid, CCMC et MMB étaient au nombre des plus fortes hausses. Parmi les baisses, on relevait celles de Rousset-Uclaf, Thomson SA, Salvepar.

o M. Pierre Arpaillange et M. Georges Bortoli décorés par M. François Mitterrand, o M. Pierre Arpaillange, ancien ministre de la justice et premier président de la Cour des comptes, a été élevé, mercredi 20 mars, à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur par le président de la République. M. François Mitterrand a également promu le journaliste de télévision Georges Bortoli au grade d'officier dans l'ordre national du Mérite.

o Fia du monopole sur l'audiovisuel en Tchétchésie. - Le Parlement tchèque a mis fin, le 20 mars, à quarante ans de monopole d'Etat sur les ondes en autorisant la création de radios et de télévisions privées. La loi permet aux autorités d'accorder immédiatement des licences à des sociétés privées.

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 14387

A la suite d'une manifestation

## Des émeutes ont été violentes

### Un régime aux abois

POUR ne pas avoir voulu comprendre que, même en Afrique, un peuple ne se laisse plus aussi aisément que jadis mener à la baguette, le général Moussa Traoré a dû affronter une nouvelle fois, vendredi 22 mars, à Bamako, le colère des élites, notamment celle des plus jeunes. Réponses sans surprise du chef de l'Etat : la force. Et, au bout du compte, la mort d'au moins une vingtaine de personnes. Raresment sur le continent noir, hormis du côté de Johannesburg, pareille manifestation pour plus de liberté aura été aussi durement réprimée.

Cet emploi de la manière forte trahit l'affaiblissement d'un régime aux abois et de son chef, un militaire sans imagination qui a mal vieilli au pouvoir. On le bien vu, l'an dernier, lorsque les autorités de Bamako ont usé en vain des grands moyens pour tenter de réduire dans le nord-est du pays la « dissidence » des nomades touaregs.

Aujourd'hui, à chaud, le « dialogue » à venir qui le contraindrait à confirmer que le question du multipartisme sera inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès du parti unique au pouvoir. On voit mal comment celui-ci pourrait ne pas satisfaire les revendications de la rue, d'autant qu'au sein de la classe dirigeante des voix se sont récemment élevées pour que soit enfin opérée une véritable ouverture politique.

Pour renvoyer aux calendes grecques tout inégalement de son régime, le général Traoré avait couronné de républicanisme la démocratie est un « état d'esprit », laissant ainsi entendre qu'il son peuple n'était pas encore prêt à endosser l'habit occidental. Certes, la population de Bamako, et singulièrement sa population scolaire et étudiante, ne résume pas à elle seule la diversité du peuple malien. Mais, comme ailleurs en Afrique, elle est une « minorité » séculière qui sort d'une agglomération pour forcer le pouvoir à sortir de son immobilisme.

A tout le moins, ce qui réclame les contestataires, c'est d'abord une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est aussi un respect des droits de l'homme.

A la fin de la Baule n'a pas encore été entendue à Bamako. Lors du sommet franco-malien, en juin dernier, M. Mitterrand avait clairement émis ses vœux pour le continent noir à engager davantage sur la voie de la démocratie. Le président du Mali a alors parlé de ces « émaux », notamment avec les « têtes » tchadiennes, togolaises, nigériennes, qui critiquent ces recommandations, à leurs yeux.

Le vendredi de Bamako que les conseils du président avaient quelquefois fait. Alors que le Bénin, dimanche, par une élection présidentielle, son parcours africain, à sa suite, du au Niger, se laissent dans l'attente, le Mali ferait l'impasse sur si ses l'empêchaient de vivre en temps.

Le « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.

Les « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière. Une « état de la veille », l'entre les « colles » à tirer à l'arrière.